

## M. Bush, l'OLP et Israël

Trois mois bientôt après s'être officiellement noués, le dialogue entre les États-Unis et l'Organisation de libération de la Palestine n'a toujours pas acquis la substance promise par Washington et espérée un peu trop vite par M. Yasser Arafat. Les rencontres régulières à Tunis entre diplomates américains et représentants palestiniens n'ont pas permis jusqu'à présent d'entrer dans le vif du sujet. L'administration Bush, dont les intentions proches-orientales demeurent fort vagues, semble surtout estimer sur ce chapitre qu'il est urgent d'attendre.

Une chose est sûre en tout cas : le dialogue américano-palestinien continuera. Le président américain et un responsable du département d'État ont confirmé mardi 7 mars, chacun à sa manière, le ressort sur lequel se jouent ces propositions, tout en déplorant les récentes tentatives d'infiltration vers Israël de certains commandos palestiniens, les États-Unis semblent, après quelques atermoiements, refuser la définition du terrorisme, trop extensive à leurs yeux, que Jérusalem tente de faire prévaloir.

Cette précision vient à point nommé. Car Washington, au cours des dernières semaines, avait vivement haussé le ton envers l'OLP, en lui reprochant son incapacité à contrôler les factions palestiniennes qui lancent des attaques contre l'État juif à partir du Liban. Le département d'État avait laissé clairement entendre que ces opérations de commando violaient l'engagement pris en décembre par M. Arafat de repousser le terrorisme sous toutes ses formes. Sous la pression des Israéliens, Washington semblait même envisager, en préalable à la poursuite du dialogue avec l'OLP, de poser à la centrale palestinienne une condition drastique et difficilement acceptable par M. Arafat : la renonciation à tout acte de violence contre l'armée de Jérusalem.

L'administration Bush a donc préféré mettre un bâton à ses menaces et garder les mains libres. Ainsi campe-t-elle de nouveau sur les positions qui étaient celles de l'Amérique lors des dernières semaines du règne de M. Reagan, après que celui-ci eut décidé de prendre langue avec l'OLP. Cependant, le débat de fond est loin d'être clos aux États-Unis, où les éditoriaux de la presse assimilent assez souvent la moindre violence palestinienne à du terrorisme, certains commentateurs considérant même que l'intifada - le soulèvement dans les territoires occupés - appartient à cette catégorie.

N'ayant apparemment l'intention ni de revenir sur la « percée » historique réalisée par MM. Reagan et Shultz ni de laisser dériver le dialogue à peine ébauché avec l'OLP, la nouvelle équipe dirigeante américaine estime surtout que la situation n'est pas mûre pour de nouvelles propositions. S'agit-il d'attendre que l'intifada s'épuise, ou au moins, de faire traîner les choses au maximum en profitant du fait que l'émotion soulevée outre-Atlantique par la répression du soulèvement s'est nettement éteinte ? Ou bien les Américains pensent-ils, au contraire, que l'évolution en cours imposera d'elle-même à M. Shamir un changement d'attitude ? La « prudence » de MM. Bush et Baker présente l'avantage de laisser le champ libre aux interprétations contradictoires.

En attendant, les dirigeants américains attendent de pied ferme M. Shamir, qui sera leur hôte dans un mois. Mais le premier ministre israélien n'est pas d'humeur à se laisser attendre. Dopé par les récents succès de son parti aux élections municipales, il multiplie les propos musclés, comme pour mieux montrer à l'Amérique que son intransigence est intacte.



## Présidée par le sociologue Pierre Bourdieu et le biologiste François Gros La commission sur les contenus de l'enseignement propose une refonte complète des programmes

MM. Michel Rocard et Lionel Jospin devaient dialoguer directement avec les téléscripteurs et auditeurs sur A 2, FR 3, France-Inter et RFO, le mercredi 8 mars à 18 heures. Nous publions (page 30) le texte de la commission créée par M. Lionel Jospin sur les contenus de l'enseignement. Les auteurs proposent une refonte complète des programmes scolaires.



Un projet diablement ambitieux... Telle est la première réaction à la lecture du texte intitulé « Principes pour une réflexion sur les contenus de l'enseignement », qui vient de rédiger la commission de spécialistes nommée par le ministre de l'Éducation nationale et présidée par le sociologue Pierre Bourdieu et le biologiste François Gros.

L'idée qui guide ce texte est qu'il faut cesser de considérer la formation comme une juxtaposition, souvent bancale, de disciplines pour en faire un tout cohérent, ayant des objectifs clairement définis.

C'est donc à une remise à plat générale des contenus de l'enseignement, de la maternelle à l'université, qu'invite la commission,

de manière à déboucher les survivances inutiles, les lacunes et les double emplois, et à concevoir un ensemble équilibré, faisant appel à la fois à la théorie et à la pratique. Pour la commission, les programmes sont un ensemble vivant, qui doit évoluer au rythme de la science et de la société. Elle propose qu'un conseil national assure leur mise à jour permanente, en veillant à ce que « toute adjonction soit compensée par des suppressions ».

Une autre idée de base est que la formation doit être centrée sur l'élève, ce qui suppose, d'une part, qu'elle englobe un éventail d'activités pédagogiques et ne se limite pas aux cours magistraux, et, d'autre part, qu'elle livre honnêtement les clés de son fonctionnement (méthodes, techniques...).

Ce document soulève évidemment une foule d'interrogations. Celles-ci sont de trois ordres : conceptuelles (la définition de ce corpus cohérent de savoirs ne sera pas facile à réaliser) ; matérielles (l'activité pédagogique envisagée implique de sérieux aménagements de locaux) ; psychologiques (comment faire passer dans la réalité des démarches et des comportements pour le moins inhabituels ?). La commission pourra se faire une idée plus précise des problèmes soulevés au cours d'un colloque qu'elle va organiser, et qui sera suivi de rencontres régionales.

F. G.

(Lire page 30 dans le supplément « Campus ».)

L'ENQUÊTE : la communauté internationale et les réfugiés indochinois

## Le casse-tête des boat-people

Le problème des réfugiés indochinois, et surtout des boat-people vietnamiens, fait l'objet d'une conférence internationale, du mardi 7 au jeudi 9 mars, à Kuala-Lumpur, en vue de préparer une autre réunion, sous l'égide de l'ONU, en juin à Genève.

HONGKONG  
de notre envoyé spécial

Baraquements austères, murs couverts de barbelés et mirador : l'ancien camp militaire de Sham-Shui-Po, dans un quartier populaire de Kowloon, a bien le physique de l'emploi ; celui de centre de détention. Que ses pensionnaires soient des réfugiés ne change pas grand-chose à l'affaire.

« Nous sommes débordés », soupire M. Chu, le directeur du camp. On le serait à moins : des locaux conçus pour quelques centaines de personnes en accueillent plus de cinq mille, dont une majorité d'enfants. Au cœur de la ville chinoise surpeuplée et hostile, Sham-Shui-Po est un des cas « abécés » où des milliers

de Vietnamiens, en rupture de patrie, végètent en attendant d'aller refaire leur vie aux États-Unis, au Canada ou en Australie.

Un hangar sert de dortoir. Condamnés à la promiscuité, les réfugiés s'entassent par familles entières sur des planches superposées de 1 mètre sur 2. Et Sham-Shui-Po n'est pas le pire ! On peut en sortir pour travailler et, un beau jour, pour émigrer. Ailleurs, dans les camps vraiment fermés, la vie est verrouillée du matin au soir. Sur l'île de Hei-Ling-Chau, dans un univers qui n'est pas sans rappeler le pénitencier d'Alcatraz, des hommes, des femmes et des enfants croupissent, parfois depuis cinq ou six ans.

Comment tiennent-ils ? « A ceux qui ont tout perdu, il reste l'espoir et la force du rêve », dit le Père Pierre, un missionnaire français qui les aide. Mais pour ces « naufragés de la liberté » dont l'Occident a longtemps fait si grand cas, en fait de rêve, quel cauchemar !

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(Lire la suite page 6.)

## Un entretien avec M. Marc Viénot

« Le métier de banquier commercial exige une totale indépendance »

« La fin de l'opération sur la Société générale marque la véritable privatisation de la banque », estime son président, M. Marc Viénot, dans un entretien accordé au « Monde ». Il affirme que « le métier de banquier commercial exige une totale indépendance ».

« Vous êtes considéré comme l'un des principaux vainqueurs de la bataille autour du capital de votre banque, pensez-vous qu'il n'y a, après l'armistice du 23 février, que des gagnants ? »

« Il faudrait mieux parler de paix que d'armistice. Du moins est-ce ainsi que je l'entends personnellement. Tous vainqueurs ? Il m'est difficile de me substituer à tous les belligérants pour connaître leurs sentiments profonds. Pour nous, l'accord met fin à un épisode un peu long au cours duquel l'indépendance de la banque a été menacée. L'accord ne met pas en cause cette indépendance mais il l'affirme. Nous ne pouvons qu'en être satisfaits. »

« Vous avez obtenu le retrait presque total de M. Georges Pébereau, votre assaillant. Est-il le seul perdant ? »

« M. Pébereau s'était lancé dans une aventure aux apparences d'opération capitaliste classique mais avec des partenaires aux motivations très diverses. Les gestionnaires des fonds publics engagés dans l'opération avaient certainement des objectifs différents de ceux de MM. Dalle, Leven ou Pagézy (1). »

« Je doute que l'issue de l'opération soit pour Marceau et la SIGP financièrement glorieuse. Mais il paraît qu'elle a donné une grande notoriété à M. Pébereau et que les affaires vont affluer chez Marceau Investissements. »

Propos recueillis par  
ERIK SZRALEWICZ.

(Lire la suite page 39.)

(1) Respectivement président du conseil exécutif de L'Oréal, président directeur général de Perrier et président de la Compagnie du Midi.

**TOUS LES ENFANTS PEUVENT RÉUSSIR**

Un livre tonique. Pour donner toutes les chances de succès scolaire à votre enfant.

176 pages, 80 F

**Le Centurion**

Geneviève Caltain  
et  
Antoine de La Garanderie

**Le Monde**

**ARTS ET SPECTACLES**

L'effet « glasnost »

Créateurs, plasticiens, architectes et décorateurs retrouvent les vertus du verre

Les folies de l'art déco à Bruxelles

Malaise dans la création dramatique

Pages 17 à 19

**CAMPUS**

Le métier d'expert-comptable

Pages 27 à 31

Immobilier : Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 35 à 37.



# Débats

## BICENTENAIRE

### Les crimes de la Révolution française

par ALFRED GROSSER

part, pour les mencheviki de l'autre ? La vraie Révolution serait ainsi celle de 1793 plutôt que celle de 1789, celle d'octobre 1917 plutôt que celle qui, au printemps, avait vraiment renversé le tsarisme.

Lénine était grand parce que successeur de Robespierre. Robespierre était grand parce que cette interférence ? Or les temps ont changé, ou plus exactement l'air du temps. La grandeur de Robespierre a été atteinte par l'après-68 et par la chute de prestige de l'URSS, du léninisme et de l'ensemble du révolutionnarisme répressif et intolérant. C'est un phénomène plus important que l'antisovietisme frénétique de nombre d'anciens stalinistes.

Le duel larvé pour le pontificat du Bicentenaire s'est sans doute en bonne partie joué là-dessus. Dans la *Mentalité révolutionnaire*, parue en 1985, Michel Vovelle écrivait encore : « La légende noire des atrocités révolutionnaires a été l'un des thèmes favoris d'une historiographie conservatrice qui n'a pas dit son dernier mot aujourd'hui... La Terreur, c'est la peur contrôlée, maîtrisée, fixée dans les limites d'une justice populaire, non plus passive, mais active. Ce n'est plus celle que l'on ressent, ponctuelle et irrégulière, mais celle que l'on inspire à son esclavotage ennemi de la Liberté. » Légende noire, les noyades de Nantes, les fosses dans lesquelles s'abattaient à Lyon les gens de toutes sortes fauchés par la mitraille de Fouché et de Collot d'Herbois ? Légende noire, les éradications de villages vendéens ?

François Furet a senti la cassure qui était intervenue. Dans la ligne de son évolution personnelle qui

l'éloignait des interprétations économiques et sociologiques et le conduisait à privilégier des données psychologiques et politiques, il avait écrit dans *Penser la Révolution*, son sans outrance : « En 1920, Mathiez justifiait la violence bolchevique par le précédent français. Aujourd'hui, le goulag conduit à repenser la Terreur en vertu d'une identité dans le projet. » Aller jusque-là, c'est faire la part belle aux déferlements furieux des anti-révolutionnaires d'aujourd'hui. Qu'on lise la préface de Pierre Chaunu au livre de Jean-François Fayard, *La Justice révolutionnaire* (Laffont, 1987) ! « Devant les fours crématoires d'Auschwitz et les barbelés glacés de l'Archipel du Goulag, le meilleur hommage à la mémoire farouchement préservée est le silence. Il suffit de garder l'image, de remémorer les chiffres... Ce qui vous étonnera, ce n'est pas cette mécanique de la folie, de la bêtise, de la mort en puissance substitutive des tarés et des médicaments, comme dans la salade du pouvoir d'Etat bolchevique, communiste tiers-mondiste et nazi... Jamais au cours de notre histoire un tyran plus haïssable n'a parodié, profané, dénaturé, les principes dits abusivement de 1789. »

C'est surtout la guerre de Vendée qui doit constituer l'arme absolue dans la lutte contre la Révolution intrinsèquement perverse. Or même les ouvrages les plus engagés justifient mal la comparaison avec Kolyva et Auschwitz. Et ils risquent de causer une étude aussi fondamentale parce qu'à la fois ample, sereine et humaine comme celle de Jean-Claude Martin *La Vendée et la France* (Seuil 1987) dont la lecture suggère de toutes autres réflexions comparatives pour la barbarie massive des Bleus et les

crimes des Blancs. Le protestant Pierre Chaunu ne pense-t-il vraiment pas aux atrocités exterminatoires ordonnées par le Roi et approuvées par le légat du pape ? N'a-t-il pas pris connaissance des livres de Janine Garrisson dont le plus ample, *Les Protestants au seizième siècle*, est sorti l'an dernier chez Fayard ? Les éradications de villages « canibales » ne pouvaient être justifiées par les très réels crimes des héros huguenots Jean Cavalier. Pas plus que, en 1945 autour de Stéf et en 1947 à Madagascar, les crimes commis par les révoltés n'auraient dû entraîner des massacres de dizaines de milliers de musulmans réputés français et de Malgaches en principe paternels par la France.

#### L'air du temps pour Condorcet

Quel dommage que la violence du propos anti-révolutionnaire vienne troubler une atmosphère propice à des réconciliations sans renoncements ! Il est désormais permis d'avoir de l'admiration pour l'œuvre de la Convention et du Comité de salut public sans trouver pour autant que les résistances des provinces étaient nécessairement contre-révolutionnaires. Certes, l'air du temps est à Condorcet et à Sieyès plutôt qu'à Saint-Just dont une promotion de l'ENA ne prendrait plus le non, pas plus qu'un nouvel André Malraux cherchant un pseudonyme pour écrire dans le journal d'une nouvelle Résistance. Mais l'époque est propice, recherche historique solide à l'appui, pour le jugement équilibré, pour la justice rendue aux protagonistes — dans la connaissance de leurs crimes comme dans l'appréciation de leur œuvre, quand œuvre réelle il y a.

C'est cela qui a été rendu possible par la prétendue désidéologisation de la vie intellectuelle chez nous. On fait bien, finalement, de célébrer la Révolution à partir des droits et des libertés de 1789 : c'est à ce titre qu'elle avait déjà rayonné sur l'Europe et qu'elle se remet à rayonner aujourd'hui. Il n'y a qu'à voir comment le Bicentenaire se trouve magnifié en Allemagne. En République fédérale, la sagesse libérale, la condamnation de la violence avaient provoqué le rattachement à la Révolution américaine par l'intermédiaire du Français Tocqueville, pendant qu'en France, on glorifiait trop l'intolérance répressive en se rattachant à notre Révolution par l'intermédiaire de l'Allemand Karl Marx. Aujourd'hui, l'esprit de Tocqueville triomphe. Et ce libéralisme souverain, chaste et sans pas une idéologie ?

La glorification des crimes comme bien et même comme mal nécessaire n'est enfin plus de saison. Et on peut considérer que, des deux côtés d'un ancien clivage, on acceptera de regarder avec la même horreur les fosses de Lyon-Ville affranchie et celles remplies en 1871 par les corps des commandants fusillés de la même façon. Comme on semble accepter, à quelques décalages près, que notre vie politique, notre société, nos valeurs sociales soient fondées sur ce qui fut révolutionnairement établi en 1789 : la souveraineté populaire prenant la place de la légitimité royale et se justifiant au moins par la visée de l'égalité de tous et de la liberté pour tous.

## « VERSETS SATANIQUES »

### Le blasphémateur

par DOMINIQUE JAMET

LES injures faites à un dieu ou à une religion ne peuvent que blesser les hommes qui vénèrent celui-ci ou professent celle-ci. Mais s'imaginer que quelques lignes écrites par une main humaine puissent altérer ce qui est intangible et obscurcir une vérité révélée, c'est se faire une bien pauvre idée de la divinité et de la foi. S'agit-il même d'un crachat, un crachat à-t-il jamais souillé les étoiles ? Tout au plus risque-t-il de retomber sur celui qui l'a émis.

S'insultent le vengeur du dieu que l'on décrie offensé (sans que celui-ci ait exprimé, à notre connaissance, la moindre demande en ce sens), c'est supposer que le créateur de l'univers, tel don Diègue, s'émousserait l'offenseur mais n'en aurait pas la force. Une telle

conception est deux fois insultante.

L'imam Khomeiny se dit le serviteur de Dieu. Mais de quel dieu ? Tout indique que le sinistre vieillard qui a déjà envoyé à la mort des centaines de milliers d'Iraniens coupables de le déshonorer ou assez innocents pour le suivre a créé son dieu à son image. L'Allah de l'ayatollah est selon toute apparence un être masqué, cruel, vindicatif, probablement chauve, enturbanné et barbu, un pied dans la tombe où il a peur de coucher seul.

Qui donc offense le plus gravement Dieu, du plaisantin Rushdie ou du prêtre arrogant qui, parce qu'il ignore lui-même le pardon, ose dépouiller Allah de son plus beau surnom : le Miséricordieux ? Le blasphémateur, c'est lui.

## CONSEIL CONSTITUTIONNEL

### Le professeur, le politique, le magistrat

par DOMINIQUE ROUSSEAU (\*)

TOUTS les trois ans, le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat doivent, chacun, nommer un membre du Conseil constitutionnel. Moment toujours attendu avec grand intérêt, tant cette institution est devenue l'élément central de notre système constitutionnel par le pouvoir qui lui est reconnu de sanctionner les lois votées par le Parlement qu'elle juge contraires à la Constitution, à la Déclaration de 1789 et au Préambule de 1946. Quel est donc le nouveau Conseil 1989 ? Les choix faits, qui s'inscrivent dans une certaine continuité, semblent dessiner un Conseil à majorité de juristes.

Régulièrement « on » regrette l'absence des femmes : régulièrement des noms féminins circulent : Mme Gréville, M<sup>me</sup> Rozes... ; régulièrement des hommes nommés des hommes. Comme si les femmes avaient acquis le droit de concourir à l'élaboration de la loi mais pas encore celui de la contrôler. Il faut donc à nouveau regretter et attendre... la prochaine fois.

L'absence de nomination de membre du Conseil d'Etat confirme la tendance engagée au moment du départ, en 1986, d'André Ségol et Paul Legatte. L'autonomie du Conseil par rapport à son voisin peut s'en trouver renforcée, même si la présence d'un éminent conseiller d'Etat au poste-clé de secrétaire général permet encore d'assurer la liaison entre les deux ailes du Palais-Royal.

Comme de Gaulle et Pompidou, le président de la République a nommé une personnalité proche de lui et les présidents des assemblées des hommes pris dans les professions juridiques, même si l'activité politique n'est pas absente de leur choix ; on notera cependant une rupture : les amis d'Alain Poirer sont aujourd'hui ceux de Charles Pasqua. Mais, au total, la continuité est respectée : un professeur, un politicien et un juge s'en vont et sont remplacés par Jacques Robert professeur, Maurice Faure homme

politique et Jean Cabannes magistrat.

Si le nouveau Conseil ne se féminise pas, il rajeunit ; la moyenne d'âge passe en effet de soixante-quatre à soixante-huit ans. Sans doute ne peut-on parler de mélange de générations, et François Luchaire reste toujours le plus jeune conseiller nommé en 1965 à quarante-six ans. Mais les dernières désignations « détachent » au sein des neuf « sages » un groupe de quatre conseillers dont l'âge est compris entre soixante et soixante-quatre ans.

Pour la première fois, le Conseil accueille, à l'exception des extrêmes, des représentants, à parts égales, de chaque famille politique ; deux anciens MRP, deux proches du RPR, deux issus du courant radical, deux connus pour leurs idées socialistes et un membre « sans étiquette » mais nommé par Laurent Fabius. Pour la première fois aussi, les membres désignés par la gauche sont majoritaires — cinq contre quatre — ce qui ne peut conduire, sauf à méconnaître le fonctionnement réel de l'institution, à affirmer que la gauche est désormais majoritaire au Conseil.

Plus important peut-être est d'observer que le nouveau Conseil comprend en majorité des juristes : six, dont trois professeurs, sur neuf, les « politiques » n'étant plus que trois et les anciens parlementaires passant de six à quatre. Et s'il faut réintroduire l'élément politique dans le « groupe des six », on constate, là, que deux seulement ont été nommés par la gauche. L'activité du Conseil sera-t-elle profondément modifiée ou influencée par la place ainsi faite aux professionnels du droit ? Question classique et réponse difficile, car il n'est toujours pas interdit à un juriste d'avoir ou de défendre des opinions politiques. Ni à un homme politique d'appuyer son raisonnement sur de forts arguments juridiques.

\* Professeur à l'université de Montpellier-I.

## BONHEUR

### Le recours

par ALBERT MEMMI

FACE à un univers illimité, nous ne disposons que d'une raison cruellement limitée. Pas étonnant que nous soyons tentés par des recours non rationnels : la religion en est le plus répandu dans le temps et dans l'espace.

Je reviens d'Egypte, une fois de plus fasciné. L'essence de notre culture judéo-chrétienne est là depuis des millénaires : le chaos initial, d'où surgit le monde ; le modelage de l'homme en argile ; son animation par l'insufflation divine. Plus tard, le judaïsme, puis le christianisme affirment leur spécificité, mais elle est déjà en esquisse dans le pharaonisme. Quelques siècles avant Salomon, Aménophis III ordonne d'aimer son prochain ; le pharaon est un homme-dieu, médiateur comme auprès de son père céleste ; le souffre divin féconde une vierge ; n'est-ce pas déjà le Saint-Esprit ?

La religion est une réorganisation de l'univers pour le rendre intelligible. Afin de transcender le désordre et la ténacité opacité de la mort, l'Egypte ancienne édifie une fabuleuse réplique du monde des vivants.

Les détails de ces constructions, fruits de l'ingéniosité humaine, faisaient rêver Voltaire. Il avait tort sur le fond ; tout rite est un exorcisme et une manière de maîtriser l'angoisse. Tous les jours, devant l'Arche sainte (déjà), de vrais repas sont offerts à un dieu en pierre. Mais c'est pour saluer le retour de la lumière, après les ténèbres, dont rien ne garantit que l'on sortira. Lorsque les francs-maçons, ces religieux modernes, ont voulu célébrer notre lien, éprouvant et rassurant, avec le cosmos, ils n'ont pas que repris l'antique rituel, ils ne s'en sont pas contentés ; les organisations politiques procèdent autrement : cérémonial, formalisme, référence à des hommes-symboles, qui résumant et cimentent la communauté.

Durant des millénaires, les prêtres égyptiens, gestionnaires de l'angoisse collective, ont refait les mêmes gestes, répété les mêmes formules : la répétition est certainement apaisante. La philosophie chrétienne recommande la prière continue ; les souffis musulmans psalmodient inlassablement le

nom d'Allah ; les adeptes de Kriehna, une courte invocation. Ainsi pris en charge, l'esprit est délivré de ses tourments.

Alors tout est bien ainsi ? Oui et non.

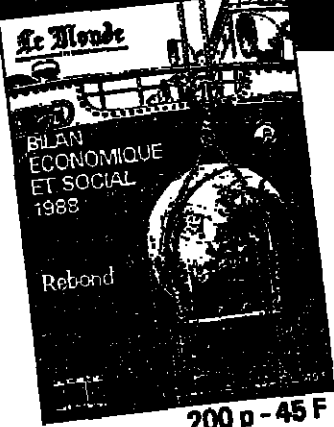
Notre insatiable soif de certitude, exigeant une foi absolue, nous rend exclusifs et tyranniques. Une double tentation nous guette : le fanatisme, qui est une coercition spirituelle, et le déisme, qui est main-mise sur le pouvoir afin d'assurer cette coercition.

Or l'anthropologie la plus rapide nous enseigne la modestie et la tolérance. La religion ne se démontre pas ; sa vérité n'est pas dans ses raisons, mais dans le besoin que l'on a d'elle. D'où la vanité des disputes religieuses. Il est vain de vouloir imposer à autrui ce qui ne lui convient pas : on réveille son angoisse et on suscite sa violence. Les prêtres de Thèbes, affligés devant le monothéisme précurseur d'Akhénaton, lui ont brisé les reins.

Nous nous battons pour nos différences, c'est-à-dire pour du folklore ; communions plutôt dans notre égale fragilité ; et, malgré les canons de notre raison, soyons raisonnablement irrationnels.

## BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rebond



200 p - 45 F

Le Monde

Le Bilan économique, véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde, rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année dans leur environnement social et politique.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauré (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauts.  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.  
Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0393-2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-93-91.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-61

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-98-72

Tel	FRANCE	MORILL	SUISSE	AUTRES PAYS
3	365 F	399 F	504 F	700 F
6	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
12	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENOVEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués en prévision : nos abonnés sont invités à nous en faire part avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐  
6 mois ☐  
9 mois ☐  
1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les jours propres en capital d'imprimerie.

50 من الأمل



Mobilisation internationale pour la protection de la nature

Au Brésil, le sort de la forêt amazonienne suscite un âpre débat

RIO-DE-JANEIRO  
De notre correspondant

Il y avait l'inflation, la dette extérieure, il y a maintenant l'Amazonie. Le sort de la plus grande forêt tropicale du monde donne des maux de tête au gouvernement de M. José Sarney. Non pas qu'il s'inquiète outre mesure à ce sujet, ce qui lui déplaît c'est le bruit que sa destruction suscite à l'étranger, et les pressions qui en résultent pour y mettre un terme. Il se plaint d'être victime d'une « campagne internationale », voire d'un complot contre la souveraineté du Brésil. Au Parlement, la droite s'est emparée de l'affaire et demande la formation d'une commission d'enquête. Les militaires ne disent rien publiquement, mais on sait qu'ils s'énervent.

C'est le ministère des relations extérieures qui a donné le ton. A en croire son secrétaire général, M. Flecha de Lima, jamais le Brésil n'a été l'objet de tant de « pressions ». Celles-ci n'avaient pourtant pas manqué à l'époque du régime militaire, dans les années 70, pour faire cesser les tortures et les assassinats de prisonniers politiques. Au dix-neuvième siècle, c'est une campagne du même genre qui avait été menée par l'Angleterre en faveur de l'abolition de l'esclavage.

Ce qui gêne aujourd'hui Brasília, c'est l'activisme des écologistes, surtout américains. Ces derniers multiplient les démarches auprès de Washington, ainsi que des organismes de financement multilatéraux, afin de bloquer les crédits qui pourraient servir à des projets nuisibles à l'environnement. Ils ont parfois gain de cause. L'un des plus critiqués parmi ces projets est celui d'une route qui doit relier Rio-Brasília, dans l'Acre, à la côte péruvienne. On craignait, aux Etats-Unis, qu'un crédit de 1,5 milliard de dollars promis par le Japon ne lui soit destiné — au moins en partie. Le gouvernement de Tokyo vient d'annoncer qu'il n'en serait rien, et celui de Washington a laissé entendre qu'il avait pesé sur cette décision.

Les réactions à Brasília sont celles du nationalisme outragé. « On veut bloquer le développement du Brésil », affirme M. Flecha de

Lima. « On veut faire de notre pays une réserve écologique », assure le ministre des relations extérieures, M. Abreu Sodré. Pour mobiliser l'opinion, les autorités prêtent aux accusateurs l'intention d'« internationaliser » l'Amazonie sous prétexte de la sauvegarde. M. Michel Rocard se voit classer parmi ces indésirables, pour avoir proposé, si l'on en croit la presse locale, de confier à une organisation supranationale le soin d'« administrer » la région.

« Un zoo humain »

L'une des propositions les plus discutées est celle que plusieurs ministères européens ont présentée récemment : le Brésil a une grande forêt tropicale et aussi une grande dette extérieure, pourquoi ne pas lier les deux questions ? Il s'agirait, pour les pays créanciers, d'utiliser une partie de l'argent qui leur est dû dans des actions ponctuelles de sauvegarde. Le projet se heurte ici à un « non » catégorique des militaires et du chef de l'Etat, qui disent qu'aucune partie du territoire ne peut faire l'objet de marchandage.

Les arguments les plus variés fleurissent à Brasília pour répondre

à la « campagne » de l'étranger. Un chroniqueur politique très connu, Carlos Castello Branco, en a donné récemment un échantillon. Derrière les campagnes des écologistes, écrit-il dans le *Jornal do Brasil*, on a l'impression que se cachent de puissants intérêts. Si les Etats-Unis ne veulent pas de la route Rio-Brasília-Pérou, ce n'est pas par souci de la forêt, mais pour protéger leurs exploitants agricoles, qui seraient concurrencés par les producteurs brésiliens de soja et de bois si ceux-ci avaient un accès direct au Pacifique.

Carlos Castello Branco écrit qu'en prétendant défendre les Indiens « on veut faire de l'Amazonie un zoo humain, destiné à la distraction du monde développé ». Des Indiens, précise-t-il, « dont le nombre n'atteint même pas la moitié de la population de la principale

favela de Rio, mais qui occupent un territoire vingt fois plus grand que celui accordé aux indigènes des Etats-Unis ».

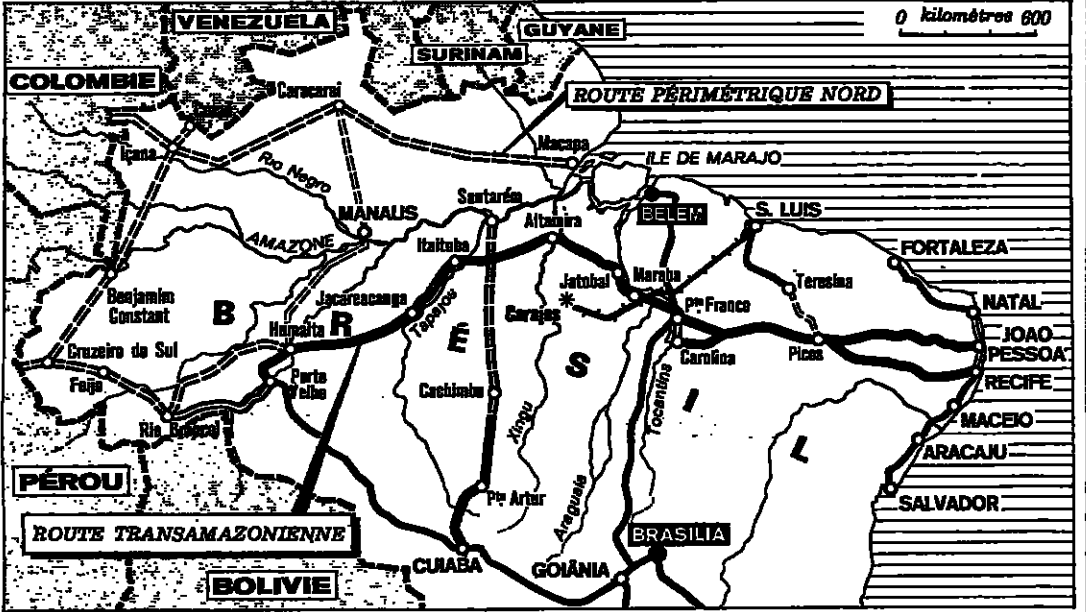
Bref, les nationalistes outragés font feu de tout bois en faveur de ce qu'ils appellent le « développement » de l'Amazonie. C'est au Brésil, certes, de décider ce qu'il doit faire chez lui. Mais la défense de la « souveraineté nationale » couvre les crimes commis contre l'écologie et les habitants de la région.

Déboisement sauvage, travailleurs agricoles assassinés ou réduits au servage, Indiens spolés ou victimes d'aventuriers : la liste des méfaits est connue et s'allonge tous les jours. Le plus souvent, la forêt est détruite pour céder la place à des pâturages. Les « grands projets » encouragés par l'Etat depuis quinze ans, avec subventions et exemptions fiscales, visent à créer en Amazonie des exploitations de plusieurs dizaines de milliers d'hectares destinées à « faire du bon feu ». Politique désastreuse, aux yeux des spécialistes, l'élevage pratiqué étant extensif, il faut 2 ou 3 hectares par tête de bétail. Autrement dit, pour produire 200 kilos de viande, on sacrifie 20 000 ou 30 000 mètres carrés d'un patrimoine naturel unique au monde. A la violence contre la nature s'ajoute celle qui s'exerce

contre les hommes : les premiers défricheurs de la forêt sont les peuples, les paysans sans terre qui ouvrent des clairières pour pratiquer leurs cultures de subsistance ; mais ils sont chassés manu militari par les milices privées des grandes compagnies, qui les utilisent ensuite comme main-d'œuvre quasiment servile.

Le gouvernement de Brasília n'a pas engagé de discussion véritable sur le type de développement souhaitable pour l'Amazonie. Peut-être le fera-t-il à la faveur de la « campagne internationale » qu'il dénonce aujourd'hui. En attendant, il profite des contradictions entre savants sur les dimensions du saécage pour en minimiser la portée — voire pour le nier, tout simplement.

CHARLES VANHECKE.



Une surface supérieure à celle de la Belgique détruite chaque année

Il est difficile de mesurer, avec précision, la dévastation de l'Amazonie brésilienne, tant les spécialistes sont en désaccord à ce sujet. Ils disposent des mêmes données : les images fournies depuis 1985 par un satellite américain. Mais ils les interprètent différemment. Selon M. Alberto Setzer, de l'institut national de recherches spatiales de Sao-José-dos-Campos, près de Sao-Paulo, 205 000 kilomètres carrés ont brûlé en 1987, soit une superficie équivalente à celle de la Grande-Bretagne. Le phénomène se serait répété l'an dernier. Au total, selon M. Setzer, 12 % environ de la forêt amazonienne brésilienne auraient été perdus depuis que les premières images ont été prises.

Les contestations portent d'abord sur le champ de l'étude. La forêt proprement dite s'étend sur 3,6 millions de kilomètres carrés, soit 42 % du territoire brésilien. Mais le nom d'Amazonie est aussi donné à ce qui est, en fait, la pré-Amazonie, région de végétation moins luxuriante, où les incendies observés en 1987 concernaient des zones exploitées depuis longtemps (la culture sur brûlis y est une tradition).

A l'institut national de recherches sur l'Amazonie, situé à Manaus, les estimations sont plus modestes. L'écologiste américain Philip Fearnside, collaborateur de l'institut, estime, à partir des mêmes images de satellite, que 35 000 kilomètres carrés de forêt ont été détruits en 1987, et autant l'an dernier, soit chaque fois « une surface supérieure à celle de la Belgique ». Au total, selon lui, 400 000 kilomètres carrés ont été dévastés jusqu'à présent, dans la forêt et dans les zones de cerrado (savane) : ce qui correspond à 8 % de la région.

C.V.

« Chantage nationaliste »

Les écologistes brésiliens accueillent avec reconnaissance les pressions de leurs homologues étrangers. Beaucoup de journaux en font autant, et se moquent des hauts cris du gouvernement ; ils ne croient pas au risque d'« internationaliser » l'Amazonie, au sens où l'entend ce dernier. Une internationalisation de

l'aventure a été répétée avec la Périmetrique Nord, et interrompue quand près de 1 000 kilomètres avaient été déjà construits. A Manaus, près du plus grand gisement de fer du monde, celui de Carajás, des entreprises brûlent les arbres pour fabriquer 2 000 tonnes de charbon végétal par jour et produire des gâteaux de fonte destinés à l'exportation.

Le gouvernement de Brasília n'a pas engagé de discussion véritable sur le type de développement souhaitable pour l'Amazonie. Peut-être le fera-t-il à la faveur de la « campagne internationale » qu'il dénonce aujourd'hui. En attendant, il profite des contradictions entre savants sur les dimensions du saécage pour en minimiser la portée — voire pour le nier, tout simplement.

CHARLES VANHECKE.

M<sup>me</sup> Thatcher annonce que Londres va doubler sa contribution

LONDRES  
de nos envoyés spéciaux

M<sup>me</sup> Thatcher a suscité des rires lors de la conférence de presse qui clôturait, mardi 7 mars, la réunion internationale sur l'ozone, lorsqu'elle a sèchement réprimandé son ministre de l'environnement, M. Nicholas Ridley. A notre question sur le montant de la participation de son pays au Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) (1), la « dame de fer » a répondu : « Cette participation va doubler, passant de 1,5 à 3 millions de livres. » « Je ne crois pas que ce soit le bon chiffre », lui a glissé à l'oreille M. Ridley, qui se trouvait à ses côtés. Ce dernier avait parlé suffisamment fort pour être entendu de tous les journalistes.

Calme ment mais fermement, M<sup>me</sup> Thatcher a alors élevé la voix pour dire à son intention, et pour la salle entière : « Vous feriez mieux de compter 1,5 million de livres tout de suite pour que le double puisse faire 3 millions. Cela vous apprendra à me donner des chiffres faux. » Cette polémique interne au gouvernement britannique a beaucoup réjoui l'auditoire.

Le contexte est le suivant : Ministre de l'environnement, M. Ridley est en réalité plus favorable aux thèses des industriels qu'à celles des écologistes. Il est très critiqué depuis des mois pour avoir subitement commencé à lotir la « ceinture verte » qui entoure Londres. M. Ridley est ultra-conservateur... en politique et en économie, mais pas en protection de la nature, espaces verts compris.

Cette rebuffade de M<sup>me</sup> Thatcher a détendu l'atmosphère à la fin d'une conférence par définition très technique. Elle a aussi considérablement embarrassé M. Ridley. Celui-ci n'aime pas beaucoup verser de l'argent à l'ONU pour défendre l'environnement. Il a eu le tort de donner à penser que M<sup>me</sup> Thatcher se trompait dans ses additions et ses multiplications.

« Ancienne concurrence »

Le Royaume-Uni contribue actuellement pour 1,5 million de livres (environ 16 millions de francs) au PNUE. Cette somme va être multipliée par deux. M<sup>me</sup> Thatcher l'a annoncé mardi, et il n'y a pas de raison de mettre sa parole en doute. M. Ridley était-il au courant ?

M<sup>me</sup> Thatcher a, d'autre part, déclaré que son pays ne serait pas représenté lors de la prochaine réunion internationale sur l'environnement qui a lieu, samedi 11 mars, à La Haye. « Nous n'irons pas à la conférence de La Haye parce que celle-ci a pour but de créer une nouvelle institution. Nous estimons qu'il y en a déjà assez. Nous ne croyons pas

beaucoup à la création de nouveaux organismes... » a-t-elle souligné.

Y a-t-il concurrence entre la conférence de Londres qui s'est achevée mardi et celle de La Haye à laquelle MM. Mitterrand et Kohl doivent se rendre ? « Pas du tout », affirme M<sup>me</sup> Thatcher, il n'y a aucune concurrence.

Pour M<sup>me</sup> Thatcher, la conférence de Londres a « dépassé tous ses espoirs ». Au départ, la conférence s'était fixée « trois buts principaux : augmenter la prise de conscience de l'opinion mondiale, engager les processus concrets qui arrêteront les dommages faits à la couche d'ozone, renforcer les organisations internationales existantes, en particulier le PNUE. »

Le protocole de Montréal

M<sup>me</sup> Thatcher, dans son discours de clôture, a comparé avec humour notre connaissance de la couche d'ozone à unseau dont nous ne savons ni la grandeur, ni la capacité, ni le débit de ses flûtes et de son remplissage, mais dont nous voulons savoir le nombre de litres d'eau qu'il contient. Mais les incertitudes sur les mécanismes de création et de destruction de l'ozone sont une incitation à intensifier les recherches et ne doivent pas retarder les décisions concrètes.

Il faut que tous les pays adhèrent au protocole de Montréal (2), et que chaque consommateur change ses habitudes pour réduire son usage personnel des CFC. Mais le premier ministre britannique comprend que la recherche et la mise sur le marché de produits de substitution prendront du temps.

M<sup>me</sup> Thatcher reconnaît qu'« il serait intolérable que les pays déjà industrialisés qui ont causé la plus grande partie des problèmes auxquels nous sommes confrontés en fassent payer le prix aux autres. » Elle a conclu en soulignant le fait que « nous devons transmettre un patrimoine sain à nos petits-enfants et aux générations ultérieures. C'est notre devoir. »

DOMINIQUE D'HOMBRES et YVONNE REBEYROL.

(1) Le Programme des Nations unies pour l'environnement, que dirige le docteur Mustafa K. Tolba, a un budget de 315 millions de francs, alimenté uniquement par des contributions volontaires. Avec 44,1 à 63 millions de francs — bien sûr, plus, probablement — les Etats-Unis sont le plus gros donateur.

(2) Les trente-quatre pays qui ont ratifié le protocole de Montréal consomment 85 % des CFC. Vingt pays supplémentaires ont annoncé à Londres leur intention d'adhérer au protocole.

● ERRATUM. — Le directeur de la chimie fine et des spécialités d'Atotech s'appelle Maurice Verhille (et non Morris Verhille, comme nous l'avons écrit dans le Monde du 7 mars).

LA COULEUR DES IDÉES

COLLECTION IDÉES

IZVETAN TODOROV  
NOUS ET LES AUTRES  
La réflexion française sur le drapage humain

ERIC LANDOWSKI  
LA SOCIÉTÉ REFLECTÉE

FRANCISCO J. VARELA  
AUTONOMIE ET CONNAISSANCE  
Essai sur le vivant

SI TU M'AIMES NE M'AIME PAS

A paraître le 30 mars 89

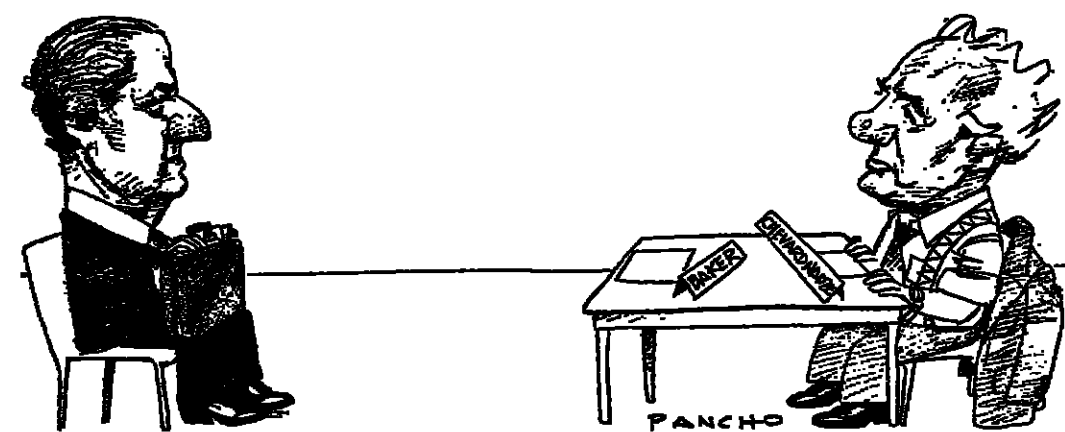
Editions du Seuil



## Diplomatie

Après leur première rencontre de Vienne

MM. Baker et Chevardnadze se retrouveront à Moscou en mai

VIENNE  
de notre envoyée spéciale

C'est à Vienne que M. Chevardnadze avait fait ses adieux à M. George Shultz en janvier, c'est à Vienne qu'il a eu, mardi 7 mars, son premier entretien avec le nouveau secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. On n'a cependant pas l'impression que le carrousel des relations américano-soviétiques ait été relancé au même rythme que sous le président Reagan.

« L'administration américaine, de toute évidence, a encore besoin de temps », disait à la sortie de cet entretien de près de deux heures, M. Chevardnadze, à qui l'on demandait quand allaient reprendre les négociations sur les armes stratégiques. Et M. Baker espérait, pour sa part, que l'examen de ce dossier entrepris par la nouvelle administration serait terminé vers la fin du mois d'avril. D'un sommet Bush-Gorbatchev, il n'est pour l'instant pas question. M. Baker en reparlera avec son homologue soviétique quand il le reverra à Moscou dans la première quinzaine de mai.

Sur le fond, le climat ne semble pas non plus être à l'euphorie, mais à une prudente expectative du côté américain. Les deux hommes se sont certes félicités qu'une nouvelle négociation sur les armements classiques s'engage à Vienne, mais M. Baker ne paraît pas vouloir laisser l'URSS se reposer sur les lauriers passés du gorbatchévisme. La perestroïka ?

Elle est « bénéfique pour les Soviétiques et le reste du monde, mais son succès dépend des Soviétiques eux-mêmes, pas de ce que nous pouvons faire ». Les droits de l'homme ? « Beaucoup de progrès ont été faits jusqu'en décembre, mais peu depuis », dit M. Baker.

Les conflits régionaux ? De « bons progrès » ont été réalisés aussi dans le passé, mais, a ajouté le secrétaire d'Etat américain, « nous attendons que la nouvelle pensée soviétique se manifeste aussi au Moyen-Orient, en Amérique centrale, dans la corne de l'Afrique. Nous voulons des actes, pas seulement de la rhétorique ».

Il a notamment demandé à M. Chevardnadze que l'URSS réduise son assistance militaire au Nicaragua, et il lui a exprimé ses « réserves » quant à l'idée d'une grande conférence internationale sur le Proche-Orient. Une telle conférence, « sous les projecteurs des télévisions, pourrait hypothéquer des possibilités plus prometteuses. La paix ne viendra que de négociations directes entre Israéliens et Palestiniens », a dit le secrétaire d'Etat.

Il avait tenu le même langage lundi aux ministres français, espagnol et grec des affaires étrangères, qui lui rendaient compte des contacts qu'ils ont pris récemment au Proche-Orient, au nom de la CEE. M. Dumas a pu mesurer, d'autre part, lundi soir, lors d'un entretien à l'ambassade de France,

l'intérêt nouveau du ministre soviétique pour cette région, qu'il s'agisse du conflit israélo-palestinien, de la situation au Liban ou du problème de l'accumulation des armements au Proche-Orient, que l'URSS paraît découvrir.

Le ministre français a eu également des entretiens avec ses homologues chypriote, allemand, autrichien et tchèque. Il s'est inquiété auprès du ministre tchèque du sort de Vaclav Havel, le dramaturge aujourd'hui emprisonné, que lui-même et M. Mitterrand avaient rencontré lors de leur récente visite à Prague.

Dans son intervention mardi, à la cérémonie d'ouverture des négociations sur les armes conventionnelles, M. Dumas a insisté sur l'insertion de ces négociations dans l'ensemble du processus d'Helsinki, « la France, a-t-il dit, est et restera parfaitement solidaire de ses alliés, mais elle hésite pas à dire qu'on ne peut appréhender la réalité de l'Europe à travers le seul prisme des alliances. C'est entre les Etats d'abord, et non pas entre les blocs qu'il s'agit de nouer des relations plus sûres et plus confiantes », a ajouté le ministre français, qui n'a « nullement exclu » d'élargir un jour aux trente-cinq pays européens, avec les neutres et non-alignés, la négociation de désarmement ouverte aujourd'hui entre les vingt-trois membres des deux alliances.

CLAIRE TRÉAN.

## Bucarest accepterait de recevoir une mission de la commission des droits de l'homme de l'ONU

GENÈVE  
de notre correspondante

La délégation roumaine à la commission des droits de l'homme de l'ONU a fait savoir en privé, dans la soirée du mardi 7 mars, à la délégation française que son pays était d'accord en principe pour recevoir à Bucarest une commission d'enquête comme l'avait fait Cuba l'an dernier, mais elle n'a fourni aucun détail sur la liberté d'action dont

une telle mission pourrait disposer. Il est probable que la commission ne donnera suite à cette proposition que si des assurances plus précises lui sont fournies par les représentants roumains présents à Genève. Comme nous l'a fait remarquer un diplomate, « si c'est pour aller en autocar admirer les progrès de la construction du nouveau palais du président Ceausescu, ce n'est pas la peine... »

L. V.

● Une assemblée générale sur la coopération économique en 1990. — L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé, mardi 7 mars, la convocation d'une session spéciale consacrée à la coopération économique internationale en avril 1990. Cette décision, acquiescée par 123 voix et 1 voix contre (Etats-Unis), est due à une initiative des pays en voie de développement.

La conférence, prévue du 23 au 27 avril 1990, aura pour objet d'examiner les problèmes prioritaires de l'économie mondiale, en particulier celui de la reprise de la croissance et du développement dans les pays du tiers-monde. — (AFP.)

## Le troisième sommet francophone aura lieu à Dakar le 24 mai

M. Jean-Paul Hubert, ambassadeur du Canada au Sénégal et président, depuis avril 1988, du Comité international du suivi des sommets francophones, a mardi 7 mars à Paris, tenu une conférence de presse pour faire le point de la préparation de la troisième conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement francophones.

Ce sommet aura lieu à Dakar du 24 au 26 mai. Il sera précédé, le 22 mai, toujours dans la capitale sénégalaise, d'une rencontre des ministres des affaires étrangères des nations utilisant le français. Les chefs de diplomatie se seront, auparavant, rencontrés à Paris les 30 et 31 mars.

Depuis le sommet de Québec, en septembre 1987, le Comité du suivi s'est réuni dix-huit fois, généralement à Paris, mais aussi à Tananarive et à Marrakech, Madagascar et le Maroc ayant souhaité, en accueillant chacun une de ces réunions, marquer leur intérêt grandissant

pour le mouvement né autour du français. Les premiers Jeux francophones du sport et de la culture se dérouleront d'ailleurs à Casablanca du 8 au 22 juillet. Enfin, un Forum francophone des affaires sera organisé à Dakar en mai, avant le sommet.

M. Hubert a indiqué que d'ici la conférence de Dakar, quelque 80 % des projets (d'un montant total de 360 millions de francs) mis sur pied à Québec seraient réalisés ou en voie de l'être, ainsi que M. Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie, l'avait promis il y a quelques mois. Certaines décisions, comme celle d'attribuer une aide particulière au Liban, sont cependant restées lettre morte : une somme d'environ 6 millions de francs a bien été décaissée pour ce pays, mais elle n'a pu être utilisée « en raison des circonstances ».

J.-P. P.-H.

## Amériques

ÉTATS-UNIS : accusé d'inaction

M. Bush demande qu'on le juge « sur les faits et non sur des impressions »

WASHINGTON  
de notre correspondant

« Il n'y a pas de malaise, nous ne sommes pas à la dérive » : c'est un George Bush sur la défensive qui s'est efforcé de dissiper, au cours d'une conférence de presse « improvisée », mardi 7 mars, l'impression que son administration n'est pas partie du bon pied, ou plutôt qu'elle fait du surplace.

Même si, pour une part, elle relève de la méthode Coué, la réaction du président était sans doute nécessaire, alors que l'on recommence à se poser des questions à Washington sur les qualités de jugement ou d'imagination de M. Bush, et qu'apparaissent dans la presse des commentaires sur le thème : Reagan, au moins, savait ce qu'il voulait et avait démarré beaucoup plus vite.

Tentant de balayer les critiques selon lesquelles « il ne se passe rien », M. Bush a affirmé : « Il se passe beaucoup de choses, des bonnes et des moins bonnes ». Il faisait apparemment allusion à l'affaire Tower, qui empoisonne les débuts de sa présidence et compromet l'avenir de ses relations avec les démocrates qui contrôlent le Congrès. Sur ce terrain au moins, les derniers jours ont dû apporter à la Maison Blanche un certain réconfort, puisque deux sénateurs démocrates ont annoncé leur intention de voter pour la confirmation de M. John Tower au poste de secrétaire à la défense. Mais les chances de succès restent très minces, l'atmosphère au Sénat est toujours aussi électrique, et ce pénible débat portant sur les travers supposés du « nommé » risque de se prolonger au-delà de la fin de cette semaine.

C'est dire qu'on n'a pas fini de reprocher à M. Bush de ne pas tenir compte des « réalités politiques », et de tourner la page pour s'occuper d'autre chose.

Pour répondre à ses détracteurs, M. Bush s'est efforcé de prendre les choses sur le ton de la plaisanterie : « J'ai parlé au téléphone avec un type de Lubbock (une ville du Texas), et il m'a dit : « Ici tout le monde pense que les choses vont s'améliorer. » C'était aussi, de la part du président, une façon de reprendre à son compte un

thème dont M. Reagan fit grand usage : Washington n'est pas le pays réel, ce qui fait grand bruit dans la capitale ne trouble nullement le public américain.

Mais M. Bush a tout de même estimé nécessaire de faire l'inventaire de ce qu'il a fait depuis son entrée en fonctions. Il a en particulier cité son plan de sauvetage des caisses d'épargne, son budget (que les démocrates apprécient de moins en moins à mesure qu'ils l'examinent de près) et « un voyage à l'étranger plein de substance » (il s'agit de sa tournée au Japon, en Chine et en Corée du Sud) qui lui a permis de rencontrer « les représentants de dix-neuf pays ».

Le président s'est aussi défendu d'avoir pris du retard dans le processus de nomination de toute une série de responsables de rang intermédiaire, et il a réaffirmé sa « totale confiance » en M. John Sununu, le secrétaire général de la Maison Blanche. Ce dernier, qui n'a pas, loin de là, que des amis à Washington, est souvent tenu pour responsable des débats claudicants de la nouvelle administration.

## Trêve de soixante jours

M. Bush a aussi confirmé son intention de ne pas intervenir, pour le moment, dans le conflit qui oppose une partie du personnel au Eastern Airlines à son propriétaire Frank Lorenzo, et qui a conduit en quelques jours la compagnie, malade depuis longtemps, au bord de la banqueroute, et mis la quasi-totalité de ses trente mille employés en chômage technique. Cette « inaction » du président suscite beaucoup de critiques au Congrès, où les démocrates préparent une résolution qui mettrait M. Bush en demeure de décréter une « trêve » de soixante jours dans le conflit social pour favoriser la recherche d'une solution. (La Maison Blanche fait valoir que le conflit dure depuis dix-neuf mois, et laisse entendre qu'il vaut mieux vider l'abcès.)

En politique étrangère, M. Bush a repoussé le processus « d'industrialisation » et de réflexion qu'il a ordonné de poursuivre son cours (il devrait être ter-

miné à la fin avril) : pas question donc de se laisser « paniquer » par ceux qui lui reprochent de n'avoir pas formulé à ce jour « de nouvelles propositions audacieuses ». Le président a aussi fait valoir que le secrétaire d'Etat James Baker était entré en contact avec les responsables de tous les pays de l'OTAN, et venait d'avoir à Vienne une « rencontre fructueuse » avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze.

M. Bush est donc tout à fait « à l'aise », il le dit. Mais il est douteux que cette conférence de presse ait suffi à redonner à sa présidence l'élan qu'elle semble avoir déjà perdu. Il faudrait pour cela un peu plus que des mots, et M. Bush le sait certainement, qui a déclaré lui-même mardi : « Le peuple américain juge sur les faits, non sur des impressions ». A condition que les faits ne se laissent pas trop désirer.

JAN KRAUZE.

## Le chef du Parti républicain contrainct à démissionner de l'université noire de Washington

Nouveau coup dur pour le président américain : le chef du Parti républicain, M. Lee Atwater, qui fut aussi le directeur de la campagne présidentielle du candidat George Bush, a dû démissionner, mardi 7 mars, de ses fonctions au conseil de tutelle de l'université Howard à Washington, la plus grande université noire du pays. Des centaines d'étudiants avaient investi les locaux de l'université et réclamaient le départ de M. Atwater, qui, à leurs yeux, avait mené une campagne « teintée de racisme » à l'automne dernier.

Les républicains avaient massivement utilisé à l'époque dans leurs spots télévisés l'exemple d'un détenu noir du Massachusetts, Willie Horton, auteur d'un nouveau meurtre lors d'une permission, pour critiquer le « laxisme » du gouverneur démocrate de l'Etat, M. Michael Dukakis.

## Proche-Orient

## Naplouse sous couvre-feu

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

« Le prix à payer sera lourd », avait annoncé le général Dan Shomron, chef de l'état-major, après le meurtre d'un soldat israélien à Naplouse (nord de la Cisjordanie), le 24 février dernier. Vraisemblablement attiré dans une embuscade au fond d'une rue de la casbah, le parachutiste Benjamin Meissner fut tué par un lourd bloc de pierre lancé depuis un toit. C'était un réserviste ; il avait vingt-trois ans.

Depuis, la ville est sous couvre-feu. Jour après jour, l'armée a fouillé des dizaines de maisons dans la casbah. Mardi 7 mars, les autorités ont annoncé qu'elles avaient arrêté deux « suspects » — deux jeunes Palestiniens soupçonnés d'avoir été directement impliqués dans l'opération. Immédiatement, l'armée s'est déployée dans le quartier et les deux maisons des familles des suspects ont été dynamitées.

Plus de cent cinquante maisons ont ainsi été détruites depuis le début du soulèvement dans les territoires occupés.

Commentant les dynamitages de mardi, un porte-parole a indiqué que cette forme de punition collective se voulait « dissuasive ». Il n'a pas expliqué ce qui se passerait pour les familles dont les maisons ont été dynamitées si le procès des deux suspects — il aura lieu ultérieurement — devait établir qu'ils sont innocents.

Les deux jeunes gens sont âgés de dix-neuf et vingt-deux ans. Tous deux ont déjà fait de la prison et tous deux ont été blessés par balle l'hiver dernier lors d'affrontements avec l'armée. L'un, touché au visage, a perdu un œil, l'autre a été atteint à la poitrine. Ils appartenaient aux « groupes de choc » du Fath.

Peu avant la démolition des maisons, l'armée avait pris en chasse plusieurs jeunes gens de la casbah qu'elle souhaitait appréhender. Les soldats ont ouvert le feu après les sommations d'usage, a indiqué un porte-parole : un Palestinien de dix-huit ans a été tué. Mercredi, Naplouse était toujours sous couvre-feu, ses cent mille habitants bloqués à domicile.

ALAIN FRACHON.

## Grave incident dans le Sud-Liban entre l'armée israélienne et le contingent norvégien de la FINUL

Un char israélien de type Merkava a forcé, mardi 7 mars, un barrage du contingent norvégien de la FINUL à l'entrée de la localité d'Ibri-el-Saqi, où se trouve le quartier général des « bérets bleus » norvégiens. Deux heures auparavant, ces derniers avaient interdit à une unité de seize militaires israéliens transportés dans trois jeeps de traverser le barrage.

Le char israélien, dans sa progression, a écrasé trois transports de troupes de l'ONU sans occupants.

Le commandant israélien de la région militaire Nord, le général Yossi Peled, a qualifié cet « événement grave » et a ajouté que l'armée israélienne « continuera de circuler librement sur toutes les routes du Sud-Liban ».

## « Zone de sécurité »

Un autre responsable militaire israélien a déclaré que l'Etat hébreu devait désormais « changer de comportement envers la FINUL », accu-

sant le contingent norvégien de cette force d'aider les « combattants anti-israéliens ».

Le général israélien Zeev Zaharin, commandant « l'unité de liaison », a affirmé que le village d'Ibri-el-Saqi — où se trouve le QG des « casques bleus » norvégiens — et d'autres régions de la zone d'opération de ce contingent sont devenus le point de départ des attaques menées contre la « zone de sécurité » établie par Israël au Liban.

Plusieurs incidents ont opposé, depuis le début de l'année, les Israéliens à la FINUL, au cours desquels notamment deux « casques bleus » norvégiens ont été blessés et un soldat irlandais tué. Le contingent norvégien, rappelé-t-on de source israélienne, a tenté à plusieurs reprises au cours des deux derniers mois de s'opposer à l'expulsion de la « zone de sécurité » d'une centaine de villageois des localités se trouvant dans le secteur de leurs opérations. — (AFP.)

## LIBAN

## Brusque détérioration du climat politique

BEYROUTH  
correspondance

Un brusque coup d'arrêt vient d'être donné à l'optimisme qui régnait depuis quelques semaines au Liban, à la suite des travaux du comité de bons offices de la Ligue arabe chargé de trouver un règlement au conflit qui déchire le pays, et dont l'action est appuyée par les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'URSS, ainsi que par la Communauté européenne.

En soixante-douze heures, la situation s'est considérablement dégradée. D'abord, le leader druze, M. Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste (PSP) et allié de la Syrie sur la scène locale, s'est

déchaîné contre le premier ministre du gouvernement, à majorité musulmane, M. Selim Hoss, lui reprochant de faire des concessions sans contrepartie au « camp chrétien », et soulignant, par ailleurs, qu'il n'y avait pas à attendre grand-chose de positif de la part du comité arabe de bons offices.

Face à ces attaques, M. Hoss a répondu simplement que M. Joumblatt était pratiquement en train de saborder le gouvernement, qui « se trouve paralysé et incapable de gérer ». Toujours dans le cadre de la montée de la tension, le général Samir Khatib, commandant des unités musulmanes de l'armée, a ordonné la fermeture de la voie de jonction du port de Beyrouth, qui relie les deux secteurs de la capitale.

La réouverture de cette route avait été considérée comme un début de réunification de Beyrouth, mais une querelle entre les camps chrétien et musulman sur le contrôle des différents ports du pays a amené le général Aoun à mettre en place un système de surveillance aéroportuelle comparable à un blocus maritime, les autorités de Beyrouth-Ouest ont fermé la route du port de Beyrouth, dont la réouverture n'aura duré que six jours après cinq années de paralysie. Cette affaire donne lieu à une polémique politique, mais, au regard de la tension qui prévaut, elle risque de dégrader en escalade militaire.

La querelle sur les ports et les attaques contre M. Hoss viseraient en réalité à freiner, ou même à tor-

piller, la mission du comité arabe de bons offices. D'ores et déjà, celui-ci a ajourné la visite à Beyrouth d'un émissaire qui devait inviter au Koweït les représentants de divers pôles d'influences politiques et militaires.

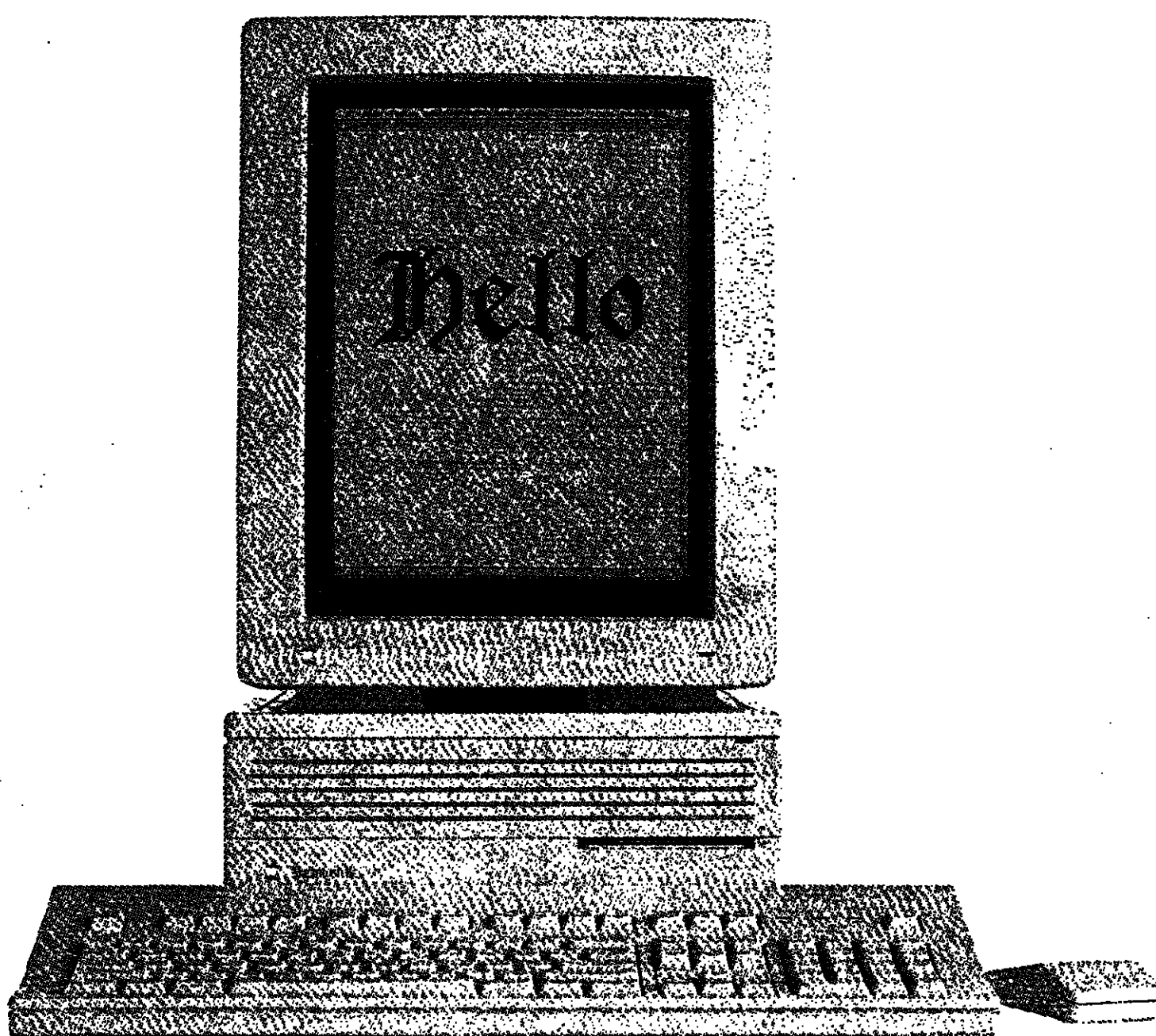
A l'origine de cet ajournement se trouveraient les réserves formulées par la Syrie au sujet de l'action du comité puissamment encouragée par l'Arabie saoudite et soutenue par l'Irak, et de la composition de la liste des personnes appelées à se rendre au Koweït. Reflet de la dégradation générale, la livre libanaise, véritable baromètre politique, a perdu en quelques jours 12 % de sa valeur par rapport aux monnaies occidentales.

ROGER GEHCHAN.

سكوا من الأصل



# Nouveau Macintosh Ilcx. On n'avait jamais réussi à mettre autant de puissance dans aussi peu de cm<sup>3</sup>.



Voici le nouveau Macintosh Ilcx, né hier. Ce qui est nouveau, c'est que l'on a réussi à faire tenir la plupart des avantages des Macintosh II dans un encombrement très réduit.

D'ailleurs, si l'on dispose de peu de place, on peut mettre l'unité centrale verticale, à côté de l'écran par exemple.

Comme il est de la famille des Macintosh II, on peut le faire évoluer comme on le souhaite, et même choisir son écran (couleur haute définition, pleine page).

Avec ses 3 connecteurs d'extension, on

peut étendre ses capacités et développer ses facultés de communication, par exemple en se connectant à différents réseaux locaux ou à distance.

De plus, il possède le nouveau microprocesseur Motorola 32 bits 68030 et le coprocesseur arithmétique 68882, ce qui permet de travailler plus vite que jamais. Avec son nouveau lecteur de disquettes FDHD 3,5 pouces, 1,4 Mo, il peut récupérer et traiter des données provenant d'ordinateurs utilisant d'autres

systèmes d'exploitation (MS-DOS ou OS/2 par exemple).

Grâce à sa mémoire vive extensible jusqu'à 8 Mo, on peut utiliser encore plus facilement plusieurs applications à la fois.

Et puis il est équipé d'un nouveau disque dur très rapide de 40 Mo ou de 80 Mo.

Enfin si vous étiez un peu curieux, vous auriez déjà pris rendez-vous avec votre concessionnaire Apple.



Apple, le logo Apple, Macintosh sont des marques déposées de Apple Computer Inc. MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corporation. OS/2 est une marque déposée de International Business Machines et de Microsoft Corporation.



# Enquête

La communauté internationale

## Le casse-tête

### Pour les Cambodgiens, le piège de la frontière

SITE 2  
de notre envoyé spécial

A l'heure où il est question pour des centaines de milliers de Khmers agglutinés depuis dix ans le long de la frontière khméro-thaïlandaise de rentrer au pays, Sot Sarong, lui, a choisi d'en sortir. Néanmoins, ce petit paysan de dix-sept ans s'est décidé à quitter tout à la fois son village, sa grand-mère et le Cambodge pour venir grossir le camp frontalier de Site 2. Et cela pour deux raisons : échapper à la conscription dans l'armée de Phnom-Penh et retrouver ses parents, depuis longtemps installés dans le camp.

Guidé par un passeur à travers les champs de mines dont les zones frontalières, le jeune homme est arrivé sans encombre. Dans son village, sous l'administration prôvietnamienne de Heng Samrin, il y avait, dit-il, « trop de travaux collectifs » (réfection des routes, surtout) et « pas assez d'écoles ». On n'enseignait pas le mandarin, mais on réquisitionnait quand même une partie des récoltes. Et puis, là comme ailleurs, le contrôle exercé par Phnom-Penh n'empêchait pas les Khmers rouges d'aller et venir. Cela aussi a décidé Sot Sarong à partir. Ses compagnons d'échappée, une douzaine de villageois, sont venus à Site 2 « pour chercher de l'argent, faire des provisions et visiter des parents ». Ils rentreront bientôt. Lui, non. Qui sait-t-il faire parmi les 180 000 habitants d'un camp devenu au fil des ans la deuxième agglomération cambodgienne après Phnom-Penh ? Il ne sait pas. S'il a fui la conscription là-bas, ce n'est pas pour se jeter ici dans les bras de la résurgence, il va attendre, en famille, que « ça change » pour pouvoir rentrer.

Prum Sokhol a vingt ans. Comme beaucoup d'adolescents séparés de leur famille sous le régime de Pol Pot et de ses cadres noirs, il est ou croit être orphelin. Il est arrivé à la frontière il y a dix ans, avec un oncle, mort depuis en combattant. Lui, passé directement du statut d'élève à celui d'enseignant, a échappé à l'enrôlement. Il manie mieux l'anglais et le français que l'AK 47 ; rêve de devenir ingénieur, d'aller étudier l'électronique à l'étranger puis de... rentrer au pays. Chez lui, comme chez ses amis, la soif d'apprendre pour servir le pays est grande. Mais, pour l'heure, Prum Sokhol n'est qu'un « prisonnier du camp » à l'avenir incertain.

#### Un avenir incertain

Leng Van Chai a vingt-huit ans, une femme et un enfant. Infirmer dans un hôpital-bambou de Site 2, il n'est pas parmi les plus mal lotis. Mais lui aussi végète depuis dix ans dans ces camps de la frontière livrés quotidiennement aux débordements de la guerre, à la « loi » des factions armées, aux rackets et misères en tous genres. Il n'en peut plus de cette vie d'assistance, de désespoir et de violence, de ces milliers de vies gâchées, de foyers brisés, de jeunes gens amputés.

« Je voudrais rentrer. Beaucoup ici voudraient rentrer, mais nous avons peur. Depuis mon enfance, je n'ai jamais connu la paix dans mon pays ; rien que la guerre et le communisme, et j'ai été séparé dix ans de mes parents, dit l'infirmer. Alors, rentrer oui, mais pas à n'importe quel prix. Pas sous un régime communiste, pas dans un système collectiviste, pas sans garanties. Et surtout pas tant que les Khmers rouges sont là ! »

Pour nos trois interlocuteurs, comme pour les nombreux civils intégrés au réseau de camps qui jalonnent la frontière, côté thaïlandais, l'espoir est tempéré d'inquiétude et l'avenir reste incertain.

Plus de 300 000 Cambodgiens vivent ainsi, depuis dix ans, dans un provisoire permanent. Une organisation de l'ONU, l'UNHCR (United Nations Border Relief Operation), créée pour la circonstance, leur fournit la nourriture et les peillotes ; des agences volontaires s'occupent de la santé et l'éducation ; l'armée thaïlandaise les garde.

L'opération, financée par les États-Unis, la CEE et le Japon

coûte plus de trente millions de dollars par an. Elle a permis de sauver beaucoup de Cambodgiens mais aussi de mettre sur pied les bases arrière de la résistance antiviétnamienne.

En 1979, après l'invasion du Cambodge par les troupes de Hanoi, l'effondrement des Khmers rouges et le chaos qui s'ensuivit, des centaines de milliers de Khmers vinrent s'agglutiner à la frontière. La spectre de la famine pesait, beaucoup choisirent de rentrer au Cambodge ; d'autres, privilégiés, purent partir à l'étranger ; d'autres encore, pris au piège de l'assistance et de la guerre, furent placés par les Thaïlandais sous la coupe des trois mouvements de la résistance (shinokistes, Front de libération nationale et Khmers rouges). Nécessaires à la lutte armée, la dizaine de camps « civils » prévus à cet effet (et proches des « sanctuaires » militaires) justifiaient du même coup le maintien de l'aide internationale.

Tout cela s'est fait sans ménagements, souvent dans les larmes et le sang. Et au prix d'un quasi abandon, par l'Occident et par certaines organisations, de leurs principes et de leur mandat.

Un responsable de l'agence britannique Oxfam récapitulait les manquements aux règles internationales pour les « personnes déplacées » à la frontière : déni du statut de réfugié et des droits essentiels qui vont avec ; maintien des camps dans des zones de guerre ; absence de toute présence internationale la nuit ; impunité des abus à Site 2, un camp (du Front national de libération) « sans loi ni loi » ; enfin, camps khmers rouges « virtuellement fermés aux contrôles des Nations unies ».

#### L'heure du réexamen

Une organisation de l'ONU notait : « La présence d'éléments armés, les recrutements forcés, l'enrôlement politique et la criminalité constituent les problèmes de protection les plus graves dans les camps de la frontière. Les violations des droits de l'homme continuent dans les camps khmers rouges. »

Pour sa part, le docteur Kouchner, qui s'est rendu récemment en Asie pour faire le point sur les réfugiés, parlait de « dévoiement humanitaire ». « Sous prétexte de sauver les gens, on en a fait des otages des factions armées. On peut s'en féliciter lorsqu'ils sont avec le prince Sihanouk. Mais que dire dans le cas des Khmers rouges, qui n'ont pas changé et qui restent capables du pire ? »

Sauvés de l'extermination par la politique d'asile de la Thaïlande, resuscités par les secours internationaux, réarmés par la Chine et confirmés dans leur fouteuil à l'ONU par les démocraties occidentales à l'époque où les charniers et autres horreurs de leur régime étaient mis au jour, les Khmers rouges, seule vraie force de combat khmère face aux Vietnamiens, ne se portent, en effet, pas si mal. Trop bien, même, pour les Khmers de la frontière et pour les organisations humanitaires alors que l'on parle du départ des Vietnamiens.

Aujourd'hui, la perspective d'un règlement du conflit cambodgien et l'attrait du marché indochinois donnent lieu à un réexamen de la politique de Bangkok. On envisage de défaire progressivement le dispositif militaire-humanitaire à la frontière. Il est question de rapatriement et de réinsertion. On ne parle pas encore de fermer les « sanctuaires », mais on envisage déjà de séparer les civils des combattants dans les camps. Et de commencer chez les Khmers rouges.

De telles déclarations sont-elles sérieuses, ou seulement destinées à sauver la face et à brouiller encore le jeu ? Quelques jours dans les camps, y compris avec des cadres de Pol Pot, laissent en tout cas à penser que la tâche serait ardue.

A l'écoute de la diplomatie, on peut retirer l'impression que les Khmers rouges sont des partisans non seulement nécessaires mais encore acceptables ; qu'ils ont changé. Mais chez les gens de la frontière et chez les humanitaires on entend partout dire le contraire.

Les Khmers rouges « n'ont pas changé », ils restent « brutaux, sectaires et persévérants, malgré les affirmations contraires, de détenir le veto révolutionnaire ». On raconte des incidents révélateurs. Par exemple, pour éviter la contamination par les étrangers, et pour s'opposer aux velléités de contrôle de l'aide alimentaire, les Khmers rouges ont incendié récemment un hôpital et procédé au transfert de la population du camp d'Otrao. Des Khmers rouges ralliés nous ont parlé de leur principale activité : le transport et le stockage de quantités d'armes chinoises au Cambodge, dans les montagnes et les forêts.

Les organisations internationales affichent leurs états d'âme, rivalisent entre elles et cherchent à s'adapter aux nouvelles réalités. Elles se demandent comment arracher les populations civiles à l'emprise des Khmers rouges ; ce Frankenstein qu'elles ont ressuscité ! Le CICR déplore un manque de coopération du régime de Phnom-Penh pour préparer les retours et réunir les familles.

Sans doute, mais la crédibilité des fonctionnaires humanitaires ne serait-elle pas mieux servie si s'ils n'assuraient pas depuis dix ans la survie de

(Suite de la première page.)

A Hongkong, terre d'asile pour immigrants chinois, les chemins de la liberté qui conduisent les cousins vietnamiens aux églises occidentales passent inévitablement par l'intermède. Avec parfois des « traitements inhumains et dégradants », comme cela fut le cas pour une centaine de réfugiés, mal traités l'an dernier pour une affaire de rations alimentaires (1).

Se doutaient-ils de tout cela, M<sup>me</sup> Thu, la laborantine de Hanoi, M. Phan, le chef électricien des mines de Quang-Ninh, et M. Hong, le mécanicien de Hanoi qui rêve de Toronto ? Ils connaissent les aléas, mais n'imaginaient pas que la liberté serait à ce prix dans un territoire de Sa Gracieuse Majesté.

« Nous sommes débordés. Trop, c'est trop ! », s'écrit l'honorable Rita Fan, membre du conseil législatif local. Et ce leitmotiv, dont l'écho se répercute d'un bout à l'autre de Hongkong, dans la région et au-delà, résume tout. Les gouvernements, exaspérés, affichent complet et multiplient les mesures de dissuasion. Hongkong et la Thaïlande, les pays de premier asile, qui supportent depuis le début la part la plus lourde du fardeau, en sont, cha-

cun à sa manière, plus ou moins meurtriers, l'illustration.

Depuis 1975, la colonie a accueilli, à titre temporaire, 120 000 boat-people, dont quelque 70 000 Vietnamiens d'origine chinoise. En 1982, pour freiner l'exode, une politique drastique fut décidée. Avant même d'avoir débarqué, les candidats réfugiés avaient à choisir — si l'on peut dire — entre reprendre la mer avec un supplément de vivres et de carburant et accepter un internement quasi pénitentiaire en attendant leur adoption par un pays tiers.

#### Statut automatique

Dans un premier temps, ces mesures ont paru fonctionner. De 8 000 en 1982 les arrivées tombèrent à un millier en 1985. Mais, l'an dernier, elles remontaient à 19 000. Un déferlement ! Et un beau tollé. Surtout que les départs étaient plutôt dérisoires ; les Sino-Vietnamiens se faisaient rares, et les nouveaux venus, originaires du Nord, ne correspondaient guère aux critères de sélection occidentaux.

Alors que, jusqu'en 1988, les Vietnamiens partis massivement ont bénéficié de façon quasi auto-

matique du statut de « réfugié », au sens politique (2), les derniers venus ont été progressivement perçus comme immigrants illégaux, mus par des considérations économiques. Même si leurs raisons de fuir restent similaires à celles invoquées par leurs prédécesseurs. M<sup>me</sup> Thu, M. Phan et M. Hong n'ont pas fui, à proprement parler, « par crainte de persécution », mais parce que la vie ne leur paraissait plus mériter d'être vécue dans leur pays sous ce régime.

La presse et l'opinion publique de Hongkong, encouragées par l'hostilité aux réfugiés de personnalités comme M<sup>me</sup> Rita Fan, et conscientes de la lassitude croissante de l'Occident, ont tiré profit de tout cela. En y ajoutant deux arguments locaux de poids : Pékin veut voir le problème réglé avant de rétablir sa souveraineté sur Hongkong, en 1997 ; et surtout des milliers de Chinois entrés clandestinement à Hongkong sont, eux, reconduits chaque année à la frontière manu militari.

L'addition de ces éléments a conduit au renforcement de la dissuasion. Il a été décidé que les boat-people arrivés après la date fatidique du 16 juin 1988 seraient soumis à un « contrôle » en vue de déterminer leur statut. La procédure fonctionne ; mais, alors que des centaines de cas ont déjà été examinés, plus de 90 % ont été rejetés. Cette sévérité dans l'application des critères désempare tous ceux (déjà plus de 10 000) qui n'ont plus d'autre perspective que l'emprisonnement prolongé ou le retour au Vietnam. Elle préoccupe également le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Parallèlement, les Britanniques ont négocié avec Hanoi les modalités de « rapatriement volontaire » au Vietnam. Le HCR, qui accorde une aide financière au retour, devrait pouvoir s'assurer que les rapatriés ne sont victimes ni de sanctions ni de discrimination. Les autorités de Hanoi s'y sont engagées.

Le premier contingent de « volontaires » (75) à prendre le chemin du retour la semaine dernière est statistiquement négligeable par rapport au nombre des boat-people, qui sont 26 000 à Hongkong et 45 500 dans toute la région (voir carte ci-contre). Mais c'est une première. C'est aussi, pense-t-on ici, la condition sine qua non du succès de la dissuasion. Et, compte tenu des variations de la compassion, la moins mauvaise des solutions : le retour au pays ne vaut-il pas mieux que la prison à vie ? Mais certains rétorquent : « Non, c'est comme le choix entre la peste et le choléra. »

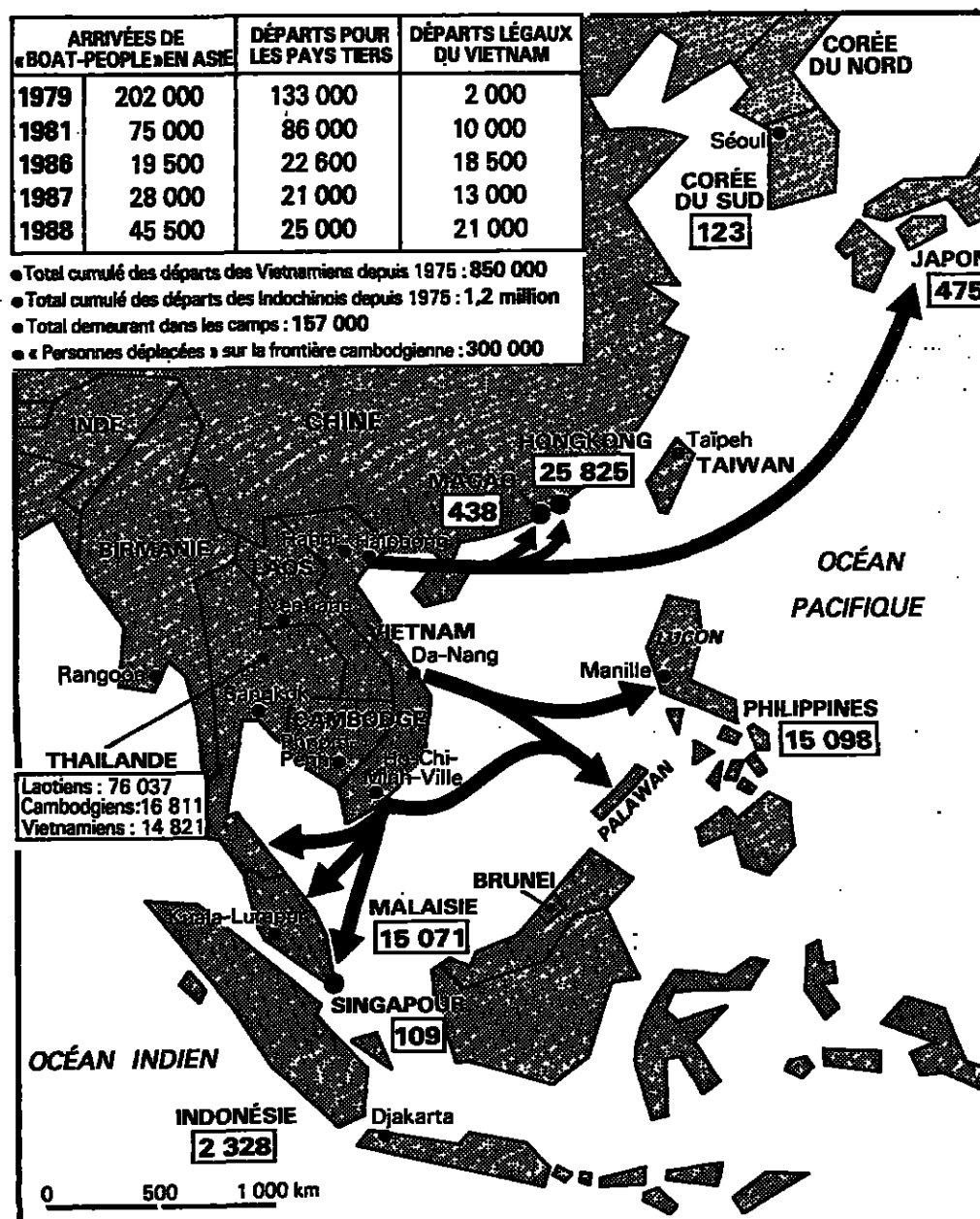
#### Rivages meurtriers

En réponse aux critiques, Hongkong fait aussi valoir que sa politique « a fait l'objet de garanties négociées et qu'elle respecte le droit. D'ailleurs, dit-on, « si tant de réfugiés croulaient à Hongkong, c'est qu'ils ne trouvent pas preneur ! Et puis, ici, au moins, on ne rejette pas les gens à la mer ! ». Voilà, pour les carences occidentales et pour les excès thaïlandais. Depuis janvier 1988, les rivages du royaume, plutôt accueillants ces dernières années malgré les pirates du golfe de Siam, sont, il est vrai, devenus terriblement inhospitaliers. Et même meurtriers, comme cela fut déjà le cas en 1979.

Exaspérées par la résurgence chronique du flot humain vietnamien, par les lenteurs des départs et par l'accumulation des laissés-pour-compte dans leurs camps, les autorités de Bangkok ont, elles aussi, réagi. Depuis plus d'un an, une « politique unilatérale, systématique et brutale de refoulement » est en vigueur. Malgré les dédations des autorités et l'interdiction virtuelle dans laquelle se trouve le HCR d'accéder aux plages, toutes sortes d'informations confirment l'ampleur de cette pratique.

« Le mot d'ordre est simple, nous expliquait un diplomate : plus de réfugiés ! Tous les bateaux qui peuvent être repoussés à la mer doivent l'être. Les plus chanceux, ceux qui ont assez de vivres et qui échappent aux pirates, finissent par accoster en Malaisie. »

Meurtrière en elle-même, cette pratique a été aggravée par des



### Des milliers d'amputés

SITE B (camp shanokiste). « C'est fantastique ! Vous leur mettez une prothèse et, quelques jours après, ils font des kilomètres à pied avec ce matériel rudimentaire. En France, il faut des mois pour arriver au même résultat. Ici, quelle volonté ! »

Marie-Francine Demonceaux, une kinésithérapeute arrivée tout droit de son Cantal natal, n'en revient pas. Autour d'elle, des jeunes gens s'affairent avec les moyens du bord (bois, bambou, fer, caoutchouc et roues de bicyclette), des prothèses et fautsuils roulants. Tous sont des amputés, comme des milliers de jeunes gens des camps, victimes des mines.

Mari-Francine fait partie des seize kinésithérapeutes et techniciens de l'organisation française Handicap international qui travaillent et forment des prothésistes khmers.

« Handicap international, se souvient l'un de ses fondateurs, le docteur Jean-Baptiste Richier, est née de la rencontre avec le drame et le peuple cambodgien, et d'un double constat. D'abord que la médecine occidentale, prisonnière de schémas, d'institutions et de thérapeutiques lourdes, était mal équipée pour ce type de situation. Ensuite, que face à ces épouvantables séquelles qui sont les mines anti-personnel, on ne pouvait pas rester sans rien faire. Il fallait adapter la technique aux nécessités. Le choc émotionnel a déclenché la volonté de le faire. »

Depuis 1980, Handicap international (qui est basée à Lyon) a équipé et rééduqué quelque 8 000 amputés le long de cette frontière. Ses appareils rudimentaires, mais incroyablement bon marché, sont très demandés. Ce qui explique que l'organisation ait aujourd'hui la responsabilité de soixante programmes dans vingt-cinq pays.

سكنا من الأمل



## Enquête

et les réfugiés indochinois

### des boat-people

mitrillages de bateaux. Inévitablement, elle encourage les pirates à se déchaîner. Barques coulées, viols et tueries : là encore, les récits ne manquent pas mais les preuves sont rares. On parle de centaines de victimes, morts et disparus, en 1988. On murmure aussi que le dispositif antipiraterie, qui a coûté des millions de dollars à la communauté internationale, aurait été utilisé contre les réfugiés par la marine thaïlandaise.

Aux dernières nouvelles, Bangkok aurait décidé de cesser ces pratiques. Son ministre des affaires étrangères, M. Siddi Sawatsana, s'y est engagé vendredi 3 mars auprès du haut-commissaire aux réfugiés, M. Jean-Pierre Hocké. Reste qu'il n'est pas facile d'influencer une politique « à double jeu » qui, affirme un secouriste désemparé, « donne des consignes de refoulement d'un côté et, de l'autre, réaffirme qu'il n'en est rien ». Par ailleurs, pour faire bonne mesure, les Thaïlandais ont décidé, comme Hongkong, que les boat-people arrivés depuis le début de 1988 (ceux ayant miraculeusement réussi à prendre pied) ne pourraient plus prétendre au départ en pays tiers. Ceux-là sont transférés dans un camp, à la frontière cambodgienne. Et il y a parmi eux de « vrais » réfugiés. Si l'avocat vietnamien Nguyen Hoa Giao, fondateur d'un Comité des droits de l'homme — et pour cela envoyé dix ans dans un camp de rééducation, — n'en est pas un, qui peut prétendre l'être ?

Cette politique, dans son ensemble, va beaucoup plus loin que celle de Hongkong. Cela dit, ici aussi, l'accumulation des frustrations a pesé lourd. En dix ans, la Thaïlande a donné asile à 700 000 Indochinois. Mais, temporairement, sans adhérer aux conventions sur les réfugiés et à condition que l'Occident les prenne tous ; et sans tarder.

Faire dépendre le droit d'asile non pas d'obligations universelles librement consenties, mais du rythme des départs vers des pays tiers, c'était pervertir l'esprit humanitaire. Mais c'était à prendre ou à laisser, l'heure était grave et des milliers de vies en jeu.

Depuis, 650 000 boat-people ont été réinstallés à partir de la Thaïlande : 425 000 aux Etats-Unis, 76 000 en France, 40 000 au Canada, 36 000 en Australie. Fin 1988, il restait 107 000 réfugiés indochinois dans les camps thaïlandais administrés par le HCR. Et, le long de la frontière avec le Cambodge, plus de 300 000 « personnes déplacées ».

Malgré ces efforts remarquables, Bangkok n'a jamais cessé de mettre en garde contre la prolongation d'une opération *a priori* limitée dans le temps. Sécurité nationale, lenteur des départs et générosité sélective de l'Occident : les arguments n'ont pas manqué pour protester contre le partage jugé inégal du « fardeau humanitaire ». Et puis, les critiques concernant les manquements aux normes humanitaires ont défilé. Décidément, la bonne volonté du royaume n'était pas payée de retour ! D'autres (Indonésie, Singapour), plus habiles à se débarrasser des réfugiés, et même le Vietnam, premier responsable de l'exode, s'en tiraient mieux.

#### Le dilemme de l'Occident

Tout cela a joué. Mais, lorsque de tels agissements s'étaient produits, il y a déjà dix ans, la communauté internationale s'était émue et y avait mis rapidement le holà.

Raffirmation des grands principes, politiques généreuses d'asile, gros crédits, programme antipiraterie, conférence internationale, Hanoi cloué au pilori : on n'avait pas lésiné sur les moyens. Les Occidentaux, Etats-Unis et France en tête, compte tenu de leur « passé indochinois », ouvraient grands leurs bras et leurs frontières (et au passage celles de l'Asie du Sud-Est) aux victimes du communisme. Les Vietnamiens, mais aussi les Khmers et les Laotiens, avaient déjà bien des raisons de fuir. Les Occidentaux, leurs alliés régionaux, et, en prime, la Chine (tous unis contre les visées indochinoises de Hanoi et de Moscou) y ajoutèrent le formidable attrait d'un droit de passage automatique et garanti par les Nations unies, pour une vie nouvelle dans un pays du monde libre. Et, pour des dizaines de milliers de Sino-Vietnamiens, en Chine. Le message fut parfaitement reçu : un million et demi d'Indochinois, dont une majorité de Vietnamiens, en ont profité depuis.

Aujourd'hui, alors que perdurent des excès similaires, le changement est spectaculaire. Seuls les Etats-Unis ont protesté.

D'autres gouvernements, peu soucieux de s'entendre rétrograder : « Si vous les voulez, prenez-les tous ! », se sont bornés à demander des « éclaircissements ». Une nouvelle conférence se profile bien à l'horizon, mais dix ans et un million et demi de réfugiés après la première, l'environnement politique et humanitaire a bien changé.

Parler, avoir le même discours, vouloir encore prendre des Vietnamiens sans compter, cela paraît impensable. *A fortiori*, quand on sait que, au seul titre des départs légaux et de la réunion des familles, bien des Vietnamiens partiront encore pendant longtemps pour l'Occident. Et puis, l'intérêt du public pour les boat-people s'est éteint.

Continuer à se taire, confortant ainsi bon gré mal gré une politique qui a, certes, abouti à une réduction dramatique du nombre des arrivées, mais qui est la négation même des valeurs humanitaires les plus élémentaires, est-ce vraiment acceptable ? Enfermé dans ce dilemme, l'Occident découvre les conséquences dramatiques des années de laisser-faire humanitaire, et la nécessité de mettre un frein à une dynamique trop longtemps incontrôlée. Au besoin par des moyens hier encore jugés inacceptables.

« Se souvient-on », dit un expert, qui y a dix ans des fonctionnaires du HCR suggèrent de soumettre les boat-people aux procédures et critères d'éligibilité prévus par les textes et mis en vigueur ailleurs ? Mais, à l'époque, c'était politiquement inacceptable. Hier encore, l'idée de rapatriements et de marchandages avec Hanoi était sacrilège. Il fallait « faire saigner le Vietnam » pour le punir d'avoir envahi le Cambodge. Mais ces deux pays ont tant et si bien saigné qu'ils ont submergé leurs voisins et débordé l'Occident.

#### Tarir le flot

Alors, aujourd'hui — saisissant retournement ! — pour juguler l'hémorragie, l'Occident n'encourage pas seulement Hanoi à empêcher ses citoyens de sortir clandestinement. Il lui offre, par-dessus le marché, une prime pour reprendre ceux qui sont déjà partis. Et, surprise inouïe, le régime communiste (qui admettait récemment avoir favorisé les départs clandestins) s'offre le luxe d'assortir son accord de cette condition humanitaire : le libre consentement des intéressés. Une clause cardinale que certains Occidentaux rêvent de transgresser, car elle va limiter, au moins dans un premier temps, le nombre des gens résignés au rapatriement. Lors du premier retour, seules 75 personnes ont maintenu leur décision de rentrer, sur un total initial de 300.

Renverser la tendance, inverser le flot puis le tarir n'est pas chose aisée. Et, malgré les contorsions

politico-humanitaires, cela n'ira pas sans drames. Aussi les gouvernements s'en remettent-ils au Haut Commissariat pour les Réfugiés pour tenter de résoudre les contradictions, apaiser les passions et faire cesser les excès. Pour sauver ce qui peut encore l'être des vies et des principes.

La tâche promet d'être d'autant plus ardue que l'organisation ne sort pas grandie des dernières périodes. « Sa crédibilité souffre de la politique qu'elle s'est imposée dans l'affaire des refoulements thaïlandais », estime un fonctionnaire.

#### La direction du HCR

Confronté à « l'une des crises du droit d'asile les plus graves » de son histoire — une crise provoquée par un membre de son comité exécutif ! — le HCR a paru avant tout soucieux de gagner du temps et d'éviter de faire des vagues. De jouer l'apaisement et la diplomatie discrète plutôt que les appels à l'opinion et le rappel des conventions. Certes, les gouvernements, censés donner à l'organisation les moyens de sa mission, ne l'ont guère aidé. Mais on peut penser qu'une plus grande fermeté n'aurait pas nui à son devoir de protection.

Dans la perspective de la conférence qui doit se tenir en juin à Genève, l'organisation prépare un cocktail doux-amer de mesures susceptibles d'être acceptées par les gouvernements concernés tout en garantissant le droit d'asile. Avec, notamment : le respect de l'esprit humanitaire, la systématisation des procédures de détermination du statut, un effort accru des Occidentaux pour vider les camps, l'accent étant mis sur les départs légaux et les rapatriements.

Au-delà des subtils dosages politico-humanitaires et de la multiplication des mesures de dissuasion, il reste à savoir ce qu'en penseront les premiers intéressés : ces milliers de Vietnamiens décidés à fuir par voie de mer, quels que soient les dangers.

Ceux-là n'ont pas à Genève, mais ils reviennent toujours de Californie. Entendent-ils, voudront-ils entendre le nouveau « message » : départ = prison + rapatriement, que veut faire passer désormais l'Occident à la majorité d'entre eux : après avoir fait rimer pendant dix ans fuite et liberté ? Conférence ou pas, une première réponse ne tardera pas à arriver. Avec les vents portants de la mousson d'été.

(1) Le HCR et Amnesty International avaient protesté auprès des autorités. Des mesures ont été prises pour éviter ce type d'incident.  
(2) Ceux qui ont une « crainte fondée de persécution », notion centrale dans l'attribution du statut.

Enquête réalisée par  
ROLAND-PIERRE PARINGAUX

## Les habits neufs de la politique.

... Rarement les livres sur la vie publique auront été aussi intelligents...

J.C. Casanova - L'Express

... Rapide et d'une agréable clarté...

F. Roland-Levy - Libération

... Le rythme est soutenu et le trait souvent acéré...

J.M. Colombani - Le Monde

... Brillant, nourri de bonnes formules, réconfortant...

J.D. Bredin - Le Point

... La dimension décapante et défricheuse place son auteur au cœur des choses...

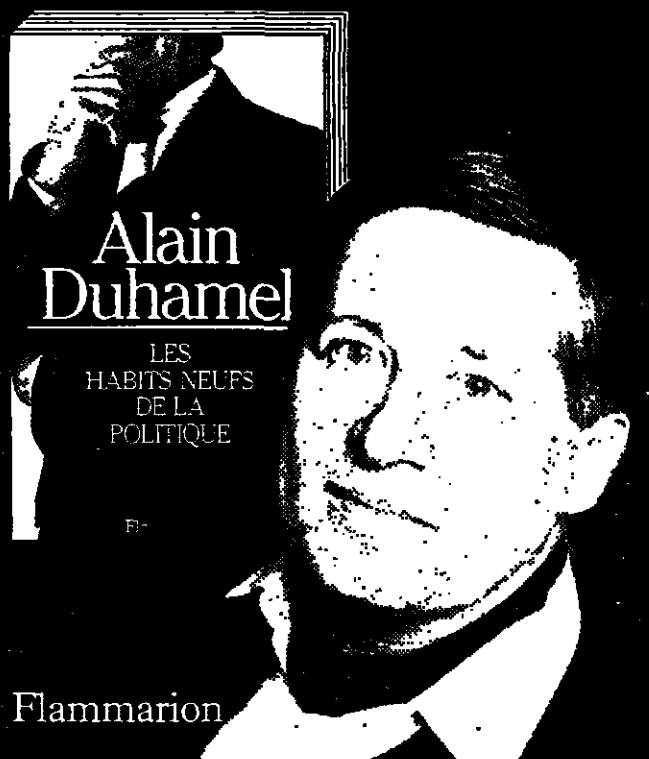
J. Daniel - Le Nouvel Observateur

... Alain Duhamel écrit merveilleusement bien.

B. Pivot - Apostrophes

... Courageux et à contre-courant

J.P. Elkabbach - Europe 1



Flammarion

SABINE PROKHORIS

### LA CUISINE DE LA SORCIÈRE

En politique, comme en cuisine, la sorcière est l'ennemi. Elle est celle qui, par ses sortilèges, fait surgir le chaos, celle qui, par ses sortilèges, fait surgir le chaos, celle qui, par ses sortilèges, fait surgir le chaos...

Aubier

Les instants les plus fun ne sont pas les plus chers

MONTREAL

VOL ALLER RETOUR  
DEPART DE PARIS  
A PARTIR DE

1 990 F

7, BD VOLTAIRE 4273 10 64  
36 15 NF

NOUVELLES FRONTIERES

### OFFREZ-VOUS UN MARWAY

Chez l'artisan ébéniste, la « marque » n'est pas seulement un signe d'identification. Elle est avant tout le signe du soin particulier qu'il apporte à façonner un meuble de qualité. MARWAY le spécialiste du meuble anglais, vous garantit ce label d'exigence dans une série limitée, spécialement conçue à votre intention, marquée d'un certificat d'origine. Chaque exemplaire de ce scriban « Regency » est numéroté, signé.

Ce scriban exclusif est uniquement vendu dans les magasins MARWAY

A Paris : 10, 26,  
28 bis, rue Richelieu.  
Tél. : 42.96.23.33.  
11, rue du Bac.  
Tél. : 42.61.22.28.

En province :  
Aix-en-Provence - Coen  
Chantilly - Dijon - Lyon  
Marseille - Rouen  
St-Etienne - Toulouse

9800 F

### ELECTIONS MUNICIPALES

Dimanche à partir de 20 heures  
tous les résultats ville par ville

Le Monde

36.15 LEMONDE

QUELLES SONT LES  
DIFFERENCES ENTRE  
LA DROITE  
ET  
LA GAUCHE ?

RÉPONSE PAGE 135 DU LIVRE  
SOFRES. L'ETAT DE L'OPINION 1989  
EDITIONS DU SEUIL

## LE MONDE Mars 1989 diplomatique

### HORS-LA-LOI

Par Claude Julien

Toujours cet affairisme que maintenant vitupère un président de la République inquiet ; et qui, du coup, s'attire les foudres des médias néolibéraux. Mais tout cela n'est que surface. Claude Julien décrit ces autres pratiques scandaleuses, mais des plus légales celle-là, qui, au regard de l'éthique républicaine, rangent déjà leurs auteurs parmi les hors-la-loi.

### LES RISQUES DE L'ECONOMIE AMERICAINE

L'économie américaine est en état de léthargie, Marie-France Toinet en démonte la spirale : frénésie de consommation-endettement-déficits-protectionnisme, dont finalement les partenaires commerciaux des Etats-Unis sont invités à faire les frais. Pas seulement eux, mais aussi les « perdants » de cette société vouée à la spéculation : Serge Halimi explique comment, en réalité, se finance la création d'emplois ; Hélène Puyfaucon décrit le drame des sans-abri à New-York.

En vente chez votre marchand de journaux



Ugaly N. Mather

1

هكذا من الأصل

1 Million

Un

à s



هكذا من الأصل

Le Monde • Jeudi 9 mars 1989 • 9

*1 Milliard de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans.*

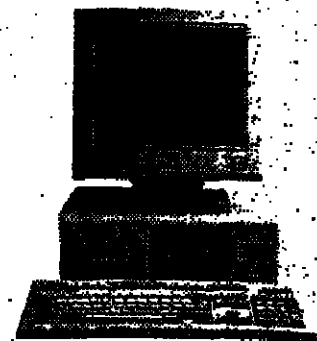
**Un record absolu.**

*La micro-informatique est une industrie où les records pleuvent.  
COMPAQ les fait exploser. Depuis son implantation fin 1984, COMPAQ France  
met sur le marché les micro-ordinateurs les plus performants. COMPAQ France choisit  
les meilleurs revendeurs.  
Aujourd'hui, le résultat est là : en 1988, 1 Milliard de francs de chiffre d'affaires annuel au  
bout de 4 ans seulement. C'est le record absolu de croissance interne dans l'informatique.*

*à suivre...*

**COMPAQ**

à suivre.





## Asie

CHINE : selon des témoins occidentaux

## L'armée quadrille la capitale du Tibet

Au moins deux mille soldats de l'armée chinoise ont pris position, mardi 7 mars, à minuit, dans Lhassa, à la suite du décret imposant la loi martiale dans la capitale tibétaine (nos dernières éditions du 8 mars), ont rapporté des témoins occidentaux.

Mercredi, le dalaï-lama, chef spirituel des Tibétains, réfugié en Inde depuis trente ans, a appelé la Chine à ouvrir des discussions avec lui pour « trouver une solution pacifique » à la crise.

A minuit pile, des dizaines de jeeps et de camions de l'armée, certains équipés de mitrailleuses lourdes, ont investi le centre de Lhassa, théâtre, depuis dimanche, des plus violentes émeutes antichinoises depuis trente ans, ont indiqué ces témoins joints par téléphone depuis Changdu, capitale de la province voisine du Sichuan.

« C'est un cauchemar, un véritable cauchemar », a déclaré l'un d'eux, visiblement sous le choc, un voyageur américain descendu dans un hôtel tibétain du centre de Lhassa qui a vu basse au téléphone peu après minuit, caché près de sa fenêtre donnant au rez-de-chaussée sur la rue. Juste en face de sa fenêtre, un soldat chinois, casqué et armé, montait la garde, a-t-il indiqué. En fond sonore, on pouvait entendre les sirènes des véhicules de l'Armée populaire de libération (APL) quadrillant la ville. Pendant environ quinze minutes, les haut-

parleurs, disposés sur les camions de l'APL, ont diffusé à pleine puissance les consignes de la loi martiale dans les rues entièrement désertes, a-t-il ajouté.

« Il va y avoir énormément d'arrestations dans les jours prochains », a estimé cet Américain, témoin des événements depuis dimanche. Un autre voyageur américain, qui a également tenu à garder l'anonymat, contacté par téléphone dans un hôtel, a déclaré avoir vu aux alentours de minuit trente et un camions de transport de troupes rouler vers le centre de la capitale. Ce voyageur a déclaré avoir croisé avant minuit sur le chemin de son hôtel environ mille soldats, précisant que ses papiers avaient été contrôlés à plusieurs reprises sur le trajet.

Il reste à Lhassa approximativement quatre-vingts étrangers, des voyageurs pour la plupart, répartis dans quatre hôtels, selon lui. Selon les témoignages recueillis par ce voyageur, familier du Tibet, la plupart des Tibétains blessés par les tirs des policiers se cachent dans les habitations par crainte d'être arrêtés dans les hôpitaux.

« Les chiffres du nombre de tués que j'ai entendus, le plus souvent, de la part des Tibétains les plus raisonnables varient entre trente et cinquante, ainsi qu'une centaine de blessés. A mon avis, c'est réaliste », a-t-il déclaré. Lundi, à la nuit tombée, selon plusieurs témoignages détaillés, a-t-il affirmé, des policiers chinois ont fait irruption dans des

habitations tibétaines et ont ouvert le feu sans sommation. Trois Tibétains âgés de dix, dix-huit et trente-sept ans ont été tués dans ces conditions, dans une habitation du centre-ville, a-t-il indiqué.

Des scènes analogues avaient eu lieu à la suite de l'émeute du 5 mars dernier, selon les témoignages recueillis à l'époque. Ce voyageur a encore déclaré avoir entendu six rafales d'armes automatiques tirées dans l'après-midi de mardi en plusieurs points du centre de Lhassa. La capitale tibétaine est entourée de six camps de l'armée chinoise, où sont stationnés plusieurs dizaines de milliers d'hommes. L'imposition de la loi martiale est notamment destinée à empêcher la commémoration, vendredi, par la population tibétaine, du trentième anniversaire de l'insurrection de Lhassa contre la tutelle chinoise, au cours de laquelle la répression par l'armée avait fait quelque dix mille morts, estiment les observateurs.

A Londres, le gouvernement britannique a appelé le gouvernement chinois à entamer « un dialogue » avec les Tibétains et leur chef spirituel, le dalaï-lama.

Enfin, en France, la communauté tibétaine a appelé à une manifestation de commémoration, samedi, à 14 heures, devant l'ambassade de Chine, 11, avenue George-V, à Paris, organisée conjointement avec le Comité de soutien au peuple tibétain, les Amis français-tibétains et l'Association Tibet libre, nouvelle organisation créée l'an dernier à Strasbourg. — (AFP.)

## AFGHANISTAN

## La résistance a lancé des attaques contre Kandahar et Jalalabad

La résistance a lancé dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 mars une série d'attaques contre l'aéroport fortifié de Jalalabad et s'est emparée de la garnison de Samarkhel, à une dizaine de kilomètres de la ville, apprend-on de sources moudjahidines à Peshawar (Pakistan). Samarkhel est le dernier poste important de l'armée afghane avant Jalalabad, une ville située à mi-chemin entre Kaboul et la frontière pakistanaise. Les combats ont eu lieu « au corps à corps » entre les moudjahidines du Hezbi-Islami (tendance Khaled, fondamentaliste) et les soldats gouvernementaux, dont plusieurs centaines ont été faits prisonniers, affirment les mêmes sources.

Dans le sud-est du pays, des groupes de moudjahidines ont attaqué depuis lundi la quasi-totalité des postes de sécurité autour de l'aéroport fortifié de Kandahar, seconde ville du pays, a-t-on annoncé mardi, de sources moudjahidines à

Quetta (sud-ouest du Pakistan). Les moudjahidines, qui ont massé leurs forces autour de leurs objectifs, terminent actuellement leurs préparatifs pour attaquer « simultanément » les garnisons gouvernementales à l'est, à l'ouest et au sud du pays, ont ajouté des diplomates occidentaux à Islamabad.

C'est la première fois que les moudjahidines, qui ont annoncé à plusieurs reprises des attaques imminentes contre la ville garnison de Jalalabad, à une centaine de kilomètres à l'est de Kaboul, font état d'une offensive générale. Toutefois, à cause du mauvais temps et des abondantes chutes de neige cette année en Afghanistan, il ne semble pas que les groupes rebelles puissent avant un mois lancer d'importantes opérations militaires contre Kaboul, Ghazni et Gardéz, ces deux dernières villes étant situées dans les montagnes au sud de la capitale.

En bombardant Jalalabad, les résistants ont détruit un Antonov AN-32 de l'armée de l'air gouvernementale qui s'apprêtait à décoller avec des civils à bord, tuant deux d'entre eux, a-t-on indiqué de source autorisée à Kaboul, en précisant que les autres passagers ont pu fuir l'appareil.

A l'aéroport de Kandahar, principal objectif militaire des résistants dans le Sud-Est, les moudjahidines ont tué dimanche vingt-cinq soldats et abattu un avion à l'aide d'un missile sol-air Stinger. Ils se sont emparés d'un fortin 10 kilomètres au sud de l'aéroport, indiquent-on auprès de la résistance à Quetta. Cependant la première réunion du gouvernement de la résistance à l'intérieur de l'Afghanistan doit se tenir jeudi dans la province frontalière du Nangarhar (capitale Jalalabad), selon un responsable du Hezbi-Islami (fondamentaliste). — (AFP, Reuters.)

## VIETNAM

## Les partisans des réformes renforcent leurs positions

A deux semaines d'un plénum du comité central du PC vietnamien, qui devrait s'ouvrir le 26 mars à Hanoi, un remaniement ministériel semble avoir renforcé la main des partisans d'une accélération des réformes économiques.

Le maire d'Ho-Chi-Minh-Ville (Saigon), M. Phan Van Khai, a été nommé président du comité d'Etat au plan (ministère du plan). Il remplace M. Dau Ngoc Xuan, qui devient vice-président de la commission d'Etat chargée de la coopération et des investissements étrangers, avec rang de ministre. De son côté, M. Vo Dong Giang est également nommé vice-président de la même commission d'Etat après avoir été président de la commission d'Etat des relations économiques extérieures jusqu'à sa dissolution en mai 1988.

M. Khai, membre du comité central du PC et originaire du Nord, passe pour favorable à la libéralisation de l'économie prônée par M. Nguyen Van Linh, ancien secrétaire général du PC lors du VI<sup>e</sup> congrès du parti, en décembre 1986. Le numéro un du parti, âgé de soixante-quatre ans et qu'on a dit malade à la fin de 1988, souhaitait depuis de longs mois une réunion des hautes instances du PC pour donner un nouvel élan aux réformes entreprises depuis le VI<sup>e</sup> congrès. Il avait même évoqué la réunion d'une conférence nationale, la première dans l'histoire du PC vietnamien, sans attendre le VI<sup>e</sup> congrès, qui doit normalement être convoqué en 1990.

Le plénum de la fin de mois de mars devrait porter sur un renforcement de réformes qui n'ont pas, jusqu'ici, produit les effets escomptés. Les dirigeants vietnamiens espèrent notamment une réponse plus rapide et plus favorable à leur nouveau code, libéral, des investissements étrangers. Or, en comptant les contrats pétroliers signés l'an dernier, ces investissements demeurent inférieurs à 400 millions de dollars.

En dépit de ses problèmes de santé, M. Linh s'est rendu en janvier à Phnom-Penh, à l'occasion du dixième anniversaire du régime protégé par les troupes vietnamiennes, et dans la foulée, en visite officielle en Inde. Selon certaines sources, il aurait l'intention de rester à la barre au moins jusqu'au VII<sup>e</sup> congrès du PC afin de consolider les réformes et l'ouverture en cours.

J.-C. P.

LIVRES  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
LIBELLA  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

## Europe

## CORÉE DU SUD

## Ouverture tumultueuse du procès d'une terroriste

TOKYO  
de notre correspondant

« A mort ! » — *Rendez-moi mon mari !* — Le procès de Kim Hyun-hui, la jeune femme qui a avoué être une espionne nord-coréenne et avoir fait exploser un avion de Korean Air en novembre 1987 avec cent quinze personnes à bord, a commencé, mardi 7 mars à Séoul, dans une atmosphère de pénible hali.

A l'extérieur du tribunal, des centaines de policiers essayaient vainement de contenir la foule des parents des victimes tandis que dans la salle certains d'entre eux interrompaient à plusieurs reprises les débats, criant des injures à l'adresse de l'accusée. Celle-ci, immobile, regardait obstinément la terre, pleurant doucement. Lors d'une suspension d'audience, deux femmes réussirent à s'approcher à moins de 2 mètres de l'accusée et cherchèrent à la frapper avec leurs chaussures.

Soucieux de donner le plus grand écho possible à ce procès, estimant qu'il ne peut qu'embarrasser le régime de Pyongyang, les autorités sud-coréennes (qui avaient même pensé à un moment autoriser le tournage d'un film sur la vie de M<sup>me</sup> Kim) avaient largement ouvert le tribunal à la presse. Il y eut pourtant quelques notes discordantes : « Ce procès est une farce », crièrent certaines personnes dans la salle. Selon elles, Kim Hyun-hui serait en réalité un agent du Sud utilisé pour discréditer le Nord. Des propos qui, il y a deux ans, auraient provoqué l'arrestation immédiate de leurs auteurs.

Au début de l'audience, Kim Hyun-hui avait une nouvelle fois reconnu être l'auteur de l'attentat, déclarant qu'elle avait agi sur les ordres de M. Kim Jong-il, fils et héritier en titre du président Kim Il-sung.

PHILIPPE PONS.

## JAPON : le scandale Recruit-Cosmos

## Un ancien vice-ministre a été arrêté

TOKYO  
de notre correspondant

L'ancien vice-ministre du travail, M. Takashi Kato, a été arrêté, mercredi 8 mars, à la suite d'une convocation chez le juge d'instruction. Il est accusé de corruption dans l'affaire Recruit. M. Kato est la onzième personne arrêtée dans le cadre des enquêtes menées par le parquet sur ce scandale et le plus important haut fonctionnaire appréhendé à ce jour.

M. Kato est accusé d'avoir reçu trois mille actions avant cotation de la société Recruit-Cosmos qui lui ont permis de réaliser un profit de 6,9 millions de yens lorsqu'elles furent mises sur le marché. En échange des largesses de Recruit, M. Kato, qui était à l'époque chef du service de l'emploi au ministère du travail, aurait « torpillé » un projet visant à renforcer les contrôles sur les journaux publiant les annonces d'emploi (au départ, l'une des principales activités Recruit). Selon le parquet, Recruit aurait en outre fait bénéficier le haut fonctionnaire de traitements de faveur dans les établissements de luxe de Tokyo entre 1984 et 1986. M. Kato a quitté la fonction publique en 1987 alors qu'il occupait le poste de vice-ministre du travail.

L'arrestation de M. Kato était attendue depuis que l'un de ses subordonnés avait lui-même été arrêté le 17 février. Elle pourrait être suivie dans les prochains jours par celle de l'ex-vice-ministre de l'éducation, M. Kobayashi.

Le parquet semble explorer systématiquement les trois « routes » empruntées par les flux financiers ayant pour origine Recruit : celles des ministères du travail et de l'éducation directement concernés par les activités de Recruit et celle de NTT, qui a conduit lundi à l'arrestation de l'ancien président du géant des télécommunications (le Monde du 8 mars). Cette dernière est évidemment la plus importante par ses implications politiques : outre l'affaire de la vente de deux super-computers à Recruit, NTT aurait fourni quelque 800 millions de yens au Parti conservateur collectés tout bonnement auprès de ses employés sous forme de contributions dites « volontaires ».

P. P.

## POLOGNE

## La fin de la table ronde est fixée au 3 avril

Les difficultés apparues ces derniers jours dans les négociations entre le gouvernement et l'opposition ont amené le ministre de l'Intérieur, M. Czeslaw Kiszczak, et le président de Solidarité, M. Lech Walesa, à se rencontrer mardi 7 mars pour la deuxième fois en cinq jours. Leurs entretiens, qui se sont déroulés dans une villa gouvernementale à une trentaine de kilomètres de Varsovie, ont permis de débloquent un certain nombre de points importants et de fixer un calendrier pour la fin de la table ronde.

Selon un communiqué diffusé par l'agence officielle PAP, la séance de clôture des négociations aura lieu le 3 avril. D'ici là, les commissions chargées des principaux chapitres de ces négociations devront avoir terminé leurs travaux le 20 mars.

A l'issue de la rencontre de mardi, M. Lech Walesa s'est montré résolument optimiste. « Tous les problèmes fondamentaux, comme le pluralisme, seront résolus à temps, en concordance avec nos engagements », a-t-il dit. Le président de Solidarité a notamment assuré avoir obtenu l'engagement d'une relégation du syndicat étudiant NZS, qui avait été interdit lors de l'instauration de l'état d'urgence. Cette annonce est intervenue à deux jours des manifestations prévues pour la commémoration des émeutes étudiantes de mars 1968, qui avaient été suivies d'une purge d'intellectuels juifs.

Le déroulement des négociations continue de susciter de nombreuses réticences au sein du PC polonais. Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a indiqué mardi qu'un nouveau plénum du comité central pourrait être convoqué avant la fin de la table ronde pour valider le résultat des négociations. Il a déclaré que des discussions difficiles avaient eu lieu lundi et mardi entre la direction du parti et les secrétaires des comités régionaux venus de toute la Pologne pour débattre de la situation actuelle. — (AFP, AFP, Reuters.)

## Pour la première fois

## Varsovie attribue à Staline la responsabilité du massacre de Katyn

Le gouvernement polonais a, pour la première fois, mardi 7 mars, attribué officiellement à Staline la responsabilité du massacre de 15 000 officiers et sous-officiers polonais faits prisonniers par l'armée rouge au début de la deuxième guerre mondiale. Les corps de 5 000 d'entre eux avaient été retrouvés à Katyn. « Tout indique que le massacre a été perpétré par le NKVD », a déclaré le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban.

M. Urban a indiqué que le gouvernement avait transmis la semaine dernière aux autorités soviétiques des « documents » prouvant l'implication de la responsabilité du NKVD. Jusqu'à présent, la thèse officielle, à Varsovie comme à Moscou, attribuait ce massacre aux troupes nazies.

En URSS même, on commence également à s'interroger sérieusement sur la responsabilité de massacres officiellement attribués aux troupes d'occupation allemandes pendant la seconde guerre mondiale. Le groupe Memorial vient ainsi d'annoncer avoir reçu des autorités ukrainiennes, la promesse d'une enquête sur les 240 000 morts qui se trouvent dans une immense fosse commune près de Kiev, en Ukraine. Memorial, il s'agit non pas de victimes des nazis, comme le veut la thèse officielle, mais de victimes des purges des années 30. Une controverse similaire a également éclaté en Biélorussie. — (AFP, Reuters.)

## EN BREF

● **HONGRIE** : inauguration d'une statue de Rajk. — Pour la première fois depuis sa mort, une statue de Laszlo Rajk, l'ancien ministre hongrois des affaires étrangères exécuté à l'issue d'un procès stalinien il y a quarante ans, a été inaugurée mardi 7 mars, à Gardony, sur les rives du lac Velence, au sud-ouest de Budapest.

Plusieurs personnalités, dont un représentant du Front patriotique populaire (officiel), d'anciens collègues de Rajk et le fils de l'ancien dirigeant ont assisté à la cérémonie. Condamné à mort comme agent de l'impérialisme, Rajk avait été réhabilité en 1956, juste avant le soulèvement d'octobre à Budapest. — (Reuters.)

● **IRLANDE-DU-NORD** : trois morts dans une fusillade. — Trois hommes ont été tués et un quatrième grièvement blessé, lors d'une fusillade revendiquée par l'IRA, dans une station-service de Cough, un village à 80 kilomètres à l'ouest de Belfast. — (AFP.)

● **SUISSE** : la Chambre haute lève l'immunité parlementaire de M<sup>me</sup> Kopp. — Le Conseil des Etats (Chambre haute) helvétique a décidé mardi 7 mars, à l'unanimité, la levée de l'immunité parlementaire de M<sup>me</sup> Elisabeth Kopp, ancien ministre de la justice et de la police. Cette décision, qui intervient après un vote semblable la semaine dernière du Conseil national (Chambre basse), va permettre à l'Assemblée fédérale (réunion des deux Chambres) de nommer un procureur spécial qui devrait décider de la poursuite de l'instruction pénale contre M<sup>me</sup> Kopp. — (AFP.)

● **URSS** : retrait de troupes de Mongolie. — L'URSS procède actuellement au retrait des troupes de ses troupes basées en Mongolie, a indiqué mardi 7 mars, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov. Ce retrait entré dans le cadre des réductions de deux cent mille hommes de l'armée rouge en Asie qui avaient été annoncées le 7 décembre à la tribune des Nations unies, par M. Gorbatchev. Toutes les unités retirées de Mongolie seront démantelées ou verront leurs effectifs réduits. D'autre part, toute l'aviation soviétique sera rapatriée de Mongolie pour être réaffectée au service, a rappelé le porte-parole. Cette opération porte sur cent cinquante-deux avions, selon des experts militaires occidentaux à Moscou. — (AFP.)

● **Greenpeace** à Moscou ? — L'organisation internationale Greenpeace, qui se bat à travers le monde

pour la défense de l'environnement, se propose d'ouvrir prochainement une représentation à Moscou. Le *Financial Times*, qui donne cette information, précise que le projet a été lancé avec la visite dans la capitale soviétique de plusieurs artistes rock qui soutiennent le mouvement écologique et dont les disques sont déjà diffusés à Moscou. Toujours selon le *Financial Times*, le directeur exécutif de Greenpeace, M. Peter Bahouth, a déclaré qu'il restait à l'organisation à examiner dans quelles conditions elle pouvait opérer dans un pays comme l'URSS. Le vice-président de l'Académie soviétique des sciences, M. Evgueni Velikou, a indiqué, pour sa part, que divers projets étaient envisagés concernant l'environnement et auxquels Greenpeace pourrait être associé.

● **Un navire à propulsion nucléaire interdit à Vladivostok**. — La municipalité de Vladivostok a refusé l'entrée de son port à un porte-conteneurs soviétique à propulsion nucléaire, le *Sovmorpout*, à la suite de protestations de la population, a indiqué mardi 7 mars le journal *Sovetskaja Rossia*. « Des dizaines de milliers de personnes en Extrême-Orient soviétique ont protesté contre l'entrée du bâtiment dans les ports locaux », a rapporté le quotidien, sans préciser sous quelle forme elles avaient exprimé leur hostilité. Le journal estime qu'une information insuffisante, le spectre de la catastrophe de Tchernobyl et une mauvaise situation écologique dans la région se sont combinés pour provoquer un puissant mouvement populaire de défiance. « Depuis le 2 mars, le bâtiment est ancré au large du port, en mer du Japon. — (AFP.)

● **Poursuite contre des nationalistes en Lettonie**. — Des poursuites vont être engagées contre trois manifestants interpellés, ainsi que vingt-trois autres personnes, lundi 6 mars, à Riga, capitale de la Lettonie, a indiqué mardi l'agence Tass. Les manifestants protestaient contre le réexamen, par le Parti communiste local, de l'activité des médias dans cette république baltique.

● **RFA** : M. Genscher hospitalisé. — Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a été hospitalisé mardi 7 mars à Bonn, dès son retour de Vienne, où il participait à la conférence sur le désarmement conventionnel. M. Genscher, « dont l'état de santé s'est aggravé ces derniers temps », doit subir une opération de l'uretère, a indiqué le ministère. — (AFP.)

سكوا من الأصل



# La mort de Roger-Patrice Pelat

## « Le courage et l'amitié »

Roger-Patrice Pelat est mort mardi 7 mars à l'hôpital américain de Neuilly d'un arrêt cardiaque, à l'âge de soixante-dix ans, alors qu'il était hospitalisé depuis le 27 février pour une embolie pulmonaire.

Immédiatement informé de la mort de son ami, le président de la République s'est rendu vers 19 heures à Neuilly pour s'incliner devant le corps de Roger-Patrice Pelat.

Le 20 février dernier, cet homme d'affaires avait été inculpé de « recel de délit d'initié » dans l'affaire Pechiney, accusation qu'il avait contestée. Selon l'enquête menée par la COB, l'ami du président était accusé d'avoir acquis, pour lui-même et pour d'autres personnes, dix mille actions de la société américaine Triangle peu avant son rachat par le groupe Pechiney.

Interrogé à Bordeaux où il participait à la campagne électorale, mardi soir, M. Pierre Bérégovoy a déclaré : « La disparition de Patrice Pelat, à mon avis, due aux éléments que vous savez (...), doit donner à réfléchir à tous. Je suis bouleversé par la mort de ce grand résistant. C'était un honnête homme ».

De son côté, M. François Léotard, président du Parti républicain, qui était l'invité du journal de la Cinq, a indiqué : « Nous ne sommes pas des gens sans sentiments (...). Un décès est toujours quelque chose d'affreux ».

Eufra, M. Edouard Balladur a exprimé, mercredi matin, sur Europe 1 sa « tristesse » en souhaitant « que dans notre vie publique il y ait d'une façon générale plus d'objectivité et plus de respect des personnes avant de juger ».

## L'enquête sur les délits d'inités

L'affaire Pechiney dans laquelle Roger-Patrice Pelat était inculpé de recel de délit d'initié pour l'achat de 10 000 actions Triangle Industries a pour point de départ une enquête de la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de Wall Street. La SEC avait remarqué des achats importants d'actions Triangle dans la semaine précédant l'OPA amicale de la société nationale Pechiney sur American National Can. Ces achats pouvaient laisser supposer que les donneurs d'ordres avaient été informés de l'opération de Pechiney qui, rendue publique le 21 novembre, allait faire monter le cours des actions à 57 dollars, alors qu'elles s'échangeaient quelques jours plus tôt à 10 dollars.

L'enquête de la SEC devait provoquer une enquête parallèle de la Commission française des opérations de Bourse concernant 56 350 actions achetées à partir du territoire français entre le 14 et le 18 novembre 1988. Trois autres groupes d'achats devaient être mis en évidence : 60 000 à partir de la Suisse et du Luxembourg entre le 14 et le 18 novembre ; 109 300 à partir des États-Unis durant la même période ; 91 000 à partir de la Suisse pour le compte d'un établissement bancaire d'Anguilla entre le 18 août et le 11 novembre.

C'est le premier groupe d'actions qui devait entraîner, après la remise du rapport final d'enquête de la COB le 30 janvier, l'ouverture d'une information judiciaire. Roger-Patrice Pelat était mis en cause par le rapport de la COB pour l'achat de 10 000 actions Triangle, réparties entre lui-même, sa femme et ses deux fils, pour un coût global de 618 990,62 F et une plus-value de 2 238 997,56 F.

Cependant, M. Thérêt, comme son ami Pelat, affirmait que les achats de ce dernier avaient pour origine un conseil du premier « donné à une date et dans des conditions que les deux interlocuteurs n'ont pu préciser », soulignait

M. Jean-Pierre Michau, chef du service d'inspection de la COB, dans son rapport. C'est la raison pour laquelle Roger-Patrice Pelat ne fut inculpé que de « recel de délit d'initié » le 16 février par M<sup>me</sup> Edith Bontze, juge d'instruction au tribunal de Paris, alors que M. Thérêt est sous le coup de trois chefs d'inculpation : délit d'initié, complicité et recel desdits délits. M. Thérêt est le principal acheteur français connu à ce jour d'actions Triangle : 32 300.

Quelques jours avant la fin de l'enquête de la COB, plusieurs organes de presse — le *Quotidien de Paris* et l'*Express* notamment — faisaient état de 40 000 actions achetées, grâce à des intermédiaires, en Suisse, par l'un des acheteurs français déjà connus. C'est dans ce cadre que le *Monde* est confronté de l'existence de tels soupçons dans l'entourage de la COB et apprit que les renseignements généraux, dans un rapport destiné au ministre de l'Intérieur, attribuaient ces 40 000 achats supplémentaires à Roger-Patrice Pelat. Cette information avait été transmise à l'Elysée par les services de M. Pierre Joxe. Cependant, l'Elysée opposa un démenti catégorique aux informations du *Monde* sur l'existence d'un rapport des renseignements généraux. Quant à Roger-Patrice Pelat, il restait silencieux, refusant de répondre aux questions du *Monde*.

Selon plusieurs de ses proches, il aurait démenti l'information des renseignements généraux, affirmant avoir seulement acheté les 10 000 actions déjà connues. Rien n'est venu confirmer actuellement l'existence d'actions supplémentaires bien que les relations de Roger-Patrice Pelat avec une société du Liechtenstein, liée à l'un des acheteurs suisses, aient été mises en évidence. La justice française n'a toujours pas percé le mystère de l'identité des donneurs d'ordre ayant acheté des actions Triangle depuis la Suisse.

Que reste-t-il d'un homme, même peu ordinaire, sinon l'amour de quelques-uns et l'amitié de quelques autres ? A moins d'entrer dans l'histoire, grande ou petite, celle qui est écrite. Si, ami d'un président de la République, président socialiste de surcroît, il n'avait été emporté par le tourbillon des affaires financières, Roger-Patrice Pelat serait parti discrètement, laissant à ses proches et seulement à eux le bilan hors du commun d'un homme qui l'était aussi.

Il a fallu qu'il entre dans les médias par une mauvaise porte pour que l'on connaisse le meilleur de lui-même, livré aux Français par son ami, François Mitterrand, évocat de l'honneur d'un homme en même temps qu'il présentait sa propre défense. Qui serait en situation de parler mieux du Roger-Patrice Pelat de jeunesse que ne l'a fait ce soir-là, le 12 février, à la télévision, François Mitterrand ?

« Tout de même, on devrait attendre du président de la République qu'il sélectionne un peu mieux ses fréquentations », avait écrit un journaliste à propos de l'affaire des actions Triangle (Roger-Patrice Pelat avait reconnu qu'il en avait acquis dix mille) dans le rachat d'American Can par Pechiney. Sélectionner ? Fréquentations ? La réponse fut l'histoire d'une amitié née il y a près de cinquante ans. Ceux qui l'ont entendue ne sont pas prêts de l'oublier :

« C'était en 1940 — voyez, il y a un bout de temps — dans les camps. Un très sale hiver, très dur, dans l'Allemagne qui est aujourd'hui l'Allemagne de l'Est, c'est-à-dire assez au nord. La sélection, elle se fait couramment dans ces situations-là. J'ai vécu pendant trois mois avec de l'étoffe, des chiffons autour des pieds, faite de chaussures, attachées avec des ficelles. On restait des heures et des heures exposés à la neige, au vent. On souffrait de la faim. Ce n'était pas une situation comparable en horreur à ce qu'on connaît des déportés, mais c'était dur, et on pouvait distinguer, sélectionner. Il y a des gens qui restaient courageux et qui restaient solidaires, sur lesquels on pouvait compter. Et nous étions un petit groupe qui est

resté très uni. Il n'a été séparé que par la mort, depuis ce temps. » De Roger-Patrice Pelat, maintenant séparé du petit groupe, François Mitterrand dira ce soir-là : « Rares sont les prisonniers de guerre, dans de telles circonstances de misère et de solitude, qui ont montré autant de force d'âme, de caractère et de camaraderie. Donc, j'ai sélectionné mes fréquentations dans un commando de prisonniers de guerre, là-bas, en Thuringe, et j'ai choisi le courage et l'amitié (...). Rares sont ceux que j'ai connus, pendant la guerre et dans ces circonstances, qui aient montré autant d'énergie, d'esprit de décision, de présence et de force que Patrice Pelat. Voilà comment s'est fondée ma fréquentation. »

### Résistant

La circonstance, en pleine « affaire Pelat », à la télévision, ne se prête guère à l'anecdote. Il faut pourtant savoir qu'au stégé, bien que n'appartenant pas au même commando, François Mitterrand et Roger-Patrice Pelat se sont rencontrés pour des raisons fort prosaïques. Le premier passait, tout nu comme un chat, à la douche pendant que les vêtements subissaient l'obligatoire désinfection. Le second était « chef d'étape », président de la lutte contre les poux. Cela aussi laisse des drôles de souvenirs.

Il y en eut d'autres, ensuite, de ces liens entre captifs, fuyards pourchassés, résistants traqués. L'un et l'autre tentèrent à trois reprises d'échapper aux camps, jamais ensemble et à des moments différents. Ils réussirent la belle à la troisième pour se retrouver résistants, dans le même réseau, capitale Morlaix et colonel Patrice. Histoire croisée, vie aventureuse. Roger-Patrice Pelat dira plus tard comment, dans un train, il a rencontré à cette époque « une belle fille ». C'était, Christine Gouze, la sœur de Danièle qui, présentations faites, deviendra M<sup>me</sup> Mitterrand.

Avant le stégé, la trajectoire de Roger-Patrice Pelat n'avait rien de commun avec celle de François Mitterrand, issu de la petite bour-

geoisie charentaise, voué aux travaux de l'esprit. François Mitterrand l'a aussi raconté, à la télévision :

« Il était pauvre, Patrice Pelat. Il était ouvrier chez Renault, commis boucher. Il n'a pas fait d'études. Et je me suis souvent abîmé chez sa mère, qui était ouvrière à la chaîne dans une blanchisserie à Billancourt, une femme admirable. Elle vit toujours, à quatre-vingt-dix ans, dans sa Bretagne. C'était une femme d'une rigueur en face de l'ennemi et d'un patriotisme qui font que j'ai aimé cette famille, que j'ai aimé ces gens qui partageaient ma vie. Il était très pauvre. Très très pauvre. »

Pauvre et — puis-je chez Renault, — naturellement embrigué en 1936 (il avait alors dix-huit ans) dans les Jeunesses communistes. Fort en gueule aussi, sans doute. Du moins ce baroudeur, « poitrine de béton » et tête brillante, le sera-t-il à la Libération, lorsque à Paris il fera les quatre cents coups dans son beau costume militaire et fera tourner en bourrique le général Kœnig, alors chef d'état-major de l'armée de terre. Courageux, certainement.

### Il était pauvre

« Il était pauvre. Très très pauvre, et puis il est devenu riche, non pas comme homme d'affaires, mais comme industriel (...). Fallait-il que je me brouille avec lui parce que de pauvre il était devenu riche ? »

La fortune, c'est Vibrachoc, société spécialisée dans les sonorités et le traitement des ondes acoustiques fondée en 1953 avec l'argent de sa femme et de son beau-père, et grâce aux conseils de Robert Mitterrand, frère de François (le *Monde* du 24 février). C'est surtout la vente de Vibrachoc, en juillet 1982, à Alstom, filiale de la CGE, qui vient d'être nationalisée et qui est alors dirigée par Georges Pébereau. Excellente affaire puisque la vente est réalisée largement au-dessus de la valeur réelle et qu'aussitôt Vibrachoc devient déclinatoire. C'est aussi une multitude de petites sociétés dont il est difficile de débrouiller les fils, telle la Camargaise de participations,

minuscule et immobilière, au capital de laquelle participent Marie-France Geraud et Pierre Juliet, anciens conseillers de Jacques Chirac.

De cette fortune, de son goût de l'argent, Roger-Patrice Pelat ne s'est jamais caché : chasses, vaste propriété en Sologne, somptueux appartement meublé chinois à Paris, et la Rolls qui le trimbalait parfois jusqu'à l'Elysée. Pourquoi l'ouvrier de Billancourt ayant gagné ses aises aurait-il feint d'être resté pauvre ?

Il a aussi été de la politique, mais semblait admettre, sans la moindre amertume, qu'il ne s'y entendait guère. Carrière fort discrète et tellement éloignée de son engagement premier aux Jeunesses communistes : maire de Bourigny-sur-Orge, élu en 1971 sous l'étiquette incertaine d'indépendant de gauche, conseiller général du canton de La Ferté-Aleis (Essonne), réélu en mars 1976, il ne se représentait pas en 1982. Roger-Patrice Pelat prolonge un peu, cependant, lorsqu'il favorise le rapprochement de Marie-France Geraud — ils ont longtemps habité le même immeuble — et de François Mitterrand. Il s'efforce aussi d'aider, autant que faire se peut, son ami président de la République en butte à la méfiance du patronat local, patron parmi d'autres, il encourage ses pairs, en décembre 1981 dans le *Monde*, à embaucher, investir et à maintenir haut le génie de l'entreprise française, afin « que l'essor économique soit assuré ».

Le 5 janvier dernier, alors que le numéraire portait son nom dans tout Paris pour l'achat de dix mille actions Triangle, Roger-Patrice Pelat était à l'Elysée, comme souvent. La samedi 25 janvier après-midi, trois heures après que le *Monde* ait fait état d'un éventuel achat supplémentaire de quarante mille actions, il tournait en rond dans le quartier de la Muette, tandis que radios et télévisions montaient la garde, non loin de là, devant son domicile. « Tous ces rumeurs, en bas de chez moi... », disait-il à une amie rencontrée par hasard. C'est faux, complètement faux. »

JEAN-YVES LHOMEAU.

## Dans la presse parisienne

« Le Quotidien » :  
Tombe le rideau

A la « Une » du *Quotidien de Paris*, Stéphane Denis écrit notamment, à propos de la mort de Patrice Pelat : « Sa mort injuste comme la mort ne cesse de l'être, c'est avec les accents du drame une vie et une affaire (...). On dirait peut-être que la presse l'a tué. C'est faux. Ménagé et respecté dans son intégrité d'homme, tout au long d'une affaire qui tournait sept fois son stylo dans sa bouche avant d'écrire ou de prononcer non point des phrases mais des faits, Patrice Pelat n'est pas une victime. »

La tragique n'a pas, ici, à se couvrir du manteau du procès. »

L'éditorialiste du *Quotidien* conclut : « Il reste le chagrin de ceux dont Patrice Pelat était le parent ou l'ami et la curiosité de ceux dont Patrice Pelat était le début d'une enquête. L'un et l'autre sont éminemment respectables. L'un et l'autre disparaissent. Ils s'évanouissent ensemble, et tombe le rideau. »

« L'Humanité » :

L'argent porte malheur  
Dans un billet intitulé « L'argent et la mort », Claude Cabanes,

rédacteur en chef de l'*Humanité* rappelle la genèse de l'affaire et continue : « La justice a donc suivi normalement son cours. Mais, aussi grave qu'il pu être la faute, aussi grandes qu'aient pu être ses responsabilités, elle ne méritait pas la mort. Décidément, l'argent, son trafic et ses calculs portent malheur. »

« Libération » :

Le prix de l'amitié  
Dans *Libération*, Jean-Michel Helvig explique que le rôle de M. Roger-Patrice Pelat dans le délit d'initié de l'affaire Pechiney « a été mineur ». « Mais son amitié avec François Mitterrand, leurs longues promenades en tête à tête dans les rues de Paris, ont fait de cet hémophile, étiqueté plutôt droite modérée (...) le vecteur de soupçons dirigés vers les socialistes en général, et quelques hommes du président en particulier sinon le président lui-même. »

« Le Figaro » : Un ami

Dans *Le Figaro*, Christine Clerc raconte sa dernière rencontre avec M. R.-P. Pelat : « C'était le lundi

20 février, la dernière fois que j'ai vu « l'ami du président », qui était devenu forcément un ami pour moi. Je dis « forcément » car on ne peut résister à tant de chaleur et tant de candeur à la fois : lorsqu'il parlait de son dieu « François » ou qu'il vous faisait parcourir en Range-Rover l'immense parc de son tout nouveau château, Pelat était un gosse émerveillé (...). »

A ses enfants qui le poussaient à faire des procès en diffamation, M. Pelat aurait répondu : « Changez de nom si vous voulez (...). Moi, je ne ferais rien... » « Quoi ! même contre ceux qui ont raconté le bobard des quarante mille actions achetées en Suisse ? » « Non, rien qui puisse gêner François... »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

(Publicité)  
Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIAL « LES ANNONCES » EN FONDS DE COMMERCE que vous trouverez tous les leads les toutes dernières affaires  
En vente pendant 6,20 F et 34, rue de Metz, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.05.30.30

Autres journaux  
**ADMINISTRATION PUBLIQUE**

L'ADMINISTRATION ET LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

**EUROPE 92 : LES ADMINISTRATIONS SONT-ELLES PRÊTES ?**

Une publication de F.I.A.P.  
Institut International d'Administration Publique

70 F.

Diffusion :  
**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, quai Voltaire Paris 7. Tel. 1 40.15.70.00

Pour une Europe sociale  
appuyez sur le bouton de l'Europe et de la formation professionnelle

**« LES AXES ESSENTIELS DE LA POLITIQUE À SUIVRE »**

Jean-Pierre SOISSON

100 p., 60 F

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, quai Voltaire Paris 7. Tel. 1 40.15.70.00



# Politique

## des élections municipales

# Les affrontements PS-PCF dans les villes de plus de 20 000 habitants

**NORD** : Lille : M. Pierre Mauroy, PS. Roubaix : M. Bernard Carton, PS. Tourcoing : M. Jean-Pierre Balduyck, PS. M. Claude Demoustier, PCF. Dunkerque : M. Michel Delabarre, PS. M. Joël Kiecken, PCF. Villeneuve-d'Ascq : M. Gérard Caudron, PS. Wattrelos : M. Alain Faugaret, PS. M. Guy Ducl, PCF. Douai : M. Marc Dolé, PS. M. Georges Hage, PCF. Valenciennes : M. Jean-Marie Desfossez, PS. M. Jean-Claude Dulica, PCF. Cambrai : M. Jean Le Garrec, PS. M. René Hago, PCF. Maubeuge : M. Alain Carpentier, PS. Maroilles-Barcel : M. Pierre Defoer, PS. M. Didier Roussel, PCF. Lamberville : M. Claude Reynaud, PS. M. René Caura, PCF. Lomme : M. Arthur Notebaert, PS. M. Marcel Verpoest, PCF. Mons-en-Baroeul : M. Mme Françoise Julien (1), PS. M. Michel Doulez, PCF. Grand-Synthe : M. René Carfagna, PS. M. Dominique Ducrot, PCF. Armentières : M. Gérard Hachebroeck, PS. M. Pierre Desmies, PCF. Coudekerque-Branches : M. André Delatre, PS. Saint-Pol-sur-Mer : M. Gaston Tirmarche, PS. M. Mune Chantal Hanon-Cosyn, PCF. La Madeleine : M. Luc Belval, PS. Hem : M. Mme Françoise Provo, PS. M. André Pasbecq, PCF. Denain : M. Arthur Brabant, PCF. Loos : M. Georges Dupont, PS. M. Daniel Houtte, PCF. Hazebrouck : M. Armand Moris, PS.

**OISE** : Beauvais : M. Walter Ansallem, PS. Compiègne : M. François Feraux, PS. M. Jean-Marc Bouchez, PCF. Creil : M. Jean Anciant, PS.

**ORNE** : Alençon : M. Pierre Mauger, PS.

**PAS-DE-CALAIS** : Arras : M. Léon Fatous, PS. Calais : M. Jean-Jacques Barthe, PCF. Boulogne-sur-Mer : M. Guy Lengagne, PS. Lens : M. André Delaëls, PS. M. Marcel Barrois, PCF. Liévin : M. Jean-Pierre Kacheida, PS. M. Daniel Demoucourt, PCF. Hénin-Beaumont : M. Pierre Darchicourt (1), PS. M. Jean-Bernard Deshayes, PCF. Béthune : M. Jacques Mellick, PS. M. Henri Tobi, PCF. Bruay-le-Franc : M. Serge Jacquin, PS. M. Michel Ducet, PCF. Arles : M. Jacqueline Poly, PCF. M. Henri Koczny, PS.

**PUY-DE-DOME** : Clermont-Ferrand : M. Roger Quilliot, PS.

**PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** : Pau : M. André Labarère, PS. M. Sylvain Mariani, PCF. Bayonne : M. Nicole Pery, PS. M. Henri Lagarde, PCF. Anglet : M. Jean-Pierre Voisin, PS. M. Jean-Pierre Roux, PCF. Biarritz : M. Michel Gimou, PS.

**HAUTES-PYRÉNÉES** : Tarbes : M. Raymond Erraparet, PCF. M. Pierre Forgues, PS.

**PYRÉNÉES-ORIENTALES** : Perpignan : M. Robert Marty, app. PS. M. André Tourné, PCF.

**BAS-RHIN** : Strasbourg : M. Catherine Trautmann, PS. M. Francis Wurtz, PCF. Haguenau : M. Dominique Collin, PS. Schiltigheim : M. Alfred Müller, PS. M. Jean-Charles Monche, PCF. Illkirch-Graffenstaden : M. Jacques Bigot, PS.

**HAUT-RHIN** : Colmar : M. Serge Rosenblith, PS. M. Guy Peterschmitt, PCF. Mulhouse : M. Jean-Marie Bockel, PS. M. Auguste Bechler, PCF.

**RHÔNE** : Lyon : M. Gérard Collomb, PS. Villeurbanne : M. Charles Herpin, PS. Vaise : M. André Gelin, PS. PCF. Vaux-en-Vallée : M. Maurice Charrier, PCF. Saint-Priest : M. Bruno Folga, PS. Caluire-et-Cuire : M. Dominique Viellard, PS. Bron : M. Jean-Jack Querryne (1), PS. Rillieux-la-Pape : M. Jacky Darne, PS. Villefranche-sur-Saône : M. Jean Dubois, PS. Oullins : M. Roland Bernard, PS. Meyzieu : M. Jean Popereau, PS. Décines-Charpieux : M. Pierre Moutin, PS. Sainte-Foy-Lyon : M. Christian Brun, PCF. Givors : M. Camille Vallin, PCF.

**HAUTE-SAONE** : Vesoul : M. Lolo Nieperon, PS. M. Frédéric Bernabé, PCF.

**SAONE-ET-LOIRE** : Mâcon : M. Michel-Antoine Rogard, PS. Chalon-sur-Saône : M. Jean Chapron, PS. Le Creusot : M. Camille Dufour, PS. Montceau-les-Mines : M. Didier Mathus, PS. Autun : M. Jean-Pierre Gaudin, PS.

**SAVOIE** : Chambéry : M. Louis Besson, PS. M. Jean Tinelli, PCF. Aix-les-Bains : M. Jean-Paul Calous, PS. M. Pierre Bourbouas, PCF.

**HAUTE-SAVOIE** : Annecy : M. Jean Excoffier, PS. M. Philippe Metral-Boffod, PCF. Thonon-les-Bains : M. René Caut, PS. M. Philippe Guichard, PCF. Annemasse : M. Gérard Galice, PS.

**PARIS** : M. Pierre Joxe, PS. M. Henri Malberg, PCF.

**SEINE-MARITIME** : Rouen : M. Michel Bérégovoy, PS. Le Havre : M. André Duranton, PCF. Dieppe : M. Irénée Bourgeois, PCF. M. Jean Beaufils, PS. Saint-Étienne-Rouvray : M. Michel Grandpierre, PCF. Le Grand-Quevilly : M. Tony Larue, PS. Sotteville-le-Rouen : M. Pierre Bourguignon, PS. Le Petit-Quevilly : M. Robert Pagès, PCF. M. François Zimanyi, PS. Fécamp : M. Frédéric Brodeur, PS.

**SEINE-ET-MARNE** : Meaux : M. Jacky Laplace, PS. M. Michel Blanchard, PCF. Meaux : M. Jean Lion, PS. Chelles : M. Jean-Paul Planchon, PS. M. Gérard Bordu, PCF.

**YVELINES** : Versailles : M. André Pigné, PS. M. Gustave Langlois, PCF. Sartrouville : M. Auguste Chrétienne, PCF. Mantes-la-Jolie : M. Paul Picard, PS.

**HAUTS-DE-SEINE** : Nanterre : M. Jacqueline Frayse-Cazalis, PCF. Boulogne-Billancourt : M. André Nicolas, PS. M. Robert Crance, PCF. Colombes : M. Dominique Frelaut, PCF. Asnières-sur-Seine : M. Michel Laneret, PS. Rueil-Malmaison : M. Jean Giroud, PS. Neuilly-sur-Seine : M. Lucienne Biron, PS. Courbevoie : M. Philippe Roche, PS. Antony : M. Pierre Antommattei, PS. M. André Aubry, PCF. Levallois-Perret : M. Jean-Pierre Henry, PS. M. Gérard Loulliet, PCF. M. Jean-Louis Lacroix, PS. M. Jacques Lados, PS. Clamart : M. Alain Busnel, PS. Clichy : M. Gilles Catoire, PS. Issy-les-Moulineaux : M. Michel Marges, PS. M. Guy Ducloux, PCF. Gennevilliers : M. Jacques Brunhes, PCF. Bagneux : M. Janine Jambu, PCF. Puteaux : M. Sydney Ghenassia, PS. Montrouge : M. Philippe Bassinet, PS. Suresnes : M. Jean-Pierre Respaud, PS. Malmaison : M. Léo Fighères, PCF. Saint-Cloud : M. Marc Bechet, PS. Châtigny-Malabry : M. Jean Vons, PS. Châtillon-sous-Bagneux : M. Bernard Sandran, PS. M. Jacques Le Dauphin, PCF. Fontenay-aux-Roses : M. Georges Le Bail, PS. Villeneuve-la-Garenne : M. Bruno Romoli, PS. M. Francis Langlade, PCF. Bois-Colombes : M. Christian Gallot, PS. Nanterre : M. Raymond Deniau, PS. Le Plessis-Robinson : M. Robert Gelly, PCF. M. Philippe Ferrand, PS. Suresnes : M. Roger Fajrzi, PS. La Garenne-Colombes : M. Pierre Roussel, PS.

**SEINE-SAINT-DENIS** : Bobigny : M. Georges Valbon, PCF. Montreuil : M. Jean-Pierre Brard, PCF. Saint-Denis : M. Marcolin Berthelot, PCF. Aubervilliers : M. M. Jacques Delhi, PS. M. Pierre Thomas, PCF. Anvers-la-Forêt : M. J. Ralite, PCF. Drancy : M. Maurice Nils, PCF. Episy-sur-Seine : M. Gilbert Bonnemaison, PS. Le Blanc-Mesnil : M. Robert Fregosse, PCF. Bondy : M. Claude Fuzier, PS. Saint-Ouen : M. Paulette Fox, PCF. Pantin : M. Jacques Isabet, PCF. Sevran : M. Bernard Vergnaud, PCF. Noisy-le-Grand : M. Max Salomon, PS. M. Emmanuel Goumann, PCF. Rosny-sous-Bois : M. Roger Daviet, PCF. Noisy-le-Sec : M. Roger Gauthier, PCF. Stains : M. Louis Pierna, PCF. Gagny : M. André Noël, PS. M. Jean Garcia, PCF. La Courneuve : M. James Marson, PCF. L'Yvry-Gargan : M. Alfred-Marcel Vincent, PS. Bagnelet : M. Daniel Mongeau, PCF. Noisy-sur-Marne : M. Jacques Mahéas, PS. Tremblay-lès-Gonesse : M. Georges Prudhomme, PCF. Villeneuve : M. Jean-Pierre Simon, PS. M. Jean-Louis Bailand, PCF. Villepinte : M. Jean-Claude Mojsak, PS. M. François Assani, PCF. Roissy-Charles-de-Gaulle : M. Robert Clément, PCF.

## Histoires de villes

# Prison tranquille à Ensheim

ENSHEIM (Haut-Rhin)  
de notre envoyé spécial

Trois ou quatre fois par an, elle fait lentement le tour des remparts. Les ruelles d'un autre âge, le bruit de l'eau, le petit pont, les puits, les fleurs, tout ce décor apaisant est devenu pour elle le lieu de promenade familiale. Loin de chez elle, elle réfléchit, au temps qui s'écoule, à ce fils dont l'image peu à peu se brouille. A sa honte aussi.

Appelons-la Marie. La cinquantaine souriante, petite et ronde, elle a fini par s'habituer à ces retrouvailles saisonnières avec Ensheim, la ville-prison. Originaire du Sud, elle prend le train jusqu'à Mulhouse, un taxi jusqu'au bourg. Elle préfère arriver en avance. Pour calmer sa nervosité. Pour pouvoir penser.

Elle marche ainsi presque une heure, achète un bouquet ou un cadeau. Les commerçants la reconnaissent et lui sourient, sans rien dire. Parfois, mais plus rarement, Marie va au café, en face de la mairie. A petites gorgées, elle déguste un thé dans la taverne aux boissières sombres où les hommes ont la politesse, à son entrée, de ne pas interrompre leurs conversations. Puis elle part retrouver les quelques passants qui, comme elle, attendent chaque semaine sur le trottoir l'heure du parloir. Ensheim sait parfaitement qui sont ces étrangers, mais pour rien au monde ne manifesterait un signe de réprobation. La ville est douce pour les mères de détenus.

« Je n'aurais jamais cru, confie Marie, qu'une ville puisse ne pas être hostile à sa centrale. » Avant Ensheim, la fille de Marie, qui en a pris pour quinze ans, avait été incarcérée dans d'autres prisons. Des maisons d'arrêt mûres et une autre maison centrale pour débutants de peine où l'environnement ne plaisait pas avec l'idée du châtiment. L'extérieur y ressem-

ble à l'intérieur. Rancune contre désespoir. Comme s'il fallait que les familles paient encore les crimes des leurs dans le regard des autres. Marie avait pris l'habitude d'y baisser les yeux.

### Une curiosité avantagée

Le voyage en ce Haut-Rhin si lointain lui est moins pénible. Ensheim gonfle l'univers carcéral. Vue du dehors, la prison est un trompe-l'œil, une façade d'édifice de conte d'Eckmann-Charlier, avec l'ocre, le gris rose des façades et un goût prononcé pour le confort villageois. L'air du bourg est léger et l'Alsace bienveillante. L'il s'écoule lentement, distribuant ses ruisseaux dans des jardins d'arbres fruitiers.

Dans ce paysage, la centrale est invisible. Allégy, vous êtes certain de la manquer au premier passage. Rien aux alentours pour rappeler ne serait-ce qu'une caserne. Aucun mirador. Pas l'ombre d'un uniforme. Rue de la 1<sup>re</sup> Armée, une artère étroite qui serpente au cœur de la ville, une abbaye, adossée à une chapelle de grès. Un porche de bois. Des murs de collège, ou de couvent, certainement pas de prison. Trop bas. Juste en face, sur l'autre trottoir, le palais de la Régence, construit en 1535 par l'empereur Ferdinand d'Autriche. Toute une rue, une place de dentelles gothiques ou « Renaissance rhénane ».

La centrale ? Mais vous y êtes ! C'est l'abbaye, l'ancien séminaire, l'édifice pour lequel dont les guides recommandent le détour, justement pour le charme de ses remparts. Comme beaucoup d'Alsaciens, les habitants d'Ensheim voient jalousement la préservation de leur passé. La prison leur est proche, « décalquée », faudrait-il dire, d'abord parce que c'est une vieille pierre, soudée au cœur du

bourg. La Société locale d'histoire l'intègre sans gêne dans sa chronique de la ville, au même titre que ses vestiges du « céramique rubané » (7000 ans avant J.-C.), de la civilisation danubienne, ou que sa fameuse météorite, tombée du ciel le 7 novembre 1492.

La centrale est voisine du Musée archéologique et du Musée de la mine, à quelques heures de l'Ecomusée. Les Alsaciens sont écolos, tous un peu conservateurs de monuments historiques : la prison est une curiosité avantagée. Un attaché d'administration pénitentiaire, M. Robert Speiser, adjoint au maire, a passé trente-trois ans à l'ombre des murs de la centrale. « Autant, dit-il, que l'un de nos détenus. » Il a beaucoup de souvenirs, une connaissance aiguë de la vie carcérale, mais ce dont il parle d'abord, c'est de l'opuscule qu'il a consacré à la Maison centrale d'Ensheim à travers les siècles.

Il pourrait se faire guide pour chaque pousse de la vieille bâtisse. « La chapelle a été construite pour quatre vingt-dix-neuf ans à la communauté protestante. » En 1614, la séminaire fut remplacé par un collège, dirigé par des jésuites de Fribourg-en-Brisgau. On pourrait très bien imaginer ici, sans rien ni frémir, un Musée de la détention. L'idée en a même été avancée. Refus de l'administration. « Une prison doit délimiter le bien du mal dans l'esprit des gens, note le directeur de la centrale, M. Pierre Delatre. Il faut que l'extérieur demeure le bien. » Pas de confusion, donc, pas de musée. Ensheim se rabattra bientôt sur un Musée des paroisses. Il n'empêche : pendant des années, les visites de ce séminaire pour longues peines furent autorisées.

Soyons justes, Ensheim n'ignore pas que son abbaye est habitée. Longtemps, les fils du bourg, comme Robert Speiser, se firent gardiens, jusqu'à ce que l'administration impose des concours. Alors, la

tradition s'est perdue. Aujourd'hui, l'enceinte vient de toute la France, ou de la région. « Les récits de tulle » sont moins nombreux en ville. Comme partout, il y a le bien et le mal. La seule différence, c'est qu'ici le bien est respectueux du mal. « Ils paient cher leurs fautes, explique le bureau. Ils méritent au moins qu'on les laisse en paix, sans trop chercher à savoir ce qui se passe à l'intérieur. Cela ne nous regarde pas. Chacun sa vie. »

Ce n'est pas mépris. Ensheim, comme toute l'Alsace baignée par les religions, protestante, juive ou catholique, montre un dévouement discret. La prison a ses visiteurs, son réseau de sympathies. La compréhension, la compassion y sont des sentiments plus répandus qu'ailleurs. Mais on ne peut le dire. Cela ne se fait pas.

Et puis la ville ne tient pas à être prise pour un vaste garde-chiourme prospérant sur le dos de la réclusion. « Ici, ce n'est pas Clairvaux. » La prison ne fait pas battre le cœur du bourg. Ensheim, répète-t-on, vit encore des mines de potasse, de quelques entreprises. De sa proximité avec Mulhouse, surtout. Le chômage y croît, comme partout. Mais jamais on ne mènerait campagne pour grossir l'enclos, revendiquer des emplois carcéraux par quota. La taille moderne de la vieille abbaye, sa place dans un centre historique, sauvent la ville de tout désire économique.

### Un souci muséo-écologique

Il est vrai qu'Ensheim a retenu la leçon de l'an dernier. Le 16 avril, à 21 heures, respect et équilibre humain ont bien failli basculer, emportés par une soudaine mutinerie. La centrale « tenait » parce qu'elle n'accueillait que des détenus de longues peines ayant épuisé dans

d'autres prisons leur rage. Au printemps 1988, l'administration a décidé d'y faire de la place pour les mutins de Saint-Maur qui avaient mis à sac leur décor, quelques semaines plus tôt.

Pour la violence de ceux-là, pour leur rage, les vieilles pierres étaient trop poreuses. Quelques-uns ont creusé un tunnel. « Ils ont fait réussir un nombre », explique M. Delatre. A quelques mètres près... Après l'échec de cette tentative, la colline s'est emparée de la centrale. Sœur Françoise, une visitante de prison, et un gardien ont été pris en otages. Le feu a été mis aux historiques charpentes. Après vingt-quatre heures de confusion, l'intervention des forces de l'ordre et la libération des otages, le calme est revenu dans le centre d'Ensheim.

Mais la mutinerie avait cessé quelque chose, dehors. Des commerçants découragés par la haine. Le front national voulait obliger Ensheim à ressembler à toutes ces villes-prisons où le bourgeois trouve toujours qu'il manque du béton entre les délinquants et lui. On pensait bâtir un blockhaus moderne, carcéral à souhait, hors le bourg. Mais toujours sur le domaine communal. On rêve, un temps, de Fleury-Mérogis.

Puis la raison, surtout l'habitude, l'emportèrent. On allait restaurer l'abbaye, côté cour et côté jardin. Davantage de sécurité à l'intérieur, sans doute, mais le même souci muséo-écologique. Même le Quartelbach, le ruisseau qui traverse la centrale et qui fait tant penser à la liberté, n'a pas été détourné de son cours. L'administration pénitentiaire redresse ses murs, sans toucher au paysage tranquille. Marie pourra revoir longtemps longer les remparts avant les pas loirs.

PHILIPPE BOGGIO



## Europe

### HONGRIE

#### Le Parti social-démocrate prend part à une conférence de l'Internationale socialiste

VIENNE  
de notre correspondante

Le Parti social-démocrate hongrois, qui s'est reconstitué tout récemment à Budapest à la suite de la décision de la Hongrie d'introduire progressivement le multipartisme, fait sa première apparition sur la scène internationale en prenant part à la conférence de l'Internationale socialiste à Vienne.

#### Le PC hongrois adopte son programme pour les prochaines élections

Budapest (AFP). — Le comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) (PC hongrois), réuni le mardi 7 mars en session plénière, a approuvé un « programme d'action » destiné à servir de « base pour les prochaines élections » en 1990, à la suite de la décision prise le mois dernier d'introduire le multipartisme en Hongrie. Ce programme, qui sera publié vendredi soir, porte notamment sur la « nécessité de compromis » et la possibilité de « coalitions » avec les mouvements indépendants créés depuis l'année dernière en Hongrie, a indiqué M. Berecz, secrétaire chargé de l'idéologie.

Le comité central a également lancé un « appel » à la population hongroise à « célébrer ensemble » la fête du 15 mars, en commémoration de la guerre d'indépendance de 1848. A cette date, qui sera pour la première fois cette année un jour férié officiel, avaient jusqu'à présent eu lieu des manifestations non autorisées, qui avaient rassemblé notamment l'année dernière dix mille personnes.

Sept mouvements indépendants ont cependant déjà refusé l'invitation des autorités à participer aux manifestations officielles et annoncé qu'ils organiseraient leurs propres commémorations de 1848.

M. Berecz a d'autre part admis lors de la conférence de presse que quelque trois mille membres du PSOH ont récemment quitté le parti. Les observateurs politiques à Budapest estiment qu'il s'agit pour la plupart de gens mécontents de la réévaluation des événements de 1956 et du rôle croissant des mouvements indépendants.

### URSS

#### L'association Solidarité franco-arménienne lance une opération de parrainage pour les membres du Comité Karabakh

L'association Solidarité franco-arménienne a tenu, mardi 7 mars, à l'Assemblée nationale, une conférence de presse avec quatre avocats français chargés de prendre part à la défense des onze dirigeants du Comité Karabakh et de deux autres leaders nationalistes arméniens emprisonnés à Moscou.

Dans un communiqué, l'association a annoncé qu'elle allait demander à onze des principales villes de France, dont Paris, de prolonger la solidarité dont elles ont fait preuve lors du tremblement de terre du 7 décembre en parrainant chacune l'un des membres du comité. Elle a dénoncé leur maintien en détention « injustifié » et accusé Moscou d'avoir voulu les empêcher d'être choisis comme candidats aux prochaines élections pour le Congrès du peuple soviétique.

Les avocats français ont indiqué avoir été reçus à l'ambassade d'URSS, où on leur a fait comprendre que leur demande de visas pourrait obtenir satisfaction, mais seulement après les élections. Les détenus sont maintenant au secret depuis leur arrestation, comme le permet la procédure soviétique. M. Catherine Kessidjian a attiré l'attention sur le cas d'Igor Mouradian, ex-membre du Comité Karabakh, qui serait détenu en Azerbaïdjan, où il aurait été victime de tortures.

LES JEUNES FILLES PRÉFÈRENT-ELLES L'AMOUR OU LE TRAVAIL ?

REPONSE PAGE 173 DU LIVRE

SOPHES. L'ÉTAT DE L'OPINION 1989

ÉDITIONS DU SEUIL

socialiste autrichien, qui a fêté son centenaire le 1<sup>er</sup> janvier dernier.

M. Tibor Baranyai, membre dirigeant du Parti social-démocrate hongrois, a annoncé à Budapest l'intention de sa formation d'adhérer prochainement à l'Internationale socialiste. Dans les milieux socialistes de Vienne, on ne cache pas l'intérêt pour le nouveau parti mais on estime qu'il est prématuré de parler de son adhésion à l'IS.

Les chefs des partis socialistes réunis à Vienne examineront notamment le projet d'une nouvelle déclaration de principes de l'IS, qui sera définitivement adoptée au congrès de Stockholm en juin prochain. Ce texte doit remplacer la déclaration de Francfort de 1951, trop axée sur la situation dans les pays industrialisés occidentaux. L'ouverture de l'IS vers le tiers-monde et éventuellement vers l'Est demande, selon M. Peter Jankowicz, ancien ministre autrichien des affaires étrangères, une nouvelle définition plus globale de l'IS. Plus de soixante demandes d'adhésion sont actuellement à l'étude.

W. B.

## L'affaire des « Versets sataniques »

Après la rupture des relations diplomatiques avec Londres

#### Le journal iranien « Keyhan » souhaite que Téhéran rompe également avec Bonn

Le Foreign Office a, dans un communiqué publié mardi 7 mars, rendu l'Iran responsable de la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, annoncée dans la matinée par le ministre iranien des affaires étrangères. « L'incitation au meurtre est une violation des principes et des obligations qui régissent les relations entre des États souverains », rappelle le communiqué de Londres, qui souligne que « ce sont les actes de l'Iran qui ont changé la nature de nos relations et rendu impossible la conduite des affaires normales ».

Par ailleurs, le Foreign Office a indiqué que les autorités iraniennes avaient annulé sans explication une visite prévue mardi d'un représentant consulaire britannique auprès de M. Roger Cooper, un homme d'affaires britannique emprisonné depuis 1985 à Téhéran sous l'accusation d'espionnage.

En rendant publique la décision de Téhéran, le ministre iranien des affaires étrangères avait affirmé qu'il agissait « non seulement en tant qu'exécutant de la politique étrangère de l'Iran, mais plus largement comme soutien de la politique étrangère du monde islamique contre le blasphème, chargé d'un devoir à la fois divin et légal ».

Le Centre d'études de la langue allemande de Téhéran est devenu « un nid d'espionnage ».

« Au Caire, M. Naguib Mahfouz, prix Nobel de littérature, a estimé que les Versets sataniques ne méritent pas de réaction », car cet ouvrage ne constitue pas, à son avis, une « œuvre intellectuelle ». « M. Rushdie, poursuit-il, n'est pas un intellectuel. Celui qui rédige un tel livre ne pense pas, mais il cherche sciemment à insulter et à blesser. Aussi ne mérite-t-il pas qu'on lui réponde, car c'est à la pensée qu'on répond par la pensée, et ce que nous avons devant nous n'est pas de la pensée ».

« A Paris, la firme de disques Virgin a décidé le retrait de l'album 45 tours de Véronique Sanson où figure la chanson Allah des rayons de son magasin des Champs-Élysées. Un communiqué de Virgin précise que cette décision est motivée « par une politique de prévention liée à l'actualité », tous les clients étant systématiquement fouillés depuis mardi.

## Afrique

### TUNISIE

#### M. Ben Ali souhaite que les élections du 2 avril se déroulent « au-dessus des surenchères »

TUNIS  
de notre correspondant

M. Ben Ali a présenté, mardi 7 mars, à la commission ad hoc s'occupant de la Chambre des députés sa candidature à l'élection présidentielle anticipée (1), qui aura lieu le 2 avril. « Cette élection, a-t-il déclaré, marquera le renouvellement et la poursuite de la légitimité que nous avons acquise par le changement constitutionnel du 7 novembre », date de sa prise de pouvoir en 1987. Il sera sans adversaire, l'ensemble des partis politiques ayant fait savoir qu'ils soutenaient sa candidature.

Évoquant les élections législatives, elles aussi anticipées, qui auront lieu le même jour, M. Ben Ali a tenu à insister très solennellement pour qu'elles se déroulent « au-dessus des surenchères et des diffamations, dans le cadre de la morale et de la loi » et qu'en soit bannie « toute forme d'extrémisme, d'abus et de violence ». En effet, la suggestion du chef de l'Etat de constituer des listes de coalition nationale (le Monde du 14 février) n'avait pas été retenue, les sept partis politiques existants se retrouvant en concurrence dans cette consultation.

Concurrence ? Le mot peut paraître exagéré si l'on considère qu'en maintenant le scrutin de liste majoritaire à un tour, même avec possibilité de panachage, le code électoral donne un avantage quasi insurmontable au déjà tout-puissant Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). Le découpage électoral et surtout l'obligation pour chaque candidat d'être parrainé par soixante-quinze électeurs n'ont fait que renforcer le handicap des autres formations.

#### Pas de coalition

Les textes étant ainsi élaborés, une coalition nationale aurait donc assuré à coup sûr une représentation de tous les courants politiques dans la future Chambre, qui risque de demeurer monocolor. Elle aurait, en outre, en parfaite harmonie avec l'unité qu'il s'est manifestée autour de la personne de M. Ben Ali.

Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) a été le premier à en rejeter l'idée, considérant que le pluralisme politique ne pouvait démocratiquement s'exercer sans une véritable compétition électorale. Affaire de principe, assure-t-il. Mais c'est sans doute aussi pour le parti de M. Ahmed Mestiri une façon de confirmer son existence, alors que les réformes introduites par M. Ben Ali le privent d'une bonne partie des revendications dont il avait fait son credo depuis des années. Le Parti communiste a suivi d'une façon plus détournée, en avançant le préalable, à l'évidence irrécusable, d'une révision du code électoral, alors que celui-ci venait tout juste d'être voté.

Il n'en fallut pas plus pour que le RCD, déjà peu enclin à la combinaison, mais qui, bon gré mal gré, s'était incliné, annonce qu'il ferait

lui aussi cavalier seul. Les autres partis, récemment créés et peu implantés, qui voyaient dans le projet d'un front commun une chance d'être représentés au Parlement, ne purent que s'incliner. Quant au courant islamique, qui n'est pas encore légalisé, il envisage, croit-on, de présenter des listes « indépendantes ».

La conclusion négative du débat qui s'est instauré ces dernières semaines autour de l'idée d'une coalition fait, pour la première fois, planer une ombre sur le consensus national à l'homme depuis quinze mois dans le pays. Quelques commentateurs de journaux encore attachés à de vieux réflexes — que le président a indirectement rappelés à l'ordre mardi — ont aussi pesé sur le climat en accusant le MDS de chercher, par sa position, à saboter le processus démocratique.

Etait-ce, parce qu'il redoutait cette situation que M. Ben Ali avait d'abord envisagé de faire précéder le renouvellement de l'ensemble de la Chambre des députés par des élections partielles « permettant de déceler les points faibles et les lacunes qu'il faudra pallier dans le système électoral au niveau des textes ou de leur application » ? Mais l'opposition — surtout le MDS — aujourd'hui prise au piège, demandant avec insistance des élections générales rapides, le chef de l'Etat lui donna satisfaction.

MICHEL DEURÉ.

(1) Aux termes de la Constitution, M. Ben Ali pouvait demeurer en fonctions jusqu'en novembre 1991 sans recourir au suffrage universel.

● Création d'un secrétariat d'Etat chargé des affaires maghrébines. — Les députés tunisiens ont ratifié, mardi 7 mars, le traité portant création de l'Union du Maghreb arabe qui avait été signé le 17 février à Marrakech par les chefs d'Etat de cinq pays. D'autre part, à la suite du sommet de Marrakech, le président Ben Ali a décidé de créer un poste de secrétaire d'Etat chargé des affaires maghrébines, dont le titulaire n'est pas encore désigné. Il a aussi nommé M. Mustapha Filali, député de la Tunisie au secrétariat général du conseil des chefs d'Etat, lequel comprendra un représentant de chaque pays. M. Filali a été pendant plusieurs années le directeur de l'ancien Comité consultatif permanent du Maghreb, dont le siège est à Tunis. — (Corresp.)

### MAROC

#### L'Organisation des droits de l'homme s'inquiète de la situation dans les prisons

Dans un communiqué rendu public mardi 7 mars, l'OMDH, récemment fondée par des juristes, de universitaires et des intellectuels de toutes origines politiques, rappelle notamment que des incidents ont eu lieu le mois dernier à la prison civile de Rabat, où, selon elle, « des centaines de détenus sont emmenés dans des conditions infra-humaines ».

L'OMDH a demandé au ministre de la justice une autorisation

permanente de visite des établissements carcéraux, mais ses démarches sont restées vaines jusqu'à présent. Elle n'a pas non plus obtenu de pouvoir rencontrer les détenus d'opinion rassemblés essentiellement à la prison de Kenitra, et à l'hôpital Averroès de Casablanca. Les milieux politiques d'opposition et les organisations humanitaires ont dénoncé à plusieurs reprises dans le passé l'encombrement des prisons. — (AFP.)

### AFRIQUE DU SUD

#### Les pressions s'accroissent sur le président Botha pour qu'il se retire

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Le président Pieter Botha est devenu bien encombrant. Ceux qui, il y a quelques mois seulement, chantaient ses louanges souhaitent désormais qu'il se retire et laisse la place au nouveau chef du Parti national, M. Frederik Willem de Klerk. Le journal officieux Keyhan demande, pour sa part, aux autorités de prendre des mesures similaires à l'égard de la RFA et de ses ressortissants, qualifiés de « canailles », de « corrompus » et de « traîtres ».

Le quotidien accuse l'Allemagne fédérale d'avoir, sur les ordres des Etats-Unis, suspendu les négociations économiques avec l'Iran, « comme si les intérêts économiques de l'Iran pouvaient nous empêcher de réagir aux insultes faites à un milliard de musulmans et à l'Islam ». Il affirme par ailleurs que

ménage déplacé et surtout du fait qu'on ose « frapper un homme à terre ».

Néanmoins, le président malade a, en un mois, fait pratiquement l'insolent contre lui par un retour en scène qui n'est pas étranger à l'isolement dans lequel il s'est enfoncé depuis sa convalescence. Le quotidien économique Business Day n'hésite pas à le comparer à Benito Mussolini faisant appel à « un soutien mythique du peuple » (« tous les bons Sud-Africains »), dont M. Botha s'est prévalu dans une interview à la presse africaine, à défaut de l'appui du parti. « Personne dans son entourage personnel n'est prêt à lui dire, écrit le journal, qu'il est le plus détesté des dirigeants que le parti a jamais eus ».

#### L'heure de la revanche

Son style autocratique, ses colères légendaires, son despotisme envers ses ministres ont engendré des aigreurs qui aujourd'hui s'expriment au grand jour, comme si l'heure de la revanche était enfin venue. Comment va réagir M. Botha, atteint physiquement et vraisemblablement moralement par ce qu'il doit considérer comme de l'ingratitude ? Il ne s'est jamais défilé devant une bataille. Il n'en a toujours fait qu'à sa tête. Va-t-il se résigner ou faire face à cette vendetta ? Au terme d'un règne sans partage, il estime qu'il n'a pas encore achevé son travail de réforme et qu'il n'en a pas recueilli les fruits qui lui reviennent. Il ne comprend pas tout le tumulte qui est fait autour d'une maladie temporaire et « ses forces reviennent, il continuera sa tâche ».

M. de Klerk, que le chef de l'Etat a tenté de rabaisser en déclarant qu'après tout il était son ministre, n'est pas du genre à rechercher l'affrontement direct. Il est réputé pour ses talents de négociateur. Le ministre de l'Education nationale souhaite donc un arrangement à l'amiable mais entend bien clarifier la situation.

Une réunion du groupe parlementaire de la majorité est prévue pour

### KENYA

#### Incident de frontière avec l'Ouganda

Nairobi. — Un avion militaire ougandais a bombardé mardi 7 mars la ville de Lokichoggio, dans le nord-ouest du Kenya, à une trentaine de kilomètres de la frontière, faisant trois morts et deux blessés, a annoncé un communiqué du ministre kényan des affaires étrangères.

Le Kenya a aussitôt élevé une « vive protestation contre cette violation flagrante et injustifiée de son territoire par les forces armées ougandaises ».

Le communiqué affirme que le gouvernement kényan « a eu connaissance d'actes belligères de la part de l'Ouganda le long de la frontière commune », et accuse Kampala d'avoir envoyé des renforts de troupes au lac Victoria, qui forme une partie de la frontière entre les deux pays. — (AFP.)

Interrogé, mardi, par la presse diplomatique à Paris à propos du qualificatif d'« assassin » dont M. Laurent Fabius avait récemment baptisé l'imam Khomeini, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a affirmé qu'« il ne se laisserait pas détourner par je ne sais quel effet médiatique, qui serait contraire aux intérêts de la France ». M. Chevènement a ajouté : « Il ne faut pas céder à la provocation. Je respecte l'Islam et je crois en un islam, religion tolérante. Nous devons résister à des amalgames trompeurs. Je compte beaucoup que des voix raisonnables s'élèvent à l'intérieur de l'Islam. Chacun doit pouvoir s'exprimer, sans blesser inutilement la conscience de ceux qui croient. Mais ceux qui appellent au meurtre doivent être punis. J'observe que l'ayatollah Khomeini a appelé à l'assassinat. C'est bien une incitation au meurtre. Mais nous devons avoir un dialogue difficile et nécessaire avec les pays de l'Islam ».

MICHEL BOLE-RICHARD.



#### L'ADMINISTRATION DU FUTUR

Culture et Stratégie  
Par J.L. DELIGNY,  
Directeur Départemental  
de l'Équipement  
avec la collaboration de  
J.M. CARDON,  
Chef de Cabinet (D.D.E.).

248 pages, 120 F.

L'auteur juge de l'intérieur, mais sans complaisance, le fonctionnement de l'administration française : il souligne la lourdeur des procédures et les rigidités qui handicapent gravement nos entreprises. Fortement attaché à la notion de Service Public, convaincu de l'utilité sociale des Administrations, il connaît la valeur et les potentialités des fonctionnaires. Son ambition : contribuer à faire bouger cette fraction importante de notre société « pour faire gagner la France ».

EYROLLES  
61, boulevard Saint-Germain,  
75240 PARIS Cedex 05.  
Tél. (1) 46.34.21.99



# Politique

## La préparation

### Le modèle Chirac

M. Chirac a réussi le gag, pour son seul grand meeting parisien, de remplir totalement le Palais omnisports de Bercy un soir pluvieux de semaine. Pour la première fois depuis la campagne électorale présidentielle de l'année dernière, le maire de Paris a entendu, mardi 7 mars, une foule enthousiaste et confiante scander sans fin le slogan : « On va gagner — On va gagner ». Avec, cette fois-ci, moins de risques.

Organisée comme une super-distribution des César, accompagnée d'une sono puissante et de films séduisants, réglée avec précision, la présentation des cinq cent dix-sept candidats de l'Union pour Paris s'est déroulée comme une parade hollywoodienne dans une ambiance de fête et dans un climat d'euphorie.

Avant que n'arrive la vedette tant attendue, MM. Tibéri et Juppé, adjoints RPR au maire de Paris, avaient dressé le bilan des réalisations municipales

et M. Dominati, au nom de l'UDF, avait exalté l'union de la majorité parisienne et chauffé la salle.

Pour cela une seule recette, mais infaillible : il suffisait qu'un orateur prononce les noms de MM. Joxe et Mitterrand ou dénonce l'action et les intentions des socialistes pour qu'aussitôt d'immenses huées emplissent la nef métallique du palais des sports. Même MM. Quilès, Lang ou Jospin n'eurent pas droit à d'aussi fortes marques de rejet.

En revanche, le nom de M. Chirac à lui seul déclenchait les vivats et l'exaltation de l'union de l'opposition nationale les applaudissements. M. Chirac, choisissant pourtant le ton mesuré, confi-

dentiel et sentimentale pour dire, d'acclamation obligée, son amour de Paris et des Parisiens, n'a pas résisté à la tentation d'adresser des reproches — désolés mais définitifs — à ses adversaires.

Il a surtout donné en exemple l'union de la majorité municipale sortante pour l'élaborer en modèle de ce que devrait être l'union de l'opposition nationale pour les élections municipales de 1995.

En effet, au moment même où M. Chirac était entouré des membres de l'UDF et du RPR qui figuraient sur ses listes M. Léotard soutenait à Cannes son propre candidat dans une première sauvage contre M<sup>me</sup> Dupuy, proche de M. Chirac, et semblait

relever le défi que lui avait lancé le président du RPR. Ce dernier avait traité de « malotru » le candidat du Parti républicain et considéré par avance comme un « casus belli » le voyage cannois de M. Léotard.

Ces querelles étaient absentes du palais des sports. Les militants, tout confiants dans la victoire de leur champion parisien, ne demandaient qu'à croire la promesse faite par tous les orateurs : « vingt sur vingt », c'est-à-dire rééditer le succès total de 1983 dans les vingt arrondissements.

Ils ont aussi applaudi l'annonce qu'il y aurait à l'avenir des « référendums municipaux » à Paris sur les projets essentiels concernant son avenir, un avenir que les milliers de supporters de M. Chirac voient déjà comme les prémices d'une promesse reconquête nationale.

A. P.

## A Paris

### Combat sans tendresse entre M. Quilès et M. Toubon

Le treizième arrondissement est depuis peu d'années devenu dans l'imaginaire parisien le « quartier chinois », bien que cette dénomination générique englobe des populations qui, pour la plupart, n'ont pas fui la Chine populaire mais plutôt l'expansionnisme du communisme chinois ou indochinois.

Au pied des immenses tours du quartier des Olympiades, de multiples magasins affichent effectivement leurs enseignes en idéogrammes, puisque c'est cette partie du sud-est de Paris qui a attiré les populations du sud-est de l'Asie. S'agit-il d'une masse électorale, venue modifier la situation politique d'un arrondissement traditionnellement modeste, ouvrier et porté à gauche ?

Sur les quelque 95 000 électeurs inscrits, seuls environ 2 000 portent un nom à consonance asiatique. Aucune évaluation plus précise n'est possible car le critère racial ne peut être recherché sous peine d'anticonstitutionnalité et d'atteinte aux droits de l'homme.

Toutefois, une liste n'hésite pas à se référer à ce concept pour capter les voix de cette communauté ethnique. Dirigée par M. Richard Sola, directeur du poste local Radio-Asie la liste Eurasis 1992 compte 21 Français asiatiques, 1 Français algérien et 17 Français de souche. Cette initiative est contestée par plusieurs associations dont le Conseil pour l'intégration des communautés d'origine chinoise en France.

Les autres candidats, d'ailleurs, se sont refusés à faire appel à ce critère qui serait discriminatoire puisque la plupart des Français d'origine étrangère souhaitent leur intégration dans la collectivité nationale.

Et pourtant, les 12 et 19 mars, chaque voix comptera dans cet arrondissement qui est donné par les « points électoraux » comme l'un des plus disputés de la capitale. Face au maire sortant M. Jacques Toubon, ancien secrétaire général du RPR, candidat unique de l'opposition, la gauche est sur la première fois, depuis 1965, divisée entre socialistes et communistes. C'est évidemment un argument qu'utilise le député RPR, proche de M. Chirac.

Mais la base sur laquelle il préfère s'appuyer est celle que constitue le bilan de son action à la tête de la mairie de l'arrondissement depuis 1983. Il mène une campagne de « proximité et de vérité », dit-il. Grâce à un « petit train » et à deux minibus, il tient des permanences mobiles un peu partout, distribuant tracts, insignes et gadgets, vantant lui-même ses réalisations et décrivant ses projets. Il affirme que « l'information porte peu à peu ses fruits et les gens savent qu'ils ne s'adressent jamais en vain à la mairie. C'est pourquoi ils se rendent bien compte de mes efforts ».

#### Changer encore !

Et M. Toubon raconte « ses » opérations de réhabilitation d'immeubles et d'aide aux associations. « Lorsque j'ai fait refaire la peinture dans une HLM, les habitants qui étaient sans doute communistes ont été tant surpris qu'un homme qu'on leur avait décrit comme de droite s'intéresse à cet aspect de leur confort », affirme-t-il, ajoutant : « En matière sociale et en matière de droits de l'homme et d'humanisme, tout le monde sait, ici, que je n'ai pas de leçon à recevoir ». De toute façon, assure-t-il, « ce que je fais ici comme maire se place plus sur le terrain de la sympathie pour les gens et pour leurs problèmes que sur celui de la politique ».

Il dit recevoir le soutien d'anciens communistes comme M. Xavier Boret, intendente de collège qui figure sur sa liste. Il fait aussi remarquer que, parmi ses collègues, se trouve M. Gilles Benassay, fils de l'ancien conseiller socialiste de Paris décédé.

M. Toubon, qui en 1983, avait frôlé la majorité absolue (49,58 %) au premier tour, espère d'autant plus recommencer cette année qu'il n'a plus en face de lui de liste d'union de la gauche. En effet, M. Paul Quilès, qui est député de l'arrondissement depuis 1978, ne fait pas état de son étiquette socialiste dans son matériel électoral, préférant une mention en forme d'objectif : « Un maire pour

tous ». Si le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace admet : « Bien sûr que le treizième a changé, bravo ! mais il doit changer encore », il se fait le porte-parole de ses électeurs en assurant : « La municipalité sortante ne pratique pas assez la concertation avec la population et ne permet pas à la vie associative de se développer suffisamment ».

Il promet, s'il est élu, d'organiser, dans chaque quartier, un système de « recueil des avis, des doléances, des suggestions des habitants pour l'amélioration de leur vie quotidienne ». Déjà, dans son journal, les lettres de lecteurs sont publiées avec chaque fois la réponse du ministre-candidat.

Ce candidat qui mène une active campagne d'affichage et qui, tous les après-midi, visite son terrain — après avoir passé la matinée au ministère — souligne que la préoccupation prioritaire concerne le logement.

Est-ce pour marquer que les actes suivent ses paroles qu'il a lui-même annoncé, le 1<sup>er</sup> mars, les mesures étudiées par le gouvernement en faveur de la modification des loyers à la place du ministre du logement, M. Delebarre ? Tous les candidats sont d'ailleurs sensibilisés à ce problème crucial dans cet arrondissement qui compte pourtant trente mille logements sociaux pour un parc de 90 000 appartements.

#### Sans éclat

M. Quilès propose donc que l'Hôtel de Ville de Paris lance un plan de « préservation » de 15 000 logements sur cinq ans et admet que M. Chirac va un peu dans ce sens en parlant de la création de « logements intermédiaires ». Pour le treizième, il assure que dans la zone Tolbiac-Masséna-Austerlitz on pourrait construire dix mille logements alors que M. Toubon n'en propose que quatre mille.

Ce face-à-face, qui se déroule presque dans une indifférence réciproque, sans éclat — mais sans caché — tendresse non fut en 1983, le ministre avait fait campagne sur le thème « Quilès tendresse » — entre le maire sortant et l'ancien candidat de la gauche à la mairie de Paris en 1983, serait banal sans l'arrivée d'un

trouble-fête en la personne de la dynamique et souriante candidate communiste, M<sup>me</sup> Gisèle Moreau, ancien député, conseiller de Paris, membre du secrétariat au comité central.

Son objectif est de faire mentir les socialistes qui, généralement, évaluent l'influence des communistes dans l'arrondissement à « environ 7 % ou 8 % », alors que M. Lajoie avait obtenu 5,64 % des voix à l'élection présidentielle de 1988. Pour M<sup>me</sup> Moreau « nous ferons largement plus des 10 % que j'ai obtenus aux dernières législatives ». Elle affirme même que « 14 % n'est pas inaccessible ».

A l'appui de cette ambition, elle rappelle que sa liste se nomme « liste d'union de la gauche contre la droite » et elle se proclame « atypique » puisqu'elle réunit autour de quatorze candidats communistes, des membres du PSU, de l'Union progressiste, des écologistes, des « associatifs » et des syndicalistes et qu'elle compte aussi dix-sept femmes.

Ce « panel » devrait lui permettre de rallier plus large. Elle espère recueillir les « déçus du gouvernement » et explique : « Les gens attendent quelque chose après 1988 et ils n'ont rien eu. Aux prises avec des difficultés croissantes dans le logement et au pouvoir d'achat, ils ont vu les affaires se développer. Celles-ci ont fait perdre aux socialistes leur réputation de gens vertueux. Les paroles de Mitterrand ne suffisent plus. Il faut des actes ».

Selon la candidate communiste, la balle est dans le camp de M. Quilès pour le deuxième tour, tout en admettant que la décision de soutenir les ministres du gouvernement Rocard aura un caractère éminemment politique et sera prise au niveau national par la direction communiste.

Y aura-t-il aussi un trouble-fête à droite ? Le candidat du Front national, M. Pierre Dominique Le Méo, qui semble assez peu connu localement, tentera d'enrayer la baisse de son parti qui avait perdu 5 points d'un mois à l'autre (passant de 12 % à 7 %), entre la présidentielle et les législatives, l'année dernière.

ANDRÉ PASSERON.

### Y a-t-il une campagne ?

Y a-t-il une campagne municipale à Paris ? Les Parisiens héberlés doivent ne pas en croire leurs yeux : où est-elle, la bataille fratricide, entre giscardiens et chiraquistes, que tentait d'arbitrer la gauche une fois y a douze ans ? Où est-il le combat au corps à corps, quand la majorité municipale défendait son pré carré contre les assauts des socialistes qui, il y a six ans, avaient cru trouver un appui dans une modification du statut de la capitale, qui leur fut, en fait, fatale ?

Cette année les rivalités d'affiches paraissent bien ternes, les petites polémiques enterrées une fois oubliées la querelle sur la « vraie-fausse » amitié de Pierre Joxe et de Jacques Chirac en Algérie qui, un temps, a failli ensevelir tout le débat.

La stratégie des socialistes y est certes pour quelque chose. Conscients qu'ils ne pourraient abattre le maire de Paris, ils ne se sont fixé comme objectif que d'écorner son pouvoir, en amenuisant son image de bon gestionnaire de la cité, en arrachant à ses amis quelques milliers d'arrondissements.

L'inconvénient est qu'ils ne proposent pas un vrai programme pour la ville. Celui qui, finalement, a accepté d'être leur chef de file, Pierre Joxe, a, aux yeux de ses adversaires, une image correspondant si bien à ce rôle que les fœux du maire de Paris se sont persuadés qu'il serait un repoussoir parfait. Ils s'inquiètent certes de la préservation de leurs vingt fiefs, mais ils pensent préserver facilement la réputation de « bon maire » de Jacques Chirac.

La campagne (car il y en a tout de même une) a montré que ce combat-là est, finalement, plus difficile à mener que le premier. Dès le début, les socialistes ont couvert des affiches « A Paris on a un bon maire » de slogans questionnaires : « Et la circulation ? », « Et le logement ? ». Quoi qu'il en soit, qu'il ait pu faire M. Chirac, ces deux thèmes ont dominé le débat. Lui qui d'abord a affirmé qu'il n'était pas de la responsabilité de la mairie de traiter de ces deux sujets, annonce en fin de compte qu'il consultera les Parisiens par référendum municipal sur ces questions... essentielles.

En matière d'habitat, s'il a toujours refusé le proche socialiste de ne pas faire l'effort nécessaire pour les logements sociaux, il a dû promettre de prendre des dispositions permettant aux « classes moyennes » de continuer à vivre dans la capitale. C'est la confirmation que, si la loi du marché conti-

nue à jouer sans frein, Paris sera réservé aux plus riches. Les socialistes, bien sûr, ont entoncé le clou, mais en étant contraints d'évoluer : la loi Méhaignerie, qu'ils n'avaient pas voulu abroger à l'autorité mais simplement amender, est devenue l'objet de toutes leurs critiques, au point que M. Joxe promet maintenant sa réforme.

Même évolution pour la circulation. M. Chirac, depuis des mois, dit qu'elle n'est pas de sa compétence. Aujourd'hui il propose quelques mesures qui, d'ailleurs, reprennent nombre de celles avancées par M. Joxe. Il est vrai que l'un et l'autre reconnaissent qu'il n'y a pas, en la matière, de solutions miracles. Il est vrai, aussi, que si certaines relèvent du maire de Paris, d'autres sont de la compétence du préfet de police subordonné au ministre de l'intérieur.

#### Combat dans les quartiers

L'essentiel du combat se livre pourtant dans les quartiers. Il y est particulièrement difficile pour les socialistes. Dans ceux qu'ils espèrent gagner, la multiplicité des listes leur complique la tâche, d'autant que les communistes mènent une campagne assidue, en laissant planer un doute sur les conditions d'un accord entre les deux tours, et que les Verts présents partout ont déjà annoncé que, s'ils ne peuvent se maintenir, ils ne se désisteront pour personne.

Mais pour le PS, la principale difficulté vient des maires d'arrondissement qui ont, en six ans, se faire apprécier de la population, et bénéficient, ici comme ailleurs, de la prime au maire sortant. Au point que les socialistes ne sont vraiment optimistes que dans le vingtième, là où le sortant, M. Didier Bariani, a été déstabilisé par la publication de sa lettre à M. Chirac réclamant un meilleur contrôle des affectations d'HLM, et le jugement erroné de l'inscription sur les listes électorales de certains de ses proches. C'est pourtant à l'aune de la chute, ou non, de plusieurs arrondissements que sera mesurée la victoire du PS ou de M. Chirac.

Cette campagne électorale a empêché que l'avenir de Paris, c'est-à-dire sa place dans son agglomération, soit un tant soit peu débattu. C'est pourtant de cela qu'il sera essentiellement discuté dans les mois à venir.

THÉRIER BRÉHIER.

### Référendum et logement

Dans une lettre ouverte qu'il lui avait adressée le jour même M. Joxe avait demandé au maire de Paris s'il était prêt à « s'associer à la démarche parlementaire à la demande du gouvernement visant à modifier la progression des loyers dans l'agglomération parisienne ». Le ministre de l'intérieur dénonçait la loi Chirac dénoncée improprement loi Méhaignerie comme responsable de la flambée des loyers en région parisienne.

A Bercy M. Chirac a déclaré : « Mon objectif est que la population parisienne garde toute sa diversité, et que toutes les catégories de Parisiens puissent continuer à habiter la capitale. Ensuite, que nos concitoyens se sentent bien dans leurs logements et puissent, éventuellement, s'en rendre acquiescents ».

Pour cela, je construirai davantage de logements sociaux dans la mesure où le gouvernement m'en donnera la possibilité. Je développerai les logements intermédiaires pour tous ceux qui disposent de revenus moyens. Enfin, grâce à la vente des appartements HLM, je permettrai à ceux qui les habitent,

et qui le souhaitent, de devenir propriétaires ».

Après avoir évoqué également le problème de la circulation M. Chirac a ajouté : « Dès lors qu'il s'agit de projets essentiels pour l'avenir de Paris et des Parisiens, j'ai l'intention de consulter directement nos concitoyens grâce à la procédure du référendum municipal, en leur donnant naturellement toutes les informations, tous les éléments qui leur permettront de se faire leur propre jugement ».

(Publicité)

#### MUNICIPALES ET IMMIGRÉS : CLAUDE ÉVIN S'EXPLIQUE

Le ministre de la Solidarité analyse pour Arabes la place des immigrés en France et dans l'Europe de demain.

Dans le numéro de mars d'Arabes en librairie et en kiosque 78, rue Joffroy, 75017 Paris. Tél. : 46.22.34.14

### Cergy-Pontoise : à « ville nouvelle », couleur nouvelle ?

CERGY-PONTOISE  
de notre correspondante

Dirigée depuis toujours par un élu de droite, Cergy-Pontoise, « ville nouvelle », se réveillera-t-elle à gauche ?

Constituée lors de sa création par un rassemblement de quinze communes, cette « ville nouvelle » du Val-d'Oise en compte aujourd'hui onze, dont la principale, Cergy, est, passée, entre 1983 et 1989, de dix-huit mille à quarante mille habitants et d'un stade rural à une vaste urbanisation programmée. L'agglomération de Cergy-Pontoise compte cent quarante-deux mille huit cents habitants et la seule commune de Cergy, autrefois en queue de peloton, s'est hissée en vingt ans jusqu'à la troisième place, après Argenteuil et Sarcelles et avant Garges-lès-Gonesse. Les agriculteurs du début sont toujours représentés — la moitié du territoire est inconstructible et comporte des zones maraîchères — mais ils sont maintenant noyés au milieu de citadins en complet-veston, et leurs champs sont entourés d'entreprises et de zones industrielles. C'est à Cergy que se joue en ce moment l'avenir de la « ville nouvelle », car c'est de son vote que dépendra la couleur politique de cette dernière.

Cergy-Pontoise est gérée par le Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) dirigé par M. Christian Gournaud, conseiller général UDF et maire d'Osny (une des onze villes

supports de la ville nouvelle). Le SAN compte sept villes de droite (Cergy, Courcouronnes, Jouy-le-Moutier, Neuville-sur-Oise, Osny, Pontoise, Puteaux-Pontoise) et quatre de gauche (Eragay-sur-Oise, Menoucourt, Saint-Ouen-l'Aumône et Vauréal). L'importance des délégations des différents conseils municipaux au comité syndical est calculée en fonction du nombre d'habitants. Sur les cinquante-quatre membres de ce comité, trente-quatre représentent les communes de droite et vingt celles de gauche. La seule ville de Cergy a dix délégués. Son changement politique inverserait donc la tendance du SAN avec trente-quatre représentants de gauche. Or, si la gauche ne représentait que 40,56 % des suffrages aux dernières municipales de 1983, elle a par la suite progressé : 48,60 % aux législatives de 1986, 58,96 % au second tour de la présidentielle de 1988.

#### Critique de la gestion rurale

Cette progression ne semble pas trop ému le maire sortant, M. Pierre Jannin, soixante ans (divers droits), qui a succédé en juillet 1987 à Hubert Renaud, décédé, qui était maire de la commune depuis 1953 : « En 1981, Cergy avait voté pour François Mitterrand ; ça n'a pas empêché Hubert Renaud, le maire de l'époque, un libéral aussi, d'être élu dès le pre-

mier tour avec 59,63 % des voix ». Donné battu il y a quelques semaines encore, l'équipe de M. Jannin — « Prenons Cergy à cœur », composée par tiers de RPR, d'UDF et de non-inscrits, remonte la pente. A coup d'affiches personnalisées et de publications à thème, elle appuie sa campagne sur trois axes : les jeunes, l'emploi et la vie familiale. Histoire de montrer aux électeurs, en majorité des habitants nouveaux, que la gestion rurale (principale critique des candidats de gauche) qui caractérisait l'ancienne municipalité est aujourd'hui dépassée.

#### Qualité d'abord

Puis question désormais d'une trop grande prudence financière, du bas de laine au fond duquel dort l'argent : on utilise des ordinateurs dans la mairie, on parle de RER, on construit une troisième gare, on prévoit des salles de rock, des clubs universitaires.

En face, la socialiste Isabelle Massin, quarante ans, conseillère municipale minoritaire depuis 1983, conseillère générale de 1982 à 1988. Elle ne s'est pas représentée aux élections cantonales pour, dit-elle, se consacrer davantage, si elle est élue, à la charge de premier magistrat de la ville. Son atout : la « faiblesse » de M. Jannin qui cherche à se dégaucher — et à dégaucher sa nouvelle équipe — par une importante campagne tous azimuts de l'image un peu « vieillotte » de l'ancienne équipe. L'intimité de la liste de

M<sup>me</sup> Massin, « Génération Cergy », cin d'œil à la « Génération Mitterrand », lui va comme un gant. Installée à Cergy en 1976, elle a vécu l'évolution de la ville nouvelle, connaît ses avantages, ses inconvénients. M<sup>me</sup> Massin sait que les nouveaux habitants, cadres à revenus moyens, lui sont plutôt favorables. Inconsciente au sein de son groupe, elle aurait sans doute préféré cultiver l'image modérée qu'elle donne d'elle-même et présenter une liste « majorité présidentielle » plutôt qu'une liste commune PS-PC. Les accords départementaux en ont voulu autrement. Sachant que les logements existent en ville nouvelle, que l'emploi existe aussi (plus de dix-huit mille places pour seize mille actifs), M<sup>me</sup> Massin préfère plaider non pour la quantité mais pour la qualité : qualité du cadre de vie et qualité de l'offre d'emploi, qui ne s'adresse pas aux non-qualifiés. On compte encore à Cergy deux mille cinq cents chômeurs sans qualification, jeunes et femmes, et on va encore trop souvent travailler à Paris.

Si Cergy-Pontoise se réveille à gauche le 20 mars prochain, il faudra qu'elle se choisisse un nouveau président pour son comité syndical. Le maire de Saint-Ouen-l'Aumône, M. Alain Richard (PS), serait tout désigné pour succéder dans ce cas à M. Gournaud. Rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale, il est, comme M<sup>me</sup> Massin, proche de M. Rocard.

JACQUELINE MEILLON.

هكذا من الأصل



## MÉDECINE

Après l'échec des négociations  
avec le ministre de la santé

### Les hôpitaux publics perturbés par les grèves des internes et des infirmières anesthésistes

La grève des soins des internes des hôpitaux, annoncée après l'échec des négociations avec M. Claude Evin, ministre de la santé, a débuté mercredi 8 mars et devrait durer quarante-huit heures. Un service minimum était prévu dans tous les hôpitaux pendant ces deux jours. D'autre part, la coordination nationale des infirmières anesthésistes a reconduit pour quatre heures l'ordre de grève domo pour le 6 et le 7 mars. A Paris, selon la coordination, cette grève a jusqu'à présent été suivie par 50 % des infirmières anesthésistes.

S'achemine-t-on vers un conflit social dur dans le secteur hospitalier public ? La grève des internes et des infirmières anesthésistes est-elle le prélude à un mouvement plus massif qui, à terme, pourrait paralyser le fonctionnement des hôpitaux ?

Depuis le mouvement des infirmières, en octobre dernier, tous les observateurs s'attendaient à de nouveaux conflits sociaux. Comme dans l'ensemble de la fonction publique, les personnels hospitaliers n'avaient pu progresser leur pouvoir d'achat de un point en quatre ou cinq ans. La conjoncture économique étant devenue plus favorable, il était somme toute logique qu'ils réclament leur part du gâteau. Une part d'autant plus justifiée qu'au sein de la fonction publique ce sont les secteurs sociaux qui, du point de vue salarial, sont les plus mal lotis.

infirmières, en particulier, se plaignent d'un « manque évident de considération », d'une non-reconnaissance du rôle réel qu'elles jouent dans la bonne marche des services. De ce point de vue, la mise en place de départements hospitaliers pourrait améliorer l'ambiance qui règne actuellement dans de nombreux services.

Certaines revendications, celles, par exemple des infirmières anesthésistes ou des sages-femmes peuvent paraître tout à fait justifiées. Il est évident que le niveau de leurs salaires ne correspond pas à la spécificité de leur formation ni aux responsabilités importantes qu'elles ont dans les hôpitaux. A cet égard, les réponses au coup par coup qu'apporte actuellement le gouvernement aux divers mouvements revendicatifs risquent d'engendrer des sentiments d'injustice. D'un côté, par exemple, il augmente certains salaires assez bas, comme ceux des infirmières, de 7 % à 8 %, de l'autre (et aussi justifiées soient ces augmentations), il accorde aux praticiens hospitaliers des revalorisations nettement plus importantes.

Le gouvernement est contraint à des choix. Le premier concerne les salaires et les effectifs. Il ne pourra augmenter les uns et les autres. Et, à tout prendre, n'aurait-il pas intérêt, à niveau d'effectifs égal, à mieux payer les personnels hospitaliers ? D'autre part, il faudra bien, à court terme, se résoudre à former certains petits hôpitaux dont la justification économique n'est plus évidente et dont la sécurité n'est plus garantie.

#### Des réponses au coup par coup

Travailler à l'hôpital devient moins attrayant qu'auparavant. Cette désaffection s'explique en grande partie par les faibles salaires et par les contraintes horaires. Sinon, comment expliquer que, dans un pays qui compte plus de deux millions et demi de chômeurs, il soit de plus en plus difficile de recruter des infirmières, au point de devoir baisser les notes d'admission au concours ?

Au sein des services hospitaliers, les rapports hiérarchiques sont toujours à peu près les mêmes. Les

Faudrait-il pour cela remettre tout à plat et décider d'un Grenelle hospitalier ? Mieux vaudrait, souligne certains, ne pas opérer à chaud, sous la pression d'un conflit grave qui paralyserait le fonctionnement des hôpitaux. Différents rapports ont été demandés par le ministre de la santé, M. Claude Evin. Une fois que ces documents lui auront été remis, il devra sans tarder mettre en chantier, sous une réforme globale du système hospitalier, du moins des mesures qui permettront à l'hôpital public de retrouver confiance et dynamisme face à un secteur privé qui, lui, n'est jamais aussi bien porté.

FRANCK NOUCHI.

### Veille de grève à l'Hôtel-Dieu

Mardi 7 mars, à l'Hôtel-Dieu, à Paris, la plupart des internes ont décidé de cesser le travail le 8 et le 9 mars. Quelques indices s'interrogent encore. Aux urgences, les internes de garde ne peuvent se résoudre à suivre le mot d'ordre et d'autres, révoqués, laissent grève, tout en travaillant. Ces jeunes médecins, qui ont souvent dix années d'études derrière eux, n'abandonnent pas leurs malades d'un cœur léger. « Nous faisons de mauvais grévistes, nous avons trop d'arrière-pensées », reconnaît l'un d'entre eux, conscient de sa réputation de privilégié. Un privilège très relatif : interne en troisième année de psychiatrie, après dix années d'études de médecine, il gagne 8 000 F par mois, auxquels s'ajoutent quelques gardes de nuit payées entre 10 et 17 F de l'heure. Le salaire d'autres internes, plus jeunes, n'atteint que 7 000 F par mois pour des journées de travail et de responsabilité à temps plein. En chirurgie, les gardes reviennent très vite et le rythme est épuisant. Dans certains services, les internes doivent prendre des gardes une nuit sur deux. Ce qui signifie à chaque fois trente-six heures de travail ininterrompu, car les gardes sont toujours suivies d'une journée « normale ». Les quarante heures sont décidément bien loin !

Conséquence de ces emplois du temps surchargés, l'enseignement des internes, théoriquement assuré par les praticiens hospitaliers, a dû être abandonné à l'Hôtel-Dieu comme ailleurs, faute de temps.

Aux revendications salariales s'ajoute l'inquiétude pour un avenir qu'ils avaient tous cru moins sombre. « Qu'est-ce qu'on va

devenir ? », se demande une interne de deuxième année. Après le concours et les quatre années d'internat obligatoire pour pratiquer une spécialité, certains pourront devenir chef de clinique pendant deux ou trois ans. Mais, pour travailler définitivement à l'hôpital, il faudra qu'ils soient nommés praticiens hospitaliers, et les places sont rares. S'installer « en ville » et débiter une clientèle à trente ans et plus ? « Il faut pour cela des capitaux... et des clients. Et qui m'apportera des patients alors que les généralistes eux-mêmes n'ont pas de travail ? » dit l'un d'entre eux. La médecine est dévalorisée, les jeunes médecins sont contestés — pourtant, jamais le niveau de la médecine n'a été meilleur — et le statut d'interne ne représente plus grand-chose, malgré la difficulté du concours et la longueur des études.

Ils suivront donc le mot d'ordre en restant confiants sur l'issue du conflit. « Quand on voit les masses d'argent gléchées à l'Assistance publique, disent-ils, on est sûr qu'il y a aussi de l'argent pour nous. »

Pendant ce temps, au bloc opératoire d'un service voisin, une infirmière anesthésiste travaille malgré la grève. « Les effectifs sont trop limités, explique-t-elle. Nous sommes onze pour tout l'Hôtel-Dieu et le travail repose en grande partie sur nous. » Il n'y a que le médecin anesthésiste qui se heurte à ses revendications ont été satisfaites dès le début du préavis de grève concernant les praticiens hospitaliers.

BÉATRICE BANTMAN.

55 millions de francs consacrés à l'information sur la maladie

## Un message sur le sida sera adressé à tous les Français

M. Dominique Coudeau, directeur de l'Agence de lutte contre le sida récemment mise en place par le gouvernement (1), lancera officiellement le jeudi 9 mars un « appel d'offres exceptionnel » auprès d'une centaine d'agences de publicité. Au total, le budget de l'information préventive contre le sida sera, pour l'année 1989, d'environ 55 millions de francs. L'Agence de lutte contre le sida va, d'autre part, publier un premier document précisant que, dorénavant, les messages incitant à l'utilisation du préservatif et ceux sur la prévention du sida seront discrets. Un « message générique » sur le sida, qui devra trouver « le juste équilibre entre la peur et la raison », sera adressé à l'ensemble de la population.

La lutte contre le sida commence à s'organiser à l'échelon interministériel. On entre aujourd'hui dans le détail des mesures pratiques et, du moins faut-il l'espérer, efficaces. L'Agence de lutte contre le sida que dirige M. Dominique Coudeau, premier responsable de la Caisse nationale d'assurance-maladie, s'apprête à publier le premier document d'orientation de la communication publique sur le sida. Ce texte a été rédigé sous la responsabilité de l'Agence avec la collaboration du ministère de la santé, du service d'information et de diffusion du premier ministre et du Comité français d'éducation pour la santé. Il pose sept principes de communication et sera mis à la disposition de toute personne ou association qui souhaiterait engager une action dans ce domaine. Il pose en outre les premiers jalons du programme de communication sur le sida de l'Agence dirigée par M. Coudeau.

« En quelques années, le sida est devenu une maladie « médiatisée », peut-on lire en préambule. Les Français sont aujourd'hui bien informés des modes de transmission de la maladie et des moyens de la prévenir. Pourtant, cette information n'a pas empêché le développement d'idées fausses : un pourcentage significatif de la population est convaincu de l'existence de risques de contamination non avérés. D'autre part, les comportements ne sont pas tous adaptés. L'usage des préservatifs reste trop limité. Cette situation justifie une communication plus méthodique.

#### Une essentielle solidarité

Les principes retenus constituent la première définition d'une politique globale d'information. Ainsi, on adressera « un message générique sur le sida à l'ensemble de la population. [...] L'ampleur du problème, son évolution, la responsabilité de chacun dans la prévention doivent être présentés clairement à des citoyens adultes. Les messages de prévention ne seront vraiment acceptés que si la population, dans son ensemble, les reçoit dans un climat général de solidarité. La confiance en soi et dans les autres est fondamentale pour déclencher ce processus. [...] La prochaine campagne anti-sida devrait être lancée en juin et la suivante au cours de l'automne.

Dorénavant, la communication sur le sida et la communication sur le préservatif seront traitées de façon distincte. Si, pour huit Français sur dix, le préservatif est le seul moyen efficace, son usage reste très limité. « Le préservatif est associé à

des connotations négatives, comme la prostitution ou la virilité menacée », explique-t-on à l'Agence de lutte contre le sida. « Associer explicitement préservatif et sida dans les campagnes de publicité aboutirait à faire percevoir celui-ci comme un médicament pour une maladie très grave et irait à l'encontre de l'effort de banalisation et de valorisation. Le préservatif est à relier à la relation affective et sexuelle et non à la maladie. »

Après s'être assuré qu'aucun doute n'est plus justifié sur l'efficacité du préservatif masculin, on organisera la relance commerciale de ce produit, avec démultiplication des lieux de distribution (distributeurs automatiques, bureaux de tabac, etc.). La prochaine campagne, réalisée par l'Agence Bêlier, sera lancée en avril. Elle reprendra pendant les vacances d'été. « Il nous faut être de plus en plus explicites, de plus en plus directs », conclut, aujourd'hui, les responsables de l'Agence de lutte contre le sida, qui précisent que la campagne « sera étroitement associée aux relations sexuelles ».

Il s'agira aussi, à l'avenir, de diffuser des messages de prévention adaptés aux différents groupes concernés : professionnels de santé, homosexuels, bisexuels, hétérosexuels ayant plus d'un partenaire, toxicomanes, adolescents ou jeunes adultes, flirts de rencontre. Les femmes constitueront aussi un groupe qui sera pris en considération. « Alors qu'il serait peu souhaitable de leur faire porter tout le poids de la prévention, précise le document, les femmes peuvent devenir un vecteur d'influence, surtout parce qu'elles sont davantage préoccupées par les problèmes de santé et sensibilisées à la transmission du virus de la mère à l'enfant. »

Point important, la prévention passera par la lutte contre l'exclu-

sion et imposera l'analyse en profondeur des comportements et de la pertinence des formes de communication mises en œuvre. Si elle semble être, aujourd'hui, particulièrement utile dans la mesure où elle permet de toucher rapidement le plus grand nombre de personnes et où elle parvient à communiquer un message parfaitement maîtrisé, la technique publicitaire ne saurait, à elle seule, induire des modifications importantes des comportements sexuels. A cet égard, une collaboration, très difficile, d'ailleurs, à obtenir, avec l'éducation nationale pourrait, demain, jouer un rôle fondamental.

JEAN-YVES NAU.

(1) Agence de lutte contre le sida, 5, rue Paul-Cézanne, 75008 Paris. Tél. : 42-56-06-52.

### Les embryons du divorce

Doit-on assimiler les embryons congelés à des enfants ? Et, dans l'affirmative, à qui appartiennent-ils, à leur « père » ou à leur « mère » ? Aux Etats-Unis, le tribunal de Maryland (Tennessee) est saisi de répondre à cette question épineuse.

Un couple en instance de divorce se dispute en effet la garde d'embryons qu'il avait fait congeler voici plusieurs années. Pour Mary Sue Davis, vingt-huit ans, cette affaire est en tous points comparable à l'attribution de la garde d'un enfant et, en tant que mère, elle réclame la propriété des embryons congelés. Son époux, trente ans, estime que c'est à lui de décider s'il désire ou non devenir père. Le jugement pourrait bien faire jurisprudence. — (AP.)

## ENVIRONNEMENT

### Un parc national est ouvert à la Guadeloupe

Le septième parc national français est né. Le Journal officiel du vendredi 3 mars annonce la création du parc national de la Guadeloupe, qui fait passer sous la protection de l'Etat 17 500 hectares de forêt situés sur l'île de Basse-Terre et concernant treize communes.

Cette partie de la Guadeloupe est en effet d'une exceptionnelle richesse. Elle est dominée par les 1 400 mètres du volcan de La Soufrière, toujours en semi-activité. Les chutes d'eau y sont abondantes. C'est là surtout que se trouve la dernière portion importante de forêt primaire tropicale des Caraïbes. Des centaines d'orchidées, des lianes, des plantes parasites, des arbres géants font la joie des spécialistes et des visiteurs. Si la faune a été appauvrie par le braconnage et l'urbanisation de l'île, elle mérite d'être protégée, notamment les oiseaux migrateurs qui font escale sur Basse-Terre.

Le parc arbore encore une station archéologique rappelant le souvenir des premiers occupants de l'île, les Arawaks.

Déjà, en 1970, le conseil général de la Guadeloupe avait classé cette zone en parc naturel et en avait confié la gestion à l'Office national des forêts. Cette mesure avait amorcé une prise de conscience des problèmes écologiques qui se posent à la Guadeloupe. Mais, depuis dix ans déjà, les élus et les scientifiques réclamaient le renforcement des protections face à la montée du tourisme. Après bien des hésitations, c'est à présent chose faite. Le parc de la Guadeloupe est le premier parc national des départements et territoires d'outre-mer. Une réserve naturelle marine de 3 700 hectares s'étendant au large de Pointe-à-Pitre, le Grand Cul de Sac-Martin, lui sera adjointe.

M.A.-R.

## DÉFENSE

Rafale, Hadès et dépenses militaires

### Le face-à-face Rocard-Chevènement

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'est en quelque sorte démarqué, devant la presse diplomatique française, qui l'a reçu mardi 7 mars à déjeuner à Paris, de certains propos précédents du premier ministre, M. Michel Rocard, sur l'avenir nucléaire, le nouveau missile nucléaire préstratégique Hadès et sur le niveau des dépenses militaires. M. Chevènement a rappelé, à cette occasion, ses propres positions jamais si récentes sur son nom du premier ministre.

Sur le Rafale, d'abord. M. Rocard avait antérieurement qualifié de « dossier en état de sinistre avancé » l'avenir de l'avion Rafale de Dassault-Breguet, destiné à l'armée de l'air et à l'aéronautique navale. « Ce programme se développe convenablement », a dit le ministre de la défense. Je ne crois pas que Rafale soit hors de portée de la France. Il n'est pas possible de revenir sur ce programme. Il n'y a aucun problème. Le programme suit son cours. C'est, du reste, un coup parti. Tout montre que ce sera un avion réussi. »

Sur le missile nucléaire préstratégique Hadès, ensuite. La semaine dernière, à Caen, où on lui présentait des matériels de l'armée de terre, M. Rocard avait, à propos du Hadès, annoncé son intention de réfléchir au sort de ces programmes d'armement « qui ne sont pas encore en service, mais qui sont les plus voisins de l'être et qui touchent à la zone conceptuellement difficile à traiter du préstratégique ». M. Chevènement a préféré, pour sa part, citer des déclarations précédentes du chef de l'Etat selon lequel, a-t-il dit, « nos armes préstratégiques, que j'appelle armes d'ultime aversissement, font partie de la dissuasion globale ». « Elles ne sont pas destinées, a ajouté le ministre de la défense, à compenser une faiblesse de nos forces conventionnelles. Le

programme Hadès se déroule selon les prévisions. Les premiers essais sont conclus et le calendrier respecté. »

Sur le montant des dépenses militaires, enfin. A Caen, où il avait invoqué la référence d'un peu moins de 4 % du produit national brut (PNB) consacré à la défense, M. Rocard avait estimé : « Nous sommes dans une plage pas très loin de la limite haute de ce qui est tolérable pour l'économie nationale dans l'état actuel des choses. » Devant la presse diplomatique, M. Chevènement a préféré s'en tenir à la référence de 3,69 % du produit intérieur brut marchand (PIBM) et il a conclu après un rappel de certaines comparaisons avec l'étranger : « Nous consentons un effort minimal pour la défense. »

Ces appréciations quelques peu différentes entre le premier ministre et le ministre de la défense sont comme un avant-goût du débat qui va occuper prochainement le gouvernement sur la révision de l'actuelle programmation militaire.

J. I.

## SPORTS

● CYCLISME : Paris-Nice. — Le Belge Eiderne De Wilde s'est imposé pour la deuxième fois, mardi 7 mars, lors de l'étape Moulins-Saint-Etienne. Cette deuxième étape de Paris-Nice a été marquée, par l'abandon de Laurent Fignon, le Parisien souffrant de douleurs intestinales.

● FOOTBALL : Championnat d'Europe espoirs. — L'équipe de France espoirs, tenante du titre, a battu, mardi 7 mars à Dundee, son homologue écossaise (3-2), lors d'un match comptant pour le groupe 5 des éliminatoires du championnat d'Europe.

du 3 au 12 mars 1989

### FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ILE DE CHATOU

près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par  
le Syndicat National  
du Commerce de l'Antiquité  
et de l'Occasion.  
Tél. 47.70.88.78

### DROIT SCIENCES ECO.

Documentation sur demande

Avril - Mai  
• Révisions intensives  
avant les examens

IPEC Enseignement supérieur privé  
46, bd Saint-Michel, Paris 6.  
Téléphone : 46.53.81.23 / 43.28.03.71



## JUSTICE

L'affaire Jobic devant le tribunal de Nanterre

## Le savoir-faire du commissaire

La première intervention du commissaire Yves Jobic, mardi 7 mars, devant le tribunal correctionnel de Nanterre, a constitué un petit chef-d'œuvre de savoir-faire. Durant quinze minutes le policier a quitté son dossier de vingt-septième inculpé dans un gros dossier où s'entremêlent trafiquants d'héroïne et proxénètes de tout acabit pour redevenir un bon policier au langage châtié.

Il y a lui et les autres. Lui, observant avec distance le spectacle de ses collègues engagés dans les milliers de procès-verbaux qui les accusent, les renvoient à leur version d'hier, leurs mensonges d'aujourd'hui et, pourquoi pas, leurs remontrances de demain. Lui, avec un sourire inconnu lorsque le président du tribunal donne lecture d'une écoute téléphonique dans laquelle Jean-Claude Moustafa, dit Bonkhil, l'informe, à 2 h 22 du matin, du résultat d'une confrontation entre trois inculpés dans le bureau du juge d'instruction. Lui, protégé par des lunettes légèrement fumées, coiffé d'une raie stricte, boudant ses vieux jeans au profit d'un costume de flic sage.

Le commissaire Jobic, à l'évidence, n'est pas encore entré dans son procès. Il attend son heure — en principe le jeudi 9 mars — pour s'expliquer. Il se contente de suivre l'audience, intrigué par les déclarations de Moustafa et de ses amis, amitiés qui lui valent aujourd'hui, entre autres, d'être inculpé de proxénétisme aggravé et de corruption, appréciant en commissaire les borborygmes et les explications fumeuses des prévenus sur la sellette. Et puis, en fin d'audience, le président Alain Foulquié a senti, tout à coup, le besoin de l'entendre.

Redoutable président, qui domine parfaitement ses 9 800 cotes ! « Vous n'êtes pas concerné par cette partie du dossier mais j'ai observé que vous avez écouté les débats, avance-t-il. Imaginez que vous étiez attentif avec l'oreille du policier ? »

— Oui, tout à fait, monsieur le président.

— Vous avez entendu les explications de Jean-Claude Moustafa. Avez-vous le sentiment qu'il est coupable ou qu'il ne l'est pas ?

## Fausses factures

## Le directeur général de la SAE maintenu en détention

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a décidé, mardi 7 mars, de maintenir en détention, à l'issue des débats contradictoires, M. Pierre Benata, directeur général de la Société auxiliaire d'entreprises (SAE), société mère de la SORMAE.

Celui-ci avait été inculpé le 2 mars, dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est, de faux et usage de faux en écritures de commerce, abus de biens sociaux et complicité, recel et corruption (le Monde du 4 mars). Ces mêmes inculpations avaient été notifiées le même jour à M. Jean-Claude Jaumes, président du directeur de la SAE, qui avait été laissé en liberté.

## Une réaction de la FNB

En marge de cette affaire, la Fédération nationale du bâtiment (FNB) a demandé, mardi, dans un communiqué, aux pouvoirs publics « de reprendre rapidement l'examen du financement des campagnes électorales et des partis politiques afin que les entreprises de la profession ne fassent plus l'objet de pressions permanentes ».

« A l'approche des élections municipales, comme avant toute échéance électorale, des affaires de fausses factures touchent certaines entreprises de notre profession », relève la FNB en faisant référence à l'inculpation de plusieurs dirigeants de la SAE, numéro un du bâtiment en France, et de sa filiale SORMAE.

La FNB, qui ne veut pas porter d'appréciation sur le fond des affaires actuelles, « s'inquiète vivement de cette situation qui porte atteinte, tant en France qu'à l'étranger, à l'image des entreprises, aux hommes qui les dirigent et met en péril les milliers d'emplois qui en dépendent ».

La FNB souhaite qu'avec l'examen du financement des campagnes électorales et des partis politiques « tout soit mis en œuvre pour mettre un terme à une situation inacceptable ».

Le commissaire marque une seconde de silence, soupèse la fausseté de la question : « Écoutez... Moi, je connais bien Jean-Claude Moustafa. A ma connaissance, il n'a jamais été dans un trafic d'héroïne. Mes services n'ont jamais rien remarqué. »

Yves Jobic a calculé tous ses mots. C'est une bonne entrée en scène. Il est très calme, simplement contrarié de ne pas avoir derrière lui l'ensemble de ses avocats, qui n'avaient pas prévu cette jointe controverse au débotté. Le président s'étonne tout de même que le commissaire soit intervenu après l'arrestation de Jean-Claude Moustafa pour obtenir sa libération alors que son protégé détenait sur lui 13 grammes de haschisch.

« Est-ce que cela mérite l'indulgence ? » interroge-t-il.

« C'est une question assez délicate. On ne peut pas répondre de manière générale, nuance Yves Jobic. Mais il est de notre devoir d'éclairer le magistrat sur la personne inculpée. »

Visiblement la pudeur interdit que l'on prononce ici le vilain mot d'indicateur.

## Déontologie policière

Désormais détendu, presque apaisé, le commissaire s'octroie un rapide exposé sur les « interventions » à l'intention du tribunal : « La déontologie policière, enfin ce que l'on appelle la déontologie, veut

que ce soit toujours le chef de service qui procède à ce type d'intervention, et non pas n'importe quel enquêteur. Il est d'usage à Paris — et nous pensions que cela pouvait être le cas dans un tribunal périphérique — que nous exposions franchement la situation aux magistrats en leur disant qui est qui. Les juges prennent ensuite leur décision. Nous ne faisons pas de pression. Du reste, quand je suis intervenu pour Jean-Claude, j'étais avec un adjoint. Ce n'était pas une démarche parallèle. »

A cet instant l'interrogatoire bascule pour devenir une simple discussion. Le juge et le policier, entre spécialistes, se donnent le plaisir de parler des choses vraiment sérieuses. Au fait, d'où vient la drogue ? Qui fournissait les demi-grossistes que l'on juge aujourd'hui ? Le commissaire Jobic a une idée. Il en avait fait part au juge d'instruction Jean-Michel Hayat. Il s'agit — entre nous — d'un certain Jaf et de son associé, Manu. Chut ! Le policier a l'air navré de n'avoir pas pu remonter la filière. Sans inculpation, il aurait été tellement plus efficace. Rêve-on ? Non, nous sommes bien dans un prétoire. Et le commissaire Jobic conclut l'histoire : « J'ai pas été arrêté alors que dans ce dossier il est celui qui aurait le plus mérité d'être relâché. »

Cette logique-là semble imparable, mais le policier devra encore répondre à beaucoup de questions, parfois plus embarrassantes, du président Foulquié.

LAURENT GRELSAMER.

Débat entre la Ville et la Préfecture de police

## « Agents de sécurité » dans 40 000 logements de l'Est parisien

La mairie de Paris est-elle en train de se doter d'une police privée ? A cette question abrupte, les responsables de la Préfecture de police de Paris n'hésitent pas à répondre par l'affirmative. Mezza voce, toutefois, tant il est vrai qu'en l'occurrence M. Jacques Chirac est son bon droit. Au cœur de ce débat feutré : un appel d'offres de la Ville de Paris auprès des sociétés de gardiennage pour des « rondes de surveillance » dans quarante mille logements sociaux dans l'Est parisien.

Publié le 31 janvier dans le Bulletin officiel des annonces des marchés publics, cet appel d'offres vise à régulariser et pérenniser une expérience lancée depuis août 1988. La date de réception des offres était fixée au lundi 6 mars. La prestation à fournir était ainsi définie : « Rondes de surveillance effectuées par des agents de sécurité dans les parties communes de certains ensembles immobiliers sociaux sensibles des 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements de Paris, soit un patrimoine de quarante mille logements. »

Aux yeux de certains responsables de la police nationale, l'ambiguïté du statut de ces « agents de sécurité » est manifeste à la lecture

du Cahier des clauses techniques particulières établi par la Délégation générale à la prévention et à la protection (DGAPP) de la mairie, anciennement dénommée Délégation générale à l'amélioration de la protection des Parisiens. Fixant les conditions d'intervention des sociétés de surveillance dans ces grands ensembles immobiliers « sensibles », le cahier des clauses de la Ville de Paris, ce document précise que la Ville mettra « à la disposition des sociétés de surveillance, à titre gratuit, les locaux nécessaires à l'accomplissement de leur mission ».

Surtout, il prévoit que tous les personnels utilisés « porteront un écusson aux couleurs de la Mairie de Paris, fourni par la DGAPP, permettant d'identifier clairement ». Toutes les équipes de surveillance, lit-on également, disposeront la nuit d'un chien conduit par un maître-chien qualifié, la société de surveillance devant « obligatoirement disposer d'un service d'écoute radio » et les patrouilles devant être encadrées par un « chef de patrouille », tandis qu'un « chef de poste », supervisé par un « chef de zone », tiendra en permanence le local mis à la disposition des surveillants.

Certains représentants du service public policier voient là un décalage « privé » de l'organisation policière. Ils soulignent que la Ville de Paris ne bénéficie pas du droit commun municipal en matière d'ordre public, elle serait obligée de soumettre une éventuelle police municipale au contrôle de la Préfecture de police. Alors que, dans le cas de ces rondes de surveillance privées, elle évite le contrôle. Responsable de la DGAPP, M. Yves Fromion rétorque en soulignant que ces agents n'ont « aucune compétence pour agir sur la voie publique, ils sont confinés dans les locaux du parc immobilier et nous veillons à leur formation et à ce que leur encadrement soit très strict ».

## Un risque de confusion

De fait, le cahier des charges précise bien que « l'intervention des personnels porte exclusivement sur les parties communes des groupes immobiliers concernés, tels que voies de circulation intérieures, jardins, accès, sous-sols, parkings, etc. Toute intervention dans le domaine public est formellement exclue ». Le problème, c'est que les groupes d'immeubles concernés sont construits sur des zones parfois très étendues. Aussi, dans la pratique, les équipes de surveillance ont-elles tendance à regarder de près tout ce qui se passe à la périphérie des bâtiments, le long des rues qui les séparent, et éventuellement à intervenir dès qu'elles remarquent quelque chose d'anormal.

« On ne peut rien dire contre ça, confie-on à la Préfecture de police à propos des rondes pratiquées depuis six mois déjà. Ils interviennent comme n'importe quel citoyen et, s'ils ne le faisaient pas, ce serait de la non-assistance à personne en danger. Mais leurs équipements, leurs voitures avec gyrophares, leurs écussons « Mairie de Paris » créent une confusion et une ambiguïté dans l'esprit des habitants. » M. Fromion reconnaît que les surveillants sont parfois intervenus pour « arrêter » enfin, disons, pour interpellé — un type qui dévalaisait un magasin. En tant que citoyens, appelés par des habitants, ils ne pouvaient refuser. Mais vous savez, ce serait plutôt les policiers qui auraient tendance à les utiliser comme des suppléets, comme des harkis. Il a fallu que j'y mette moi-même la hold. »

Une « vraie-fausse » police municipale ? En tout cas, un bon argument électoral, sur le terrain de la sécurité, dans cet Est parisien où M. Chirac veut assécher son emprise sur la capitale. Et un argument devant lequel la Préfecture de police se sent quelque peu démunie, privée de véritables moyens de contrôle sur la pratique de ces surveillants... privés.

EDWY PLENEL.

Le « trésor de guerre » des avoués de la Gironde

## La cour d'appel de Bordeaux doit trancher un litige entre l'ancien bâtonnier Favreau et le conseil de l'Ordre

La cour d'appel de Bordeaux vient d'examiner l'affaire qui oppose depuis trois ans le conseil de l'Ordre à l'ancien bâtonnier Bertrand Favreau. La cour doit décider si ce dernier peut obtenir communication intégrale de la délibération par laquelle le conseil de l'Ordre ouvre une information disciplinaire à son encontre.

BORDEAUX de notre correspondant

M. Favreau a dirigé le barreau de Bordeaux en 1984 et 1985. Jeune, brillant, dynamique, proche des socialistes dans un milieu réputé conservateur, il fut rapidement controversé et à la fin du mandat il fut l'objet d'une véritable hostilité. Le nouveau conseil de l'Ordre, dirigé désormais par un ancien avoué, M. Alfred Peyrolongue, chargea une commission d'enquête d'établir un rapport sur la gestion de M. Favreau. Cette commission rendit, en décembre 1986, un rapport établissant sans équivoque qu'il n'y avait pas détournement de fonds.

Cependant, elle affirmait aussi que les fonds provenant d'un compte de l'ancienne chambre départementale des avoués, intégrés en 1984 par le bâtonnier Favreau dans les caisses de l'Ordre, devaient être restitués. Ils provenaient, affirmait la commission d'enquête, d'un compte séquestre et donc appartenait à des tiers.

Eclatait alors une affaire dans l'affaire, soulevée, cette fois, par M. Favreau. Comment un compte avait-il survécu pendant douze ans à la dissolution de la chambre des avoués ? Interrogeait-il. Et à qui avait profité ce « trésor de guerre », évalué à 2,7 millions de francs, constitué par les produits financiers de ce compte ? En mai 1987, la chancellerie ordonnait, en ce qui la concerne, une enquête complémentaire sur l'utilisation de ces fonds. On n'en connaît toujours pas les conclusions.

De son côté, le 20 juillet 1987, le conseil de l'Ordre du barreau de Bordeaux décidait d'ouvrir une information disciplinaire à l'encontre de M. Andouard, dernier président de la chambre départementale des avoués. Surtout, le même jour, le conseil de l'Ordre engageait une procédure à l'encontre de l'ancien bâtonnier Favreau et de M. Gauthier, trésorier de l'Ordre sous son mandat. L'information disciplinaire, fut-il signifié aux avocats, portait sur trois points : dépassements budgétaires, dépassements de crédits sur la liste civile du bâtonnier et « utilisation au profit de l'Ordre de fonds détournés pour le compte de tiers en exécution d'un séquestre conventionnel ». Ce dernier point visait le fameux compte des avoués.

## Requête en suspension légitime

M. Favreau refusa de comparaître devant le conseil de l'Ordre qu'il considérait comme juge et partie. Il saisit la cour d'appel de Bordeaux d'une requête en suspension légitime. Il lui fut donné droit le 20 octobre 1987 ainsi qu'à M. Gauthier. Le 9 janvier 1988, la cour ordonnait une expertise comptable « pour qu'il soit procédé à toute investigation nécessaire sur les faits qui font l'objet des poursuites disciplinaires ». Les experts, MM. Léon Clara, de Lille, et André Gaillard, de Paris, devaient être assistés de trois anciens bâtonniers, M. Savreux, d'Amiens, Bernard Baudelot, de Paris, et Jean Bonnard, de Lyon. En principe, ils devaient mener leur mission à bien en six mois. Cela n'a pas été le cas.

Rapidement, en effet, éclatèrent des escarmouches de procédure portant notamment sur la communication des documents, et en particulier

de la délibération du 20 juillet 1987 qui constitue l'acte de poursuites initiales. En résumé, M. Favreau et ses défenseurs réclament la communication intégrale de cet acte étant donné que le document partiel qu'ils ont jusqu'ici obtenu ne porte que sur deux des trois points qui leur sont reprochés. L'extrait qui leur a été communiqué ne mentionne pas, en effet, l'affaire du compte séquestre des avoués.

Le conseil de l'Ordre du barreau de Bordeaux, aujourd'hui présidé par M. Claude Chambonnand, s'oppose à cette communication intégrale au nom du secret de l'instruction disciplinaire. Il fait valoir qu'une partie du procès-verbal est relative à M. Andouard, l'ancien président de la chambre départementale des avoués.

La cour, qui vient de se réunir, doit trancher ce litige. Elle a mis sa décision en délibéré à trois semaines. Le parquet général, pour sa part, a requis la communication intégrale du document. « Le bâtonnier Favreau, constate-t-il, se trouve dans une position paradoxale. Poursuivi disciplinairement pour trois faits distincts, il ne peut commettre les motifs ayant entraîné les poursuites pour l'un de ces faits. Une telle situation constitue à son égard une violation caractérisée des droits de la défense. »

L'affaire du barreau de Bordeaux avait pourtant failli trouver une conclusion à l'amiable en décembre 1988. En échange du retrait des plaintes déposées par le bâtonnier Favreau — notamment pour faux, usage de faux et destruction de documents — le conseil de l'Ordre aurait mis un terme par délibération officielle à ses poursuites. Cette solution d'apaisement n'a cependant pas pu aboutir et les deux camps s'imputent aujourd'hui mutuellement la responsabilité.

GINETTE DE MATHA.

● PRÉCISION : Affaire Suzanne de Canson. — Dans deux articles du Monde du 7 décembre et le Monde daté 11-12 décembre 1988, nous avons fait allusion au rôle joué par un avocat suisse, M. Enrico Monfrini, dans l'affaire de la succession de Canson.

Un autre avocat suisse, M. René Monfrini, de Fribourg, nous prie de préciser qu'il n'est en rien mêlé à cette affaire.

## ENFANCE

Pour protester contre la non-application d'une convention

## Des mères d'enfants franco-algériens font la grève de la faim à Orly

Jenna, quatre ans et demi, premier enfant à être emmenée et retenue par son père en Algérie depuis l'entrée en vigueur, le 21 juin 1988, de la convention franco-algérienne sur les enfants déplacés, a retrouvé sa mère, M<sup>me</sup> Marie-Claire Tardy, mardi 7 mars.

M<sup>me</sup> Annie Segier, représentante du collectif de solidarité aux mères des enfants enlevés, s'en est félicitée tout en déplorant qu'il ait fallu sept mois pour obtenir le retour de l'enfant.

Les représentants algériens et français répondent qu'il fallait attendre que les juges algériens accordent l'exequatur, c'est-à-dire la reconnaissance du jugement français. Or celle-ci n'a été prononcée que le 27 février.

C'est entre autres cette longueur des procédures qui est dénoncée actuellement par quatre mères, trois Françaises et une Algérienne, qui observent une grève de la faim à Orly. Les unes, M<sup>me</sup> Tromeur et Marie-Claire Al Cantara, depuis le 28 février, les autres, M<sup>me</sup> Jocelyne Bany et Margaret Ward, depuis le 6 mars.

Armelie Tromeur n'a pas revu son enfant, Aymeric (deux ans et demi), depuis le 28 avril 1988, date à laquelle son mari est venu le chercher à la crèche et l'a emmené en Algérie. Pour avoir les moyens juridiques de retrouver son fils, Armelie a dû engager une procédure de divorce. Son dossier a été examiné lors de la première réunion de la commission paritaire chargée de régler les litiges antérieurs, à la signature de la convention qui a émis un avis en faveur d'Armelie Tromeur et estimé qu'elle devait bénéficier du droit de garde. Mais la commission ne prononce que des avis, il faut ensuite obtenir leur confirmation par les juridictions concernées, dans ce cas un tribunal algérien. Le divorce définitif a été prononcé en France le 14 novembre 1988. La procédure pour l'exequatur n'a pu être ouverte en Algérie

le 15 janvier 1989 et l'audience a déjà été repoussée cinq fois.

Mario-Thérèse Al Cantara a également bénéficié un mois de septembre d'un avis favorable de la commission. Ses enfants, Myriam, dix ans et demi, Ibrahim, neuf ans, et Kathia, sept ans et demi, ont été enlevés par leur père il y a quatre ans et demi. A l'époque les époux étaient en instance de divorce par consentement mutuel. Il a fallu changer de procédure pour pouvoir réclamer la garde et le retour des enfants. Mario-Thérèse attend toujours l'exequatur du jugement français.

Jocelyne Bany, qui est séparée de son fils Karim, quinze ans, depuis 1977, se bat pour le respect des droits de visite transfrontières. Quant à Margaret Ward, non concernée par la convention franco-algérienne mais solidaire depuis le début du mouvement des mères françaises, elle s'est jointe à cette grève pour réclamer un échange de lettres entre la Grande-Bretagne et l'Algérie afin de pouvoir régler des conflits concernant ces deux pays. M<sup>me</sup> Ward a deux filles de quinze ans et de douze ans qui sont retenues en Algérie depuis 1979.

« Nous réclamons une accélération des procédures, explique M<sup>me</sup> Tromeur, et voulons que l'avis de la commission soit entériné par les tribunaux sans donner lieu à un nouveau jugement sur le fond, comme cela a été le cas avec Marie-Josée Hellec. » Celle-ci s'est vu déboutée de sa demande par le juge d'Alger, malgré l'avis de la commission qui recommandait le retour rapide de l'enfant auprès de sa mère. Les grévistes réclament enfin qu'une fois un exequatur obtenu, les jugements soient respectés sans délai, ce qui n'est pas toujours le cas. M<sup>me</sup> Tromeur cite l'exemple d'Annie Turpault qui attend le retour de sa petite Eve depuis le 14 novembre 1988. La procédure pour l'exequatur n'a pu être ouverte en Algérie

CHRISTIANE CHOMBEAU.



## ARTS ET SPECTACLES

## Design

## L'effet

**Transparence : un mot à la mode qui envahit la communication politique, publicitaire et vestimentaire. Sur la trace des « indispensables », devenus « incontournables », il est la cerise ponctuant le gâteau des « valeurs sûres », du « parler vrai » et de « l'authenticité ». Ce n'est donc pas un hasard si les créateurs, plasticiens, architectes, décorateurs, retrouvent les vertus du verre.**

**TRANSPARENCE ?** A Paris, elle est affaire de mousselines (comme des garçons, Claude Montana) et fait la une des magazines de mode, de *Vogue* à *Glamour* dont le prochain numéro est un spécial « glasnost » (le retour aux sources par la nature, la méditation) survenu après le krach de Wall Street, en pleine débâcle des yuppie carriéristes, s'est largement médiatisé : casquettes de musique douce, « quiet heart », « sky high », magazines aux titres évocateurs (*Magical Blend*, *Yoga Journal*, *Parabola*). On vend des « crystal healings » dans les grands magasins. Ces gris-gris cassables, pierres à garder toujours avec soi, sont censés favoriser l'épanouissement per-

sonnel, les bonnes vibrations. Les vitamines et les sushi-bars se démodent : on leur préfère la cuisine macrobiotique.

**Transparence ?** Le verre devient le support des interrogations essentielles (une présence immatérielle et matérielle) et intéresse les architectes. Après la pyramide de Pei, dans la cour du Louvre, l'Institut du monde arabe de Jean Nouvel, on découvrira la plus haute tour d'Europe (400 mètres), tout en dégradé de granit et de verre, conçue également par Jean Nouvel pour le triangle de la Folie à la Défense. « Avec le verre, les murs s'effacent ».

Il donne à voir, se joue de l'ombre et de la lumière. Il s'offre surtout à toutes les possibilités et à de nouvelles utilisations. Il aime tricher, agrandir les espaces, transformer les images, les distordre, les grossir, les faire éclater. « On se sert de lui comme d'un papier, sauf que, là, le jet de sable remplace le crayon », dit Guillaume Saalburg, graveur sur verre, dont les transparences irisées, granitiques, bombées, ou en plaques gagnent toute la ville : l'hôtel « La Villa » de Marie-Cristine Dornier, la boutique Benetton de Philippe Starck, avenue de la Grande-Armée, la boutique Chloé par Jean-Michel Wilmette et, bientôt, les hublots en verre gravé pour les nouvelles sanisettes Decaux.

Dans sa nouvelle galerie Différences, Pascal Mourgue propose



L'atelier de Guillaume Saalburg : quand le verre remplace le papier, le jet de sable remplace le crayon.

## « glasnost »

des « contes de Glace », tables basses en verre bombé, clair ou sablé, numérotées et signées à cinquante exemplaires. Rupture avec l'austérité graphique du début des années 80, lignes plus fluides animées par la fantaisie du jeu et de la liberté. C'est la toute nouvelle fontaine de verre de Michèle Blondel (gare de l'Est). C'est aussi la « double transparence », une exposition itinérante qui promène trente vases réalisés au Centre international de recherche sur le verre par des artistes et designers (Piotr Kowalski, Martin Szekely, Giuseppe Penone, Jean Nouvel, Patrick Retif, etc.), dans le cadre d'une commande publique lancée par le Centre national des arts plastiques (CNAF).

Le verre devient là le prétexte d'une *Lettera Amoroza*, de Sylvain Dubuisson, conçue en hommage à René Char, et comportant le texte du poème gravé sur verre au laser. On le trouve également au musée : hommage à la tradition, avec ces verres à boire de Lalique, Gallé, issus de la collection du Centre national du verre au Cooper Ewitt Museum de New-York (« Les Arts décoratifs en France 1789-1989 »). A Lyon, la famille Lalique déploie souvenirs, documents et œuvres. Mais la manifestation la plus importante aura lieu à Paris (de septembre 1989 à janvier 1990) au Musée des arts décoratifs, autour des verres de Bohême (deux cents œuvres du seizième siècle à nos jours, dont certaines n'ont jamais quitté la Tchécoslovaquie). Organisée dans le cadre des échanges de l'Association française d'action artistique, elle sera suivie d'une rétrospective du verre français d'Emile Gallé à nos jours, l'an prochain à Prague.

Autre expérience, celle des ateliers Vistosi à Murano, qui viennent de mettre au point, pour Peter Shire, un Américain de quarante ans, quelque huit cents pièces réalisées à partir de ses cent soixante-quinze dessins. « Je n'aime pas Murano, j'aime le verre », dit Maurizio Albarelli, qui dirige les ateliers Vistosi, tout fier d'élargir sa liste des magasins de décoration de luxe (trois mille clients dans le monde) à celle des galeries. Actuellement, l'exposition du Californien Peter Shire est présentée chez Clara Scremini. D'origine sud-américaine, installée dès 1980 rue de Charonne, celle-ci a contribué, parallèlement à l'action du Centre national du verre (créé en 1982 au Musée des arts décoratifs), à faire connaître en France les créations d'artistes élaborées dans des ateliers indépendants. En particulier ceux qui sont dans la ligne du Studio Glass Movement, né aux Etats-Unis en 1965 : Toots Zynsky et les Tchécoslovaques Stanislav Libenski ou Jaroslav Brychtova. La première exposition personnelle de Peter Shire en France est un montage décapitant de spirales, d'assiettes en équilibre instable, de citronilles, de coupes remplies de citrons roses évoquant, par leurs notes stridentes, la provocation joyeuse du groupe Memphis, auquel Peter Shire participa au début des années 80 avec Stottsass et Mendini.

## Un enjeu économique

Culturel, l'intérêt que suscite le verre est aussi économique. Les manufactures ouvrent leurs portes. Baccarat réalise le *Vase perfect love*, de Marie-Cristine Dornier. Daum, reprise en 1986 par le groupe financier Bearbull, mène une politique active de développement (7 millions de francs de bénéfices nets pour 1988). Après Hilton, Mac Connino et sa collection « Cactus », mêlant cristal et pâte de verre, voici les « étrangetés » de Philippe Starck, sculptures-vases édités à cinquante exemplaires (7 000 francs l'unité...). Restent Maria Bonetti et Elisa-

« Peter Shire s'habille comme ses vases : un peu rouge, un peu violet », dit en riant Maurizio Albarelli, dont un nouveau « show room » ouvrira à Chicago, anobli par la reconnaissance du milieu artistique. Les créations de Peter Shire sont présentées à New-York (Art and Industry) comme à Chicago (Hokin Kauffman) et à Turin (Rocca Gallery). Prochaine étape : 1990 avec la création d'un Centre international pour le développement de la verrerie d'art à fonder lors d'une fête-exposition organisée à San-Irasmus, près de Venise, où Maurizio Albarelli a déjà acheté le terrain prévu à cet effet.

LAURENCE BENAÏM.  
(Lire la suite page 18.)

## Au Palais des beaux-arts de Bruxelles

## Les folies de l'art déco

**Qu'est-ce que l'art déco ? Le triomphe du kitsch et du rococo ou l'apothéose de l'éclectisme post-modernisme avant la lettre ?**

**L'**ART déco, mode ou ensemble de modes affectant les arts appliqués européens dans les années 20, n'a pas eu une excellente réputation. Ne serait-ce qu'en raison du terme même : « déco », abréviation de « décoratif », en dit trop. Au siècle des esthétiques métaphysiques et critiques, au siècle de Mondrian et de Malevitch, s'avouer « décoratif », c'est mélo-droit. L'adjectif n'est pas loin du péjoratif. La période nippoise de Matisse, celle des odalisques pour clientes américaines, serait ainsi celle du Matisse « décoratif ». Même terme pour un certain cubisme coloré et compliqué, Marcoussis et Valmier. Tout style « décoratif » relèverait d'un abaissement des exigences intellectuelles, d'une sorte d'humiliation intolérable de l'art. Seule exception : le « décoratif », qui se dit fonctionnel, issu de l'abstraction orthogonale.

Le « déco » à la Mondrian, les industries du Bauhaus et du néoplasticisme, couleurs pures, angles droits, géométrie simplifiée, oui, cela s'admet, au nom du moderne, justement, de l'avant-gardisme et du culte de la vie contemporaine, ce culte dont Le Corbusier fut le plus bavard prophète. L'apparence d'ascétisme et les proclamations de pureté dissimulent tout soupçon de compromission avec le matériel, le confort et l'économie. Alors que les « autres », ceux de l'art « déco », ne seraient à l'inverse que les zéloteurs impurs de la religion triviale du bien fait, du luxe et du superflu. Tel est donc l'enjeu de l'exposition bruxelloise : sinon réhabiliter tout un mouvement, du moins en composer un panorama aussi large que possible, ignorer les proscriptions et les interdits modernistes et révéler ce qu'une certaine ortho-

doxie avait incité à dédaigner jusque-là.

Ce projet, qui a été fort bien rempli, porte le signe des années 80. Il s'agit en somme d'accomplir dans le domaine des arts appliqués la discrète révolution qui a fait qu'en matière de peinture nul ne croit plus désormais qu'il n'y ait qu'une voie royale, de Cézanne au cubisme et du cubisme à l'abstraction. Que l'on voie dans cette évolution un révisionnisme ou un signe de post-modernisme, il importe peu, tant qu'il reste clair que les orthodoxes esthétiques ont fait leur temps et qu'il est devenu nécessaire de regarder ailleurs, de tout regarder.

Tout, et donc les extravagances de l'art déco européen, qui n'hésite devant aucune bizarrerie, exalte l'absurde, cultive l'impossible et s'approvisionne en thèmes et motifs dans tous les magasins de la culture universelle. Apothéose du pastiche et du mélange des civilisations et des temps, il se complait dans la désintégration, l'hommage et le déguisement. C'est un écolisme, et écriture son histoire contraindrait à l'énumération d'une suite innombrable de références. Il en est d'exotiques, africaines, océaniques et orientales, et une armée peut s'orner de deux girafes stylisées en bas-relief, si la fantaisie le suggère. La Perse, le Siam, les Dogons, les Azteques : les musées d'ethnographie sont mis en coupe réglée par d'habiles voleurs d'idées. Il est des références européennes, puisées dans le baroque, le rococo, les chinoiserie dix-huitième et les arts populaires.

Certaines allusions avouent leur origine antique, peut-être grecque, peut-être égyptienne. Un fauteuil, selon le Danais Rafn, doit avoir une armature de bronze façon siège curule, des garnitures tressées et des glands énormes. Est-il pour le boudoir de Cléopâtre ou un salon de Copernic ? Le plaisir de citer et de parer la citation l'emporte sur toute considération de commodité.

D'autres références enfin se rapportent à l'art le plus récent : l'art « déco », que l'on croit réactionnaire, a eut tout fait de digérer fauvisme, expressionnisme et cubisme. Les couleurs de Matisse et de Derain viennent aux jours des céramiques et des porcelaines. Les volumes enchevêtrés de 1911 et 1912 inspirent orfèvres et dessinateurs de mobilier. Sue et Mare, qui ont été les premiers à chercher dans le cubisme les principes d'un style décoratif, avant guerre, sont les premiers à reprendre leur liberté. Ils jouent de formes en éventail et de matériaux précieux. Ont-ils trahi cependant ? Ou sont-ils les disciples imprévus de ce Picasso qui, dès 1914 et 1915, se plaît à baroquer son cubisme ?

## Extravagances et pastiches

Pareille orgie de reminiscences et d'hybridations à ses monstres. Un canapé hollandais titanique de proportions et décor de têtes de camélions ou de crapauds, taillées dans un chêne sombre, ce n'est guère séduisant. Un vase à forme et couleur de cierge, un *Entèvement d'Europe* en biscuit rose et bleu tendre, une falence baroque qui imite la structure évidée des sculptures d'Archipenko et de Laurens, autant de curiosités plus drôles que gracieuses. Cet art déco là n'a pas rompu avec le goût de la surcharge cher au symbolisme et pourrait sans peine lui emprunter ses têtes de Méduse et ses sphynx. Il n'a pas rompu davantage avec la ligne ondulante de l'Art nouveau et trouve en l'irbe le champion des fauteuils-fleurs aux accoudoirs spirales et au dossier nervuré.

Le plus singulier est qu'un désordre si complet de pastiches, de parodies et d'extravagances, qui paraît n'obéir qu'au désir de l'opulence, soit parvenu à susciter un style cohérent. Et que l'art déco ait reconnu pour maîtres Ruhlmann et Groult, qui font cependant figure de modérés parmi tant de folies et ont cherché un compromis entre le

« décorativisme » et une sorte de néoclassicisme épuré. La mise en scène de l'exposition bruxelloise rend manifeste combien le vocabulaire historique manque en la matière de précision, puisque relèvent du même label les inventions tourmentées et bigarrées des Viennois, des Tchèques et des Italiens et le mobilier français contemporain, incomparablement plus dépouillé de ligne.

Qu'ont de semblable le néo-rococo d'Europe centrale et le style de Groult ? Sa commodité bombée présentée à l'Exposition des arts décoratifs de 1925, quoique curieusement convexe et revêtue de galuchat (peau de requin poncée), paraît très sobre et discrète pour peu qu'elle soit comparée à bien des créations contemporaines. Ruhlmann lui-même ne sacrifie ni symétrie, ni équilibre, ni dépouillement. Nulle frise, nulle guirlande pour orner l'édénarisme, des agencements assez simples, des silhouettes plus massives que gracieuses. Si Ruhlmann s'autorise quelque volupté, c'est dans le choix des bois, palissandes et acajous admirables de ton qu'il se refuse à peindre à la manière de Rietveld. Ce serait à croire que, décidément, seul garantit la — relative — cohérence de la notion d'art déco le commun refus des principes du Bauhaus.

Et que l'éclectisme de ses adeptes, loin de n'être, comme on l'a dit, que l'indice d'une impuissance d'invention et d'un conformisme, était la seule réponse qui puisse s'opposer à l'esthétique de rupture et d'orthodoxie à l'honneur à Dessau. Que l'histoire se soit répétée depuis et que le design contemporain ne fasse que rejouer la même pièce, on peut s'en convaincre sans peine. Serions-nous dans une nouvelle phase art déco ?

PHILIPPE DAGEN.

\* Palais des beaux-arts de Bruxelles, 23, rue Ravenstein et 10, rue Royale, d'ici samedi, de 10 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 mai.

## CAHIERS DU CINEMA 417

## NUMÉRO SPÉCIAL CASSAVETES

TÉMOIGNAGES DE

Martin SCORSESE,  
Ben GAZZARA,  
Seymour CASSEL,  
Jean-François STEVENIN

et toute l'actualité du mois

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 30 F



## THÉÂTRE

## Le temps du chacun pour soi

**Au début du mois d'avril, Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire, doit tenir une conférence de presse. Thème : le théâtre, qui (symbole ?) vient ainsi après le cinéma (le Monde du 8 février) et la danse (le Monde du 1<sup>er</sup> mars). Ce n'est pas que le ministère se désintéresse complètement du théâtre. Mais la « liberté de création », revendiquée avec éclat il y a vingt ans, a tourné au libéralisme fourre-tout, les responsables sont placés devant une accumulation de cas sociaux, de situations acquises, d'enjeux politiques et diplomatiques, bref devant une situation trop complexe. Pourtant, imaginer des solutions devient urgent. Un trop long embarras pourrait entraîner la sclérose, ou la révolte.**

Le théâtre du secteur public se trouve actuellement dans une curieuse situation d'attente, favorisée par la timidité artistique dont semblent souffrir les meneurs qui ont fait la richesse des deux précédentes décennies. A présent, ils sont pour la plupart en position de décider et, pareils à leurs aînés d'avant 1968, auxquels (à juste titre le plus souvent) ils ont reproché une sclérose institutionnelle, ils gèrent leur royaume et négocient au coup par coup, chacun pour soi, avec le ministère de la culture et autres autorités de tutelle dispensatrices de subventions.

Que se passe-t-il ? Après la démission, souhaitée par le personnel, de Raul Ruiz et Jean-Luc Languier, la Maison de la culture du Havre est sans direction. Celle de Bobigny également après le départ de René Gonzalez à l'Opéra-Bastille. Plusieurs noms ont été cités pour lui succéder, dont celui d'Ariel Goldenberg, directeur du Festival international de Madrid.

Le cas de Bobigny pose le problème des grands bâtiments de banlieue, voués à des déficits spectaculaires dès qu'ils tentent une politique de création et de risques. Le public y accourt pour voir Marcello Mastroianni ou les ballets de l'Opéra dirigés par Bob Wilson dans la grande salle, et ne se déplace pas jusqu'à la petite pour Thomas Bernhard avec David Warlow, qui pourtant avait rempli le Théâtre de la Bastille dans l'*Hypothèse* de Pinget.

A Nanterre, Patrice Chéreau va quitter la direction du Théâtre

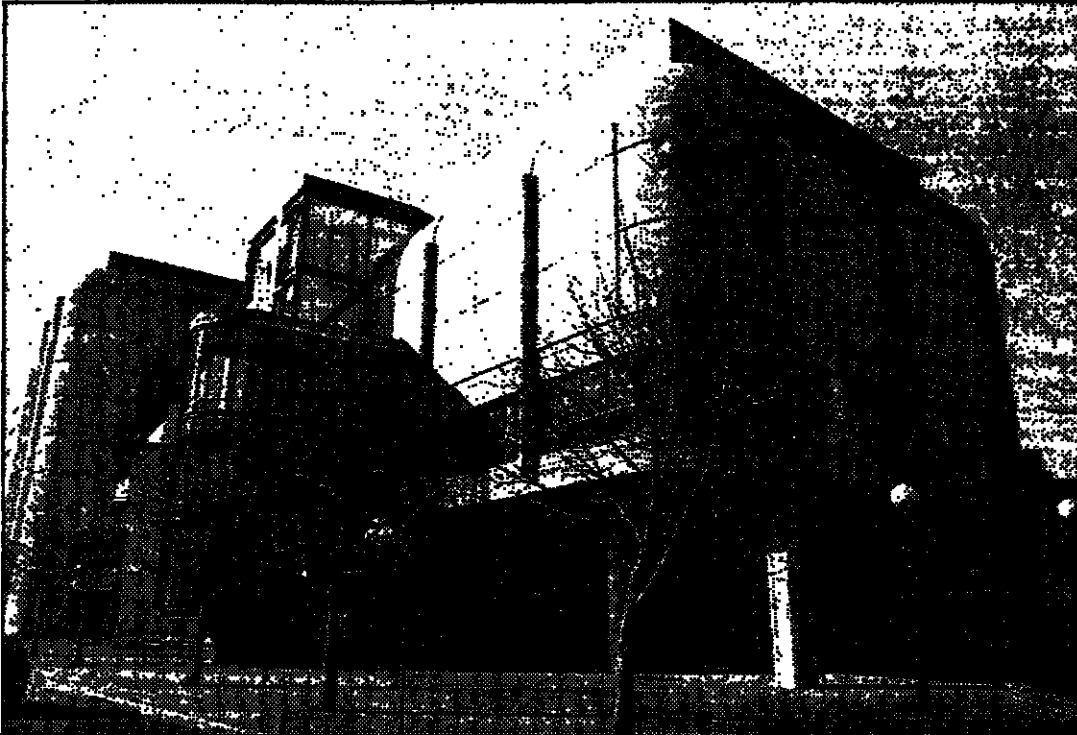
des Amandiers. Il n'est pas facile de prendre sa suite (comme à la Schaubühne de Berlin il n'est pas facile de prendre la suite de Peter Stein, par exemple).

On a parlé de Marcel Maréchal pour prendre en charge le Théâtre du Rond-Point, mais pas plus à lui qu'à Francis Huster ou à Daniel Mesguich, ou à quiconque, Made-

Les problèmes de succession sont toujours délicats à régler surtout quand ils deviennent un enjeu politique - voir à Lyon le conflit ministère/municipalité (le Monde daté du 5-6 mars 1989) à propos du Théâtre du Huitième, demeuré en situation provisoire depuis la nomination de Jérôme Savary au Théâtre national de Chailiot.

par rapport aux structures, et c'est vrai que Chéreau à Nanterre c'est, plus que Nanterre, la notoriété de Chéreau et des gens qu'il peut y faire venir. De plus, la maison a été organisée par lui, adaptée à sa façon de travailler.

Jean-Pierre Vincent déclarait que quand il entrerait à nouveau dans un théâtre, ce serait le sien.



La maison de la culture de Bobigny.

leine Renand et Jean-Louis Barrault sont décidés à passer la main. Et le producteur Fernand Lumbroso a démenti les rumeurs qui couraient à son sujet à propos d'une direction artistique.

Il y a malaise... Une nouvelle valse des directeurs d'établissement public n'est sans doute pas la meilleure, ni la seule solution à ce malaise. Jack Lang a dit qu'il souhaitait favoriser les personnes

Viège en quelque sorte. Pourtant, même Lavelli, dans son Théâtre de la Colline réellement neuf, ne dispose pas d'une énorme marge de manœuvre pour imposer l'andance d'une politique d'auteurs

## Malaise dans

du vingtième siècle. Son bâtiment est nouveau, son statut date d'un autre temps.

Puisque Jack Lang dit que les structures sont moins importantes que les hommes, pourquoi se contenterait-il de déplacer les mêmes hommes à l'intérieur des mêmes structures ? Pourquoi par exemple ne pas demander à Giorgio Strehler de mettre en scène des spectacles, et se demander si un vrai Théâtre de l'Europe, c'est la Mowette, même montée par Konchalowski, plus quelques productions en langue étrangère réservées toujours au même public ? Il y a sûrement d'autres moyens de former des publics au théâtre européen.

Puisque les hommes sont plus importants que les structures, pourquoi ne pas prendre en considération les avis de ceux qui, par obligation ou par choix, sont restés en dehors de l'institution, et donc ne sont pas aveuglés par ses difficultés quotidiennes ? Il y en a, dont les talents sont reconnus, même si leur notoriété n'a pas, ou pas encore, atteint les médias populaires, la télévision.

Ainsi Michel Deutsch, auteur et metteur en scène, qui a fait partie du Théâtre national de Strasbourg avec Jean-Pierre Vincent, dont Georges Lavaudant met en scène *Ferret, la nuit* à Villeurbanne, et qui va présenter au Théâtre de la Colline *Sir Venio Verbo*, créé au Centre dramatique des Alpes. Du dedans comme du dehors, il connaît le théâtre du secteur public et il parle.

COLETTE GODARD.

## ARTS

## Design

## L'effet « glasnost »

(Suite de la page 12.)

Il invite les artistes qui souhaitent se joindre à l'entreprise. « Moi, je leur dis : si vous pensez qu'à Venise on sait encore travailler le verre, vous êtes le bienvenu. »

C'est aujourd'hui au CIRVA, né en 1982 à Aix-en-Provence et installé dans une ancienne manufacture de 1 400 mètres carrés à Marseille depuis 1986, que s'élabore un travail de recherche et de mise au point. Deux cents essais sur les vitraux de l'abbaye de Conques imaginés par Pierre Soulages ; un an et demi de travail pour les sculptures de Giuseppe Penone. « Le verre est le matériau de tous les paradoxes, dit Françoise Guichon, directrice du CIRVA ; il est séduisant et rebelle : c'est un matériau de synthèse, qui appartient à l'histoire.

Avec le bois, on n'échappe pas à l'arbre ; mais avec le verre, tout est imaginable. Il exige cependant des connaissances et, plus encore, un propos, une intention essentielle. Le verre est sans doute le matériau qui oblige le plus à penser, à réfléchir. Il est l'écran minimum entre le réel et la pensée. »

« Matériau caméléon », selon Jean-Luc Olivier, directeur du Centre national du verre, il annule aussi les frontières entre l'art, le design et l'artisanat ; phénomène accentué par la vogue des séries limitées, d'objets à fonction utilitaire, comme les vases. « Intellectuel, commerçant, il prend toutes les apparences. C'est le matériau des faussaires. » L'Allemand Erwin Eish, célèbre au Musée des arts décoratifs l'an dernier, semble reconnaître : « Avec les premiers palais de cristal, qui furent construits partout depuis 1951, on accordait beaucoup d'importance à la transparence du verre. Verre signifiait liberté. Aujourd'hui, nous savons que le verre n'a rien à voir avec la liberté. Le poisson dans l'aquarium, la mouche qui s'écrase contre la vitre et l'employé derrière son guichet de banquier le savent aussi. Quand on se commet avec la transparence, on devient transparent soi-même, et l'homme transparent est pour moi d'une inquiétante étrangeté. »

LAURENCE BENAIM.

★ Galerie Différences, 11, rue du Roi-Doré, 75003 Paris.

★ L'Alrique, trois générations de cristalliers, du 21 mars au 4 avril, hôtel des Ventes, Lyon-Brodeux ; 13 bis, place Jules-Ferry, 69009 Lyon.

★ Peter Shire à la Galerie Clara Scremial, 39, rue de Charonne, 75011 Paris, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril.

★ La double transparence, trente vases pour le CIRVA à Clermont-Ferrand, jusqu'au 15 mars (Musée du Rouquet) ; Oviedo (Espagne) Musée municipal, du 1<sup>er</sup> avril au 25 mai ; Marseille, du 1<sup>er</sup> juin au 15 juillet ; Aix-les-Bains, Musée Faure, du 20 août au 15 septembre.

★ Les Arts décoratifs en France, 1789-1989, Cooper Hewitt Museum (New-York), du 30 mars au 16 juillet 1989.

★ Guillaume Seaburg, gravures sur verre, VIA, 1, rue Sainte-Opportune, 75001 Paris, du 25 avril au 28 mai.

## Le budget 1989

## Les chiffres de la morosité

**Le budget du théâtre pour 1989 progresse moins vite que le budget global du ministère de la culture. Quand les chiffres bruts illustrent l'attentisme d'une politique du théâtre public qui n'a toujours pas de « grand dessein ».**

Le budget de la direction du théâtre pour 1989 marque un renversement certain de la tendance négative qu'il connaissait - en francs constants - depuis 1984 et qui s'est amplifiée sous le gouvernement Chirac. Dans le cadre d'un budget global du ministère de la culture en augmentation de 12,5 % (augmentation qui traduit dans les chiffres la priorité accordée à ce secteur par le gouvernement Rocard), la direction du théâtre et des spectacles, confiée l'automne dernier au dramaturge Bernard Dort, voit ses crédits de fonctionnement et d'équipement passer à 1 070,6 millions de francs, soit une progression de 12 % environ.

Mais un chiffre inquiète les professionnels : la part du budget du théâtre dans le budget total du ministère recule de 11,84 % en 1988 à 10,25 % cette année. Cette morosité englobe tous les secteurs du théâtre public de la même manière.

Les théâtres nationaux (Comédie-Française, Chailiot, Odéon, Colline et Strasbourg) connaissent une progression raisonnable du montant de leurs subventions avec un budget global de 280,2 millions de francs, soit une augmentation de 7,5 %. La Comédie-Française, avec une subvention de 112,6 millions (+ 6,8 %), reçoit plus de 40 % de ce budget global. Les subventions de l'Odéon (41,4 millions,

+ 7,8 %) et du Théâtre national de la Colline (27,2 millions, + 12,4 %) progressent plus vite que celles des autres établissements. Mais aucun de ces théâtres ne retrouve, en francs constants, ses moyens de 1984.

Cette remarque vaut aussi pour les quarante établissements de la décentralisation dramatique (23 centres dramatiques nationaux, cinq centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse et douze établissements assimilés). Leur subvention globale pour 1989 est de 241,6 millions de francs. La règle choisie par la direction du théâtre était une augmentation de 2,4 % pour chacun des établissements avec un effort particulier pour les centres en préfiguration ou au bas de l'échelle. Globalement, ces institutions ont dû se partager 14 millions de francs de mesures nouvelles et 3 millions réservés à des « projets ponctuels » qui pourraient bien ne profiter qu'à l'un d'entre eux. Une sorte de bonus à la disposition de Bernard Dort.

Au chapitre des compagnies dramatiques indépendantes, seize compagnies nouvelles ont été admises « hors commission », c'est-à-dire qu'elles relient directement de la direction du théâtre et bénéficient de subventions plus élevées. Pour 1989, cent cinquante compagnies (hors commission) devront se partager 107,1 millions de francs selon des arbitrages qui ne sont pas encore rendus. Plusieurs centaines de compagnies dites « en commission », relevant donc de l'autorité de commissions régionales chargées de leur accorder des subventions, ont fait l'objet d'un « effort supplémentaire » de 3,5 millions de francs et disposeront de 25,8 millions de francs.

Hors compagnies dramatiques, la lecture des chiffres indi-

que une nouvelle fois le déséquilibre des subventions entre Paris et l'Île-de-France, et la province : 300 millions de francs pour les institutions de la région-capitale et 200 millions de francs pour la province, une règle deux tiers/un tiers que beaucoup contestent sans être entendus. Elle montre aussi la continuité de la politique du théâtre en France, qui, en dépit de l'attente croissante des professionnels, se contente pour l'instant de la gestion d'un patrimoine déperissant.

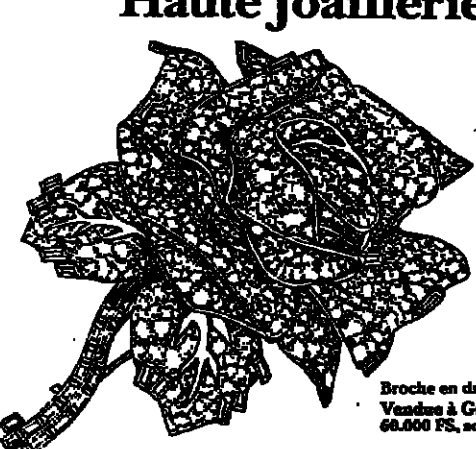
D'autant qu'une proposition du Syndicat des directeurs de théâtre (SYNDEAC) qui visait à instaurer des contrats pluri-annuels entre l'Etat et les institutions théâtrales n'a pas été retenue par le ministère de la culture et que les contrats de plan Etat-régions n'admettent pas la signature d'accords sur les crédits de fonctionnement des théâtres. Il faut ajouter à cela qu'en raison des élections municipales quarante-cinq conventions d'action culturelle (leur sobriété qui devaient être signées entre les municipalités et les maisons de la culture ou centres d'action culturelle ne l'ont pas encore été. Il faut noter aussi qu'en raison des règles techniques imposées par le ministère du budget - règles instaurées par M. Alain Juppé sous le gouvernement précédent et reprises par M. Michel Charasse - le versement des subventions du premier trimestre 1989 n'a pas été ordonné.

Ce contexte économique et technique, qu'il faut rapprocher d'un contexte artistique extrêmement difficile, sera au centre des discussions qui devraient s'engager en mai prochain entre la direction du théâtre et les professionnels pour, dit-on au SYNDEAC, « créer un secteur public moderne ».

OLIVIER SCHMITT.

Galerie Beaubourg  
**Alain Jacquet**  
c/o  
**Arianne & Pierre Nahon**  
3 RUE PIERRE AU LARD - PARIS - 42 71 20 90

**GALERIE LOUISE LEIRIS**  
47, r. de Monceau, 75008 PARIS  
Tél. : 45 63 28 85 et 37 14  
Télécopieur : 45 63 76 13  
**PICASSO**  
Peintures et Dessins  
1932-1972  
1<sup>er</sup> mars - 15 avril

**SOTHEBY'S**  
FOUNDED 1744  
Prépare sa prochaine vente de mai 1989  
**Haute Joaillerie**  
  
Broche en diamants, Cartier.  
Vendue à Genève :  
60.000 FF, soit 240.000 FR.  
Les personnes désireuses d'obtenir des estimations  
en vue de cette vente peuvent rencontrer  
nos spécialistes sur rendez-vous :  
**Paris, du 13 au 15 mars**  
Veuillez contacter :  
Sotheby's, 3 rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 66 40 60

هكذا من الأصل



la création dramatique

# La famille et la loi du silence

par MICHEL DEUTSCH (\*)

TOUT se passe comme si le théâtre d'art dans son institution était aujourd'hui condamné. Non parce que l'époque serait à une quelconque fin du théâtre, à la révocation finale de celui-ci par le « spectacle » — je crois tout le contraire! — mais plus simplement du fait de l'incapacité patente des « gens de théâtre » à se saisir des enjeux cruciaux que pose l'institution de leur art. Aussi la volonté de l'Etat de se débarrasser du théâtre d'art trouve-t-elle naturellement sa justification auprès de ceux-là mêmes qu'à terme il condamne.

Il convient alors de remarquer comment « gens de théâtre » et Etat à ce point sont liés par la complicité mortelle du laisser-faire, la mise en œuvre de la cause de la volonté d'en finir de l'autre. Cette situation paradoxale n'étant de l'intérêt de personne est pourtant la condition de la survie de tous. Et c'est de concert qu'on en vient à demander la disparition du théâtre, tout en proclamant de façon tonitruante et la main sur le cœur qu'on travaille à le sauver. D'où on peut encore déduire que la chose la mieux partagée par les « gens de théâtre » et l'Etat est un pessimisme contrit et pieux, fondé sur le diagnostic d'une impasse si manifeste qu'il s'agit surtout de ne pas en sortir. Car il importe d'abord de ne rien dire et de ne rien faire, afin de ne pas mettre davantage en danger le fragile équilibre sur lequel repose encore l'édifice. Tout le monde — à savoir personne en particulier — semble au moins d'accord que face à cette situation la seule politique qui vaille ne peut être que celle du raffistolage.

Il est inutile de s'attarder sur les courageuses décisions prises au nom du « parler vrai ». Quelques amis — ou même, dans l'exaltation eurythmique des salons, quelques amis d'amis! — auront droit à une nomination, à une renommée ou à une enveloppe supplémentaire assortie, c'est la moindre des choses, d'un vigoureux commentaire sur les dépenses à maîtriser, les économies à faire, etc. Là où le fonctionnaire de la République serait tenu de refuser, le devoir d'amitié impose toutefois d'accorder. Il serait pour le moins trivial de prétendre évoquer les problèmes de l'institution, de ses statuts, de ses personnels, de ses finances, et franchement obscène de parler de politique culturelle et artistique. Quant à poser la question de savoir à quel prix et sous quelles conditions le théâtre d'art demeure possible et accordé à l'époque, cela paraîtra carrément suspect.

L'institution du théâtre d'art, dans l'état actuel des choses, est pourtant la condition même de sa possibilité. Cette possibilité délimite notamment sa différence avec le « spectacle » — même

lorsque celui-ci voyage sous le faux nom de théâtre — par exemple le boulevard. On se trouve alors affronté à ceci que traiter du rassemblement de spectateurs citoyens, et pas seulement consommateurs, selon les règles du théâtre d'art, ne peut se faire, en général, que dans des lieux appartenant — parce que subventionnés — aux citoyens. Et il se

gner que précisément ce qui fait l'originalité et la spécificité française, c'est bien l'existence sur le plan économique et social d'un vaste secteur public à côté du secteur privé. Le président de la République l'a rappelé récemment.

Dans le domaine de l'art, il en

rations financières et gestionnaires — rationalisation des coûts, ciblage (1) des publics, etc. — pour mieux lâcher le théâtre d'art.

Aussi nos nouveaux héros rassemblent-ils aux fonctionnaires des finances avec lesquels ils discutent de cet argent qui leur permettra de s'acheter une conduite

talentueux hommes de théâtre ont capitulé pour mieux se recycler, imposant le néo-boulevard comme l'art officiel de leur trahison. Il n'est pas trop de dire qu'un nouvel académisme domine nos scènes aujourd'hui et que des talents incontestables y sacrifient sans vergogne. Il est simplement dommage que les acteurs et le public d'aujourd'hui connaissent le théâtre avec des spectacles où brillent en place de l'œuvre les feux du renoncement.

Quant à ceux qui s'obstinent à faire passer le travail de l'œuvre avant la recherche de sponsors, ils sont de plus en plus souvent empêchés de faire leur métier, frappés d'interdiction professionnelle par une nomenclature frivole qui n'a de comptes à rendre qu'à l'air du temps. Que l'on fasse appel aux stars de cinéma, rien de plus normal dans ces circonstances. Ne sont-elles pas susceptibles, par leur seule apparition, de se substituer à l'œuvre dorénavant disqualifiée? Il va sans dire que, dans cette conjoncture, la troupe apparaît comme un archaïsme pire que l'œuvre elle-même.

## Anarchie et fédéaux

Antoine écrivait déjà en 1887, à propos de la « désorganisation » des troupes de comédiens : « Alors que l'interprétation d'un ouvrage exige, avant tout, une qualité tellement essentielle qu'elle dispense des autres, l'ensemble, condition sans laquelle l'œuvre littéraire est massacrée comme la serait une œuvre musicale dont les exécutants ne joueraient pas en mesure, les directeurs, substituant au système de l'ensemble le système des étoiles, mettent en vedette un ou deux noms connus et cotés, pur-sang dont ils pointent à prix d'or la course plus ou moins brillante, et entourent ces grands favoris souvent fatigués, mais tenant toujours la corde, de malheureux acteurs recrutés au hasard pour servir de repoussoirs aux têtes d'affiche. De cette interprétation hiérarchisée résulte une absolue déformation de l'œuvre, d'où une nouvelle et irrémédiable cause de répulsion pour le public intelligent. »

Il est incontestable que le néo-boulevard, allié au théâtre d'illustration des classiques (façon « Petits Classiques illustrés ») qui tient lieu le plus souvent de travail sur le répertoire, ne peut trouver que des avantages dans la liquidation des troupes puisque, après tout, il ne s'agit plus de donner suite à la littérature.

Trop de désordre engendre la régression dans les mœurs, et la violence. A côté des spectacles néo-boulevard qui, vu le talent de leurs promoteurs, entrent le plus souvent dans la fameuse catégorie « haut de gamme » et constituent l'assurance des festivals et des

grandes salles (publiques ou privées...), il continue d'exister — sur les décombres de l'ancienne décentralisation — un « bas de gamme » provincial, label de la production d'une nouvelle race de fédéaux, pour la plupart ex-instituts crypto-brechtiens sinistrés, convertis à la mégalomane cécil-bédémillienne. Les droits acquis et les seules considérations financières ayant tenu lieu de politique, à défaut d'avoir en la volonté et le courage de repenser la décentralisation, l'Etat a laissé se développer et prospérer une situation d'anarchie qui, en toute logique, ne pouvait qu'engendrer des fédéaux. Le raffistolage et le coup-par-coup, les rallonges et les bons plaisirs ne pouvaient qu'entraîner une dégradation des mœurs.

La politique théâtrale de la République abdiquant désormais devant l'applaudimètre et le Top 50, la désorganisation prit la forme fatale de « dernier horizon possible ». Car néo-libéraux ou tenants de l'Etat-providence se seront au moins entendus sur un point : il importe de laisser pourrir la situation pour parvenir enfin à se débarrasser du théâtre d'art — se débarrasser enfin du temps de la mémoire. Dans la confusion, personne ne protestera du forfait. Et, de toute manière, la collision des divers intérêts constituera la meilleure garantie du silence. Au demeurant, les fédéaux ont besoin pour survivre d'entretenir l'anarchie du métier, son délitement et sa misère. En leurs fiefs, courtisans du pouvoir le plus proche, d'artistes employeurs ils sont devenus seigneurs qui accordent, non plus du travail, mais des faveurs, des prébendes, des pourboires. Des mini-Bayreuth de pacotille se sont ainsi substitués aux centres de création qui naguère trahissaient le tissu culturel du pays. Et nul n'ignore que le troc traduit sur le plan des rapports entre les « maisons » la forme ordinaire des échanges. Les coproductions avec les compagnies se réduisant, du fait de cette économie fermée, à l'aumône et au service que l'on condescend à rendre au vassal.

Et comme toujours lorsqu'il s'agit de consentir à la honte, le geste charitatif joint au discours moralisateur doit servir d'analgésique. On peut seulement regretter que les « gens de théâtre » se soient chargés eux-mêmes du travail.

Mais doit-on encore croire en la capacité de l'Etat de dire quelque chose de précis sur une reconstruction de l'institution du théâtre d'art, ou faut-il, au contraire, et selon la fameuse logique du ni ceci ni cela, mais autrement, prendre acte de ce que l'Etat feint de traiter le concret pour mieux conforter le statu quo — bradant et privatisant dans la nuit, la précipitation et l'imposture.



De gauche à droite : Madeleine Renaud, Patrice Chéreau, Jean-Pierre Vincent, Marcel Maréchal, Jérôme Savary et Antoine Vitez.

trouve aussi qu'en France le théâtre d'art fondé dans l'Etat est libre par lui. Le théâtre d'art atteste en tous les cas que la politique et l'amour peuvent se dire ensemble sur un autre mode que celui du spectacle. A rebours du nouvel enchantement du monde, le théâtre est le lieu où se déjoue l'enchantement spectaculaire, parce qu'une autre modalité du temps y est à l'œuvre.

## Le règne du « spectacle »

Quelque chose dans le théâtre nomme toujours l'espace public en tant que tel. Même si le théâtre traite de la sphère privée, il le fait toujours du point de vue public, et dans l'espace public. Il n'est pas inutile par conséquent de souli-

va de même. L'art en France est depuis des siècles une affaire d'Etat. Que ce soit sous la monarchie ou sous la République, le mécénat d'Etat est proprement ce qui constitue la tradition française.

La défunte décentralisation en fut un exemple éclatant. S'il y a aujourd'hui crise de l'institution du théâtre, cela tient certes à la crise générale qui affecte toute « forme » d'institution et, par conséquent, dépasse largement le problème du théâtre — il suffit de penser à la crise que traversent les systèmes d'enseignement dans la plupart des pays développés. Toutefois, découper le problème de l'institution de celui de l'art, sous prétexte de sauver le théâtre, revient à engager la discussion dans l'ornière des seules considé-

d'artiste. Artistes responsables, naturellement.

Dans le même temps, un certain nombre d'hommes de théâtre, parmi les plus talentueux de la génération 68, renouaient à être ce qu'ils étaient : des artistes. Le public, l'Audimat, finissant par imposer sa logique impitoyable via l'administration des finances et la direction des théâtres. Le théâtre d'art, dont la vocation, sinon l'essence, est de s'adresser au citoyen, était dès lors sommé de renoncer à lui-même pour plaire au consommateur. Il fallait instaurer le règne du « spectacle » afin que plus rien n'arrive. Sous prétexte de se plier à l'hégémonie du loisir, certains de nos plus

(\*) Auteur dramatique et metteur en scène.

2 mars - 15 avril  
**Lüpertz**  
Peintures  
Galerie Lelong  
13, rue de Téhéran, Paris 8

8 mars - 15 avril  
**Monory**  
Peintures  
Galerie Lelong  
14, rue de Téhéran, Paris 8

Galerie Céline d'Estrée  
22, rue de l'Odéon, Paris 6  
**KATO**  
Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1989

43 57 42 11  
21 février-18 mars  
**Alice**  
de Nathalie Schmidt  
très librement inspiré de  
Lewis Carroll  
THEATRE DE LA BASILIE  
Alpha Fanc

MC 93  
BUBIGNY  
**Le monde d'Albert Cohen**  
par Jean-Louis HOURDIN  
avec François CHATTOT  
François KUKI  
Clotilde MOLLET  
Jean-Claude MONTEILS  
Charlie NELSON  
Hervé PIERRE  
6 MARS  
2 AVRIL  
48 31 11 45

LES 3 BALZAC - 7 PARNASSIENS  
FORUM HORIZON - SAINT-GERMAIN STUDIO  
**Les Liaisons Dangereuses**  
PODER VADIM  
PODER VADIM  
PODER VADIM  
PODER VADIM  
PODER VADIM

**AIR INTER** présente  
**LES PAYSAGES DANS L'ART CONTEMPORAIN**  
du 7 au 26 mars 1989 - 13 h - 19 h  
Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts  
11, quai Malaquais - Paris VI







هكذا من الأصل

Le Monde • Jeudi 9 mars 1989 21

CHRISTIAN FECHNER  
PRÉSENTE

# CAMILLE CLAUDEL

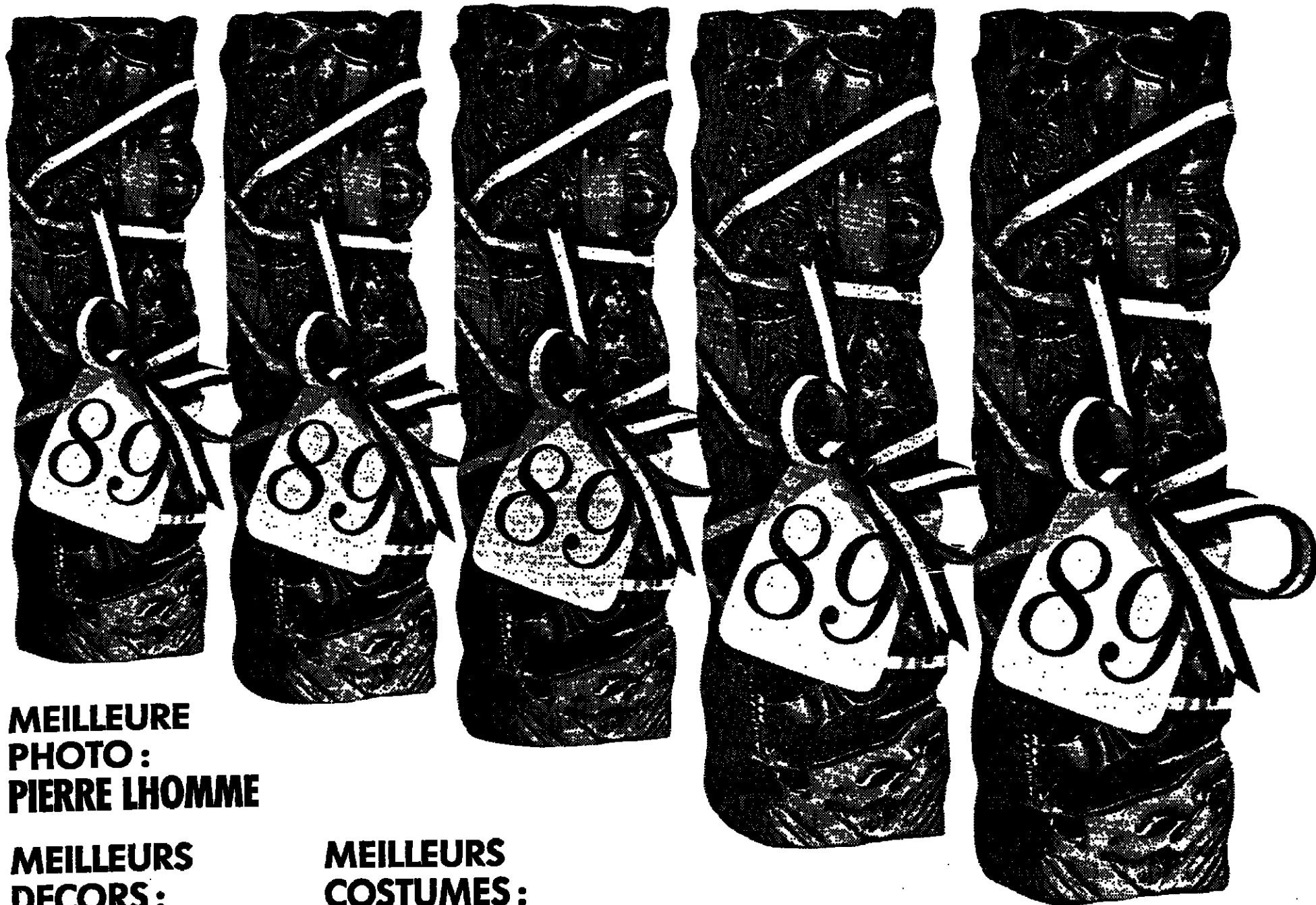
## 5 CESARS

MEILLEUR FILM

MEILLEURE ACTRICE

BRUNO  
NUYTEN

ISABELLE  
ADJANI



MEILLEURE  
PHOTO :  
PIERRE LHOMME

MEILLEURS  
DECORS :  
BERNARD VEZAT

MEILLEURS  
COSTUMES :  
DOMINIQUE BORG

GEER VAN VELDE

Le Village  
Aurore Steiner  
PETIT CORDON 457539











### Concerts

golfi, 22 h, ven. Roland Menegon, 22 h.  
sac. Vincent Abbi, 22 h, mar. Alai  
Gruaz, Jean-Louis Malchin, 1 h, ven.

**LE VILLAGE** (43-26-80-19). Carole  
Bachy-Rita, Manon Farnet, 22 h, mar.:  
ch. piano. Philippe Petit, Stéphane  
Pecqueur, 22 h, ven., mar.: piano.  
Philippe Petit, Stéphane Pecqueur, 22 h, mar.: piano. Sandra (sens.), Jacky  
Ternaux, 22 h, dim.: piano. Bernard  
Masry, 22 h, lun.: piano. Alain Bernard  
Dun, jusqu'en 15 mars, 22 h, mar.:  
ch. piano. Philippe Petit, Guy Robert, Dun,  
22 h, lun.: guit.

**Rock**

**LAU METRO** (46-34-21-24). Paris Rock,  
22 h 45, sam.

**BAISER SALE** (43-33-37-71). Zoot, 20 h,  
ven., sam.

**CACHTA LAU** (43-30-30-30). The Bus,  
22 h, ven.: avec Freddy Meyer.

**CAPÉ DE LA GARE** (42-78-52-51). Marc  
Drozin, jusqu'à fin avril, 20 h 15, mar.,  
jeu., ven., sam., dim.: « Vis à vis »  
avec Chloé, Chloé, Chloé, Chloé, Chloé,  
Félicien et Marc Drozin, avec Dobie  
Séféro, les Eschaleto, les Beaux Bouds,  
les Marx Rock.

**CHATELLE DES LOMBARDES** (43-67-  
24-24). Rock et rumba,  
dim. rock/rock et rumba.

**LA CGALE** (42-34-38-00). Love and  
Money, 20 h, dim.

**LES CHATELLES** (43-39-52-05). Festival du week-end  
sac, 20 h 30, ven., sam.: 15 h, dim.:  
avec Che Khalid, Che Jallal, Che  
Kady, Chebe Zahomani.

**KITY ROCK** (43-59-52-05). Capata Mir,  
20 h 30, ven., sam.: Look de Paris,  
22 h 30, ven., sam., dim.

**LYSÉE-MONTMARTRE**. Dennis  
Boué Dub Band, 20 h, sam.: avec  
Mickael.

**EXCALIBUR** (48-04-74-02). Tobey et  
Friends, 21 h 30, mar. Fianco Brothers,  
21 h 30, ven. Des Lebrun, 23 h, ven. Les  
Léonards, 23 h 30, ven.

**FRANCE, 21 h 30, min. : Les Trois Mousquetaires, 22 h, min. : aéro rock. Flashs, 21 h 30, min. : France.**  
**GERMANY (47-00-78-82), Music Noise, 20 h, min. Tweed, 21 h, jeu. Bunkersstrasse, 22 h, ven., min. Metal Night, 22 h, min. : aéro rock.**  
**NEW MORNING (45-23-51-41), Tuck and Patsy, 20 h 30, min.**  
**OLYMPIA (42-61-82-25), Mike and the Mechanics, 20 h 30, min.**  
**PALACE (42-46-10-87), French Kiss, 23 h, mer.; avec Aéro Arts (dams) : "Caudro Flamenco". Dirty Dancing, 23 h 30, dim.**  
**REX CLUB (42-36-83-98), Les Apprentis à Tiro, 17 h, dim.; avec Danielle Deloy, Jacques Gucho, Al Teton (peintures), Frederik, Antonia.**  
**SCENTER DES HALLES (42-36-37-27), Les Joueurs 17 avril, 21 h, lun.; dans le cadre des Loups de rock.**  
**SLOW-CLOUD (42-33-84-30), Tony Marlow, 21 h 30, mer., jeu., ven.**  
**THE HOLLYWOOD VAVOY (42-36-16-72), Transcontinental Cowboys, 22 h, jeu. The Box, 22 h, ven.; avec Freddy Meyer, Nana and Co, 22 h, lun.**  
**UTOPIA JAZZ CLUB (42-27-79-66), J.-J. Milneux, Steds, 22 h, mer.**

\_\_\_\_\_

FRANCE (fruits de port inclus)  
Nbre ex. : X52 F =  
ETRANGER DOM-TOM (fruits de port inclus)  
Nbre ex. : X57 F =  
Commande et règlement à retourner à :

**Le Monde**

service vente au numéro  
7, rue des Italiens  
75009 Paris (France)

**BON DE COMMANDE SERGUEI**

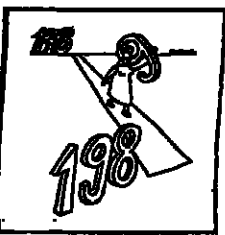
NOM : \_\_\_\_\_  
PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ PAYS : \_\_\_\_\_







## Bicentenaire



## L'école républicaine fête ses origines

Les festivités du Bicentenaire entrent avec ce mois de mars dans leur dimension "grand public". Au premier rang de celui-ci, les enseignants et leurs élèves. « Lorsque le dernier lambeau de la commémoration sera écarté, le vrai critère de notre succès sera une conscience plus forte de l'héritage parmi les jeunes », a estimé M. Jean-Noël Jeanneney, président de la mission du Bicentenaire, au cours d'une conférence de presse commune avec M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports, réunie en Sorbonne mardi 7 mars.

« Répondre les acquis », en mesurer la « fragilité », évaluer « les défis nouveaux que propose l'évolution de la science » au monde moderne, voici quelques-unes des tâches auxquelles l'école de la République peut contribuer. Pour M. Jospin, cette approche doit « toucher l'ensemble de la communauté éducative sans qu'on lui impose une vision officielle de la Révolution française ».

L'école gratuite et obligatoire fête donc ses origines (décret du 19 décembre 1793 l'instituant pour tous les enfants de six à huit ans). Dans le pluralisme.

Le soutien aux initiatives locales est le premier « axe » de l'action ministérielle. Plus de deux mille « projets d'action éducative » (PAE) sont encouragés dans les établissements secondaires (19,5 millions de francs de crédits spéciaux), plusieurs centaines à l'école élémentaire (1,5 million) et 2 millions de francs sont attribués à des associa-

tions « partenaires ». Les enseignants ont à leur disposition un important matériel mis au point par le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) ou les centres régionaux et départementaux : textes, illustrations, diapositives, films vidéo... Le CNDP diffusera d'autre part cinq émissions sur FR 3 en mai-juin (1).

Le second axe consiste à proposer au monde scolaire deux « temps forts ».

Le 21 mars sera la journée de la Révolution française et des droits de l'homme dans tous les établissements. Un texte de Condorcet sera lu dans les écoles, les collèges et les lycées, qui participeront à la plantation par les communes des « arbres de la liberté » (le Monde du 25 février). Un petit livret, édité par la Mission, en explique la symbolique et donne les partitions de quelques chants révolutionnaires (110 000 exemplaires). Une affiche de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen a été tirée à 250 000 exemplaires ; un recueil de textes et de documents « du dix-huitième siècle à nos jours » à 450 000 exemplaires (288 pages).

Le 11 mai, des fonctionnaires des finances sont appelés à faire avec les instituteurs une leçon d'éducation civique sur la « Révolution française et les finances publiques » dans les classes de CM2. Tout n'a-t-il pas, en effet, débuté sur ce thème ?

(1) CNDP, 29, rue d'Ulm, 75230 Paris Cedex 05. Tél. : 46-34-90-00.

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 38.15 CODE A3T  
puis OSP

Vente s/maison, pal. Just. Evry (91) mardi 14 mars 1989 à 14 h et 15 h 30  
**MAISON D'HAB. à BOIGNEVILLE (91200)**  
M. à P. : 100 000 F  
S'adr. S.C.P. R. Elia - J.-M. Gélard - F. Elia avocats à Evry (91000)  
3, r. Village - Tél. : 60-77-96-10

Vente s/maison, pal. Just. Evry (91) mardi 14 mars 1989 à 14 h  
Partis et portions  
Constantin  
**UNE MAISON D'HAB.**  
à ONCY-SUR-ECOLE (91400) - M. à P. : 180 000 F  
S'adr. S.C.P. R. Elia - J.-M. Gélard - F. Elia avocats à Evry (91000)  
3, r. Village - Tél. : 60-77-96-10

Vente sur surenchère au palais de justice d'Evry  
le mardi 21 mars 1989 à 14 h  
**UN IMMEUBLE à usage professionnel**  
situé à  
**SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (Essonne)**  
12, rue Denis-Papin  
Mise à prix : 990 000 F  
Consignation préalable indépendante pour acquiescer S.C.P. R. Elia - J.-M. Gélard - F. Elia avocats à Evry (91000)  
M. Ravaud, avocat à Evry (Tél. : 69-91-13-30) M. Damsel, avocat à Corbeil-Essonnes. Tél. : 64-96-30-51.

Vente au palais de justice de Paris, le lundi 20 mars 1989 à 14 h  
En dix lots  
**à PARIS 19<sup>e</sup>, 12, rue Bouret**  
1<sup>er</sup> lot  
**UN STUDIO**  
Libre Mise à prix : 50 000 F  
2<sup>e</sup> lot  
**APPARTEMENT**  
Libre - Mise à prix : 70 000 F  
3<sup>e</sup> lot  
**APPARTEMENT**  
Libre - Mise à prix : 60 000 F  
4<sup>e</sup> lot  
**APPARTEMENT**  
Libre - Mise à prix : 2 000 F  
5<sup>e</sup> lot  
**APPARTEMENT**  
Libre - Mise à prix : 2 000 F  
M. Th. Burg, avocat à Paris, 42, rue Ampère. Tél. : 46-24-45-25  
M. Th. Burg, avocat à Paris, 42, rue Ampère. Tél. : 46-24-45-25  
M. Patrick Mison, syndic à Paris, 60, bd de Sébastopol.

Cabinet de la S.C.P. Charlier-Chamille/André-Baudouin, avocats au barreau d'Evry, 106, pl. des Mirons à Evry - Tél. : 64-97-11-11. Cabinet de la S.C.P. Viallet-Bourgeois - Viallet, avocats au barreau d'Evry, 61, rue Saint-Spire à Corbeil-Essonnes - Tél. : 64-96-24-68. Cabinet de la S.C.P. Normand - Chagnon - Normand/Bodard - Pallard, avocats au barreau de Paris, 37, r. Galvée à 75016 Paris. Tél. : 47-28-38-91.

Vente sur surenchère, au palais de justice d'Evry (Essonne), rue des Miroirs, le mardi 21 mars 1989 à 14 heures :  
**DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS**  
(LOT N° 1), DÉPENDANT D'UN IMMEUBLE COMMERCIAL SISE  
**A ARPAJON (Essonne)**  
72, GRANDE-RUE ET RUE HENRI-BARBUSSE SANS NUMÉRO  
ET 3 EMPLACEMENTS DE PARKING (LOTS N° 2 - 3 et 4)  
MISE À PRIX : 1 732 500 F (résultant de la surenchère)  
Consignation obligatoire pour acquiescer. Les enchères ne peuvent être portées que par un avocat inscrit au barreau d'Evry (Essonne).  
(L'avocat du poursuivant ne peut intervenir que pour celui-ci.)

## Automobile

## Le Salon de Genève

## Pleins phares sur Mercedes

GENÈVE  
de notre envoyé spécial

Belle réplique à BMW qui à Genève, l'an dernier, avait présenté sa 750 à 12 cylindres, Mercedes présente au même salon un cabriolet SL que les amateurs de très belles voitures ne seront pas prêts d'oublier. Livrable en six et en huit cylindres, multilap, avec tous les perfectionnements que l'industrie automobile est en mesure de ras-

sembler sur un même modèle, ce nouveau haut de gamme de la firme allemande atteint sans conteste des sommets.



Le cabriolet SL de Mercedes.

sembler sur un même modèle, ce nouveau haut de gamme de la firme allemande atteint sans conteste des sommets.

On n'hésite pas ici à évoquer à son propos les roadsters des années 50 qui figurent de nos jours dans les collections. Hard-top, capot à commandes électro-hydrauliques, ceintures de sécurité intégrées au siège, système d'amortissement adapté automatiquement à la route et équipé d'un correcteur d'assiette, tout est prévu pour que la sécurité aussi bien active que passive soit parfaite.

Un perfectionnisme poussé jusqu'à l'extrême, telle la présence d'un arceau de sécurité mobile qui se déclenche de lui-même en cas de collision et peut, bien sûr, être actionné en poussant sur un bouton. On a calculé que de lui-même, cet arceau quittait son logement, situé dans le coffre de la capote, pour prendre sa position verticale en trois dixièmes de seconde.

Expositions : Citroën et la Chine au Musée de l'Homme. - Le Musée de l'Homme (Palais de Chaillot, place du Trocadéro à Paris) abrite jusqu'au 25 mars une exposition consacrée à la Croisière jeune entreprise par Citroën dans les années 30 et à la récente opération Dragon. Entre autres témoignages sur ces deux aventures automobiles on peut y voir des photographies et notam-

ment cinquante clichés choisis parmi les documents pris au cours du raid qui mena cent quarante jeunes de Hong-Kong à Pékin à bord d'AX Citroën. Parallèlement à cette manifestation, un ouvrage intitulé *Opération Dragon, un raid en Chine*, de Michelle Bolvin et Bernard Assiet vient d'être publié par les éditions EPA.

Les firmes japonaises sont en Suisse très actives. En 1988, près de 100 000 véhicules ont été vendus sur le marché (99 333), ce qui permet aux constructeurs nippons de passer à la deuxième place derrière l'Allemagne fédérale comme fournisseur de véhicules dans la Confédération.

La France, pour sa part, a vu ses immatriculations baisser (40 323 voitures en 1988 contre 41 668 en 1987). L'Espagne également, alors que les firmes italiennes comme les marques américaines montaient.

L'arrivée que l'on attendait - mais qui ne sera que pour le début de l'été et la rentrée - des nouvelles grosses voitures de Citroën (CXM) et de Peugeot (605) renversera peut-être cette tendance. Car ici, en Suisse, ce ne sont pas forcément les petites voitures qui font les grandes images.

CLAUDE LAMOTTE.

## Le Carnet du Monde

## Décès

- M<sup>me</sup> Béatrice Barret-Dormion, M. et M<sup>me</sup> Gérard Dubreuil, M. et M<sup>me</sup> Rosny-Hansson et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Marguerite AUBIN-DORMION, avocate honoraire au barreau de Paris, survenue à Aix-en-Provence, le 6 mars, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 9 mars, à 10 heures, en l'église de Vantreuil.

- Geneviève Bou, son épouse, ses enfants, et toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de Marcel BOU,

survenu le 7 mars 1989.

Une cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Sulpice de Naisy-le-Grand, le mercredi 8 mars.

- M. et M<sup>me</sup> Jean Cambourakis, ses parents, Catherine Cambourakis, sa sœur, Philippe Cambourakis, son frère,

ont la douleur de faire part du décès de Jean-Michel CAMBOURAKIS,

survenu accidentellement dans sa trente-quatrième année, le 4 mars 1989.

Le service religieux sera célébré jeudi 9 mars, à 10 h 30, en l'église orthodoxe grecque Saint-Stéphane, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

Inhumation au cimetière d'Ormesson-sur-Marne (Val-de-Marne), dans le caveau de famille.

- Les membres du conseil d'administration de l'hôpital Saint-Joseph, Le directeur général, La communauté des Filles de la charité,

Et le personnel de l'hôpital Saint-Joseph, ont le regret de faire part du décès de

M. Roger JOSEPH, administrateur de l'hôpital Saint-Joseph, directeur général honoraire de centre hospitalier général universitaire, directeur général honoraire de l'hôpital Saint-Joseph, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 10 mars 1989, à 10 h 30, à la grande chapelle de l'hôpital Saint-Joseph, 165, rue Raymond-Loserand, Paris-17<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes. Des messes et des prières peuvent être dites à son intention.

- L'Amicale des personnels de la lycée et collège Carnot, Paris-17<sup>e</sup>, Les parents, Et les élèves,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre LACOUR, principal adjoint de 1974 à 1988, officier des Palmes académiques.

Les obsèques auront lieu le jeudi 9 mars 1989, à 14 heures, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, place du Docteur-Félix-Lobigeot, Paris-17<sup>e</sup>.

- M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie Mayeur, M. et M<sup>me</sup> Claude Carpano, M. Jean-Charles Paul,

ses enfants, Elisabeth, Catherine et Pierre Mayeur, Béatrice et Dave Fize Carpano, Emmanuel, Rémi et Nicolas Carpano, ses petits-enfants, Sa famille

Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Germaine PAOLI, née Capdevielle, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenue le 4 mars 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 8 mars, à 14 h 15, en l'église de Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône).

Ils rappellent à votre souvenir la mémoire de l'intendant général

Alex PAOLI,

son époux, décédé le 22 janvier 1967. 189, avenue du Maine, 75014 Paris. Les Vignes de la Crête, Thyez 74300 Cluses.

- Nous apprenons le décès de Yves-Paul VINCENT, journaliste.

[Yves-Paul Vincent était rédacteur en chef de l'Institut national de l'audiovisuel.

Né le 22 janvier 1948 à Colbeuze, Yves Vincent, plus connu sous le pseudonyme d'Yves-Paul Vincent, était diplômé du C.F.J. et a fait toute sa carrière dans l'audiovisuel. Grand reporter au service de la politique étrangère de France-Inter depuis 1972, il démissionne en 1980 pour des raisons d'opportunité. Engagé par le SORFAD pour le lancement d'Atout-1, il assure successivement la rédaction en chef puis la direction des programmes de la radio. Il rejoint FR3 en 1984, où il plait à un certain nombre d'opérateurs spécialisés.]

## Remerciements

- M. et M<sup>me</sup> Yacine, très touchés par les nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

Moulof MAMMERI,

et dans l'impossibilité de répondre individuellement à tous, prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance émue.

## Anniversaires

- Florence GUIGUI

nous a quittés le 16 mars 1986, au seuil de sa vie.

Pensez à elle !

Une prière sera dite à sa mémoire le dimanche 12 mars. Rendez-vous à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, le dimanche 12 mars, à 13 heures.

Elle était notre bonheur.

Une pensée est également demandée pour sa grand-mère, décédée le 6 mars 1988, et pour son père, disparu le 16 mai 1988.

## Communications diverses

- Loge J. Th. Désaguiers N° 1. Rite Français Traditionnel. JEUDI 16 MARS, 19 h 30. Réception d'un candidat au premier grade. Sur invitation : L.N.F. B.P. 81 75160 PARIS CEDEX 04. Envoi de la Charte de la Maçonnerie Traditionnelle Libre, sur demande.

## Soutenances de thèses

- Université Paris-I, le mercredi 8 mars à 14 h 30, salle 318, inst. d'arts plastiques, 162, rue Saint-Charles, M. Nasser Vahide-Rakhsani : « A sou-tenu » L'art graphique et les luttes sociales en Iran d'aujourd'hui (de 1979 à nos jours).

- Université Paris-I, le vendredi 10 mars à 14 heures, salle 308, entrée : 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier I, Sorbonne, M. Jean-Claude Caron : « La jeunesse des écoles à Paris (1815-1848). Etude statistique, sociale et politique ».

- Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le samedi 11 mars à 14 heures, salle Louis-Léard, Sorbonne, M. Richard Sinding : « Essai sur le concept de crise ».

- Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mercredi 15 mars à 14 heures, salle O.-Grenard, 46, rue Saint-Jacques, escalier A, M. Jolito Ricardo Carrotero Moreno : « Art et contradiction. Histoire critique de la philosophie de l'art ».

- Université Paris-II, le jeudi 16 mars à 9 heures, salle des conseils, M<sup>me</sup> Antoinette Anagnost : « L'école, l'Etat et la société civile en France depuis le XVI<sup>e</sup> siècle ».

- Université Paris-X (Nanterre), le vendredi 17 mars à 14 heures, salle C 24, M. Michel Blay : « Mathématisation et conceptualisation de la science au tournant du XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles ».

- Université Paris-Sorbonne (Paris-IV), le samedi 18 mars à 14 heures, amphithéâtre Descartes, 17, rue de la Sorbonne, M. Benoît Gais : « Recherches sur une collection théologique traduite du grec (Florence, Laurentiana San Marco 584). Lettres de Basile de Césarée : édition critique du texte latin ».

- Université Paris-III, le lundi 20 mars à 13 h 30, salle Bourjac, 17, rue de la Sorbonne, M<sup>me</sup> Ida Toms : « Mac Orlan au carrefour des arts ».

- Université Paris-Sorbonne (Paris-IV), le mardi 21 mars à 14 h 30, salle 405, esc. G, 3<sup>e</sup> étage, M<sup>me</sup> Ouarab, née Hansen Lisbet Bech : « Contraintes sémantiques sur la relation anaphorique-antécédent en anglais contemporain ».

- Université Paris-Sorbonne (Paris-I), le jeudi 23 mars à 14 heures, salle 308, entrée : 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier I, Sorbonne, M<sup>me</sup> Alexandra Zervou-Mouriki : « Art et nature dans l'esthétique phénoménologique française ».

- Université Paris-I, le vendredi 24 mars à 14 heures, salle 308, entrée : J.-B. Dumas, escalier I, Sorbonne, M<sup>me</sup> Yvette Goudouneix : « Désertification et conservation des *Opus sectile* du littoral adriatique nord-italien ».

- Université Paris-I, le vendredi 31 mars à 14 h 30, salle 107, 9, rue Malherbe, M<sup>me</sup> Emmanuelle Morena : « L'enseignement du second degré dans la région de Sens au XIX<sup>e</sup> siècle. Scolarisation, démocratisation ».

CARNET DU MONDE  
Renseignements : 42-47-06-03  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 83 F  
Abonnés et actionnaires ..... 73 F  
Communications diverses ..... 86 F

18 et 19 MARS  
EXPOSITION INTERNATIONALE  
De 10 heures à 19 heures  
VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES

PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PARIS-HILTON

(au pied de la Tour Eiffel)

18, avenue de Suffren, PARIS (16<sup>e</sup>)

## Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82 - Poste 4138

مكتبة من الأصل



Le Monde  
CAMPUS

# Les experts-comptables font leurs comptes

*L'expertise comptable manque de bras. C'est pourtant une profession intéressante, en pleine évolution – et particulièrement lucrative... comme le montre une étude réalisée par Campus et le Conseil de l'ordre.*

Le diplôme d'expertise comptable n'a pas la cote chez les jeunes. Les lycéens l'ignorent. Il rebute les étudiants. Et pourtant, il offre d'agréables perspectives. Avant tout, une assurance anti-chômage. Neuf mille experts-comptables exercent actuellement à titre libéral, auxquels s'ajoutent environ cinq mille cadres salariés en entreprises. Nos cabinets ont chaque année davantage besoin de diplômés, souligne François Fournet, cinquante-trois ans, président du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés. Nous serons sans doute vingt mille « libéraux » en l'an 2000. Selon une enquête réalisée auprès des promotions 1985, 1986 et 1987 pour l'ordre et le Monde Campus (1), 95 % des diplômés ont trouvé leur premier emploi en moins de trois mois.

La formation est trop longue, disent une majorité d'étudiants. La durée théorique de sept ans fait sourire, mais la réalité tourne plutôt autour de dix ans. Un véritable « parcours du combattant », disent les intéressés, qui ont à affronter une succession de diplômes-compétets. Et on met facilement un à deux ans pour réaliser le mémoire final.

S'ajoute à cela une image peu flatteuse du métier. Un sondage auprès d'étudiants (2) montre qu'ils associent la « profession comptable libérale » avec la « rémunération », la « responsabilité » et les « débouchés ». Mais non avec le « dynamisme » et le « goût du risque ». C'est, selon eux, une profession qui ne laisse aucune place aux loisirs. Les étudiants interrogés voient l'expert-comptable sous les traits d'un homme influent (une éminence grise qui conseille sans agir), traditionnel, routinier, spécialiste (enfermé sur les métiers de la comptabilité), vieux et passif.

En attendant que les efforts de relations publiques de l'ordre rendent le métier plus attrayant auprès des jeunes, la profession n'hésite pas à afficher des prix... alléchants. Le diplôme d'expertise comptable a la réputation de se vendre cher. Le revenu annuel net moyen des diplômés 1985, 1986 et 1987 est de 312 000 F, selon l'enquête Monde Campus, avec un maximum à 800 000 F. Mais la moitié d'entre eux ont commencé leur carrière avant d'avoir terminé les dernières épreuves du diplôme : l'âge médian est de trente-quatre ans (3).

Toutes promotions confondues, une grande partie des diplômés disposeraient d'un revenu compris entre 400 000 F et 600 000 F par an. Mais on démarre naturellement beaucoup plus bas. Selon François Fournet, les stagiaires peuvent espérer 100 000 F à 130 000 F la première année, 130 000 F à 195 000 F la deuxième, et 195 000 F à 235 000 F la troisième, pour des cabinets parisiens. En province, un stagiaire peut commencer entre 70 000 F et 85 000 F la première année. Un jeune diplômé ne se situe pas en dessous de 300 000 F, confie-t-on à la Fiduciaire de France, le plus gros cabinet avec quatre mille deux cents salariés, dont quatre cent vingt-cinq diplômés. Selon François Fournet, entre trente-cinq et quarante ans, un associé dans un cabinet de 100 à 150 salariés gagne entre 600 000 F et 700 000 F par an. Lorsque l'on atteint les sommets de la hiérarchie des cabinets – ce qui reste naturellement exceptionnel –, les revenus atteignent 1 000 000 F à 1 500 000 F, voire 2 500 000 F par an. Seuls une centaine de diplômés dépassent le million de francs annuels, estime un spécialiste.

Naturellement, peu d'experts-comptables travaillent trente-neuf



heures par semaine. Un expert-comptable consacrerait au moins 50 à 60 heures par semaine à l'exercice de sa profession. « Nous sommes absorbés par notre activité, comme tous les métiers en contact avec la clientèle. Nous sommes à son service », observe Martial Thévenot, spécialiste de l'image de la profession auprès des jeunes, expert-comptable à la Fiduciaire de France. Chaque membre d'un cabinet est responsable de plus d'une centaine de dossiers clients.

## Un métier de contact

Contrairement à l'image que les jeunes ont d'elle, l'expertise comptable est un métier de contact. Et cela devrait aller en s'amplifiant. « Les missions de conseil et d'assistance aux PME vont se développer », prévoit Martial Thévenot. Notamment le conseil en gestion, en stratégie, ou en organisation (en particulier l'équipement informatique). En revanche, l'audit, ou la révision comptable, qui consiste à juger de la régularité et de la sincérité des comptes, est un marché dont la croissance serait en bout de course.

La tenue de comptabilité est toujours considérée comme le produit « vache à lait » de la profession, mais il est de moins en moins

rentable. Mieux vaut se diriger vite vers la consolidation des comptes annuels des groupes, un « produit à plus forte valeur ajoutée ». D'ailleurs, la formation à l'expertise comptable prépare à un horizon beaucoup plus large : sur 2 430 heures de cours, seules 19 % sont réservées à la comptabilité (28 % au droit, 23 % à la gestion, 14 % aux mathématiques, statistiques et informatique, 9 % à l'économie, et 7 % aux langues). Pourtant, sur l'ensemble de la profession, deux tiers des recettes proviennent encore de la tenue de comptabilité, et 14 % seulement d'activité de conseil. Mais tout dépend de la taille du cabinet. A la Fiduciaire de France, la tenue de comptabilité ne représente que 5 % du chiffre d'affaires.

Où s'exerceront ces métiers ? Dans des unités de plus en plus grosses. Intérêt pour les jeunes : c'est là que la part du budget formation dans le chiffre d'affaires est la plus confortable. « Les cabinets ont tendance à se regrouper », explique François Fournet. Et les plus grands cherchent à accéder à des réseaux internationaux. Mais ce phénomène est loin de toucher toute la profession : elle est encore trop atomisée. Deux tiers des diplômés interrogés par le Monde Campus se trouvent dans des cabinets de moins de vingt salariés. C'est le reflet de la réalité : 92 % des cabi-

nets ont moins de 20 salariés et réalisent 59 % du chiffre d'affaires de la profession. Seules quarante sociétés d'expertise comptable ont plus de cent chacune. Certains tentent l'aventure de la création de cabinet, ou du rachat de clientèle. Une voie jugée « un peu dépassée » par François Fournet à l'heure où les gros mangent les petits. Mieux vaut intégrer directement un cabinet existant.

## Des postes dans les entreprises

Si l'exercice libéral rebute, des perspectives alléchantes existent vers des postes de cadres salariés en entreprises. Selon un pointage réalisé par l'ordre sur les diplômés des années 1982 à 1987, 40 % d'entre eux préfèrent accéder aux postes de commandes d'une société. Le diplôme d'expertise comptable y est en effet très coté. Nombre de mémorialisés (ceux qui préparent leur mémoire) s'orientent vers l'entreprise avant d'avoir obtenu le diplôme. On peut accéder, par exemple, aux postes de chef comptable, responsable de la consolidation, auditeur interne, contrôleur de gestion, directeur comptable, directeur financier, directeur administratif et financier, secrétaire général, voire directeur général ou PDG. Mais la concurrence est rude avec les jeunes issus du haut enseignement commercial ou des écoles d'ingénieurs.

Une grande majorité des entreprises de plus de cinq cents salariés ont un expert-comptable diplômé à un poste de responsabilité, remarque Edouard Jagodnik, président de la commission formation professionnelle à

l'ordre. Leur rémunération moyenne est de 500 000 F par an, selon l'enquête 1988 de l'Union des diplômés experts-comptables (salariés). Les entreprises vont chercher une partie de leurs futurs dirigeants dans les cabinets libéraux.

Les directeurs des comptabilités du Printemps, de Thomson, et d'Electronique Serge Dassault, le directeur financier et comptable du groupe Monoprix, le directeur des services comptables et du budget d'Air liquide, les directeurs du contrôle général de la Shell-France et d'Essilor international, le directeur des affaires administratives, comptables et immobilières d'Air Inter, et les directeurs généraux de Conforama, d'Euromarché, de K-Way-France et de la Socpresse (groupe Hersant) ont un point commun : ils sont tous titulaires du diplôme d'expertise comptable.

FRANÇOIS KOCH.

- (1) Exploitation de 433 questionnaires reçus (sur 1 850 envoyés).
- (2) Sondage « Image de marque des métiers de l'expertise comptable sur les campus parisiens », réalisé en 1987 auprès de 1 200 élèves d'HEC, de l'ESSEC, de l'ESCP, de l'IEP, de l'université de Dauphine et d'étudiants en MSTCF (maîtrise de sciences et techniques comptables et financières) par des jeunes entreprises pour la Fondation des sciences et études comptables.
- (3) Parmi les réponses au questionnaire le Monde Campus, 98 % ont été rédigées par des diplômés « régime 1973 ». Le « régime 1981 » devrait donner dans les toutes prochaines années des diplômés plus jeunes. Les étudiants en « régime 1973 », qui ont préféré entrer dans la vie active avant l'obtention du diplôme, se dépeignent d'en finir : la période transitoire entre les deux régimes se termine en 1992.

(Suite de ce dossier page 28.)

## Une cascade de diplômes

On distingue deux étapes principales pour obtenir le diplôme d'expertise comptable : la préparation du diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF), puis le stage.

- 1. LA PRÉPARATION DU DESCF**

Après le baccalauréat, les étudiants peuvent emprunter trois routes : la filière universitaire (dite « classique ») ; le cursus universitaire spécifique ; ou d'autres voies.

  - LA VOIE EXTRA-UNIVERSITAIRE

Il s'agit de préparer les trois diplômes comptables supérieurs (16 épreuves au total), dans un délai théorique de quatre ans.

  - Le diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF), comportant cinq épreuves : introduction au droit de l'entreprise ; économie ; méthodes quantitatives ; comptabilité ; expression et communication.
  - Le diplôme d'études comptables et financières (DECF), comportant sept épreuves : droit des sociétés et droit fiscal ; relations juridiques de crédit, de travail et de contentieux ; organisation et gestion de l'entreprise ; gestion financière ; mathématiques appliquées et informatique ; comptabilité approfondie ; contrôle de gestion.
  - Le diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF), comportant deux épreuves écrites (droit et comptabilité ; économie et comptabilité), portant sur l'ensemble du programme vu précédemment, et deux épreuves orales (grand oral) ; soutenance d'un compte rendu de stage d'initiation. La préparation de ces diplômes est possible dans certains lycées, dans des établissements d'enseignement privé, ou à l'INTEC (Institut national des techniques économiques et comptables du CNAM).
  - LE CURSUS UNIVERSITAIRE SPÉCIFIQUE

– La maîtrise de sciences et techniques comptables et financières (MSTCF), que l'on peut préparer dans vingt-cinq universités, dispense de 14 épreuves sur les 16 que totalisent les DPECF, DECF et DESCF. Le DUT
- 2. LE STAGE ET LE DIPLOME D'EXPERTISE COMPTABLE**

gestion des entreprises et des administrations, option finances-comptabilité, et le BTS comptabilité-gestion dispensent de la moitié des épreuves.

- AUTRES FILIÈRES
- Soixante-seize diplômes permettent d'obtenir des équivalences parmi les 16 épreuves des DPECF, DECF et DESCF. Par exemple : un DEUG en droit ou en sciences économiques (2 dispensés) ; diplôme de statisticien économiste de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (6) ; Sciences-Po Paris section écofi, BP ou BTS comptable (7) ; diplôme ESSEC, HEC, Sup de co Lyon ou Paris (8) ; diplôme des ESCAE (10) ; Sup de co Lyon section finances comptabilité (11) ; agrégation du second degré des techniques économiques et de gestion (16).
- 2. LE STAGE ET LE DIPLOME D'EXPERTISE COMPTABLE**
- « La perspective trop lointaine du diplôme rebute les jeunes, reconnaît François Fournet, président du Conseil supérieur de l'ordre des experts comptables et comptables agréés. Je souhaite qu'une réforme permette de l'obtenir dès la fin des études théoriques (la bac + 4), le droit d'exercer étant acquis après seulement deux ans de stage. »
- Un aménagement a été récemment demandé – en vain : la possibilité de donner l'équivalence du DPECF (diplôme préparatoire aux études comptables et financières) à tout diplôme de niveau bac + 4. Cette mini-réforme, qui devrait être à nouveau proposée l'automne prochain, permettrait d'élargir la diversité du recrutement, comme le souhaite la profession. Actuellement, un tiers des experts-comptables sont issus de la filière dite classique (dont la promotion professionnelle), un autre de la formation universitaire, le troisième du haut enseignement commer-

Muni du DESCF, l'étudiant entre en stage (salaré) d'expertise comptable pour trois ans (dont au moins deux chez un membre de l'ordre des experts-comptables). A l'issue de ce stage, le candidat se présente à trois épreuves finales : révision légale et contractuelle des comptes ; entretien avec le jury ; rédaction et soutenance du mémoire.

- Le jeune diplômé peut :
- exercer la profession libérale d'expert-comptable (après inscription au tableau de l'Ordre) ;
  - accéder aux fonctions de commissaire aux comptes (après inscription auprès de la Compagnie des commissaires aux comptes) ;
  - rechercher un emploi de cadre salarié en entreprise (responsabilités comptables, financières, administratives ou de gestion).
- \* Voir le n° 397/398 Finances et comptabilité, collection « Avenir », 55 F, ONISEP, 75635 Paris Cedex 13.

## Des réformes souhaitables

« La perspective trop lointaine du diplôme rebute les jeunes, reconnaît François Fournet, président du Conseil supérieur de l'ordre des experts comptables et comptables agréés. Je souhaite qu'une réforme permette de l'obtenir dès la fin des études théoriques (la bac + 4), le droit d'exercer étant acquis après seulement deux ans de stage. »

Un aménagement a été récemment demandé – en vain : la possibilité de donner l'équivalence du DPECF (diplôme préparatoire aux études comptables et financières) à tout diplôme de niveau bac + 4. Cette mini-réforme, qui devrait être à nouveau proposée l'automne prochain, permettrait d'élargir la diversité du recrutement, comme le souhaite la profession. Actuellement, un tiers des experts-comptables sont issus de la filière dite classique (dont la promotion professionnelle), un autre de la formation universitaire, le troisième du haut enseignement commer-

cial. Il n'y aurait pas assez de passerelles pour attirer les élèves des écoles d'ingénieurs.

La profession souhaite également une évolution du contenu de la formation. « Certaines matières se périment trop vite, souligne Jean-Emmanuel Combes. Il faudrait alléger une partie des programmes en fiscalité et en droit. » Dans certaines matières, en revanche, le programme est notoirement insuffisant : la communication orale et écrite, les langues étrangères, la comptabilité internationale et le droit international, l'informatique.

« Il faudrait effectuer davantage de comparaisons internationales, ne pas faire de la culture en vase clos, insiste M. Combes. L'enseignement est également trop statique : il manque des matières historiques pour pouvoir appréhender les évolutions. »

## ESC LYON

Ecole Supérieure de Commerce de Lyon

**Diplômés du 2<sup>e</sup> cycle**  
(maîtrise, diplôme d'ingénieur, IEP, licence ou équivalent),  
**vous pouvez, sur concours, être admis à l'ESC Lyon en 2<sup>e</sup> année.**

- Date limite de dépôt de dossier : 16 mai 1989.
  - Epreuves écrites : 17 juin 1989.
  - Epreuves orales : 1, 4 et 5 septembre 1989.
- Conditions spéciales pour les sportifs de haut niveau.

Information et dossier de candidature auprès de :  
Pascale VERCRUVEN/Service Admissions de l'ESC Lyon  
BP 174  
69632 ECULLY CEDEX  
TEL. 72 20 25 23.





## LA CRÉATION D'UN CABINET PAR UNE FEMME

## Agnès Bricard Company...

DIRECTEUR GÉNÉRAL  
CHEZ CONFORAMAFier  
d'être expert

UN parcours rectiligne, si simple qu'il n'y a rien à en dire. C'est ainsi que Xavier Hourcade voit trop modestement sa brillante carrière. A trente-cinq ans, il est directeur général de Conforama.

Son père, pharmacien de Biarritz monté à Paris, souhaitait que son fils soit médecin. Qu'il exerce, en tout cas, une profession libérale. Va pour l'expertise comptable. Après une maîtrise de gestion et un doctorat de finances à l'université Paris-Dauphine, à vingt-quatre ans, il entre en stage au cabinet Bricard, un des grands de la place de Paris. Comme c'est souvent le cas, il commence par les photocopies, les pointages, les rapprochements de comptes en banque... puis, petit à petit, il prend des responsabilités et gère de gros dossiers.

« Je ne pouvais pas faire ça toute ma vie. C'est trop frustrant de faire des audits et d'en rester aux recommandations. Je voulais mettre en œuvre, et pas seulement conseiller. » C'est en répondant à une petite annonce parue dans le Monde, qu'il est appelé, en 1983, à diriger dans le pays où la vie est moins chère, comme directeur financier. Pour lui, aucune hésitation. Il trouve exaltant d'appartenir à la direction d'un groupe de la grande distribution qui pèse 6 milliards de francs de chiffre d'affaires. Il se sent fier d'être expert-comptable, et reconnaît qu'il doit une bonne partie de sa compétence actuelle aux six années passées dans un cabinet libéral.

Préférant rester discret sur son salaire — sans doute plus proche du million de francs annuel que de la moyenne de 600 000 F. — il avoue ne travailler « que » 200 à 220 heures par mois. Sans doute pour réserver un peu de son temps à ses enfants (qui seront bientôt quatre).

F. K.

LE RACHAT  
D'UNE CLIENTÈLEAider  
les boulangers

DIPLOMÉ à trente-quatre ans, Philippe Claris (quarante ans) aurait souhaité intégrer le cabinet où il a terminé son stage. Sans succès. Il a finalement rattaché une clientèle de tenue de comptabilité pour 1 million de francs. Grâce à un crédit-venteur sur 90 % de la somme, avec des taux d'intérêt très avantageux de l'ordre de 3 à 4 %, il a pu démarrer sans trop de difficultés. Des cabinets à 1 million de francs sont rares : il est plus facile d'en trouver à 2 ou 3 millions.

Lors d'un rachat de cabinet, il faut négocier un protocole de présentation de clientèle comprenant toujours une clause de sauvegarde (ou d'évasion). Dans le cas présent, elle prévoyait les conditions dans lesquelles, pendant une durée de deux ans, les pertes (ou fautes) de clientèle seraient à la charge du vendeur.

La clientèle est en effet une marchandise très particulière, puisque sa valeur est attachée à une relation personnelle avec le praticien. D'où les difficultés de Philippe Claris et de son associé, qui voulaient, naturellement, faire évoluer la qualité des produits offerts par leurs prédécesseurs, partis à la retraite. « Nous n'étions pas habitués à travailler pour des boulangers, des gargistes, des restaurateurs, ou des PME, compte tenu de notre expérience en stage où nous gérons les dossiers de sociétés beaucoup plus grosses. » En cinq années leur chiffre d'affaires a progressé de 1 à 3 millions de francs. Au fur et à mesure que leur endettement diminuait, ils ont pu augmenter leurs salaires. De 195 000 F à 286 000 F par an, pour une durée de travail de 200 à 240 heures par mois.

La diversité des contacts avec ses clients est ce qui plaît le plus à Philippe Claris. « Nous sommes leurs conseillers. Nous motivons les petits patrons pour qu'ils améliorent leur gestion. Je vis à 200 à l'heure. Ce ne serait pas le cas si j'étais cadre salarié en entreprise. »

F. K.

« J'E gagne 100 000 F par mois. » Agnès Bricard, trente-cinq ans, répond sans hésiter à notre question. Mise en avant par la profession comme symbole de réussite en exercice libéral, elle n'a pourtant pas la grosse tête. Son cabinet, créé de toutes pièces en 1983, a aujourd'hui une taille respectable : 12 millions de francs de chiffre d'affaires et vingt-cinq collaborateurs. Son aventure sert de publicité auprès des étudiants qui hésitent à se diriger vers cette profession un tantinet machiste : 93 % des experts-comptables sont des hommes (mais 36 % de leurs salariés). Il semble pourtant que l'on assiste à une féminisation : selon l'enquête de l'Ordre pour le Monde Campus, 14 % des diplômés 1985 à 1987 sont des femmes.

Rien ne destinait Agnès Bricard, fille d'un chauffeur routier et d'une secrétaire, au métier de l'expertise comptable. « J'étais passionnée de religions, et je voulais faire des études d'archéologie. » Pourtant, à l'université de Nanterre, elle obtient une maîtrise en droit, une autre en sciences économiques, puis un DESS de fiscalité appliquée. Signe de son hésitation, elle part

deux ans en Martinique pour travailler dans la « fabrication de voyages ».

De retour en métropole, elle découvre à vingt-cinq ans l'expertise comptable. Son stage la conduit un an dans un petit cabinet, puis deux ans dans un grand. « Puisqu'ils ne voulaient pas m'intégrer, j'ai décidé de créer mon entreprise en 1983. » Elle la baptise ABC, pour Audit Bilan Conseil. Ou Agnès Bricard Company ? Au cours de la première année, elle est seule avec une secrétaire, et ne se consacre qu'à des tâches de formation. Parce que « les grands moyens appellent les grands moyens », elle achète un local de 200 mètres carrés dans le huitième arrondissement de Paris, et se dirige à grands pas vers « la vraie performance » : atteindre au bout de cinq ans 10 millions de francs de chiffre d'affaires. Objectif dépassé.

L'activité d'ABC se décompose en 20 % de tenue de comptabilité, 30 % de surveillance, 20 % de révision et 30 % d'assistance juridique, judiciaire, fiscale ou sociale. Fin 1987, elle crée le département ABC International, spécialisé dans l'assistance comp-

table aux filiales françaises de sociétés mères étrangères.

Agnès Bricard consacre 250 à 260 heures par mois à son cabinet. Elle estime que, pour réussir, il faut à la fois beaucoup d'imagination, des qualités d'animateur et une aptitude à gérer, à organiser une entreprise. « Développer un cabinet, c'est transmettre sa compétence à ses collaborateurs. Je suis autant mobilisée par la recherche de clients que par celle de bons équipiers. »

Une fois embauchés, leurs performances sont minutieusement étudiées. Ils doivent remettre chaque mois le compte de leurs heures facturables (2,2 % à 2,5 % du salaire brut) et des autres (formation, documentation générale). Ce récapitulatif permet d'établir la facturation-client, mais aussi de suivre la rentabilité de chaque membre de l'équipe. « Je peux ainsi, en plus du troisième mois, donner une prime d'investissement qui peut aller jusqu'à 2,5 mois de salaire, confie Agnès Bricard.

C'est très motivant pour mes collaborateurs de savoir que je fais un bilan précis de leur travail chaque mois. » Ses stagiaires ont un salaire compris entre 104 000 et 208 000 F par an, les chefs de

groupe entre 250 000 et 300 000 F, et les associés entre 600 000 et 1 000 000 F.

« Lorsque j'ai découvert la profession, j'ai eu le sentiment que les salaires étaient beaucoup trop bas et qu'il n'y avait pas réellement de politique de formation et d'animation d'équipe. » Agnès Bricard a donc voulu essayer d'appliquer les idées qu'elle défendait lorsqu'elle présidait l'Association nationale des experts-comptables stagiaires et des étudiants en comptabilité (ANES). Elle continue d'ailleurs à « militer » pour la profession en participant à l'Institut français des experts-comptables (IFEC), principale organisation syndicale, et au conseil régional Paris Ile-de-France de l'Ordre.

« Il y a peu de femmes dans la profession, mais celles qui l'ont choisie y vont franchement, et réussissent... » Agnès Bricard reconnaît que certains clients sont sensibles à son charme. Mais que d'autres sont réticents à parler affaires avec une femme. « Pour les déconcerter, sourit Agnès Bricard, je les amène à parler de leur fille... »

F. K.

DIRECTEUR  
ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER DE TECNALL'appel  
de l'entreprise

STÉPHANE BRIQUET, trente-quatre ans, ne s'est pas attendu. A la fin de son stage d'expertise comptable, il a quitté le cabinet où il se trouvait. « Je n'ai pas aimé la tenue de comptabilité pour des petits commerces qui vous amènent leurs factures dans des caisses en carton. Les missions d'audit sont plus passionnantes. Mais, dans un gros cabinet, il est difficile d'avoir des responsabilités rapidement. »

Il trouve son bonheur en 1982 comme responsable des services comptables et fiscaux chez Bertin et Cie, société privée de recherche et développement sous contrat (plus de 300 millions de francs de chiffre d'affaires). Il y a fait des plans de financement, a pu suivre des projets et mettre en place un système informatique. Après avoir obtenu son diplôme d'expertise comptable, à trente ans, il a poursuivi ses études, tout en travaillant, vers un DESS de finances. « On est en concurrence avec des experts comptables qui sortent également d'une école de gestion ou de commerce. On a plus de valeur avec deux diplômes. »

Il a rencontré son actuel PDG chez Bertin. Ils se sont appréciés. Et quelques mois plus tard, embauché, au 1<sup>er</sup> janvier 1989, comme directeur administratif et financier de Tecnal, groupe de sociétés spécialisées dans la robotique et les automatismes de l'agro-alimentaire. Sa fonction est bien plus large que son titre ne pourrait le laisser penser : en plus de la comptabilité, de la gestion financière, du contrôle budgétaire et de la fiscalité, il a en charge l'informatique et la gestion personnel et donne un avis sur les accords commerciaux. Mais ce qui le passionne avant tout, c'est de participer à la direction d'un groupe en très large expansion : « Le chiffre d'affaires, de 60 millions de francs l'an dernier, va exploser en 1989. Nous faisons des contrats de 20 millions. »

Il apprécie que l'étendue de sa fonction permette d'exploiter la diversité du programme du diplôme d'expert-comptable. « C'est l'une des rares formations qui associent aussi bien la comptabilité et la fiscalité. » « Lorsque j'ai choisi cette voie, c'était en partie parce qu'elle est réputée lucrative. » Il jette pourtant un voile pudique sur son salaire, qu'il situe (pour deux cent quarante heures par mois) entre 300 000 et 450 000 francs.

F. K.

Lien : Gentilly. Date : mars. Durée : 2 x 3 mois sous contrat à durée déterminée. Indemnité : 135 000 F/an. Profil : bac + 3 Comm. Obs. : assistant du directeur de la communication d'un grand groupe. Communication interne et externe, suivi de relations avec 44 centres. Expérience exigée. C 1339.

## GESTION

Lien : Neuilly-sur-Seine. Date : avril-mai. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Obs. : mise en place sur base de données d'une application budget, comptable Super-DB. G 1307.

Lien : grandes villes de France. Date : immédiat. Durée : 3 mois en pré-embauche. Indemnité : 6 500 F/mois. Faire partie d'une équipe de gestion d'un restaurant. 100 postes offerts. G 1151.

Lien : Courmoulin. Date : juin. Durée : 1 mois. Profil : bac + 3 Ecole de commerce, DESS gestion. Obs. : réaliser une étude financière pour l'implantation d'un centre de naturopathie. G 1254.

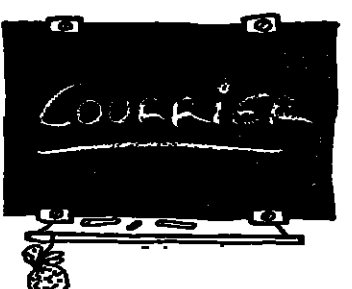
Lien : Fresnes. Date : mars. Durée : 1 mois. Profil : bac + 3 Ecole de commerce, DESS gestion. Obs. : appel d'offres pour fournisseurs, étude de marge par produits et par clients. Contrôle facturations et importations. G 1249.

## ÉLECTRONIQUE

Lien : Paris. Profil : BTS électronique. Date : immédiat. Durée : à convenir si satisfait embauche. Indemnité : selon candidat. Obs. : montage essais proposition de micro ordinateur IBM. E 1245.

et de nombreuses autres propositions sur Minitel :

3615 JOBSTAGE  
ou en appelant au :  
47-35-43-43

Des Soviétiques  
à Poitiers

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt (le Monde Campus du 16 février) l'article intitulé « Les enfants de la perestroïka ». Cet article prétend que, pour la première fois en France, au prix d'efforts « surhumains », un lycée (privé) de Paris a réussi à faire venir et séjourner dans des familles françaises des élèves soviétiques. Je me permets de vous signaler qu'un tel « exploit » a été réalisé (modestement, sans déplacement de montagnes) en mars 1988 (un an déjà !) par Poitiers, à l'initiative de professeurs de russe (enseignement public) de la ville et de l'association France-URSS locale.

En retour, du 3 au 9 février 1989, des élèves de Poitiers ont

été reçus par des familles soviétiques de Iaroslavl.

A. D.  
(Poitiers.)Le privilège  
de la jeunesse

D'ANS l'article intitulé « Prime à la jeunesse » du Monde du 7 février, j'ai pris connaissance de l'arrêté ministériel du 13 août 1988 qui favorise les candidats de vingt ans et moins pour leur entrée dans certaines grandes écoles en leur accordant une majoration de points.

Père de deux enfants adoptés à l'étranger à l'âge de sept et neuf ans, je pense à tous les autres enfants qui sont dans ce cas, à ceux à qui un accident a fait perdre une ou plusieurs années, que la maladie a retardés dans leur scolarité. Je pense à tous les enfants réfugiés en France, et notamment aux petits Asiatiques souvent si travailleurs et si brillants en classe. Tous ne passeront pas leur baccalauréat à seize ans !

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits... » Encore faut-il être né sous la bonne étoile.

M. PHILIPPE SCHAAL  
(Charente).Apprenez l'anglais  
à Toronto, Canada  
à l'été '89

- cours d'été d'un mois (juillet/août), intensif et bien dosé, anglais normalisé, tous les niveaux
- enseignement personnalisé axé sur les besoins individuels
- activités parascolaires branchées sur la réalité socio-culturelle
- choix d'hébergement : hôtel, maison privée
- Toronto : grande métropole anglophone (3 millions d'habitants), cosmopolite, animée, fière
- voyages éducatifs optionnels : Kingston, Montréal, région sauvage

Pour recevoir le prospectus et une demande d'inscription écrivez à :  
LANGUAGES INTERNATIONAL (TORONTO)  
130 Rosedale Valley Road, Suite 203  
Toronto, Ontario M4W 1P9  
CANADA

Maîtrise de Sciences et Techniques  
Génie médical et instrumentationEN FORMATION  
CONTINUE

1 AN à temps plein  
Pour salariés et demandeurs  
d'emploi  
avant un DUT ou BTS

UNIVERSITÉ  
PARIS  
VAL de  
MARNE  
ACTION

Service Pédagogique d'Enseignement continu  
Tél. 42 87 30 71 ou 48 98 91 44 poste 24 M

BACCALAURÉAT - Examen probatoire - Brevet  
Sans compromettre vos vacances, entraînez-vous systématiquement  
grâce à nos dossiers devoirs couvrant le programme.C.U.F. H.BORDAS - Cours universitaires de France  
Enseignement privé à distance

Relations directes avec professeurs expérimentés, corrections par retour.  
Informations dans nos bureaux :

43, rue Boulard 75014  
Tél. : 46-39-37-00  
© Mouton-Duvernet

7, rue Princesse 75008  
Tél. : 43-26-26-97  
© St-Germain-des-Près - Mabilion



## PORTRAITS D'ENSEIGNANTS

Plusieurs dizaines de milliers d'enseignants ont manifesté, samedi 4 mars, dans Paris pour

crier leur désarroi. Médiocrité des salaires, manque de considération, conditions de travail dégra-

dées... La révolte qui s'est exprimée collectivement est la somme de situations individuelles

contrastées, mais qui se rejoignent dans une même amertume.

### L'un vient, l'autre part

**P**IERRE n'a certainement pas l'esprit de contradiction ni moins encore de goût pour la provocation. A le voir siroter sereinement son café, on le prendrait volontiers pour un homme rangé, menant une existence paisible. Pourtant, bien qu'il n'ait pas l'ambition de jouer les aventuriers, certains de ses collègues le considèrent comme un kamikaze. A l'heure où des milliers d'enseignants s'indignent de leurs conditions de travail, Pierre a choisi d'abandonner son métier d'ingénieur pour devenir professeur dans le secondaire.

Sans regrets, mais non sans étonnement... Entré dans le bâtiment voilà dix ans par les hasards d'une « relation », Pierre occupait, l'année dernière encore, un poste d'ingénieur d'affaires dans la région parisienne. L'occasion plus que la vocation avait conduit ce jeune homme sérieux, mais « un peu fainéant », à se spécialiser dans l'installation de matériel électrique. Chargé des relations entre clients et responsables de chantier, il jonglait quotidiennement avec des problèmes techniques et commerciaux. Son expérience, jointe à une double maîtrise de maths et d'économie, lui permettait de toucher un salaire mensuel de 15 000 F net.

Un jour, pourtant, Pierre a décidé de renoncer à ses revenus confortables pour se diriger vers une carrière nettement moins rémunératrice. En se tournant, à trente-six ans, vers l'enseignement, Pierre souhaitait avant tout préserver une vie familiale que son emploi du temps d'ingénieur malmenait. « Je m'occupais essentiellement des ordinateurs, qui sont des bestioles charmantes, mais qui ont le défaut de fonctionner en permanence », explique-t-il. Lassé d'avoir à programmer ses temps libres en fonction des caprices des clients, il décide d'opter pour une profession où les vacances sont fixées de façon presque immuable.

Commence alors une période de bachotage, durant laquelle Pierre prépare le CAPES de mathématiques. Après avoir réussi le CAPES théorique en juin 1988, il continue de travailler dans son ancienne entreprise, pendant son préavis, avant de se retrouver, un beau jour, devant une classe de 35 élèves, sans avoir reçu de formation préalable ni de conseils particuliers.

#### Travail

##### dans le brouillard

Stagiaire au lycée Condorcet à Paris en attendant de passer l'épreuve pratique du CAPES, il navigue à vue en espérant faire de son mieux. L'absence de tout regard extérieur sur son travail le stupéfie. « Dans l'enseignement, observe-t-il, personne ne vous dit si vous faites ou non du bon travail. Si dans dix ans on s'aperçoit que tous mes élèves sont devenus docteurs, on se dira peut-être que j'étais mauvais, mais en attendant... » Pierre, qui souffre de ce « brouillard », ne refuserait pas de faire venir un collègue plus expérimenté dans sa classe. Mais cela ne fait apparemment pas partie des habitudes...

Cette solitude des enseignants constitue pour lui un autre sujet d'étonnement. « Dans n'importe quelle entreprise, tout le monde se retrouve à la pause de 10 heures, remarque-t-il. Au lycée, la salle des professeurs n'est pas prévue pour accueillir grand monde. Les heures de cours sont décalées et les enseignants ne font que se croiser. » Ce manque de communication attriste un peu, lui qui espérait s'enrichir au contact d'un milieu intellectuel...

Pour espérer qu'ils soient, ses contacts avec le reste de l'équipe enseignante sont cependant agréables, et l'heure n'est pas aux regrets. Bien sûr, la correction des copies n'est pas une mince affaire, et l'insure nerveuse que peuvent susciter certaines classes à problèmes l'effraie un peu. Bien sûr, la question du salaire lui semble « tellement affreuse » qu'il préfère ne pas y penser, se contentant

d'espérer que sa femme ne sera pas obligée de cesser de travailler. Mais la joie de pouvoir faire progresser les élèves compense à ses yeux bien des désagréments. « C'est une plus grande satisfaction que de recevoir un gros chèque d'un client, concède-il en souriant.

Cet amour de l'enseignement, Alain-Michel le partage. Mais il n'a pas suffi à le retenir. L'enthousiasme, la passion même, ne manquaient pourtant pas à ce jeune homme de trente-deux ans, qui a démissionné de l'éducation nationale en décembre 1988, épuisé d'avoir à faire des acrobaties pour survivre avec son maigre salaire. Titulaire d'un DEA de lettres modernes, il avait choisi d'enseigner, voici six ans, par goût pour le langage sous toutes ses formes. Au terme d'un parcours sinueux, qui l'avait conduit à interrompre ses études avant le bac, puis à les reprendre cinq ans plus tard, il avait finalement été nommé maître auxiliaire en 1983, dans l'académie de Versailles.

#### La visite

##### des huissiers

« Le maître auxiliaire, explique Alain-Michel, est une espèce de baroudeur de l'éducation nationale. » Toujours disponible, il a pour mission de remplacer les professeurs absents durant des périodes indéterminées. Alain-Michel se souvient des longues heures passées dans les transports en commun. Cette instabilité se répercute sur le travail de ces professeurs qui prennent une classe au vol, s'arrangent comme ils peuvent avec les programmes et ne voient jamais les résultats des méthodes qu'ils ont appliquées. « L'avantage, c'est que je pouvais à la longue m'adapter rapidement à tous les types de situations », affirme Alain-Michel, qui raconte comment il venait inconnu dans les établissements, deux jours avant le début de ses cours, pour consulter le cahier de textes et pratiquer une reconnaissance sommaire du terrain.

Cette vie mouvementée se greffait sur une situation financière excessivement difficile. Entre deux suppléments, Alain-Michel ne recevait qu'une indemnité, inférieure à son traitement de 6 000 F net, qui lui était lui-même souvent payé avec un certain retard. « Je passais mon temps à relancer le rectorat et à demander des délais supplémentaires à mon banquier. Je ne savais plus comment payer mes factures, j'ai même vu des huissiers se présenter à ma porte pour réclamer leur dû. » Comment vivre dans ces conditions ? s'interroge ce père de deux enfants en bas âge. Lorsqu'on lui demande si sa femme travaille, il répond par un sourire qui se passe de commentaire. Un ménage ne peut pas vivre d'un salaire de maître auxiliaire.

Ces soucis pécuniaires ont accéléré son départ, mais ils n'en sont pas les seules causes. Les carences en matière de formation choquent cet homme qui croit à l'enseignement. « La première fois que je me suis trouvé devant une classe, je n'avais aucune idée de la façon de procéder. J'ai improvisé en leur parlant de Baudelaire, et, bien sûr, je me suis planté. »

L'inspection, qui place les enseignants dans une position « infantile » et sanctionne au lieu de conseiller, ne lui semble pas pouvoir remédier à cette situation. Quant aux chefs d'établissement, « ils ne sont pas là pour former et n'ont pas les outils nécessaires ».

De tels dysfonctionnements l'ont éloigné à jamais d'un milieu où les enseignants deviennent « sauvages », à force de travailler en franc-tireurs. Aujourd'hui, il gagne « régulièrement » sa vie dans une profession parahôtelière. Il ne côtoiera plus l'éducation nationale que comme parent d'élèves. Non sans regrets : ses élèves, il les aimait bien...

RAPHAËLE REROLLE.

## Les oubliés de la mer du Nord

**L**A cité éducative Jan-Lavezzari est plantée dans les dunes, au pied du phare. Un lycée dans le vent, encore jeune malgré ses façades décrépies par l'air marin. Conçu il y a quinze ans pour huit cents élèves, il en accueille aujourd'hui plus de mille trois cents. Sur la lande sablonneuse, le terrain ne manquerait pas pour accueillir de nouveaux bâtiments préfabriqués, mais les demandes les plus insistantes restent sans écho. Adossé à la mer du Nord, le lycée berckois est en effet l'établissement scolaire le plus éloigné de Lille : 150 kilomètres, deux heures de voiture.

Cette position excentrée s'ajoute au sentiment d'exclusion de certains professeurs berckois, notamment ceux de l'enseignement professionnel, qui, dans le débat actuel s'estiment les « étrennes laissés-pour-compte ». Pourtant, les grands bâtiments jaunes safran abritent à la fois un lycée polyvalent préparant aux bacs A, B, C ou D, ainsi qu'aux bacs technologiques F8, G1, G2, G3, et un lycée professionnel tertiaire conduisant à deux CAP, à trois BEP et à un bac professionnel « bureautique », option comptabilité. Le même matériel, les mêmes classes servent aux deux établissements. Les enseignants des deux unités se côtoient dans la même salle des profs.

Mais la cohabitation quotidienne n'empêche pas la rancœur. Les professeurs de LEP vivent mal l'obligation de faire vingt et une heures de cours par semaine contre dix-huit à leurs collègues certifiés de l'enseignement général. « Nous étions dans l'attente des promesses de Jospin, dit l'un d'eux. Maintenant qu'elles se précèdent, nous sommes franchement déçus. Réduire notre horaire en six ans à raison d'une demi-heure par an, c'est de la provocation. » Ils sont pressés. « Nous faisons quotidiennement la comparaison avec nos collègues du lycée polyvalent. L'égalité de traitement avec les autres professeurs, c'est la revendication fondamentale qui cimentait une mosaïque de mille et une déceptions. »

Renaud Drouffe, dix-huit ans de carrière, brandit sa déclaration annuelle de revenus (103 000 francs) comme preuve d'un « parcours d'ornières et de dégradations ». Ce prof de lettres et d'anglais rêvait d'une voie plus royale. Surveillant, puis maître auxiliaire (MA), il a trouvé la

route du CAPES barrée. Déviation vers le diplôme de PLP1. En évoquant les opportunités manquées, « les portes qui s'ouvrent et qui se ferment au gré des réformes », il a le sentiment que « l'éducation nationale s'est comportée en marâtre ». L'enseignement professionnel n'a pas bonne réputation. Les vocations sont rares. Laurent Chalmeau voulait enseigner l'anglais après sa licence et sa maîtrise à Toulouse-le Mirail. Admissible au CAPES, recalé à l'oral, il réussit le concours de PLP1. « Je ne connaissais pas les

La demande de mutation de Philippe Rouch pour des latitudes moins septentrionales a rejoint une épaisse pile sur le bureau du proviseur berckois. Il envisage même de quitter l'enseignement. « Je suis passionné par mon métier, mais, si rien ne devait changer à court terme, j'envisagerais une autre voie. »

Professeur de comptabilité, Bernard Kaszmerczak ne veut pas abandonner un navire sur lequel il s'est embarqué par hasard il y a une quinzaine d'années. Au retour du service militaire, il avait rempli un dossier pour être surveillant. « Refusé. On m'a bombardé M.A. A l'époque, j'ignorais ce que cela voulait dire. » Aujourd'hui, il aimerait progresser en passant le diplôme de PLP2. « L'an dernier, je suis allé tous les samedis à Lille, à mes frais, pour préparer le concours interne. Aucun des sujets préparés n'est sorti, et il y a eu un reçu pour cinquante-cinq candidats. A ce rythme, je serai encore PLP1 en l'an 2000. »

#### L'impression

##### de rabacher

Sa collègue Thérèse Petit, professeure de secrétariat, est à Berck depuis deux ans, après avoir beaucoup galéré de remplacement en remplacement. « J'ai dix classes, deux cent cinquante élèves. C'est beaucoup, mais je ne me plains pas. Je suis d'ici, j'ai un poste ici et j'enseigne ma matière. » Bonheur précaire pour cette titulaire académique qui, chaque été, surveille sa boîte aux lettres, dans la crainte d'une nouvelle affectation : « L'incertitude dure jusqu'à fin août. Plus instable qu'elle... il y a Béatrice Sauvage, maître auxiliaire depuis 1975 et adjointe d'enseignement depuis 1984. »

Cette dernière a fait étape à Berck en 1988-1989, mais elle est « lasse de voyager ». Surtout dans les lycées professionnels. « Ma place n'est pas ici, estime-t-elle. Je n'ai pas de formation spécifique, je ne sais pas comment prendre ces élèves, dont beaucoup ne savent pas lire et écrire. » Cette vision pessimiste côté lettres est confirmée côté chiffres : « Est-il normal que des élèves de BEP ne sachent pas calculer la moitié d'un million ? » s'exclame Laurent Chalmeau, pour qui, depuis dix ans, dans les LEP, « le niveau baisse ». C'est la raison pour laquelle ce jeune enseignant, après avoir

réussi le concours de PLP2 en 1987, prépare aujourd'hui le CAPES interne, porte de sortie vers l'enseignement général. « J'aime mes élèves, affirme-t-il. Nous avons avec eux un contact que les profs certifiés n'ont pas forcément avec les leurs. Mais j'ai l'impression de me scléroser, de rabâcher. J'aimerais travailler l'anglais de manière plus approfondie, avec des élèves plus motivés. »

Ce « risque » d'appauvrissement est ressenti par Renaud Drouffe : « Nous sommes contraints de minorer notre discours en permanence. » Pour lui, « c'est le rôle de travailler social qui conserve un minimum d'attrait au métier ».

Bernard Kaszmerczak ne ressent pas de frustration. Il est vrai qu'il enseigne une matière principale. Avec les CAP et les BEP, il entretient des relations compliquées : « Un attachement viscéral. La création d'un « bac pro » il y a deux ans lui est apparue comme « un plus ». « Il me semble qu'on joue un rôle dans la vie éducative de ces jeunes en difficulté, explique-t-il. Un regard ou une poignée de main en remerciement, ça suffit. »

Estimant que, sur 80 % des jeunes qu'on affirme vouloir conduire au baccalauréat, une bonne partie se trouvent en LEP, les professeurs s'indignent de l'indifférence dans laquelle on les tient. Nos élèves ne sont pas performants, leurs parents ne suivent pas leurs études et donc ne sont pas un groupe de pression, disent-ils en substance. « Elèves, parents et profs dans le même panier, le raisonnement se tient », résume Bernard Kaszmerczak, désolé de la mauvaise réputation qui colle à la peau des LEP.

Pourtant, les enseignants de lycée professionnel se sentent concernés par le discours officiel actuel réclamant innovation, suivi des élèves et ouverture sur le monde professionnel. « J'innove tous les jours », constate Philippe Rouch. Comment, sinon, intéresser des jeunes qui, dans la filière « normale », se détournaient des études ? « Faire passer un message à trente-cinq lascar qui ne sont pas grands amateurs d'anglais requiert une grande tension nerveuse, assure Laurent Chalmeau. Pour enseigner dans un LEP, il faut être en bonne santé. » Or la fatigue gagne.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Le Monde et la Revue française de Finances publiques

### LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Colloque organisé avec le concours de la Commission des Communautés européennes

26 et 27 avril 1989 — Université Paris-Dauphine

Mercredi 26 avril

— Panorama en France et à l'étranger  
— Partenaires et usagers

Jeudi 27 avril

— Management et gestion des établissements  
— Quelles évolutions possibles ? A quelles conditions ?

Avec la participation de Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports

Inscriptions - Renseignements et programme

E.J.A. Formation Vera Courturier  
26, rue Vercingétorix, 75014 Paris  
Tél. : (1) 43-35-01-67

Téléc. : EJA 203 918 F - Télécopie : (1) 43-20-07-42

IPESUP

PREPASUP

PREPASUP enseignement privé secondaire et supérieur  
23, rue Cortambert  
75116 PARIS  
(1) 45 03 01 66

#### STAGES DE PRÉPARATION AU BAC

• stages intensifs de révisions à Pâques et en juin, Bacs B, C et D.  
• Bac Français 1<sup>er</sup> : préparation à l'écrit

#### TERMINALE C "PILOTE" ORIENTÉE HEC

TERMINALE B "PILOTE" ORIENTÉE SCIENCES-PO : remboursement intégral en cas d'échec au Bac.

### THE AMERICAN ACCENT PRINTEMPS 89

Cours d'anglais intensifs ou trimestriels pour adultes et étudiants dans un milieu unique.

American Language Institute  
The American University of Paris  
B.P. AL-22 ■ 34, avenue de New-York  
75116 PARIS ■ Tél. : 47.20.44.99

### UNIVERSITY OF HARTFORD IN PARIS

LE BACCALAURÉAT ET LE DIPLOME DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD VOUS PROPOSENT A PARIS UN MILIEU AMÉRICAIN

#### MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION

Un environnement international. Un programme intensif de 11 mois. Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford situé entre New York et Boston. Admission : Étudiants diplômés Grandes Ecoles ou 2<sup>e</sup> cycle Universitaire.

Professionnels désireux d'acquiescer une maîtrise de la gestion ou plus haut niveau.

Documentation sur simple demande

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.



# Sept principes pour réformer les programmes

**Remise à jour permanente, cohérence, progressivité, globalité, diversité... Tels sont quelques-uns des « Principes pour une réflexion sur les contenus de l'enseignement », élaborés par la commission présidée par Pierre Bourdieu et François Gros. En voici le texte.**

Une commission de réflexion sur les contenus de l'enseignement a été créée, à la fin de l'année 1988, par le ministre de l'éducation nationale. Présidée par Pierre Bourdieu et François Gros et composée de Pierre Baqué, Pierre Bergé, René Blanchet, Jacques Bouveresse, Jean-Claude Chevalier, Hubert Condamin, Didier Da Cunha, Castelle, Jacques Derida, Philippe Joutard, Edmond Malinvaud, François Mathé, elle a reçu mission de procéder à une révision des savoirs enseignés en veillant à renforcer la cohérence et l'unité de ces savoirs.

Dans la première phase de leur travail, les membres de la commission se sont donné pour tâche de formuler les principes qui devraient régir leur travail. Conscients et soucieux des implications et des applications pratiques, de ces principes, ils se sont efforcés, pour les fonder, de n'obéir qu'à la discipline proprement intellectuelle qui découle de la logique intrinsèque des connaissances disponibles et des anticipations ou des questions formulables. N'ayant pas pour mission d'intervenir directement et à court terme dans la définition des programmes, ils ont voulu dessiner les grandes orientations de la transformation progressive des contenus de l'enseignement qui est indispensable, même si elle doit prendre du temps, pour suivre, et même devancer, autant que possible, l'évolution de la science et de la société.

Des commissions de travail spécialisées acceptant ces principes continueront ou commenceront un travail de réflexion plus approfondi sur chacune des grandes régions du savoir. Elles essaieront de proposer, dans des notes d'étape qui pourraient être remises au mois de juin 1989, non le programme idéal d'un enseignement idéal, mais un ensemble d'observations précises, dégagées des implications des principes proposés. Ces propositions qui porteront essentiellement sur la restructuration des divisions du savoir et la redéfinition des conditions de leur transmission, sur l'élimination des notions périmées ou peu pertinentes et l'introduction des nouveaux savoirs imposés par les avancées de la connaissance et les changements économiques, techniques et sociaux, pourront être présentées et discutées dans un colloque regroupant des experts internationaux.

Si, dans le système d'enseignement comme ailleurs, le changement réfléchi constitue une exigence permanente, il ne s'agit pas, évidemment, de faire, à chaque moment, table rase du passé. En effet, entre toutes les innovations qui ont été introduites au cours des années récentes, beaucoup étaient pleinement justifiées. S'il importe d'éviter de reconnaître sans examen tout ce qui est hérité du passé, il n'est pas possible de discerner à tous les moments et dans tous les domaines la part du « périmé » et de « valide ». Il faut seulement prendre pour objet constant de réflexion le rapport nouveau qui peut et doit être instauré entre la perpétuation nécessaire du passé et l'adaptation non moins nécessaire à l'avenir [...].

## Pas d'adjonction

### sans suppressions

Les programmes doivent être soumis à une remise en question périodique visant à y introduire les savoirs exigés par les progrès de la science et les changements de la société (au premier rang desquels l'unification européenne), toute adjonction devant être compensée par des suppressions.

Diminuer l'étendue, voire la difficulté d'un programme ne revient pas à en abaisser le niveau. Au contraire, une telle réduction, opérée avec discernement, doit permettre une élévation du niveau dans la mesure (et dans la mesure seulement) où elle permet de travailler moins longtemps, mais mieux, en remplaçant l'apprentissage passif par la lecture active — qu'il s'agisse de

livres ou de supports audiovisuels, — par la discussion ou par l'exercice pratique, et en redonnant ainsi toute sa place à la créativité et à l'esprit d'invention.

Ce qui implique, entre autres choses, que soient profondément transformés le contrôle de l'apprentissage et le mode d'évaluation des progrès accomplis : l'évaluation du niveau atteint ne devrait plus reposer seulement sur un examen lourd et aléatoire, mais devrait associer le contrôle continu et un examen terminal portant sur l'essentiel et visant à mesurer la capacité de mettre en œuvre les connaissances dans un contexte totalement différent de celui dans lequel elles ont été acquises — avec, par exemple, dans le cas des sciences expérimentales, des épreuves pratiques permettant d'évaluer l'inventivité, le sens critique et le « sens pratique ».

**II. L'éducation doit privilégier tous les enseignements propres à offrir des modes de pensée dotés d'une validité et d'une application générales par rapport aux enseignements proposant des savoirs susceptibles d'être appris de manière aussi efficace (et parfois plus agréable) par d'autres voies. Il faut en particulier veiller à ce que l'enseignement ne laisse pas subsister des lacunes inadmissibles, parce que préjudiciables à la réussite de l'ensemble de l'entreprise pédagogique, notamment en matière de modes de pensée ou de savoir-faire fondamentaux qui, parce qu'ils sont censés être enseignés par tout le monde, finissent par n'être enseignés par personne.**

Il faut résolument privilégier les enseignements qui sont chargés d'assurer l'assimilation réfléchie et critique des modes de pensée fondamentaux — comme le mode de pensée déductif, le mode de pensée expérimental ou le mode de pensée historique — et aussi le mode de pensée réflexif et critique qui devrait leur être toujours associé. Dans un souci de rééquilibrage, il faudrait notamment rendre plus clairement perceptible la spécificité du mode de pensée expérimental, au prix d'une valorisation résolue du traitement qualitatif, d'une reconnaissance claire du caractère provisoire des modèles explicatifs et d'un encouragement et d'un entraînement constants au travail pratique de recherche. Il faudrait aussi examiner si, et comment, chacun des grands secteurs de la connaissance (et chacune des « disciplines » dans lesquelles ils se traduisent) doit constituer une exigence permanente, il ne s'agit pas, évidemment, de faire, à chaque moment, table rase du passé. En effet, entre toutes les innovations qui ont été introduites au cours des années récentes, beaucoup étaient pleinement justifiées. S'il importe d'éviter de reconnaître sans examen tout ce qui est hérité du passé, il n'est pas possible de discerner à tous les moments et dans tous les domaines la part du « périmé » et de « valide ». Il faut seulement prendre pour objet constant de réflexion le rapport nouveau qui peut et doit être instauré entre la perpétuation nécessaire du passé et l'adaptation non moins nécessaire à l'avenir [...].

## Pas d'adjonction

### sans suppressions

Les programmes doivent être soumis à une remise en question périodique visant à y introduire les savoirs exigés par les progrès de la science et les changements de la société (au premier rang desquels l'unification européenne), toute adjonction devant être compensée par des suppressions.

Diminuer l'étendue, voire la difficulté d'un programme ne revient pas à en abaisser le niveau. Au contraire, une telle réduction, opérée avec discernement, doit permettre une élévation du niveau dans la mesure (et dans la mesure seulement) où elle permet de travailler moins longtemps, mais mieux, en remplaçant l'apprentissage passif par la lecture active — qu'il s'agisse de

## Un cadre

### non un carcan

III. Ouverts, souples, révisables, les programmes sont un cadre et non un carcan : ils

doivent être de moins en moins contraignants à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des ordres d'enseignement : leur élaboration et leur aménagement pratique doivent en appeler à la collaboration des enseignants. Ils doivent être progressifs — connexion verticale — et cohérents — connexion horizontale — tant à l'intérieur d'une même spécialité qu'au niveau de l'ensemble du savoir enseigné (au niveau de chaque classe).

Le programme n'a rien d'un code impératif. Il doit fonctionner comme un guide pour le professeur et pour les élèves — et les parents — qui doivent y trouver un exposé clair des objectifs et des exigences du niveau d'enseignement considéré (on pourrait demander aux professeurs de le communiquer aux élèves en début d'année). C'est pourquoi il doit être accompagné d'exposés des motifs indiquant la « philosophie » qui l'a inspiré, les objectifs recherchés, les présupposés et les conditions de sa mise en œuvre et comportant aussi des exemples d'application.

Les objectifs et les contenus des différentes spécialités et des différents niveaux doivent être perçus et définis dans leur inter-

niveau déterminé (dans telle ou telle classe) ; d'autre part, sa transmission est plus ou moins difficile, à ce niveau du cursus, étant donné ce que sont les capacités d'assimilation des élèves et la formation des maîtres concernés.

Ce principe devrait conduire à exclure toute espèce de transmission prématurée. Il devrait conduire aussi à mobiliser toutes les ressources nécessaires (notamment en temps consacré à la transmission et en moyens pédagogiques) pour assurer la transmission et l'assimilation effective des savoirs difficiles qui sont jugés absolument nécessaires.

La transformation éventuelle des contenus et l'instauration définitive d'une modification du programme ne devraient être opérées qu'après un travail d'expérimentation accompli en situation réelle, avec la collaboration des professeurs et après la transformation de la formation (initiale et continue) des maîtres chargés de les enseigner. L'effort d'adaptation qui serait exigé des enseignants devrait être soutenu par l'octroi de semestres ou d'années sabbatiques et par l'organisation de stages longs qui leur permet-

ments obligatoires, chargés d'assurer l'assimilation réfléchie du minimum commun de connaissances, des enseignements optionnels, directement adaptés aux orientations intellectuelles et au niveau des élèves, et des enseignements facultatifs et interdisciplinaires relevant de l'initiative des enseignants. Cette diversification des formes pédagogiques et des statuts des différents enseignements devrait tenir compte de la spécificité de chaque spécialité tout en permettant d'échapper à la simple comptabilité par « discipline » qui est un des obstacles majeurs à toute transformation réelle des contenus des enseignements.

Cette redéfinition des formes d'enseignement qui ferait alterner cours et travaux pratiques, cours obligatoires et cours optionnels ou facultatifs, enseignements individuels et enseignements collectifs enseignement par petits groupes (ou aide individualisée aux élèves) et par groupes plus larges aurait pour effet de diminuer le nombre des heures inscrites à l'emploi du temps des élèves sans augmenter le nombre des classes attribuées à chaque professeur. Elle accroîtrait l'autonomie des enseignants qui, à l'intérieur du cadre d'ensemble défini par le programme, pourraient organiser eux-mêmes leur plan d'études avant chaque rentrée annuelle. Elle devrait aussi conduire à une utilisation plus souple et plus intensive des instruments et des bâtiments (les autorités territoriales compétentes — région, département, commune — devraient s'employer à construire ou à rénover les bâtiments scolaires, en association avec les enseignants, de manière à offrir à l'enseignement les locaux adaptés, en nombre et en qualité).

Les activités collectives et multidimensionnelles conviendraient sans doute mieux à l'après-midi. C'est le cas, par exemple, de l'enseignement des langues : englobant l'étude des usages du discours, oral ou écrit, et de l'image, il est placé à l'intersection de plusieurs spécialités ; il suppose une bonne utilisation des matériels techniques ; il conduit à des relations avec des partenaires extérieurs (artistes, industries de l'image, etc.) et appelle la production autant que le commentaire.

## Des enseignements

### donnés en commun

**VI. Le souci de renforcer la cohérence des enseignements devrait conduire à favoriser les enseignements donnés en commun par des professeurs de différentes spécialités et même à repenser les divisions en « disciplines », en soumettant à l'examen certains regroupements hérités de l'histoire et en opérant, toujours de manière progressive, certains rapprochements imposés par l'évolution de la science.**

Tout devrait être fait pour encourager les professeurs à coordonner leurs actions, à tout le moins par des réunions de travail visant à échanger l'information sur les contenus et les méthodes d'enseignement, et pour leur donner le désir et les moyens (en locaux adaptés, en équipement, etc.) d'enrichir, de diversifier et d'élargir leur enseignement en sortant des frontières strictes de leur spécialité ou en donnant des enseignements en commun. (Il serait souhaitable que certains enseignants puissent être officiellement autorisés à consacrer une part de leur contingent d'heures d'enseignement aux tâches, indispensables, de coordination, d'organisation des réunions, de reproduction des documents, de transmission de l'information, etc.).

Les séances d'enseignement regroupant des professeurs de deux (ou plusieurs) spécialités différentes réunies selon leurs affinités devraient avoir la même dignité que les cours (chaque heure d'enseignement de ce type comptant pratiquement pour une heure pour chacun des professeurs qui y participent). Elles s'adresseraient à des élèves qui seraient regroupés selon d'autres critères que ceux des filières actuelles, plutôt par niveau d'aptitude ou en fonction d'intérêts communs pour des thèmes particuliers. Un contingent d'heures annuelles, dont l'emploi serait librement décidé par l'ensemble des professeurs concernés, pourrait leur être officiellement réservé.

Tous les moyens disponibles — bibliothèques renouvelées, enrichies, modernisées, techniques audiovisuelles — devraient être mobilisés pour en renforcer l'attrait et l'efficacité [...].

## Sciences

### et histoire

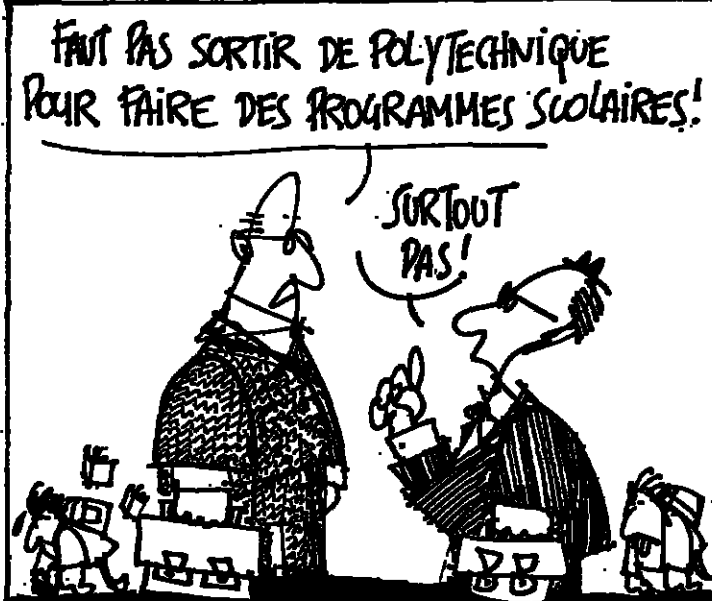
**VII. La recherche de la cohérence devrait se doubler d'une recherche de l'équilibre et de l'intégration entre les différentes spécialités et, en conséquence, entre les différentes formes d'excellence. Il importerait en particulier de concilier l'universalisme inhérent à la pensée scientifique et le relativisme qu'engendrent les sciences historiques, attentives à la pluralité des modes de vie et des traditions culturelles.**

Tout devrait être mis en œuvre pour réduire (toutes les fois que cela paraît possible et souhaitable) l'opposition entre le théorique et le concret, entre le pur et l'appliqué et pour réintégrer la technique à l'intérieur même des enseignements fondamentaux. La nécessité d'équilibrer les parts réservées à ce qu'on appellera, par commodité, le « conceptuel », le « sensible » et le « corporel », s'impose à tous les niveaux, mais tout spécialement dans les premières années. Le poids imparté aux exigences techniques et aux exigences théoriques devra être déterminé en fonction des caractéristiques propres à chacun des niveaux de chacune des filières, donc en tenant compte notamment des carrières professionnelles préparées et des caractéristiques sociales et scolaires des élèves concernés, c'est-à-dire de leurs capacités d'abstraction ainsi que de leur vocation à entrer plus ou moins vite dans la vie active.

Un enseignement moderne ne doit en aucun cas sacrifier l'histoire des langues et des littératures, des cultures et des religions, des philosophies et des sciences. Il doit au contraire se mesurer et travailler sans cesse à ces histoires, de façon de plus en plus subtile et critique. Mais pour cette raison même il ne doit pas se régler sur la représentation qu'en donnent parfois ceux qui réduisent l'« humanisme » à une image figée des « humanités ». L'enseignement des langues peut et doit, tout autant que celui de la physique ou de la biologie, être l'occasion d'une initiation à la logique ; l'enseignement des mathématiques ou de la physique, tout autant que celui de la philosophie ou de l'histoire, peut et doit permettre de préparer à l'histoire des idées, des sciences ou des techniques (cela, évidemment, à condition que les enseignants soient formés en conséquence).

De manière plus générale, l'accès à la méthode scientifique passe par l'apprentissage de la logique élémentaire et par l'acquisition d'habitudes de pensée, de techniques et d'outils cognitifs qui sont indispensables pour conduire un raisonnement rigoureux et réflexif. L'opposition entre les « lettres » et les « sciences », qui domine encore aujourd'hui l'organisation de l'enseignement et les « mentalités » des maîtres, des élèves et des parents d'élèves peut et doit être surmontée par un enseignement capable de professer à la fois la science et l'histoire des sciences ou l'épistémologie, d'initier aussi bien à l'art ou à la littérature qu'à la réflexion esthétique ou logique sur ces objets, d'enseigner non seulement la maîtrise de la langue et des discours littéraires, philosophiques, scientifiques, mais aussi la maîtrise active des procédés ou des procédures logiques ou rhétoriques qui y sont engagés [...].

Le Conseil national des programmes d'enseignement aura pour tâche de mettre en œuvre l'ensemble des principes énoncés ci-dessus. Ses membres devront être choisis en fonction de leur seule compétence et agir à titre personnel et non en tant que représentants de corps, d'institutions ou d'associations. Il devra travailler en permanence (ce qui suppose que ses membres soient libérés d'une partie de leurs autres charges) pendant une durée de cinq ans, mais les modifications qu'il entendra éventuellement apporter aux programmes en vigueur ne pourront être mises en application que tous les cinq ans. Sa compétence devra s'étendre à tous les ordres et à tous les types d'enseignement.



dépendance. Les programmes doivent prévoir explicitement toutes les répétitions (et celles-là seulement) qui sont indispensables pour assurer l'assimilation des connaissances fondamentales. S'il peut être utile d'aborder la même question à partir de points de vue différents (par exemple, la perspective, du point de vue des mathématiques et de l'histoire de l'art), il reste que l'on doit travailler à abolir, du moins quand la preuve aura été faite de leur inutilité, tous les doubles emplois et chevauchements indésirables, tant entre les niveaux successifs de la même spécialité qu'entre les différents enseignements du même niveau.

Pour être en mesure de demander et d'obtenir des enseignements continus et cohérents, les programmes doivent prévoir de manière aussi précise que possible le niveau exigé au départ (en évitant notamment les intitulés vagues laissant place à des interprétations élastiques) et le niveau exigé au terme de l'année considérée. Ils doivent être mis à l'épreuve, de manière à être réalisables sans prouesse particulière dans les limites du temps imparti [...].

La cohérence et la complémentarité entre les programmes des différentes spécialités doivent être méthodiquement recherchées à chaque niveau. Dans le cas où des commissions par spécialité sont nécessaires, il faut prévoir une commission des programmes commune (par niveau) pour assurer la cohérence et éliminer les doubles emplois.

Sans sacrifier à l'imitation servile des modèles étrangers, on devrait trouver une inspiration critique dans la comparaison méthodique avec les programmes en vigueur dans d'autres pays, européens notamment : moyen de porter au jour les oublis et les lacunes, la comparaison devrait permettre de débusquer les survivances liées à l'arbitraire d'une tradition historique. (...)

**IV. L'examen critique des contenus actuellement exigés doit toujours concilier deux variables : leur exigibilité et leur transmissibilité. D'une part, la maîtrise d'un savoir ou d'un mode de pensée est plus ou moins indispensable, pour des raisons scientifiques ou sociales, à un**

traient de s'initier à des modes de pensée ou à des savoirs nouveaux, d'acquiescer de nouvelles qualifications et, éventuellement, de changer d'orientation.

De manière plus générale, des instances devraient être mises en place qui auraient mission de recueillir, de rassembler et d'analyser les réactions et les réflexions des enseignants chargés de l'application, suggestions, critiques, aménagements souhaités, innovations proposées, etc. (Le réseau ministériel pourrait être utilisé à cette fin). Un effort permanent de recherche pédagogique à la fois théorique et pratique, associant les maîtres directement engagés dans le travail de formation, pourrait ainsi s'instaurer.

## L'obligatoire

### et l'optionnel

**V. Dans le souci d'améliorer le rendement de la transmission du savoir en diversifiant les formes de la communication pédagogique et en s'attachant à la quantité de savoirs réellement assimilés plutôt qu'à la quantité de savoirs théoriquement proposés, on distinguera, tant parmi les spécialités que dans chaque spécialité, ce qui est obligatoire, optionnel ou facultatif et, à côté des cours, on introduira d'autres formes d'enseignement, travaux dirigés et enseignements collectifs regroupant des professeurs de deux ou plusieurs spécialités et pouvant revêtir la forme d'enquêtes ou d'observations sur le terrain.**

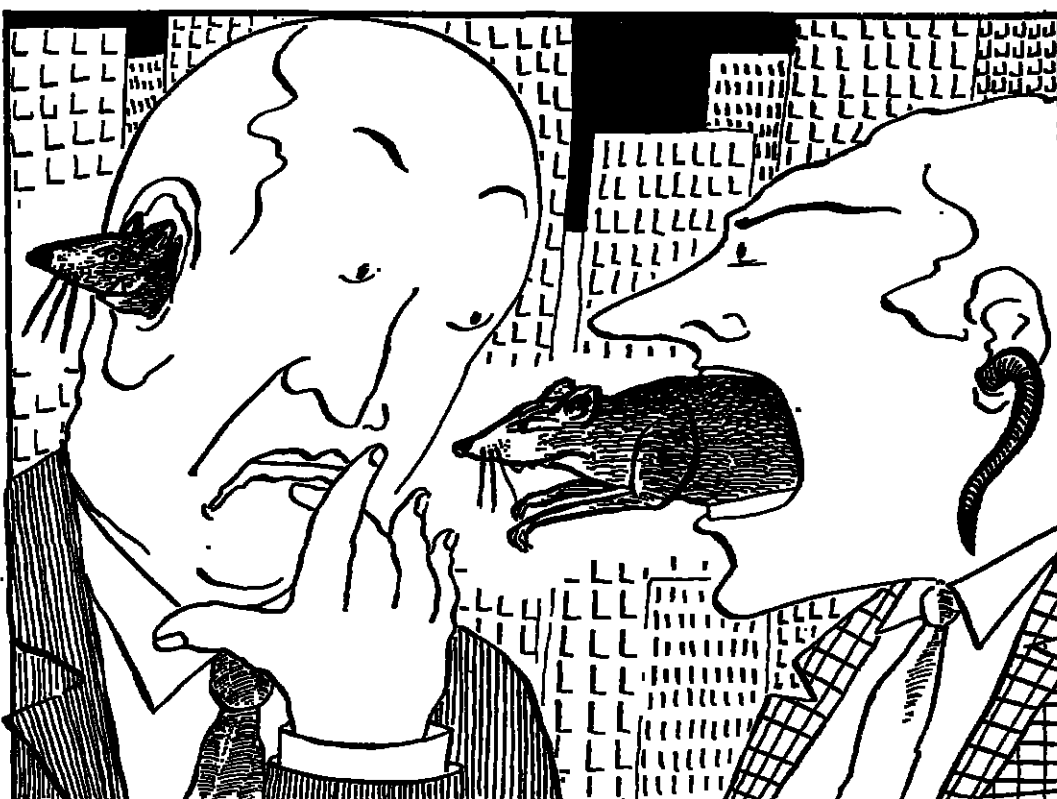
L'accroissement de la connaissance rend vaine l'ambition de l'encyclopédisme : on ne peut enseigner toutes les spécialités et la totalité de chaque spécialité. En outre, des spécialités sont apparues qui allient la science fondamentale et l'application technique (c'est le cas de l'informatique dans tous les ordres d'enseignement ou de la technologie au collège). Leur introduction dans l'enseignement ne peut être une simple addition : elle devrait avoir pour effet d'imposer à plus ou moins long terme une redéfinition des divisions de l'enseignement.

Il importe de substituer à l'enseignement actuel, encyclopédique, additif et cloisonné, un dispositif articulant des enseigne-



SOCIOLOGIE

# Légendes urbaines



## REVUES

QUI ne se souvient de la superbe histoire des nids de mygales tapis dans les plantes vertes exotiques, des yuccas généralement, et vibrant sous l'arrosage, qui se répandit comme une traînée de poudre en 1986 ? Qui n'a entendu celle, plus récente, du petit chien si mignon ramené clandestinement d'Afrique de l'Ouest, qui, une fois en France, révèle sa vraie nature, celle d'un gros rat malade et sanguinaire ? Le rat est plus connu encore, depuis près de vingt ans, par son os qui se plante dans la gorge du client d'un restaurant asiatique.

A la suite de folkloristes et ethnologues américains, Véronique Campion-Vincent, dans le dernier numéro de la *Revue française de sociologie*, désigne ces rumeurs à contenu narratif organisé par le terme de « légendes urbaines ». Elles diffèrent des légendes traditionnelles ou des mythes en ce que l'événement rapporté est tenu non seulement pour réel mais pour actuel, au lieu de se situer dans un lointain passé ou un temps mal défini.

Ce type de rumeurs n'est pas nouveau, et l'auteur les rapproche de séries légendaires anciennes : celle des enlèvements d'enfants dont le sang devait servir à soigner le roi atteint de la lèpre (Paris 1750) ou la rumeur d'empoisonnement par les riches qui se répandit à Paris en 1832 à l'occasion d'une épidémie de choléra. La croyance ancienne en la « traite des blanches » s'est réactualisée à de nombreuses reprises depuis les années 50, l'élément sexuel concernant la nudité ôdalisée par la rumeur d'empoisonnement par les riches qui se répandit à Paris en 1832 à l'occasion d'une épidémie de choléra.

Ces légendes urbaines servent, selon l'auteur, à organiser et interpréter le flux multiforme des informations et des stimuli qui assaillent les citadins. Elles déchiffrent un ordre maléfique derrière les désordres de notre société et ses mutations rapides. Elles prennent aussi en charge les sujets interdits aux médias comme les maladies des célébrités et surtout l'hostilité envers l'étranger dont l'expression est sanctionnée par la loi, à un moment où les immigrés paraissent revendiquer leur différence. Les mygales, rats et autres serpents expriment cette crainte de la contamination par l'étranger. Pourtant, et l'auteur en fait état dans une note, le thème des lâchers de vipères, probablement plus rural qu'urbain, s'accommode de serpents bien de chez nous.

A cet article fait écho, dans le même numéro, un texte de Jean-Noël Kapferer, spécialiste des rumeurs, sur les disparitions de Mourmelon. Il s'agit ici d'événements bien réels ; mais ils ont été interprétés par des rumeurs mettant l'accent sur les thèmes du crime sexuel, de l'étranger et de l'adolescence conformément à un archétype invariable et millénaire. La rumeur répond aussi au silence de l'armée, « la grande muette », dans sa recherche d'un ordre caché et relativement simple qui exclud certaines hypothèses et en privilégie d'autres comme celle d'un criminel étranger ou militaire, donc extérieur à la cité. « Les rumeurs de Mourmelon puisent en réalité leur contenu dans l'imaginaire. »

Une note de la rédaction précise que cet article a été rédigé avant

certaines événements survenus au cours de l'été 1988. Ils ne remettent pas en cause, il est vrai, la logique propre à la rumeur, objet de l'analyse. Reste que certaines formulations, par leur caractère tranché, peuvent susciter aujourd'hui un certain malaise, même si aucune incalcul n'a été prononcée dans cette affaire. Dans le décriptage de nos modernes légendes, de leur message caché ou de leur morale implicite, il est difficile de trouver le ton juste qui ne situe pas leur auteur dans la sphère éthérée du vrai savoir, et les colporteurs de rumeurs dans celle de l'illusion, voire de la sottise. A la vérité, cette difficulté est celle de toutes les entreprises de dévoilement propres aux sciences de l'homme.

Tant que les médias ne se font pas l'écho des rumeurs, elles se propagent de bouche à oreille, sur le monde : voici ce qui vient d'arriver à l'ami (e) d'un (e) ami (e), et non pas à l'ami d'un ami d'un ami, le maillon supplémentaire servant à chaque fois. Leur diffusion repose donc tout entière sur les conversations. Pour en percer les mécanismes, encore faut-il avoir quelque leur sur ces contacts interpersonnels, leur fréquence et leurs occasions.

Sur ce sujet inexploré en France, voici enfin disponibles de précieuses informations grâce à l'enquête « Contacts », réalisée conjointement

par l'INSEE et l'INED, déjà exploitée sous certains aspects (voisinage, associations...) par François Héran, mais dont il nous livre, dans le dernier numéro d'*Economie et Statistique*, l'apport central. Il s'agit des pratiques de sociabilité des Français saïes par les discussions qu'ils ont eues pendant une semaine, à l'extérieur de leur foyer, avec amis, collègues, parents, voisins ou autres interlocuteurs (à l'exclusion ici des conversations téléphoniques et des discussions professionnelles).

Trente-quatre discussions ainsi définies avec dix-sept interlocuteurs différents par semaine : ce score moyen recouvre bien sûr d'importantes variations selon le sexe, l'âge, le milieu social, l'activité. Ces critères et leurs combinaisons mettent en évidence l'existence de formes diverses de la sociabilité. Retenons, parmi les multiples résultats de cette analyse très fouillée, les scores médiocres des ouvriers, qui restent en cause l'image habituelle d'une sociabilité populaire foisonnante. Les pratiques de sociabilité reflètent, plus qu'elles ne compensent, les hiérarchies socioculturelles, ce qui n'incite pas à voir en elles une dimension autonome du statut social.

Ce statut social peut-il encore se définir principalement par l'activité professionnelle à une époque où les actifs titulaires d'un emploi ne

représentent plus que 49 % de la population âgée de plus de quinze ans ? Cette question est posée dans un article de Dominique Schnapper, pibice maîtresse d'un dossier sur « Emploi et destin sociaux » que présente le numéro déjà cité de la *Revue française de sociologie*. Avec l'extension du chômage et la multiplication des statuts intermédiaires, le rapport à l'emploi et à la protection sociale devient une des dimensions essentielles de la position sociale. La politique adoptée par l'Etat-providence en France pour lutter contre la crise a créé une hiérarchie des statuts sociaux : statut de l'emploi, emplois sans statut, statuts dérivés de l'emploi - chômage, retraite, préretraite auxquels il faut ajouter le statut de femme au foyer, dont la diminution est plus que compensée par la croissance des préretraités, - statuts nés de la solidarité, enfin les « sans-statut », qui échappent même au réseau de l'assistance.

Une tentative d'évaluation de la part relative de chacune de ces catégories et de leur évolution met notamment en évidence la baisse régulière depuis dix ans de l'emploi classique. Ces statuts que définit la législation sociale contribuent fortement à construire l'identité sociale de leurs « titulaires ».

PHILIPPE BESNARD.  
\* *Revue française de sociologie*, jan.-mars 1989. *Economie et Statistique*, déc. 1988.

## LIVRES

### ÉCONOMIE

**Les Revenus en France**  
par Yves Hassard et Pierre Cordellier.

Que sait-on sur les revenus des Français ? Quels sont les effets de la déflation sur l'évolution et sur le partage des prélèvements obligatoires ? Le revenu minimum d'insertion est-il une réponse significative face à l'évolution de la pauvreté ? Deux spécialistes, chercheurs au Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) font le point.

\* La Découverte, collection « Repères », 126 p., 38 F.

### ÉDUCATION

**L'École avant l'école**  
par A. Platteau et R. Messager.

**L'École élémentaire**  
par J.-P. Delahaye et N. Dujour.

**Le Collège**  
par D. Rosellet et D. Jemmi.

Trois guides qui répondent aux questions que les parents se posent sur les structures scolaires, l'emploi du temps, le contenu des programmes, les méthodes des équipes pédagogiques ou sur les conditions de passage et de redoublement.

\* Nathan, collection « Pour aider votre enfant », 85 F et 99 F.

### COMMUNICATION

**La Logique de l'usage, essai sur les machines à communiquer**  
par Jacques Perle.

Directeur du département Recherche et Innovation du Centre national d'enseignement à distance, l'auteur retrace la longue histoire de l'invention et des applications des « machines à communiquer » depuis les premiers procédés optiques et la vidéo, et analyse la logique « singulière » des pratiques mises en œuvre par les usagers.

\* Flammarion, 252 p., 89 F.

### HISTOIRE

**Le Parti social-démocrate suédois et la Politique étrangère de la Suède 1914-1918**  
par Jean-Pierre Mosses-Lestang.

Cet ouvrage tente de comprendre comment le Parti social-démocrate a contribué à la non-intervention de la Suède dans la première guerre mondiale, en dépit d'un contentieux séculaire avec la Russie, d'une solidarité croissante depuis 1871 avec l'Allemagne impériale et d'un renouveau du sentiment nationaliste dans le pays.

\* Publications de la Sorbonne, 575 p., 180 F.

### INFORMATIQUE

**Thèses, mémoires et publications au micro-ordinateur**  
par Bernard Clavel.

Ce guide a pour vocation d'aider étudiants et chercheurs à réaliser et à éditer des documents au micro-ordinateur, et de les informer sur les matériels et les logiciels adaptés.

\* Expansion scientifique française, 184 p., 110 F.

### LANGUES

**La Mort à Venise**  
de Thomas Mann

et l'invention de Morel  
d'Adolfo Elory Casanova.

Deux nouveaux titres dans une jeune collection bilingue où les textes sont accompagnés d'une introduction critique et de notes à caractère culturel et linguistique.

\* Le Livre de poche, collection « Les langues modernes/Bilingue », série allemande et série espagnole, 300 p. environ, 31 F.

**SATURN**  
Un Consortium paneuropéen rassemblant des industriels et des universitaires de toute l'Europe y compris l'Europe du Nord organisée en France  
**UNE GRANDE PREMIÈRE EUROPÉENNE pour RESPONSABLES DE FORMATION ET FORMATEURS.**  
un séminaire de 4 jours les 13, 14, 15 et 16 mars 1989.  
" L'EXPERTISE EUROPÉENNE " ENSEIGNEMENT A DISTANCE FORMATIONS MULTIMEDIA  
avec la participation des experts européens les plus réputés.  
Pour informations détaillées et inscriptions dans la limite des places disponibles s'adresser à  
Ecole Polytechnique Formation Continue  
Madame Christine Nora - 91128 Palaiseau Cedex  
Téléphone : (1) 80 19 40 18 Télécopie : (1) 89 41 94 42  
SATURN PO Box 584, Walton Hall, Milton Keynes MK7 8DG, UK.

**1 CONCOURS 3 CARRIÈRES DE COMMISSAIRES**  
L'armée de terre, la marine et l'armée de l'air recrutent en 1989 plus de 30 élèves commissaires parmi les jeunes gens titulaires d'un diplôme du 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement supérieur (licence, I.E.P.)  
Limite d'âge 25 ans  
RENSEIGNEMENTS auprès des directions centrales des commissariats  
**ARMÉE DE TERRE : D.C.C.A.T.**  
37, boulevard de Port-Royal  
75998 PARIS ARMÉES  
Tél. : 16 (1) 43.36.83.27  
**MARINE : D.C.C.M.**  
2, rue Royale - 75200 PARIS NAVAL  
Tél. : 16 (1) 42.60.33.30 Postes : 21221 et 21398  
**AIR : D.C.C.A.**  
26, boulevard Victor  
75996 PARIS ARMÉES  
Tél. : 16 (1) 45.52.64.54

Université de Paris IV-Sorbonne  
**celsa**  
Ecole des hautes études en sciences de l'information et de la communication  
Une grande école au sein de l'université  
Informations et dossiers d'inscription :  
**Journée Portes Ouvertes**  
le 15 mars, de 10h à 18h  
77, rue de Villem 92200 Nanterre-Seine  
Clôture des inscriptions :  
1er cycle : 26 mai  
2ème cycle : 2 juin  
Magistère : 18 mai  
DESS : 28 avril  
DEA : 30 juin  
Formation continue : nous consulter  
36.16 celsa

**Le Monde**  
EN BANQUE DE DONNÉES  
LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUT RENSEIGNEMENT :  
SINORG G CAM. SERVEUR  
Tél. : 1 45 38 70 72

**Les Bourses de Clermont-Ferrand**  
100 000 F DE PRIX  
THEME 89: LE CABLE  
"LE CÂBLE, QUELLES UTILISATIONS POUR QUELS PUBLICS ?" tel est le thème des Bourses de Clermont-Ferrand 89.  
Vous êtes étudiant dans une grande école, d'ingénieurs, de commerce ou de gestion, ou en troisième cycle d'université.  
Pour participer, définissez et justifiez votre projet en 3 pages dactylographiées. Vous pouvez présenter votre mémoire sous la forme que vous voulez (photos, vidéo, plaquettes...). Il ne vous reste plus qu'à préciser la nature de l'étude (technique, sociologique, marketing...) ainsi que le pays où vous poserez votre sac de voyage !  
Un super prix de 25 000 F et 5 bourses de 15 000 F sont l'enjeu de votre réussite. Bonne chance.  
Renvoiez vos dossiers de participation au secrétariat de votre établissement ou en renvoyant le bon ci-joint au Service de Communication de la Mairie - 10, rue Philippe Marcombes, 63000 CLERMONT-FERRAND.  
COPIER LES BOURSES DANS L'ORDRE ET LE SENS DES FLÈCHES  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Signature : \_\_\_\_\_



# Emploi

La transmission d'entreprises chez les commerçants et les artisans

## La réussite passe avant tout par la formation

UN couple franco-allemand vivant outre-Rhin décide pour des raisons familiales de créer une épicerie spécialisée dans les produits allemands à Clermont-Ferrand. Contact est pris — via la représentation commerciale française de Sarrebruck — avec la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg, puis avec celle de la capitale alsacienne.

En l'espace de deux mois, un service spécialisé et informatisé dans la transmission de fonds de commerce — Transcommerce — leur propose sept « affaires » à reprendre. Depuis le mois de décembre, le couple vend avec succès pain noir et saucisses de Francfort.

Début septembre 1988, J. Morvan est licencié pour raisons économiques d'une entreprise industrielle en Seine-et-Marne. Il s'adresse à la chambre de commerce de Paris. Laquelle le met en contact avec le fichier « offres de vente » de Transcommerce. Aujourd'hui, J. Morvan, originaire de la région, tient une librairie-papeterie-cadeaux-jouets dans la ville qui lui naît.

M. et M<sup>me</sup> Gizard ne veulent plus entendre parler d'un petit café-hôtel dont ils sont les héritiers. Ils s'adressent à leur notaire. Celui-ci prend contact avec la Bourse d'offres de Clermont. Le café-hôtel a depuis fait le bonheur d'un restaurateur de Thiers.

Trois exemples de reprises-transmissions réussies, au cœur de la France, grâce à une initiative locale. Encore unique dans l'hexagone, et qui s'est élargie à l'ensemble de la région Auvergne.

Une initiative qui fait l'orgueil de la CCI et qui a toute chance de déboucher sur un réseau national de transmission-reprise dans le commerce. Et sous d'autres formes, dans l'artisanat de production, grâce aux chambres de métiers.

Les pouvoirs publics ont vite repris la balle au bond : « La transmission d'entreprises est un sujet rebattu. Mais en matière de commerce, sans une attention permanente portée à ce phénomène, on ne peut espérer grand-chose en termes de maintien du tissu commercial, notamment en zone rurale et en centre-ville », déclarait le 16 février, à Clermont-Ferrand, M. François Doublin, ministre du commerce et de l'artisanat.

### L'improvisation interdite

Rebattu en effet le sujet de la transmission d'entreprises. Un « drame national », comme il a été dit quelquefois, mais dont on retient surtout la facette PME-PMI. Ou celle, plus médiatique, du « grand patron » qui n'a pas pu, ou su, se « retirer » à temps. Les exemples quasi balzaciques abondent encore aujourd'hui.

En revanche — mêmes causes, mêmes effets — on sait peu de choses des innombrables « Bonheur des dames », « merceries-nouveaux » et autres épicerie-buvettes qui disparaissent silencieusement de la France de Brandel. Pas de tapage non plus autour du quinquillet qui s'évanouit des banlieues au bénéfice d'une agence bancaire. Moins de bruit encore à propos des « petits com » condamnés de Thionville ou des sites de la déroute Normand, à La Ciotat ou à Dunkerque.

Les causes en revanche sont certaines. En gros, jouent « l'effet »

grande surface des années 70, les restructurations de style sidérurgie ou textile, la désaffection des Français de souche pour des métiers jugés passésistes et dévotiers de temps de travail.

Tout un chacun dresse un constat : le fameux tissu rural ou suburbain est menacé ! Le lamento est général. Alors ? Alors force est de freiner le déclin, jugé un peu vite « inséparable ».

« Je relève que 83 % des cessions en zone rurale se font au moment du départ en retraite du commerçant, sans avoir été préparées, l'exploitant ayant laissé périr l'entreprise au cours des dernières années », constatait M. François Doublin devant un parterre de notables pour une fois réunis : élus et cadres consulaires, marchands de biens de la FNAIM, notaires.

« C'est en outre un phénomène d'une ampleur quantitative exceptionnelle, poursuit le ministre. Il y a eu en France en 1987 vingt-sept mille reprises de fonds de commerce. » Et d'ajouter : « La bonne transmission, c'est d'abord celle où le vendeur et le repreneur se sont rencontrés à temps, c'est-à-dire avant que l'entreprise ne soit dépréciée, et dans laquelle la valeur du fonds est correctement faite. »

### « Opportunités privilégiées »

Une évidence ? Certes. Mais elle fait apparaître une relative désillusion dont aujourd'hui on prend conscience. La mode du « tout créatif », du « si chacun créait son entreprise », impulsée notamment sous le gouvernement Fabius, semble avoir fait beaucoup de victimes. « Nombreux sont ceux qui ont échoué », confie un conseiller du ministère du commerce. Autre déconvenue plus récente : les primes au départ de l'Etat et des grands groupes déconfort — construction navale par exemple — considérées imprudemment comme des « magots » par les ouvriers licenciés, ont abouti à des faillites personnelles dramatiques :

### Quinze jours d'emploi dans « le Monde »

- L'emploi des immigrés. — Les sentiers de traversée de l'intégration. Les anges gardiens d'Amiens : Nourredine et ses copains du Pigeonnier sauvent leur quartier en créant une entreprise. Les malheurs des surdiplômés (le Monde Economie) du 21 février 1989.
- La bonne santé de l'UNEDIC. — L'assurance-chômage en excédent de 2,3 milliards de francs (le Monde du 22 février 1989).
- Ecartelée entre le traitement social et le placement. — L'ANPE croule sous les missions (le Monde du 23 février 1989).
- La prévention des difficultés de l'emploi. — Une expérience originale pour la réduction des effectifs chez Thomson-CSF (le Monde du 25 février 1989).
- Diminution du chômage de 0,6 % en janvier. — Les statistiques du chômage pour le

en clair, on ne s'improvise pas commerçant ou artisan. « L'idée que le commerce, comme la prose de M. Jourdain, se pratique sans l'avoir appris, est encore trop répandue », constate l'un des promoteurs de l'opération Transcommerce.

De fait, le renouveau d'intérêt des pouvoirs publics pour les petits commerçants et les artisans n'est pas innocent. Mais réaliste. « Il y a un effet de seuil au-delà duquel le tissu peut se déchirer », s'alarme ce même conseiller. « Dans un pays qui compte un demi-million de commerçants, cela vaut d'y réfléchir. »

Rien d'étonnant donc si les chambres consulaires et les pouvoirs publics s'efforcent d'encourager la transmission-reprise, moins aléatoire que la création ex nihilo.

« Il est communément admis que, dans l'ensemble, un commerce sur trois échoue avant d'avoir passé le cap des trois ans », reconnaît avec réalisme mais amertume M. Cerutti, président de la CCI du Cantal.

Une récente étude de l'INSEE vient, par ailleurs, corroborer le soutien à la transmission : « La croissance des reprises dans le commerce est un phénomène marquant des cinq dernières années », remarque l'institut, qui a, d'autre part, effectué des études de terrain l'année écoulée. « Les actions de transmission constituent des opportunités privilégiées d'accès dans le commerce sans risques excessifs pour les candidats. » Et d'ajouter : « Encore faut-il que cédants et repreneurs puissent dialoguer... »

Or que se passe-t-il dans les faits ? Rarement, sous les lambris Napoléon III des chambres consulaires, encore moins dans les chambres de métiers, les acteurs que sont les vendeurs, repreneurs, agents immobiliers, mandataires de fonds de commerce, conseillers juridiques, etc., sont réunis. Par ailleurs, le manque d'informations des candidats repreneurs est patent. Or et à qui s'adresser ? Enfin, leur formation — le bât blesse cruellement — est souvent minime, voire inexistante.

Paradoxe ! Ce qui est exigé d'un artisan charcutier par exemple, d'un

coiffeur, ou d'un jeune agriculteur sollicitant une bourse ou un prêt, ne l'est pas d'un commerçant. Ce qui signifie — on en fait aujourd'hui la constatation — qu'il ne peut y avoir de bonne transmission sans formation préalable. Timidement, certaines CCI proposent des stages de quarante heures. « Ce n'est pas en quarante heures qu'on forme un commerçant », convient le ministre lui-même.

Une quasi-absence de formation jugée d'autant plus grave à Clermont-Ferrand que, selon une récente étude de la cellule régionale d'observation du commerce (CROC), 42 % des commerçants ne trouvent pas de successeurs (50 % pour les seules alimentations générales), dans la seule région Auvergne.

Une raison de plus donc qui a prévalu au lancement de Transcommerce. « Depuis son démarrage, plus de trois cents transactions ont été réalisées », se réjouit M. Cerutti. Le fichier des offres recense en moyenne trois cent cinquante opportunités par mois.

Au cours de l'année 1988, Transcommerce a, par ailleurs, développé, outre un certain nombre d'instruments informatiques (logiciel, vidéotext), un système d'évaluation des fonds de commerce. Un réseau de correspondants (trois cent quarante-six notaires et agents immobiliers) a été créé afin d'offrir, « dans les meilleurs délais », des conseils personnalisés aux cédants.

Une fourchette de prix est proposée. Une aide d'autant plus précieuse que le cédant, surtout s'il est âgé, surestime généralement « l'œuvre de toute une vie ». Prix moyen, à titre indicatif, d'un fonds de commerce dans la région Auvergne : 250 000 francs à 350 000 francs.

### Faire des équipes

L'intérêt de l'opération est aussi de faire des équipes. Pour l'heure, des contacts sont engagés avec les départements de la Loire, de l'Ardèche et de la Corrèze. Des actions analogues sont entreprises en Picardie, Midi-Pyrénées, Aquitaine, en vue de déboucher sur un réseau national.

L'expérience de la région Auvergne, pour exemplaire qu'elle est, engage en priorité les zones rurales défavorisées. En clair, là où s'impose une intervention. Au plan national, l'Etat s'efforce d'impulser les reprises-transmissions à l'aide de plusieurs outils. A la mi-décembre 1988, le ministère a effectué une sélection des opérations de restructuration de l'artisanat et du commerce (ORAC) et d'actions de transmission-reprise (AIRA) dotées budgétairement. Opérations expérimentales, pour l'instant mais qui ont été inscrites dans le cadre des contrats de Plan Etat-région.

Pour ce qui concerne l'artisanat de production proprement dit, il convient de noter qu'il se différencie peu des problèmes du petit commerce. L'association pour la promotion et le rapprochement d'entreprises (APRE) observait récemment, en effet, que « sur plusieurs centaines de chefs d'entreprise interrogés, 35 % ne songent pas à une reprise de leur entreprise, 53 % y songent, mais ne font rien ». Constatation de cette situation : sur cent cinq mille immatriculations de nouvelles entreprises, il n'y a que quinze mille reprises. D'où la décision de l'APRE de tenir des états généraux de la transmission d'entreprises, actuellement en cours.

La priorité reconnue par tous les intervenants « de développer et de maintenir ce qui existe » a conduit le conseil des ministres à adopter, le 15 février, un certain nombre de mesures proposées par M. François Doublin.

C'est ainsi qu'une meilleure utilisation de la taxe sur les grandes surfaces a été décidée comme son élargissement afin d'instituer une aide à la transmission et à la reprise, et d'encourager certains équipements collectifs, parkings de centre-ville, notamment.

La revalorisation annoncée du taux moyen de l'indemnité de départ (10 %) ainsi que celle du montant de la taxe sur les grandes surfaces (10 % également) sauront-elles à « moderniser » le réseau dense et souvent archaïque des petits commerces et des entreprises artisanales ?

Encore faudrait-il aborder les problèmes fiscaux, qu'il s'agisse du régime des plus-values, ou des mécanismes de la donation-partage. Vaste programme.

JEAN MENANTEAU.

La création d'emplois en coopérative

## Les SCOP changent de cap

APRÈS leur « état de grâce », de 1981 à 1983, les sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) ont subi un mouvement de reflux qui s'est traduit par une chute des effectifs : de 40 423 en 1984 à 32 008 en 1988. Pas loin des 30 500 de 1979. Ce petit secteur de l'économie — avec un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs — tente de retrouver un nouveau souffle en développant les services à forte valeur ajoutée et en favorisant la naissance de filiales autour des SCOP existantes.

« Nous avons subi un assèchement des créations dites en réinsertion d'entreprises défilantes », explique Jean Gautier, chargé de mission à la Confédération générale des SCOP (CGSCOP). Pour deux raisons : la « concurrence » du RES (rachat d'entreprise par les salariés), créé en 1984, et la démobilité des organisations syndicales. « CGT, CFDT et FO n'ont plus le réflexe coopératif lorsqu'une entreprise perdite », reconnaît-on à la CGSCOP. En outre, les disparitions de grosses coopératives ont pesé lourd. Notamment dans le bâtiment, secteur d'implantation traditionnelle des SCOP — encore 41 % aujourd'hui — la fondrière et les travaux des métaux (14 %) et les industries du livre (8 %). Certaines sociétés, créées dans la précipitation et dans l'euphorie de la gauche au pouvoir, n'ont pas fait long feu.

### Rapprocher les porteurs de projets

Bien que le nombre de créations ex nihilo soit resté constant, celles-ci concernent des équipes de plus en plus réduites, les coopératives n'étant pas épargnées par le vent d'individualisme qui souffle sur les créateurs d'entreprises. Les SCOP créées ex nihilo en 1980 regroupaient 19 coopérateurs chacune, contre 9 huit ans plus tard. Toutes SCOP réunies, la moyenne s'établit aujourd'hui à 24 coopérateurs, contre 53 dix ans auparavant. Plus de 81 % des SCOP ont un effectif inférieur à 51 coopérateurs chacune, dont 48 % moins de 10. La législation a d'ailleurs suivi le mouvement puisque, en 1978, le nombre minimal d'associés a été réduit de sept à quatre, puis de quatre à deux en 1988. « C'est le moyen d'intégrer certains secteurs, comme les sociétés de services et d'ingénierie en informatique, et les bureaux d'études, où l'on peut envisager de démarrer à deux », observe Jean Gautier. C'est le cas de cadres ou d'ingénieurs qui choisissent le statut de SCOP pour lancer une activité de bureau ou de robotique.

Les « créneaux porteurs » sont d'ailleurs le cœur de cible de l'association Campus coopérative, dont l'objectif est d'appuyer une formation à des jeunes coopérateurs de niveau bac + 2 (le Monde du 4 août 1988). Salariés pendant deux ans de cette « pouponnière », ils sont aidés par les animateurs à concevoir les études de marché et des prototypes. En outre, Campus coopérative participe au lancement de chaque projet à hauteur de 78 000 francs, et fournit des locaux.

### « Société de portage »

La première promotion de cinq équipes (novembre 1988, à décembre 1988) présente un bilan contrasté : seules trois ont créé une société. « Bien que ce soit encore expérimental », commente Michel Porta, responsable formation à la CGSCOP, nous avons prouvé qu'il est possible de mettre en contact des porteurs de projets dans des secteurs où les coopératives sont peu nombreuses, notamment dans les métiers de la communication.

La stratégie de création tous azimuts du début des années 80 semble révisée. Dans un premier temps, les coopérateurs ont veillé à ce que leurs entreprises soient mieux gérées. Entre 1985 et 1987, la productivité a augmenté de 10 %. Dans la même période, le résultat net, toutes SCOP confondues, a fait un bond

de 25 millions de francs à 246 millions. Dans un deuxième temps, les SCOP ont multiplié la création de filiales. Mais lorsque ces dernières ont la forme coopérative, elles doivent nécessairement couper le cordon qui les relie avec la SCOP mère au bout de dix ans, par obligation statutaire. Ainsi, pour éviter de perdre le contrôle des filiales qu'elles ont créées, nombre d'entre elles leur donnent plutôt la forme de SARL ou de SA classiques.

La consolidation des SCOP existantes et la filiation de nouvelles activités ne signifient pas que le marché de la transmission d'entreprises soit abandonné pour autant. En septembre 1988, la société Spot a d'ailleurs été créée avec un capital de démarrage de 18 millions de francs. Son objectif est de racheter des entreprises saines, pour lesquelles aucun repreneur ne se fait connaître, et de favoriser leur transformation en coopératives dans un délai compris entre six mois et un an. Spot devrait effectuer ses premiers rachats très prochainement.

L'utilisation d'une telle « société de portage » semble effectivement un bon moyen pour permettre des transitions moins brutales d'entreprises dites normales vers des coopératives. Car la plupart des patrons, comme leurs salariés, n'ont pas d'elles une bonne image, le fonctionnement dit démocratique, où le patron est élu par l'ensemble des coopérateurs-associés, fait encore peur.

Une SCOP est-elle vraiment un moyen de répondre à des « aspirations qualitatives » que la relation salarié-employeur ne permet pas ? Douce utopie ? Parce que ce type de société est fondé sur « une participation égalitaire à la prise de décision » — « un homme égale une voix » — et que les éventuels bénéfices ne leur échappent pas, « les coopérateurs deviennent très vite des travailleurs individuellement plus motivés et en charge de responsabilités. L'esprit d'équipe, le respect mutuel, la confiance, la tolérance, souvent prégnés, se traduisent par des relations plus détendues, voire plus familières entre coopérateurs, y compris avec la direction de la SCOP », analyse Philippe Auvergnon, chargé de recherche au CNRS (1).

### Des responsabilités sociales

Mais la médaille a son revers. « Bien que le travailleur d'une coopérative sache mieux qu'un salarié d'une entreprise classique pourquoi et pour quoi il produit », « bien qu'il s'agisse d'expériences humainement exceptionnelles », ajoute Philippe Auvergnon, « les conditions de travail n'y sont pas nécessairement meilleures ». Le chercheur remarque même que, au grand désarroi d'inspecteurs du travail, certaines règles concernant la durée effective du travail, l'élection de représentants du personnel ou l'application d'une convention collective ne sont pas toujours respectées. Jean Gautier reconnaît qu'une structure construite autour de l'abolition du salariat « donne des saurs froides aux juristes. Et certains esprits pervers ? — parlent d'« auto-exploitation » lorsque des coopérateurs décident de ne pas se payer les heures supplémentaires nécessaires à la bonne santé de la SCOP.

« Qui pourrait leur donner des leçons, ajoute Jean Gautier, s'il y va de la survie de leurs emplois ? Le mouvement coopératif estime avoir des responsabilités sociales. La CGSCOP tente actuellement une expérience d'accueil de chômeurs de longue durée. Sur les douze stagiaires pris en charge (300 heures de formation), Michel Porta estime que sept sont en passe d'être embauchés en SCOP.

FRANÇOIS KOCH.

(1) « L'impact et la nécessité, ou les conditions de travail dans les coopératives ouvrières de production », par Philippe Auvergnon, Formation Emploi n° 23, juillet-septembre 1988. Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CERQ). Éditions La Documentation Française.

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite ! Plus vite, moins cher !

la griffe du lion

NEUBAUER PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

سكزا من الأمل





# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Amsterdam... Auckland... Bahrein... Bangkok... Bombay... Ce...  
Colombo... Hambourg... Hong kong... Istanbul... Jakarta...  
Kuala Lumpur... Londres... Los Angeles... Manille...  
Melbourne... Montréal... New York... Pékin... Riyad... Séoul...  
Singapour... Sydney... Taipei... Tokyo...

## VOTRE EXPERIENCE BANCAIRE INTERNATIONALE VOUS OUVRE LE PLUS VASTE CHAMP D'ACTION DANS LE MONDE

Présente dans 65 pays, forte de 13 000 salariés dont 10 000 à l'étranger, la Banque Indosuez a aujourd'hui le plus beau réseau du monde. Son département international, en plein développement, recherche des cadres commerciaux confirmés.

Vous avez 5 à 7 ans d'expérience bancaire internationale, vous maîtrisez parfaitement les systèmes de financement à court terme et moyen terme, et la mise en place de montages financiers vous est familière. Votre connaissance des marchés extérieurs et votre sens des négociations à haut niveau vous permettront de saisir toutes les opportunités d'affaires pour le développement de notre groupe international.

Bien évidemment, vous parlez couramment le français et l'anglais. Une troisième langue étrangère serait fortement appréciée. Vous êtes basé à Paris, votre mission implique de nombreux déplacements à l'étranger. Votre rémunération sera étroitement liée à vos performances.

Si notre challenge vous passionne, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo), sous la référence DI 02 M à :

Banque Indosuez - Service Recrutement  
9, rue Louis Murat - 75371 Paris Cedex 08.

L'annonce paraît simultanément dans Le Soir, De Standaard, Handelsblad, The Independent, Süddeutsche Zeitung, Corriere della Sera et El País.



**BANQUE INDOSUEZ**

Tout un monde d'opportunités

**Valeo**

Alternateurs  
Démarreurs

## INGENIEURS ELECTRO-MECANICIENS L'EUROPE S'OUVRE A VOUS...

Avec 3.400 personnes et 5 usines, nous sommes le premier fournisseur français d'alternateurs-démarrateurs et le deuxième européen. A l'aise du groupe VALEO, nous recherchons afin d'internationaliser notre dimension humaine sur la France, des Ingénieurs Electro-Mécaniciens à fort potentiel titulaires de diplômes d'Ecoles ou d'Universités de la Communauté Economique Européenne.

Par nos innovations et la qualité de nos productions, nous faisons progresser l'automobile.

Pour aller encore plus loin, nous vous proposons aujourd'hui des métiers diversifiés en : Etudes - Recherche et Développement, Méthodes de

Fabrication, Achats et Services Commerciaux.

Vous avez acquis de préférence une formation complémentaire en gestion et possédez une première expérience de 2 à 3 ans. Bien sûr, vous parlez votre langue d'origine ainsi que le français...

Notre ouverture internationale vous conduira à jouer un rôle "moteur" au sein de notre branche ou du groupe.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et votre CV en français ainsi qu'une photo et un numéro de téléphone à Jean-Claude VAN DER ELST - Directeur des Ressources Humaines - VALEO-E.E.M. - 2, rue A. Boule - 94000 CRETEIL FRANCE.

**Valeo L'Equipement Automobile**

## Le Monde INTERNATIONAL

GRUPE SHRM

Services d'Hôtellerie, de Restauration et de Management  
**"LA VOLONTE AU COEUR DU SERVICE"**

SHRM - ANGOLA  
Recherche son

## Directeur Adjoint

Basé à LUANDA en ANGOLA

Dépendant directement du Directeur de SHRM ANGOLA, il sera responsable de l'animation, du contrôle et du développement d'activités de services :

- distribution type grandes surfaces
- activités d'hôtellerie et de restauration
- services divers

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion, il a une bonne pratique de la langue Anglaise, et des connaissances en Portugais.

Une expérience minimum de 3 à 5 ans de la direction d'un centre de profits, acquise de préférence dans la distribution type grandes surfaces et dans la restauration type cafétéria ou dans une société de services, sera un atout majeur.

Ce poste doit conduire à moyen terme à la responsabilité d'une Direction de filiale.

Il est préférable que le candidat soit marié, l'expatriation étant possible en famille. L'éducation des enfants sera assurée à LUANDA.

Avantages classiques à l'expatriation.

Les personnes intéressées par cette recherche peuvent adresser leur lettre de candidature et C.V. sous référence C/223 à : GROUPE SHRM - 113 rue de l'Evêché - 13002 MARSEILLE.



L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS à Munich

recherche

pour son service Presse et Relations publiques (réf. EXT/266).

## un RÉDACTEUR (grade A2/3)

Les fonctions à remplir consistent à publier et à gérer les brochures d'information de l'Office destinées au public, les communiqués de presse, les publications spéciales, un bulletin d'information périodique, ainsi que le rapport annuel, à rédiger des articles destinés à informer le personnel et à assister la direction de l'Office dans la rédaction de discours et la préparation de publications.

Les candidats doivent posséder un diplôme sanctionnant des études universitaires complètes, avoir plusieurs années d'expérience professionnelle en tant que rédacteur et être aptes à traiter des sujets complexes de manière intelligible. Ils doivent avoir une très bonne connaissance de l'une des langues officielles (allemand, anglais et français) et bien connaître les deux autres.

Comme dans d'autres organisations internationales, il est offert pour ce poste un traitement élevé, exempt de l'impôt national sur le revenu. Une Ecole européenne dispense un enseignement gratuit aux enfants du personnel de l'OEB.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 7 avril 1989. Les formulaires de candidature officielle peuvent être obtenus auprès du

Service du personnel, Office européen des brevets,  
Erhardstrasse 27, D-8000 MUNICH 2.  
Tél. : (089) 2399-4316.

Cherchons personne ou personnes en rapport avec le secteur de l'enseignement pour développer la fonction de représentant principal de notre cours d'espagnol pour étrangers en France. Il s'agit de coordonner toutes les inscriptions dans votre pays. Ecrire à : Instituto Europeo de Idiomas, mesaje de Sant Joan, 110 1<sup>a</sup> 08037 BARCELONA, Espagne.

La Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville

recherche pour le GABON

## CHEF DU SERVICE Approvisionnements

Il sera responsable du magasin (20.000 articles, valeur 80 M. de Francs et des approvisionnements).

Formation : Ingénieur ou Gestionnaire, titulaire du diplôme de l'Ecole supérieure des approvisionnements ayant une expérience de quelques années dans un poste similaire.

Adresser C.V. à COMUF  
41 bis, Avenue de l'Europe - BP 69  
78143 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

Association pour l'appui au développement recherche

## 1 RESPONSABLE DE HAUT NIVEAU

Minimum bac + 4

Qualité de gestionnaire et de relations humaines indispensables. Le poste concerne la direction d'un programme important d'actions en milieu scolaire dans un pays d'Afrique.

Une expérience d'expatriation et de pédagogie sera appréciée. Envoyez CV + lettre manuscrite sous n° 8226.

LE MONDE PUBLICITÉ  
6, rue de Montessuy, 75007 Paris.



## Le Monde INTERNATIONAL

**WORLD LEADER**  
in the "International Trade of Commodities"  
located in the Lemanic area is looking for a

### DEPUTY TO THE CHIEF FINANCIAL OFFICER

The first assignment of this executive will be to set up and run a computer-based system for the control of our customer and country risks and to negotiate with our banks the sophisticated financial packages our clients need.

Fluent in French and English, the successful candidate has several years of experience in a bank, active in the raw material field, or a trading company.

Please answer under ref. 420 to :  
D.A.G. 65, rue de Rivoli 75001 PARIS  
who will transmit.



IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE FRANÇAIS  
Recherche

## UN CHEF DE PRODUCTION

Ingenieur, diplômé d'une école type AGRO, ENSIA, ENSIA... Vous avez acquis une expérience d'au moins 7 ans dans un contexte industriel, alimentaire et international de référence.

Directement rattaché au directeur de l'Etablissement vous serez :  
LE NUMERO 2 DE L'USINE.

VOTRE MISSION PERMANENTE : la production dans le respect des normes de quantité, de qualité, de délai et de coût.

VOS RESPONSABILITES :  
- la logistique des matières premières et des produits finis.  
- la fabrication et la conditionnement des produits.

Envoyez nous votre lettre de candidature, C.V., photo et prêt. s/réf. 08.400 à  
CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## Le Monde CADRES

P.M.E. COMMUNICATION  
Centre de Paris, recherche

### collaborateur direct (H/F)

très polyvalent - sans des responsabilités  
50 ans environ, Niveau Chef Comptable, très expérimenté comptabilité, enregistrement et centralisation (connaissance de la saisie comptable sur micro-ordinateur appréciée). Déclaration sociales, fiscales, T.V.A., payes, contentieux.

Très sérieuses références exigées.  
Adresser C.V. manuscrit avec photo récente en indiquant prétentions, référence 35.251.

**PUBLICITE ROGER BLEY**  
101, rue Réaumur - 75008 PARIS.

## DEMANDES D'EMPLOIS

### CADRE DIRIGEANT

Ingenieur-gestionnaire, double nationalité suisse-CEE. Français, anglais, espagnol, allemand et italien courants. Connaissance approfondie des affaires (Marketing, ventes, contrats, joint-ventures, know-how, finances, création de sociétés...) avec l'Amérique latine, le Japon, les pays de la CEE. Préparé à négocier les grands marchés de 1992 dans les secteurs : Technologies de pointe, projets clés en main, biens d'investissement et produits grande série.

Disponible rapidement en Suisse ou dans la CEE.

Ecrire sous réf. DGS à GESTADEX S.A.  
BP 2829 - 1002 LAUSANNE (Suisse) - Téléfax : 41-21-20-30-28.

### INGÉNIEUR H.E.I.

GÉNIE CIVIL

Expérience FRANCE et ÉTRANGER chantier (5 ans), ingénierie (10 ans), tertiaire normalisation (3 ans).  
Mise au point projet, relations clients.  
Négociations contrats, gestion, réalisation. Anglais.

**RECHERCHE POSTE**  
alliant projet et/ou réalisation.  
Déplacements de courte durée possibles.

Ecrire sous réf. 8176,  
LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

## AGENDA IMMOBILIER

### LES CITADINES\*\*\*

Louez votre studio et 2 pièces neufs prêts à vivre pour un jour/pour une semaine et + KITCHENETTE, VAISSELLE, CANAL +, SERVICES.

PARIS TROCADERO ..... (1) 47-04-88-02  
PARIS JARDIN DES PLANTES ..... (1) 46-84-13-09  
PARIS MONTMARTRE ..... (1) 43-27-14-24

8, rue Blaise-Pascal, 92200 NEUILLY-SUR-MARNE,  
TÉLÉX 610872 - TÉLÉCOPIE (1) 46-24-80-57.

### RARE COTE D'AZUR LES DERNIÈRES TERRES A BATIR

VUE MER - DOMAINE PRIVÉ  
et gardienné toute l'année

CAP BENAT - Face aux Iles d'Hyères  
2 375 m<sup>2</sup> COS 0,10 1 230 000 TTC  
3 000 m<sup>2</sup> COS 010 1 570 000 TTC

Visitez sur rendez-vous / Documentation sur demande  
POSIDONIA Im. : Département vente  
Domaine privé du Cap Benat / 83220 BORMES-LES-MIMOSAS.  
Tél. : (33) 94-71-27-28, téléc. : (33) 94-64-85-05.



An sein du Groupement Industriel des Armements  
Terrestres (GIAT) comprenant 15000 personnes, notre  
Etablissement de BOURGES (EFAB) est à  
l'avant-garde des technologies de Systèmes  
d'Armes. Notre activité s'étend de la recherche  
appliquée à la production industrielle et à  
l'assistance technique. Pour cela nous disposons  
de moyens importants axés plus particulièrement  
sur les Technologies de Pointe (C.A.D. - D.A.O. -  
Robotique, Ateliers flexibles...) et nous recherchons :

### LE CHEF du SERVICE METHODES

qui se verra confier la responsabilité d'une équipe de  
40 personnes (niveau techniciens) ayant en charge la  
préparation du travail d'une unité de fabrication  
mécanique de 200 personnes. Ce poste s'adresse à un  
INGÉNIEUR GRANDE ECOLE (ENSAE - ECAM - ICAM -  
ENSI...) possédant une expérience de quelques années  
dans le domaine de la mécanique et maîtrisant les  
méthodes modernes d'aide à la décision (CAO, Système Expert...)

Merci d'adresser lettre manuscrite C.V. détaillé et  
prétentions s/réf. 89/01M. au S.I.A.R. Service Facteur  
Humain 18, rue du Docteur Zamenhof -  
92181 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex

## L'AGENDA

### Antiquités

**POUR DÉCORATION  
ACHÈTE À VOTRE PRIX  
MEUBLES-OBJETS ART  
EMPIRE**

62, bd Malesherbes, 8<sup>e</sup>  
Tél. : 43-87-92-80

Tout déplacement gratuit

### Cuisine

**KITCHENETTE** Lilliput  
1 m. 3 400 F. Cuisine de  
descente 2 000 F. SANITOP.  
21, rue de l'Abbaye-Grégoire,  
Paris 6<sup>e</sup> 43-22-44-44.

### Jeune fille au pair

Faire pratiquer l'anglais à  
vos enfants pour l'été à la  
page en 1992 ?  
Appelée l'Agence franco-  
phone basée et agréée en  
Angleterre pour une jeune  
fille au pair avec références.  
Miss Crane,  
Beau Kneaz Agency,  
T. : 19 (44) 1-778-70-39  
(24 h).

J.F. au pair à New-York  
logé nourri, référence, départ  
majeur. T. 71-94-98-85-82.

### Bijoux

**ACHAT OR BIJOUX**  
brillants, pierres précieuses  
**PERRON OPÉRA**  
4, Chaussée d'Antin,  
ÉTOILE, 37, av. V.-Hugo.

### Bijoux anciens bagues romantiques

20 %  
ACHAT OR  
GILLET, 19, rue d'Arcole  
75004 Paris 43-54-00-93.  
FAITES PLAISIR

### Pianos

Plann : GILBERT, MESSIAEN  
Conservatoire de Paris,  
pédag. de Lest, piano ancien à  
rac. STERNWAY. Livres,  
disques, partitions, fustige-  
ment. 100 pages : 35 F  
200 F + 5 F de port  
Lettre du musicien,  
12, r. Jacob, 75006 Paris.

### Tissages

Importateur de tissus,  
environ 12 000 m.  
Prix intéressant  
40-82-11-77. Nantes.

### Vacances

#### Tourisme

#### Loisirs

#### PAQUES

Yves et Liliane accueillent vos  
enfants dans une ancienne  
ferme XVIII<sup>e</sup> siècle, confort-  
able, rénovée, dômes 2 ou 4  
avec a. de bois. Située au  
milieu des pâturages et  
forêts. Accueil volont. limité à  
15 enfants, idéal en cas  
d'adaptation. Ambiance  
familiale et chaleureuse. Acti-  
vités : tennis, ski de fond,  
jeux, collection, fabrication  
pain, peinture sur bois,  
880 F. Pâques (Lun) de  
fond. T. (118) 91-35-12-61.

#### DISCOLOU HOUSE HOTEL

200 chambres simples  
100 F par semaine, demi-  
pension. T. : 772 New York  
Road LONDON SE1 4YT-G.S.  
Tél. : 19-44-1-708-41-76.

#### LOC. LA NORMA

Pied des pentes, pour 4 pers.  
45-77-99-51, etc.

#### CHABROUSSE

2 ems.  
Pâques : 1 600 F l'unité.  
3 000 F les dômes. Tél. 45-25-  
21-00 ou (16) 82-67-02-62.

#### AVOIRAZ

lacs, de récid. hôtel, sport  
5 pers., vac. int. forfait  
sport inclus. 81-86-13-63.

#### LE LAVANDOU LOUE

Gde villa prov. plage  
réduite. 970 000 F.  
Tél. : (18) 90-94-07-02.

### maisons individuelles

#### HERBLAY PR. GARE 95

Sup. 100 m<sup>2</sup> P.  
1 800 000 F.  
Cah. Verseau. 38-19-21-27.

#### VILLENNY S/SEINE (78)

Belle maison, 7 P. Gd terrain  
300 m par 2 400 m<sup>2</sup> F.  
Cah. Verseau. 38-19-21-27.

#### VERNOUILLET (78)

Belle maison, 7 P. Gd terrain  
2 050 000 F.  
Cah. Verseau. 38-19-21-27.

#### VERNEUIL-S/SEINE (78)

Belle maison récente,  
7 pos., 245 m<sup>2</sup> hab., sur  
1 000 m<sup>2</sup>, 1 800 000 F.  
Cah. Verseau. 38-19-21-27.

#### TRIEL-SUR-SEINE (78)

Belle villa, maison 7 pos.,  
sur 650 m<sup>2</sup>, 1 180 000 F.  
Cah. Verseau. 38-19-21-27.

#### TRIEL S/SEINE (78)

Maison, neuve 6 P.  
s/1 520 m<sup>2</sup> terrain  
réf. 1 850 000 F.  
Cah. Verseau. 38-19-21-27.

#### ORGEVAL (78)

Sup. maison 6 P. Beau ter-  
rain s/2 120 000 F.  
Cah. Verseau. 38-19-21-27.

#### MEULAN (78)

Sup. maison enc. 10 pos.,  
sur 1 350 m<sup>2</sup>, 1 480 000 F.  
Cah. Verseau. 38-19-21-27.

#### CONFLANS PR. GARE (78)

Belle maison, 5 pos.,  
compte aménageable, sur  
400 m<sup>2</sup>, 1 450 000 F.  
Cah. Verseau. 38-19-21-27.

#### CONFLANS PR. RER (78)

Maison, 5 P. s/250 m<sup>2</sup> s/soi  
total 550 000 F.  
Cah. Verseau. 38-19-21-27.

#### CONFLANS CENTRE (78)

Belle maison, 1830  
7 P. Beau terrain 1 380 000 F.  
Cah. Verseau. 38-19-21-27.

#### CHATELAIN-LES-V. (78)

Maison 1985, 5 pos., sur  
850 m<sup>2</sup>, belle vue, frais  
réduits. 970 000 F.  
Cah. Verseau. 38-19-21-27.

### propriétés

#### A 70' de Paris, direct aut.

MONTARGIS (45)

Découvrez la nature,  
détente, remise en forme,  
complicité dans le charme  
d'une ancienne maison de  
campagne prolongée dans le  
silence de son terrain, 3 ha  
d'arb., 6 pos. + nombreuses  
dépendances, beaux che-  
vaux, manège.

PX TOT. 690 000 F

Créd. 100 % rembours.  
comme un loyer ACOBES-  
TION. Encore une occasion  
TURPIN

#### RELAIS MIEL MONTARGIS

(18) 38-55-22-22, 24/24 h.

#### A 1 h de Paris, à 1 h de

Toulouse, à vendre superbe  
maison 30 ha, maison tradi-  
tionnelle, rénovée, r.-de-g.,  
115 m<sup>2</sup> + ann. natifs,  
3 chères mans. rev. 65 m<sup>2</sup>  
+ d'arb., dépend. atten-  
dantes 300 m<sup>2</sup>, vue beau-  
pays, sur Puy, Puy. lac.

(18) 38-55-22-22, 24/24 h.

#### VAR

Très belle propriété, vue  
exceptionnelle, panoramicque  
imprenable, surface totale :  
13 036 m<sup>2</sup>, surface bâtie :  
310 m<sup>2</sup>, 7 ch., 41 m<sup>2</sup>,  
salle billard 32 m<sup>2</sup>, cuisine  
équipée, 2 salles de bain,  
2 wc, piscine-cave 135 m<sup>2</sup>,  
grand patio.

Nombreuses possibilités.  
5 km autoroute Paris-Nice.  
16 m<sup>2</sup> pout. 18 trous.  
Prix : 1 700 000 F.

Fonction de paiement.  
Tél. : 04-79-70-70-88  
(le soir de préférence).

#### BISSO 100

33, R. DE LA MADELEINE  
SPERON (92230)  
(16-27) 53-73-73

rech. pr. sa clientèle  
PARIS ET BANLIEUE  
PAYS, TOPAS, ETAS,  
FORETS, ETC.

PAIEMENT COMPTANT  
chez vous notaire.

30' PARIS. Pav. r.-de-ch.  
+ 1<sup>er</sup> ét. 5 p., 5 s., 5 ch.,  
w.c., 20 m<sup>2</sup> (2 vol.), 20  
m<sup>2</sup>, 450 m<sup>2</sup> pelouse  
arborée, terrasse domot.  
s/parc, état neuf absolu  
900 000. Châssis pers. 100 %.

**MEN 43-87-71-55**

38, bd St-Germain, 75017 Paris

#### GOLF DE ST-NOM

SUPERBE PROPRIÉTÉ  
parc 4 000 m<sup>2</sup>, service par.  
Vue splendide sur golf.

LARTIGUES 43-87-86-87.

550 من الأصل







# LOCATIONS

## LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites  
ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,  
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations
<b>PARIS - 3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>				
2/3 Pièces 61 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	6 500 720	OUI	8, rue de Hesse SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. indiv. électr. Pche place des Vosges	3 Pièces 82 m <sup>2</sup> , r.-de-c.	7 700 1 680	OUI	Boulogne 33-35, rue Anne-Jacquin AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Imm. de bon stand. Proximité bois Boulogne. Vis./r.-v.
<b>PARIS - 11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					3 Pièces 66 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	4 000 1 202		Boulogne 95, av. Pierre-Granier SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif M <sup>r</sup> Pra-de-Saint-Cloud
3 Pièces 64 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	4 770 380	OUI	3/7, rue des Nonettes AGF 42-44-00-44	Imm. récent, près M <sup>r</sup> St-Maur, chauff. ind. Vis./r.-v.	2 Pièces 50 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	2 900 950	OUI	Clichy 9, impasse Barbier SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Imm. récent
<b>PARIS - 12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					4/5 Pièces 116 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	5 800 1 900	OUI	Clichy, 7, rue Foucault SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Imm. récent
3 Pièces 81 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	6 350 930	OUI	8/10, rue Jules-César AGF 42-44-00-44	Imm. réa., calme, bon stand., M <sup>r</sup> Bastille, chauff. coll. Vis./r.-v.	4 Pièces 86 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	5 650 742	OUI	Courbevoie, 3, place Charras AXA 40-75-58-26	Chauff. individuel
<b>PARIS - 13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					5 Pièces 103 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	6 650 857	OUI	Courbevoie, 3, pl. Charras AXA 40-75-58-26	Chauff. individuel, Libre au 31-03-89
3 Pièces 61 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	3 900 698	OUI	12, rue du Moulin-de-la-Pointe SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. ind. gaz. Imm. récent	2 Pièces 51 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	3 700 600	OUI	Levallois, 60, rue Rivey AXA 40-75-58-26	Libre au 31-03-89
<b>PARIS - 15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					2/3 Pièces 86 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	7 740 1 382		Neuilly 39, boulevard du Château SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif, Vue dégagée, soleil Imm. bon standing, Chauff. collectif, Vis./r.-v.
3 Pièces 72 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	5 300 1 256		3, place Violet SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. coll., M <sup>r</sup> Charles- Michiel du Commerce Chauff. collectif	2 Pièces 68 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	5 600 1 150		Neuilly 8, rue des Dames-Augustines AGF 42-44-00-44	Imm. de bon standing Chauff. collectif, Vis./r.-v.
2/3 Pièces 73 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	5 500 1 108		4, av. Emile-Zola SAGGEL 47-42-44-44	M <sup>r</sup> Javel Terrasse 38 m <sup>2</sup> , M <sup>r</sup> Motte-Picquet	Studio 40 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	3 430 680		Putteaux 10/16, square L.-Blum AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./r.-v.
5 Pièces 101 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	10 850 1 180	OUI	18, rue Tiphaine LOCARE 45-78-20-22		4 Pièces 73 m <sup>2</sup> , 14 <sup>e</sup> étage	4 234 900	OUI	Putteaux, 1, rue Volta AGF 42-44-00-44	Imm. récent, chauff. indiv. Vis./r.-v.
<b>PARIS - 16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					3 Pièces 82 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	4 850 740	OUI	Putteaux 12, square L.-Blum AGF 42-44-00-44	Chauff. coll. Vis./r.-v.
3/4 Pièces 50 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	7 500 1 672		4/6, rue Charles-Dickens SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif M <sup>r</sup> Pissy Chauff. collectif Vue sur Seine	3 Pièces 78 m <sup>2</sup> , 14 <sup>e</sup> étage	5 060 1 045	OUI	Vanves 7, rue Auguste-Comte SAGGEL 47-42-44-44	Pche M <sup>r</sup> Malakoff Plateau de Vanves Ch. mixte
3/4 Pièces 57 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	7 200 1 389		134, quai L.-Désot SAGGEL 47-42-44-44		3 Pièces 72 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	4 400 803	OUI		
<b>PARIS - 20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>				
2 Pièces 57 m <sup>2</sup> , r.-de-c.	3 800 640	OUI	74-80, rue de Buzenval AGF 42-44-00-44	Imm. récent, M <sup>r</sup> Buzenval Chauff. coll. Vis./r.-v.	4 Pièces 88 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	5 040 850	OUI	Cachan, 34, av. Carnot, AGF 42-44-00-44	Chauff. mod.Vis./r.-v.
<b>78 - YVELINES</b>					4 Pièces 72 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	3 500 1 180	OUI	Gentilly, 23/25, rue de la Division-Ledero AXA 40-75-58-26	Libre au 31-03-89
5 Pièces 111 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	11 600 1 640	OUI	Saint-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-70	Vue directe sur parc Chauff. ind. électr. Chauff. collectif Vis./r.-v.	4 Pièces 80 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	6 100 720	2	Vincennes 138, rue de la Jarry GFF 48-02-38-66	Balc. 10 m <sup>2</sup> , chff. élec., p. de t., sol., calme verd. S/p. 10-03-89, 10/14
5 Pièces 119 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	6 680 1 370	OUI	Versailles Grand Stèle 20/22, prom. Mone-Lise AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./r.-v.	<b>PROVINCE</b>				
2 Pièces 51 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	2 650 720	OUI	Versailles Grand Stèle 2, promenade Vénédic AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./r.-v.	<b>44 - LOIRE-ATLANTIQUE</b>				
4 Pièces 102 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	5 440 1 300	OUI	Versailles Grand Stèle 20/22, prom. Mone-Lise AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./r.-v.	4 Pièces 98 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	5 100 450	OUI	Nantes Les Terrasses de Monelet, 58, bd Meunier-de-Querlon LES NOUV. CONSTRUC. 40-78-03-81	1 <sup>re</sup> occupation, imm. grand stand., tennis, prestations de luxe, terrasse
<b>91 - ESSONNE</b>					6 Pièces	5 400	OUI	Nantes/Orvault Les Domaines d'Orvault LES NOUV. CONSTRUC. 40-94-98-28	1 <sup>re</sup> occupation, maison de haut standing, dans parc arboré, tennis, terrasse
3 Pièces 70 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	2 600 1 050		Wissous, Le Val-le-Croix, route d'Antony GFI 69-20-20-54	Chauff. collectif Espaces verts					
4 Pièces 76 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	3 350 899	OUI	GFI-sur-Yvette Ria, Les Grandes-Coudrales GCI 40-16-28-70	Chauff. collectif. Dans parc					
4 Pièces 80 m <sup>2</sup> , 10 <sup>e</sup> étage	3 400 1 300	OUI	Massy 7, square Y.-du-Menor AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./r.-v. + frais park.					
4 Pièces 102 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	5 250 1 480	OUI	Bois-Colombes, 11/17, r. du Gal-Ledier AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif. Dble séjour, 2 chbrs. Vis./r.-v.					

**INSTITUTIONNELS**  
pour paraître  
dans cette rubrique,  
composer 45-55-91-82,  
poste 4324.



LOCARE



LES NOUVEAUX  
CONSTRUCTEURS



SÉLECTION

Les Belles P

سكوا من الأصل



# SÉLECTION IMMOBILIÈRE

**IMMOBILIER  
D'ENTREPRISE**

[illegible]

## *Les Belles Propriétés du Monde*

**LAMORLAYE PROCHE**

Au calme, sur 2 800 m<sup>2</sup> clos et paysagé, belle villa contemporaine comp. : hall, cuis. aménagée, coin repas, s.d., salon avec cheminée, wc, avec lav-matrs, bureau et s.-b-m. au 1<sup>er</sup> au rez-de-chaussée, 4 belles chambres, s. de bain, wc, dressing, garage intégré 2 vols. Prix justifié : 1 780 000 F.

Agences n° 1 - S.A. Groupe BGS, 77, rue du Commerce 90500 Chantilly, 1/19 44-57-15-10.

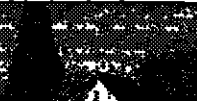


## CHANTILLY

*Maison récente, entrée, séjour, cuisines, 6 chambres, salle d'eau, w.c., garage, cellier, jardin 622 m².*  
**Px : 800.000 F.**

**Agences**

Agence n° 1 - S.A. Groupe BGS,  
 77, rue du Commerce, 60500 Chantilly,  
 (18) 44-87-15-10.




## SENLIS

*Lisière de forêt d'Ermenonville, jolie maison récente, sur 600 m<sup>2</sup> arborés à entretenir, séjour 40 m<sup>2</sup>, cuisine, 5 chambres dont 3 avec salle de bains, wc, granier, porche, s/sol total avec garage. Px: 1 300 000 F.*

**Agence**

Agences n° 1 - S.A. Groupe BGS,  
4, av. Foch, 60300 Senlis (01) 44 53 22 95.



**Maison 1980, entrée, séjour double, cheminée, cuisine, 4 chambres, salle de bains, w.-c., sous-sol total, garage, jardin 600 m².**  
**Prix : 1.548.000 F.**


**Agences n° 1 - S.A. Groupe BGS,**  
 77, rue du Connétable  
 60500 Chantilly - (16) 44-57-15-10.

**Agence n° 1**

**Dans un cadre résident. proche Chantilly gare, magnif. construct. de 7 pces princip. : entr., cuis. équip., nbx rangs, 2 s. de bns, 2 w.-c., s./sol compl. amén., le tt sur 1.000 m<sup>2</sup> clos, expos. sud.**

**Prix : 1.700.000 F.**

**Agences n° 1 - S.A. Groupe BGS, 77, rue du Connétable 60500 Chantilly, - (16) 44-57-15-10.**



**Prox. Chantilly, maison de 172 m<sup>2</sup> habi. sur terrain de 969 m<sup>2</sup>. Entrée, séjour 48 m<sup>2</sup> av. cheminée, cuis. amén., 5 chbres, 2 s. de bns, w.-c., s./sol total, garage.**  
**Prix : 1.700.000 F.**

**Agences n° 1 - S.A. Groupe BGS, 4, avenue Foch - 60300 Santis. Tél. : (16) 44-53-28-96.**



## Communication

Tensions chez les artistes-interprètes et les auteurs

### Les laissés-pour-compte de l'Eldorado audiovisuel

Après les grèves du secteur public à l'automne, voici que les artistes-interprètes, à leur tour, menacent de paralyser la production et que les auteurs se plaignent de spoliation. Eldorado des uns, l'audiovisuel semble, pour les autres, une industrie en péril.

Curieux paradoxe ! Pas un jour ne se passe sans qu'une nouvelle chaîne par câble ou par satellite ne se crée. La publicité télévisée s'envole : + 27 l'an dernier après + 37 en 1987 ! Banquiers et entrepreneurs privés s'entichent de production audiovisuelle, alors que les particuliers, appâtés par des Sofica, y ont déjà investi plus de 850 millions de francs. Quel autre secteur économique peut se prévaloir de telles performances et de tels résultats ?

Pourtant, cris d'alarme et signaux de détresse se multiplient. « Nous n'avons plus rien à perdre », entend-on dire de toute part. A l'automne, les grévistes du secteur public, partis en guerre contre leur condition salariale, s'enferment peu à peu dans un des plus longs mouvements de grève à la télévision. Et le feu n'est pas encore éteint. FR 3 ne diffuse toujours pas son avenir et la SFP ne sait même plus s'il lui en reste un.

Dimanche 5 mars, après trois heures d'une assemblée générale fiévreuse, les artistes-interprètes votent à leur tour, à une très grande majorité, un préavis de grève illimitée pour le 29 mars. Une grève de la production télévisée, de l'industrie du doublage, et qui pourrait s'étendre aussi au tournage de longs métrages : une grève-menace témoignant d'un malaise diffus, d'un sentiment d'appartenance à une « profession sinistrée ».

Une profession lâchée aussi par les plus célèbres des siens. Les messages et témoignages de sympathie câblés par Suzanne Flon ou Geneviève Fontanel n'ont pas réussi à masquer l'absence de Michèle Morgan, Roger Hanin, Marie Dubois, Pierre Arditi, Evelyn Bouix et autre Bernard Giraud qui s'étaient déplacés pourtant, dix-huit mois auparavant, pour soutenir une première vague de revendications. Les artistes désespèrent alors les

atteintes à leur convention collective, le « *brodage* par l'INA de son stock aux chaînes privées », le montant des cachets pour les rediffusions. Dimanche, les interprètes reprochaient aux télévisions la « *trahison* » de leurs engagements de 1988 : moins de trente-six mille journées de travail fournies par les chaînes l'an dernier, au lieu des quarante-quatre mille d'habitude garantis par écrit. « Nous avons été floués », s'indignait François Parrot, délégué général du SFA-CGT.

Mais, au-delà des revendications conjoncturelles, à dix-huit mois de distance, revenaient les mêmes craintes, les mêmes interrogations : l'emploi de la langue française, délaissée pour les grandes coproductions internationales, les « cadences infernales » qui font toujours s'accrocher les rythmes des tournages, le travail qui se raréfie. « Je tournais dans trois téléfilms par an, maintenant un comédien. Je n'ai pas tourné depuis trois ans. »

#### Amertume

Les artistes-interprètes qui se pressaient dimanche salle Gémier, à Paris, n'avaient rien à voir avec ceux qui, la veille, dédaignaient leurs césars du haut de leur notoriété. Seconds rôles de ces « dramatiques » qui ont fait les beaux jours de l'ORTF, ils découvrent avec amertume que l'INA n'est plus guère de place dans la nouvelle donne commerciale des télévisions d'aujourd'hui : coproductions européennes de prestige avec vedettes internationales, d'un côté, « sit-com » (*Maguy* ou *Marc et Sophie*) employant toujours les mêmes têtes d'affiche, de l'autre.

Restent à ces laissés-pour-compte le doublage et la rediffusion. Comment ne pas comprendre alors — à défaut d'approuver un certain irréalisme financier — les revendications dont l'un et l'autre sont l'objet ? L'an dernier, les artistes-interprètes faisaient grève pour se protéger de la concurrence québécoise dans le doublage et bataillaient ferme pour obtenir de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), de la Cinq et de M6 une substantielle rémunération des rediffusions. Aujourd'hui, ils ouvrent un nouveau front en réclamant un droit à rémunération sur les séries... doublées !

Mêmes causes ? Mêmes effets ? Le rapprochement serait à nuancer. Mais le recul de la production de fictions et la quasi-disparition des documentaires à la télévision, ne sont pas pour rien dans la colère des auteurs et des réalisateurs. Cent trente, parmi lesquels Charles Brabant, Marcel Carné, François Reichenbach et Claude Sauter, pour les plus connus, viennent d'adresser une « mise en demeure » à l'INA, détenteur des archives de l'ORTF, accusé de commercialiser « sans autorisation préalable, des œuvres dont il ne détient pas ou plus les droits d'exploitation ». Une initiative orchestrée par deux sociétés d'auteurs, la SCAM et la SADC (1).

L'INA n'est pleinement propriétaire que des supports (pellicule ou bande magnétique), explique le directeur général de la SADC, M. Hubert Astier. Il l'est aussi des droits d'exploitation des œuvres, mais seulement pour des durées déterminées, dix ans le plus souvent. Après, il faut négocier avec les auteurs des œuvres concernées pour pouvoir continuer à les commercialiser. « Aussi la SCAM et la SADC proposent-elles un accord global au terme duquel l'INA reverserait 20 % du prix de vente aux auteurs. »

Un armistice dont l'INA, qui s'estime légitime propriétaire des archives, ne veut pas entendre parler. « Cette subtile distinction entre support et droits d'exploitation est bien tardive, ironise le PDG de l'INA, M. Janine Langlois-Glandier. Elle n'est pas du tout conforme à l'esprit d'une ORTF qui finançait 100 % du coût des œuvres. Elle néglige aussi le forfait annuel versé par les chaînes aux auteurs d'auteurs. Un cas unique au monde. » Le forfait payé l'an dernier par TF 1, A 2 et FR 3 ne s'est-il pas élevé au total à la coquette somme de 500 millions de francs ? Aux yeux de l'INA, et non sans raison, ces exigences supplémentaires mettraient en péril l'existence même d'un marché secondaire (d'occasion) des œuvres audiovisuelles en France et constitueraient ainsi un handicap nouveau pour la création.

Des procès sont en cours et une première tentative de conciliation a récemment échoué. Aussi le mini-

tre délégué à la communication, M<sup>me</sup> Catherine Tasca, vient-elle de nommer un « M. Bons Offices », le conseiller d'Etat Jean-François Théry. Cette affaire illustre une nouvelle fois la difficulté du paysage audiovisuel français à trouver son équilibre. Et celle de ses professionnels à retrouver une place compatible avec les nouvelles lois du marché.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) SCAM : Société civile des auteurs multi-médias ; SADC : Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

#### A propos du rachat de Pathé

##### M. Parretti dénonce « la campagne malveillante » de la presse

Le groupe de M. Giancarlo Parretti a démenti, mardi 7 mars, avoir procédé en décembre 1986 à une importante augmentation de capital (300 millions de francs) de sa société Interpart « en argent liquide ». L'un des collaborateurs du groupe, M. Salvatore Picciotto, administrateur délégué de la filiale Interpart Edition, a précisé que les termes « versements en espèces », utilisés par le Journal officiel du Grand Duché du Luxembourg et reproduits par le quotidien *le Figaro*, signifient en fait « versement en numéraire » (*le Monde* du 8 mars).

« Nous avons procédé de la façon la plus normale, en apportant une attestation de notre banque prouvant que nous disposions bien des liquidités nécessaires. Les transferts s'effectuent de banque à banque par virements (...). Nous n'avons pas touché d'argent liquide au Luxembourg », a conclu M. Picciotto. Il a également annoncé l'intention du groupe Parretti de porter plainte contre « la campagne malveillante » menée par différents organes de presse, qui s'interrogent depuis plusieurs semaines sur l'origine exacte des fonds de M. Parretti. Celui-ci vient notamment de prendre le contrôle, pour 950 millions de francs, du groupe cinématographique Pathé-Cinéma.

#### La concentration dans les réseaux câblés américains

### La fusion Time-Warner provoque l'inquiétude de nombreux groupes audiovisuels

NEW-YORK

de notre correspondant

Bien que la plupart des analystes estiment que la fusion annoncée le 4 mars entre Time Inc. et Warner Communications Inc., deux géants de la communication, sera réalisée dans les délais prévus, la plupart des firmes intéressées par la production et la distribution de programmes critiquent amèrement la naissance d'un géant que peu d'entreprises seront en mesure de concurrencer.

« Je suis particulièrement troublé par la force potentielle que Time-Warner sera sans doute en mesure de développer dans l'avenir », affirme Robert Wright, président du réseau national de télévision NBC (National Broadcasting Company). Empêché par la loi de posséder sa propre des réseaux câblés, NBC — qui est surtout une entreprise de production — est en mesure, dès à présent, de démontrer le danger de la création d'un mastodonte de la production et de la distribution. En effet, la chaîne s'apprête à lancer deux programmes réguliers de télévision, l'un consacré aux affaires et l'autre à la protection des consommateurs. Les deux productions sont destinées à être diffusées sur des réseaux câblés.

« Sollicité, Time Inc. a refusé d'injecter nos nouveaux programmes sur ses réseaux », affirme le responsable du secteur câble chez NBC, qui pense que « Warner fera de même désormais ». Si le refus des deux sociétés est confirmé, NBC aura perdu l'accès à cinq millions et demi de prises à travers le pays. Pourquoi ce refus ? Selon Paula Greer, une analyste spécialisée du cabinet de recherche sur l'audiovisuel Paul Kagan & Associates, « Time dispose désormais d'un puits de programmes grâce au catalogue d'images de Warner et n'éprouve pas le besoin de s'approvisionner ailleurs ».

Une autre maison offre un aperçu des difficultés à venir : Universal Pictures, la célèbre maison de production de films, dispose d'un contrat de distribution avec Home Box Office (HBO), le canal de télévision payante de Time. « Time, maintiendra-t-elle notre contrat maintenant qu'elle possède une

maison de production ? », se demandent les responsables de Universal.

Andrew Schwartzman, directeur d'une association de défense des consommateurs, Media Access Project, en déduit que la « fusion Time-Warner réduira la liberté d'information, car elle diminuera la concurrence sur les réseaux de la nouvelle firme ». M. Schwartzman affirme également que la fusion pourrait faire baisser les prix payés par les opérateurs de réseaux câblés aux producteurs de programmes : « Personne ne connaîtra jamais les prix payés par Time à Warner... »

Il est indubitable que la combinaison entre un opérateur de réseaux câblés et un producteur d'images inquiète gravement les maisons de production. Ensemble, Time-Warner représentera le second opérateur du pays, après Tele-Communications Inc., et pourra raisonnablement espérer une expansion à l'étranger. Évitant la presse mais expliquant leurs intentions aux analystes des firmes d'investissements, les responsables des deux sociétés ne cachent pas leur volonté de partir à la conquête de l'Europe et de l'Asie.

« Si nous réussissons notre fusion, le monde sera notre réseau », nous promet, sans sourcil, Steven Ross, président de Warner, qui rappelle que Time possède une option contractuelle sur le canal Cable News Network (CNN), au cas où la société mère de celui-ci, Turner Broadcasting Corp., venait à être vendue. L'analyste Felix Rohatyn de la banque Lazard Frères remarque à ce propos que Time-Warner présentera un endettement relativement mineur — 19 milliards de francs — ce qui lui permettra d'envisager avec aisance de nouvelles acquisitions.

Après un premier mouvement de grande surprise, le marché boursier s'est ressaisi mardi, propulsant le titre Time à 116,75 dollars (+9,25). Est-ce un signe de satisfaction des milieux boursiers ? Rien n'est moins sûr. Selon les analystes, la rumeur sur Time est due surtout à l'espoir de certains investisseurs de voir se matérialiser une contre-offre sur l'ensemble du capital de Time, autrement dit une OPA hostile de la part de ceux qui ne seraient pas d'accord avec la fusion.

CHARLES LESCAUT.

# Le Monde DE L'EDUCATION

## LE PALMARÈS DES PRÉPAS

Comment s'inscrire dans une prépa aux écoles scientifiques, littéraires, commerciales, ainsi qu'à l'IEP de Paris. Où et comment déposer sa candidature, compte tenu de son dossier scolaire. Concours par concours, les prépas les plus performantes. Un dossier pratique complet.

#### ÉCOLES NORMALES SUPÉRIEURES : UNE NOUVELLE JEUNESSE

Les ENS sortent d'une longue période de réforme. Leurs débouchés se diversifient, la rue d'Ulm menace Polytechnique. Le point sur ces temples de l'intelligence à la française.

#### POLITIQUE ÉDUCATIVE : LE DÉFI DE LIONEL JOSPIN

Pour comprendre ce que le ministre propose. Pourquoi les enseignants s'y opposent. Le point sur les négociations en cours.

Le Monde DE L'EDUCATION

Pour bien comprendre ses enfants. Pour préparer leur avenir.

# Le Monde DE L'EDUCATION

le défi de Lionel Jospin  
palmarès 88  
des classes  
préparatoires

## la nouvelle jeunesse des écoles normales supérieures

les débouchés se diversifient  
Polytechnique menace  
par la rue d'Ulm



Numéro de mars - 124 pages - 17 F  
En vente chez votre marchand de journaux

هكذا من الأصل



# Économie

## Un entretien avec M. Marc Viénot, président de la Société générale

### SOMMAIRE

■ Dans un entretien au Monde, M. Viénot, président de la Société générale, plaide pour une remise au point de la déontologie des marchés parisiens (lire ci-contre).

■ Les grèves sporadiques du secteur public et les journées d'action conduisent le gouvernement à se montrer vigilant (lire page 42).

■ Dans sa dernière note de conjoncture, l'INSEE estime que la croissance économique devrait ralentir en France d'ici à l'été (lire page 42).

■ M. Jean-Marc Vernes, PDG de Béghin-Say et de la Banque industrielle et commerciale du Marais, est actuellement au centre de deux enquêtes (lire ci-dessous).

(Suite de la première page.)

— Maintenant que la bataille est finie, pouvez-vous nous indiquer quelles ont été les grandes lignes de votre défense ?

— Elle s'est appuyée sur une idée simple, affirmée avec constance : le refus de tout « actionnariat de référence ». C'est une notion que j'ai toujours refusée, comme toutes les grandes banques commerciales étrangères. Dans une grande banque commerciale universelle, il ne peut y avoir d'actionnaire de référence ou, pour reprendre l'expression de M. Pébereau, de « *primus inter pares* ». Le métier de banquier commercial exige une liberté de jugement de tous les jours et une totale indépendance. Sur ce thème, nous avons recueilli, sinon celui de la Banque de France, du moins l'appui de nos clients, de nos actionnaires et plus largement de la presse et de l'opinion publique.

— Nous avons mené simultanément deux actions : rassembler à nos côtés des actionnaires qui partagent notre conception de l'actionnariat d'une grande banque commerciale, d'une part ; souligner les contradictions de l'hétéroclite coalition adverse, d'autre part.

— Des grands investisseurs privés, industriels et financiers, sont également venus vous soutenir ?

— La plupart n'ont pas souhaité jusqu'à aujourd'hui que leur participation soit rendue publique, position que nous avons comprise et respectée. Mais rassurez-vous, la saison des rapports

annuels approche, et votre curiosité sera bientôt satisfaite.

— Mais n'oubliez pas le soutien des actionnaires individuels. Nous avons veillé à les tenir informés et n'avons pas hésité à leur conseiller dans certains cas de vendre quand les cours étaient élevés. Ils nous en ont été reconnaissants et la plupart nous ont témoigné leur fidélité.

— Comme nous l'avait indiqué de grandes banques étrangères au plus fort de la bataille, cet actionnariat et en particulier les actionnaires clients constituent un élément-clé de la protection de l'indépendance d'une banque.

### « Le secteur public n'est pas un bloc »

— Venons-en à l'accord. Vous étiez partisan d'un actionnariat diversifié et divers. Vous avez accepté un actionnariat concentré et organisé, avec huit actionnaires de premier rang possédant au total 35 % du capital.

— Cette notion d'actionnaire de premier rang n'est pas la nôtre : nous ne voulons ni d'actionnaire de premier rang ni de « *primus inter pares* », mais des actionnaires attachés au développement de la banque. Il n'y a pas non plus de bloc organisé d'actionnaires contrôlant une fraction du capital, ce qui serait une infraction à la loi bancaire. Notre actionnariat est bien tel que nous l'avons toujours souhaité : diversifié et associant des entreprises privées et publiques, des investisseurs français et étrangers, le personnel de la banque et le public.

— Mais, contrairement à l'une de vos conditions, deux action-

naires ont plus de 4,5 % de votre capital : la Caisse des dépôts, qui, avec 6 % est votre premier actionnaire, et le GAN, qui possède 4,9 %.

— Il est vrai que les deux établissements que vous citez ont une position particulière. En ce qui concerne la Caisse, je ne crois pas qu'elle ait la prétention d'être un actionnaire de référence de la banque. Associée à l'offensive de M. Pébereau, elle avait un peu plus de 7 % du capital. Elle a accepté à notre demande de ramener sa part à 6 % et ne sera pas représentée au conseil d'administration. Le niveau de participation du GAN est plus difficile à comprendre. Il est en effet plus élevé que celui de compagnies d'assurance de taille plus importante et ayant avec nous des relations d'affaires développées. Laissons au temps le soin de nous éclairer sur ce qu'étaient les véritables motivations des dirigeants du GAN.

— Le secteur public est passé dans le capital de la Société générale de 12 % au moment de la privatisation à 15 % avant l'offensive de M. Pébereau et à 22 % aujourd'hui. N'y a-t-il pas là les signes d'une rationalisation « rampante » ?

— Je rejette la conception qui consiste à prendre le secteur public comme un bloc. La place du secteur public en France est un fait de société. Il est composé d'entreprises dont le capital est contrôlé par l'Etat, entreprises dont la qualité de gestion est souvent proportionnelle à l'indépendance que leurs dirigeants successifs ont su préserver. Ce n'est pas l'Etat qui est actionnaire de la Société générale, mais plusieurs entreprises publiques. Il n'y a pas, comme cela a été dit dans d'autres cas, de « blocs » d'actionnaires, ne serait-ce que parce que, je le répète, de tels blocs constitueraient une infraction au regard des réglementations bancaires nationales et internationales. Je vous ferai remarquer également que dire que le secteur public détient 22 % du capital, c'est aussi souligner que le secteur privé détient 78 % du capital. Compte tenu des redistributions intervenues au cours des derniers mois au sein de ces 78 %, M. Pébereau avait raison de dire dans vos colonnes que son opération marquait la véritable privatisation de la Société générale.

### Le rôle de Rhône-Poulenc

— Vous qui êtes opposé au mariage entre banque et assurance, vous vous retrouvez avec six assureurs dans votre capital !

— C'est sans doute le meilleur moyen pour avoir pas à nouer d'alliance exclusive ! Sur les rapprochements entre la banque et l'assurance, je ne prétends pas qu'il n'y a pas de points de rencontre entre les deux professions. Les assureurs convoitent, et ils ont bien raison, les réseaux de distribution des banquiers. Notre clientèle, à nous banquiers, peut nous demander des produits d'assurance. D'ailleurs nous lui en proposons depuis longtemps dans l'assurance vie : la Société générale a été en 1971 — il y a dix-huit ans ! — la première banque française à prendre une participation dans une société d'assurance. L'an dernier, nous avons distribué plus de 4 milliards de francs de primes. Qu'au beau milieu du débat sur la synergie banque-assurance en France, la Deutsche Bank ait opté récemment pour la même stratégie plutôt que de « convoler » avec une compagnie d'assurance, comme chacun nous y incite aujourd'hui, est finalement assez réconfortant.

— En dehors de l'assurance vie, il existe des coopérations possibles avec des assureurs. Notre objectif sera toujours de rechercher le meilleur produit pour nos clients, ce qui écarte la perspective d'une relation exclusive avec un seul assureur. Plus généralement, je ne vois pas en quoi les complémentarités dont nous parlons doivent nécessairement conduire à des rapprochements en capital. Totaliser des bilans pour pouvoir se présenter comme le numéro un européen me semble être une idée un peu naïve.

— Finalement vous êtes assez proche de M. Bérégovoy, sur ce point en tout cas ?

— Mais sur beaucoup d'autres aussi !

— M. Jean-René Fourton, président du groupe public Rhône-

Poulenc, a investi plus de 600 millions dans le capital de votre banque. Y a-t-il un accord de participation croisée entre Rhône-Poulenc et la Société générale ?

— Non, il n'y a pas d'accord formel. Comme M. Bérégovoy, président d'Ass. M. Fourton a joué dans le dénouement de cette affaire un rôle décisif. Il souhaitait voir se rétablir de bonnes relations entre son actionnaire, l'Etat, et sa banque, la Société générale. Entre nos deux entreprises, comme avec la CGE, existent des liens historiques et des affinités traditionnelles. M. Fourton a raison de penser que si son entreprise demande à la Société générale un soutien en capital pour se lancer dans tel ou tel projet, en France ou à l'étranger, elle nous trouvera à ses côtés plus encore demain que dans le passé, ce qui n'est pas peu dire.

— L'accord prévoit aussi l'entrée de trois nouveaux administrateurs dans votre conseil d'administration. Il sera désormais « pluraliste » comme le souhaitait M. Bérégovoy avec des proches du RPR, de l'UDF et du PS : un petit Parlement à la tête de l'entreprise ?

— Le mot Parlement ne me paraît pas exact. Quant au pluralisme, si c'est de politique qu'il



s'agit, il n'a rien à faire dans l'entreprise. Je suis choqué par cette prétention d'attribuer des étiquettes politiques aux membres du conseil d'administration d'une société privée.

— Votre victoire n'est-elle pas, en définitive, celle de l'établissement financier ?

— Je n'ai pas, personnellement, le sentiment d'appartenir à un établissement quelconque. Je ne sais d'ailleurs pas très bien ce qu'est l'établissement financier. La tentative de M. Pébereau avait peut-être une certaine parenté avec ce que l'on appelle la nouvelle finance, c'est-à-dire la remise en cause de concepts traditionnels plutôt conservateurs. Ce serait le mouvement opposé à l'inertie. Moi, je suis plutôt en faveur du mouvement, encore faut-il que celui-ci s'appuie sur des idées vraiment nouvelles. Je n'en ai pas trouvés dans les propositions de M. Pébereau.

### Aucune

manipulation de cours

— La COB a mis beaucoup de temps avant d'engager une enquête. Avez-vous, de votre côté, repéré certaines irrégularités ?

— Depuis le début de cette affaire, nous nous sommes fixés comme règle de conduite de ne faire aucun commentaire sur les enquêtes annoncées ou en cours.

— La Société générale n'a-t-elle pas procédé à des manipulations de cours ?

— Dans quel but ? Je ne vois pas pourquoi la banque aurait eu intérêt à manipuler les cours. Nous ne nous sommes livrés à aucune manipulation.

— Toute cette affaire n'a-t-elle pas gêné l'activité de la banque ? Ne risque-t-elle pas d'affecter les résultats de 1988 ?

— Non, absolument pas : notre banque est capable de faire deux choses à la fois. La profonde cohésion de nos équipes a permis de laisser la charge matérielle de la défense de la banque à un petit groupe de personnes pendant que d'autres continuaient de gérer l'ensemble de nos activités avec la sérénité requise par notre métier. Comme le laissent pressentir les résultats du premier semestre, nos résultats 1988 seront bons.

Nous avons par ailleurs restructuré notre activité, haut de

bilan (prises de participation, fusions et acquisitions, projet financing...). J'ai noté avec satisfaction que nous apparaissons au cinquième rang des « arrangeurs » d'opérations financières en 1988, ce qui est un bon début.

— Avec M. Pébereau, vous seriez peut-être au premier rang ?

— Eh oui (rires)... Nous serions maintenant actionnaire minoritaire des Wagons-Lits. Nous avons peut-être manqué l'occasion de notre vie !

— Si elle est votée au printemps, la loi sur le « démantèlement » risque-t-elle de remettre en cause l'accord auquel sont parvenus tous les protagonistes ?

— Non. L'accord n'est pas un pacte d'actionnaires au sens où l'entend le projet de loi. A ce sujet, je suis tout à fait surpris que l'on puisse traiter de façon singulière une catégorie d'entreprises, les sociétés privatisées. Je ne suis pas convaincu que le Parlement et le Conseil constitutionnel se résolvent à créer une catégorie juridique nouvelle qui devrait s'éteindre en 1992.

— Il est aussi surprenant de priver ces entreprises, et elles seules, des moyens de défense que constituent les accords entre actionnaires alors que de très nombreuses sociétés françaises ou européennes continueront à pouvoir y recourir. On n'opposera que le gouvernement pourra refuser une prise de participation de 10 %. Mais que l'Etat s'institute arbitre n'est pas le signe donné à l'étranger d'un engagement vers un jeu plus affirmé du marché.

### « Il paraît

que j'ai surpris »

— Paradoxalement cette offensive, qui aurait dû conduire à votre éviction de la présidence de la Société générale, n'a-t-elle pas conforté votre légitimité tant au sein de la banque que dans les milieux français et étrangers ?

— Je n'aime pas ce terme de légitimité emprunté au droit public. A l'intérieur de la banque, elle n'a, je crois, jamais été mise en cause. Il y a dix-sept ans que je suis à la Société générale et j'en ai été directeur général pendant dix ans. Vis-à-vis de l'extérieur, il paraît que j'ai surpris. J'avais, n'a-t-on appris, la réputation d'être désinvolte, voire dillettante. Cela prouve que l'on a souvent tort de ne pas se faire connaître. Je crois que notre résistance, je veux dire celle de notre groupe, a été plutôt appréciée dans la communauté financière française et étrangère. De ce point de vue, la Société générale, dont les équipes ont fait preuve d'une remarquable cohésion, sort renforcée. Ce qui est attristant, voire consternant, c'est l'image de la place financière de Paris donnée à l'étranger. A cet égard, nous sommes tous durablement touchés.

— Pensez-vous plus particulièrement à l'échec européen de 1993 en disant cela ?

— Evidemment ! Comme vous le savez, cette échec est d'une particulière importance dans le secteur financier. L'unification du marché européen reste un défi pour la France, surtout un défi pour notre mode d'approche des problèmes économiques et financiers.

— Aussi longtemps que Paris restera une place sinon suspecte, du moins singulière, à la déontologie incertaine, que les entreprises françaises demeureront à la fois protégées et handicapées par la protection même dont elles font l'objet, que l'économie mixte demeurera un concept ambigu, nous ne pourrions avoir de comportement adulte et européen. Comme l'ont noté à propos de l'affaire Société générale des observateurs étrangers, les Français ne sont décidément « pas prêts à jouer dans la cour des grands ».

— Si le dénouement de l'offensive menée contre la Société générale pouvait contribuer à nous faire accepter, collectivement, ces « règles de la cour des grands », je crois qu'on pourrait alors, comme vous le suggériez dans votre première question, dire qu'il n'y a que des vainqueurs à l'issue de cette bataille.

Propos recueillis par  
ERIK IZRAELEWICZ

### L'échange de titres avec European Sugar

## La COB transmet au parquet le dossier Béghin-Say

Y a-t-il une affaire Béghin-Say ? Oui, avait suggéré le chef de l'Etat à l'émission « 7 sur 7 » du 12 février sur TF1, en évoquant « toutes les affaires en cours dont on ne parle pas », précisant même que des montants « hors de proportion » — 865 millions de francs — étaient en jeu dans le dossier Béghin-Say. En rendant le 7 mars ses conclusions dans l'enquête qu'elle avait ouverte le 19 juillet 1988 sur la société dirigée par M. Jean-Marc Vernes, proche de Jacques Chirac, la Commission des opérations de Bourse (COB) a confirmé que des irrégularités avaient bel et bien été commises lors d'un échange de titres entre le groupe sucrier français et European Sugar, une filiale à 100 % de sa maison mère, le groupe agroalimentaire italien Ferruzzi.

En 1986 et 1987, Béghin avait acquis sur ses deniers, mais pour le compte de Ferruzzi, 7 % du capital de la firme Montedison, pour un montant de 1,3 milliard de francs. Il devait le 28 décembre 1988 céder cette participation à European Sugar, pour 1,05 milliard de francs. Le manque à gagner — 860 millions

de francs — était jugé normal par les dirigeants de Béghin-Say, qui attribuaient cette moins-value aux conséquences du krach boursier d'octobre 1987.

Loin de se satisfaire de cette explication, la COB estime, après enquête, que des manquements aux dispositions de la loi sur les sociétés ont été commis. « La commission demande de ce fait à la société Béghin-Say de convoquer sans délai une assemblée générale, afin que ses actionnaires puissent délibérer sur les conventions en l'état irrégulières. » La COB demande en outre qu'un expert de minorité — chargé d'évaluer les préjudices causés aux actionnaires minoritaires — soit désigné, « en raison de la difficulté rencontrée pour porter un jugement définitif sur la détermination de la parité d'échange des titres Montedison et Saint-Louis, et de l'importance des sommes en cause ».

Les conclusions de la COB, qui frappent par leur sévérité, laissent entrevoir des suites graves pour les responsables impliqués : « Les faits rapportés par l'enquête pourraient

recevoir des qualifications pénales. Certains faits sont de nature à donner lieu à des poursuites disciplinaires à l'égard des commissaires aux comptes. La responsabilité civile de ces derniers et des dirigeants sociaux pourrait être recherchée. » La COB a enfin jugé préférable de laisser l'initiative d'action au parquet « afin de ne pas provoquer des pluralités de procédures ».

A peine ce communiqué diffusé, le PDG de Béghin-Say, M. Jean-Marc Vernes, a fait savoir que la transaction litigieuse relevait « d'opérations courantes conclues dans des conditions normales et qui n'avaient donc pas besoin d'une autorisation préalable du conseil d'administration ». M. Vernes a précisé que Béghin-Say fournirait à l'expert désigné « toutes les informations qui lui seront nécessaires ». Y a-t-il une affaire Béghin-Say ? Oui, répond manifestement la COB. Mais un non reste singulièrement absent : celui du groupe Ferruzzi, dont on semble oublier qu'il est le principal bénéficiaire de l'opération.

ERIC FOTIORINO.

## La justice se penche sur l'achat de l'Office d'annonces

Le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire, confiée à la brigade financière de la police judiciaire, sur les conditions du rachat en 1987 de 10 % du capital de l'Office d'annonces (ODA). Cette filiale d'Havas détiend le monopole de la publicité sur les annuaires téléphoniques et en tire de substantiels revenus : 2,4 milliards de chiffre d'affaires et 73,4 millions de bénéfice net en 1987.

A la veille de la privatisation d'Havas par le gouvernement de M. Jacques Chirac, l'ODA voit renouveler son contrat de régisseur exclusif des annuaires PTT jusqu'en l'an 2003. En échange, France-Télécom entre à 34 % dans le capital de la société, participation qu'elle a portée en janvier de cette année à 43,8 % pour se trouver à parité avec Havas. Cet accord entre les PTT et le groupe publicitaire prévoit que 10 % du capital de l'ODA seront introduits en Bourse sur le second marché en 1990. Dans l'attente, cette participation doit être « portée » par un groupe financier. Le choix de la direction d'Havas se fixe alors sur la Banque industrielle et commerciale du Marais, présidée par M. Jean-Marc Vernes.

Or, au même moment, M. Jean-Marc Vernes est sélectionné par M. Edouard Balladur, ministre des finances et de la privatisation, pour faire partie des actionnaires du « nouveau dur » d'Havas. Cinq jours après avoir racheté les 10 % de l'ODA, il entre au conseil d'administration d'Havas. Un conseil d'administration dont l'opposition socialiste

d'abord dénonce le « verrouillage » par des proches du RPR.

C'est cette « coïncidence » de dates qui suscite aujourd'hui l'enquête préliminaire de la justice. Le choix de M. Vernes a-t-il été effectué avec le minimum de transparence nécessaire au sein des organes dirigeants d'Havas ? Les modalités particulières qui régissent la prise de participations d'un actionnaire du groupe publicitaire dans l'une de ses filiales ont-elles été respectées ? Le prix de cession des 10 % de l'ODA (130 millions de francs) a-t-il été sous-évalué pour permettre à M. Vernes de réaliser une confortable plus-value lors de l'introduction du titre au second marché ? Autant de questions qui avaient été déjà soulevées, il y a quelques mois, lorsque le président de la Banque industrielle et commerciale du Marais s'était opposé au réajustement du « nouveau dur » d'Havas conduit par M. André Rousselet.

Il est clair qu'au sein du gouvernement on ne serait pas fâché de montrer que l'« affairisme » sévit aussi à droite et que les privatisations ont donné lieu à des opérations peu transparentes. A la direction d'Havas, on se borne à préciser que la vente des 10 % de l'ODA a été précédée d'une expertise et que le choix de la Banque du Marais, discuté au cours de quatre conseils d'administration d'Havas, ne doit rien à des pressions politiques.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

les éditions ouvrières

LA COMMUNE, SON BUDGET, SES COMPTES



René DOSIÈRE, Marc WOLF

LA COMMUNE, SON BUDGET, SES COMPTES

Guide pratique d'analyse financière

Le best-seller dans la gestion municipale.

10<sup>e</sup> éd. revue et corrigée  
Collection « Pouvoir local »  
348 pages - 82 F

12 avenue Sœur-Rosalie  
75612 Paris Cedex 13



# Économie

## AFFAIRES

### Les chantiers navals danois et yougoslaves enregistrent une hausse de leurs carnets de commandes

Le volume mondial des commandes de navires a diminué de 257 117 tonnes de jauge brute (TJB) au dernier trimestre 1988 par rapport au trimestre précédent, selon les dernières statistiques du Lloyd's Register of shipping, le bureau de classification maritime des Lloyd's, publiées le 6 mars à Londres. Plus de 91 % des commandes doivent être livrées d'ici à la fin de 1990.

Le Danemark, la Yougoslavie et les Pays-Bas ont enregistré une hausse de leurs carnets de commandes, tandis que des réductions « substantielles » étaient constatées pour le Japon et la Corée du Sud, notamment, malgré un et numéro deux dans le monde. La chute est surtout sensible pour la Corée du Sud, qui depuis trois ans faisait des efforts considérables pour, progressivement, prendre des parts de marché au détriment du Japon.

Commentant ce recul courtier (en réalité plus important que ne l'indiquent les statistiques car depuis cinq mois le gouvernement de Séoul a mis en œuvre un plan de renforcement de la flotte marchande avec évidemment des commandes dans les chantiers nationaux), la chambre syndicale des constructeurs de navires en France indique : « Déjà en 1987, les chantiers navals coréens affichaient dans leur ensemble 328 millions de dollars de pertes, mais en 1988 ces pertes ont littéralement explosé. Le seul chantier naval coréen qui tire apparemment son épingle du jeu est Samsung, grâce à son intégration dans le plus grand groupe industriel du pays. Mais les autres constructeurs de navires ne peuvent plus combler leurs pertes. La Korean Shipbuilding and Engineering Corp. (KSEC) a fait faillite et est gérée depuis un an par un administrateur judiciaire. Ce chantier n'a pris aucune commande en 1988. »

### Pour obtenir la liberté des prix du médicament

### Le SNIP est prêt à contribuer à la limitation de la consommation

Le nouveau président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, M. René Sautier (ex-PDG de Sanofi), a souhaité, mardi 7 mars, que le secteur sorte du « cycle infernal » consistant à rattraper les bas prix du médicament par la quantité vendue.

Selon une étude du SNIP sur les médicaments les plus vendus en Europe au 1<sup>er</sup> janvier 1988, représentant 20 % du marché, pour une base 100 en France, la RFA est à 205, les Pays-Bas à 194, la Grande-Bretagne à 137, la Belgique à 121, l'Italie à 107, la Grèce à 88, l'Espagne à 84. Plus le médicament est ancien et plus le décalage est important. En revanche, en « dose unitaire » par habitant, la France se place en tête de la consommation en Europe, avec 1 615 en 1987, devant la Grande-Bretagne (1 555), l'Italie (1 548), la Belgique (1 223), la RFA (1 074).

M. Sautier, pour « desserrer l'étouffement » des prix et ne pas « être soumis aux aléas d'une politique des prix ou d'un plan de restructuration des finances de la Sécurité sociale », demande d'abord « un réajustement pour atteindre le niveau moyen européen » des prix, calculé « au cas par cas, coût par coût », et ensuite la liberté des prix. Mais pour limiter la consommation en France, il s'est déclaré prêt à « condamner toutes les mesures de promotion n'entrant pas dans le code d'éthique convenable » et à participer à des « opérations de formation du prescripteur ».

### Le système de réservation Amadeus entre en fonctionnement

Depuis le 8 mars, deux mille agences de voyages françaises peuvent être connectées au système global de réservation informatique Amadeus qui a été créé par Air France, Iberia, Lufthansa et SAS. Ce branchement permet aux points de vente d'avoir accès, avec leurs terminaux actuels, aux ordinateurs de réservation de seize compagnies aériennes importantes et de vendre jusqu'à la dernière place de chaque avion.

Cette première étape sera suivie, en juin prochain, d'un accès commun aux informations tarifaires, à la description des plans de cabine des appareils et aux dossiers des passagers. A terme, le système Amadeus permettra de réserver également des chambres d'hôtel et des voitures de location.

### EN BREF

● L'URSS cesse les prix de l'uranium enrichi, selon Washington. — Dans une réponse écrite au Congrès, M. James Watkins, secrétaire américain à l'énergie, assure que les Soviétiques, pour élargir leur part du marché mondial, ont offert aux électriciens (y compris américains) des services d'enrichissement d'uranium à des prix inférieurs de 50 % à ceux pratiqués par les États-Unis, premiers vendeurs mondiaux de combustible enrichi avec 45 % du marché mondial. Au cours des trois dernières années, explique M. Watkins, le département américain de l'énergie, chargé du cycle de l'uranium, a perdu 170 millions de dollars de ventes en raison du dumping soviétique.

● Eastern Airlines menace de déposer son bilan. — Un juge fédéral ayant refusé d'ordonner aux trois mille quatre cents pilotes de la compagnie américaine Eastern Airlines de cesser leur grève du zèle, celle-ci pourrait déposer son bilan. Les pilotes d'Eastern ont décidé d'appliquer par beau temps les procédures en cas de météo difficile pour s'opposer aux 250 millions de dollars (1,5 milliard de francs) d'économies que la direction recherche pour sauver la compagnie de la faillite.

### Le gouvernement acceptera l'OPA d'International Paper sur Ausseidat-Rey

Le ministère de l'Industrie a indiqué, le mercredi 8 mars, que le gouvernement s'appuie à donner son feu vert à l'OPA (offre publique d'achat) amicale de 2,2 milliards de francs lancée le 17 janvier sur le papeter français Ausseidat-Rey par l'américain International Paper. Cette solution a été préférée au montage français proposé par le papeter Arjomari et son actionnaire principal Saint Louis, qui souhaitaient constituer un grand groupe papeter de taille européenne. Le PDG d'Ausseidat-Rey, M. Jacques Calloud, avait fait savoir le 28 février que la proposition d'Arjomari ne lui était pas sa préférence pour le projet d'International Paper, seul susceptible à ses yeux d'assurer à son groupe un nouveau développement.

Première société papetière du monde avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 9,5 milliards de dollars (près de 60 milliards de francs), International Paper est encore peu présente en Europe. L'investissement dans Ausseidat-Rey devrait lui permettre d'assurer sa diversification géographique avant l'échéance

du grand marché unique de 1993. Le gouvernement n'a, en revanche, rien décidé sur le sort de Spoutex, qui a fait l'objet d'un projet d'achat du géant américain 3M.

### Compagnie du Midi : M. Claude Bébear nommé président

Le conseil d'administration de la Compagnie du Midi, qui s'est réuni le mercredi 8 mars, a enregistré la démission de sept administrateurs — MM. Bernard Pagès, président de la compagnie, Jacques Calvet, Alphonse Denis, François Dossay, Jacques Ferry, Olivier Leroy, François de La Villeguerie — et l'élection d'un nouvel administrateur, M. Michel François-Poncet, PDG de Paribas.

M. Claude Bébear, patron du groupe Axa, est nommé président de la Compagnie du Midi, et M. Pierre Barbier, son numéro deux, directeur général.

### REPÈRES

#### Aéronautique

#### Recul des commandes militaires

Le chiffre d'affaires de l'industrie aéronautique et spatiale, en France, s'est élevé à 83,9 milliards de francs en 1988, soit une progression de 8 % en francs constants par rapport à 1987. Selon le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), cette augmentation de l'activité est beaucoup plus sensible dans le secteur civil que dans la production militaire, dont le part est passée de 59 % à 57 % du chiffre total.

En 1988, les prises de commandes ont atteint 120,5 milliards de F (dont 70 milliards à l'exportation), en hausse de 34 % par rapport à 1987. Les commandes de matériels civils, notamment l'Airbus européen, pèsent 67 % (au lieu de 57 %) du montant global.

#### Fonctionnaires

#### La féminisation s'accroît

Au 1<sup>er</sup> janvier 1988, la fonction publique d'Etat comptait, en effectifs réels, 2 594 824 agents, se répartissant en 2 288 755 agents civils et 306 069 militaires. Dans le rapport annuel sur la fonction publique de l'Etat (publié à la Documentation française), le ministère note que, « en 1988, pour la première fois depuis les années 1940 à 1950, le nombre total d'agents a baissé et l'effectif global des départs a été proche de 2,6 millions que de 2,7 ». Il observe que, « convertis en équivalents temps complet, les effectifs réels ont suivi une évolution assez proche de

celle des effectifs budgétaires : + 1 800 en 1984, - 3 900 en 1985 et - 12 300 en 1986 ». Le taux de féminisation des agents civils de la fonction publique tend à s'accroître : 48,6 % en 1976, 50,4 % en 1982 et 51,2 % en 1986.

#### Protection sociale

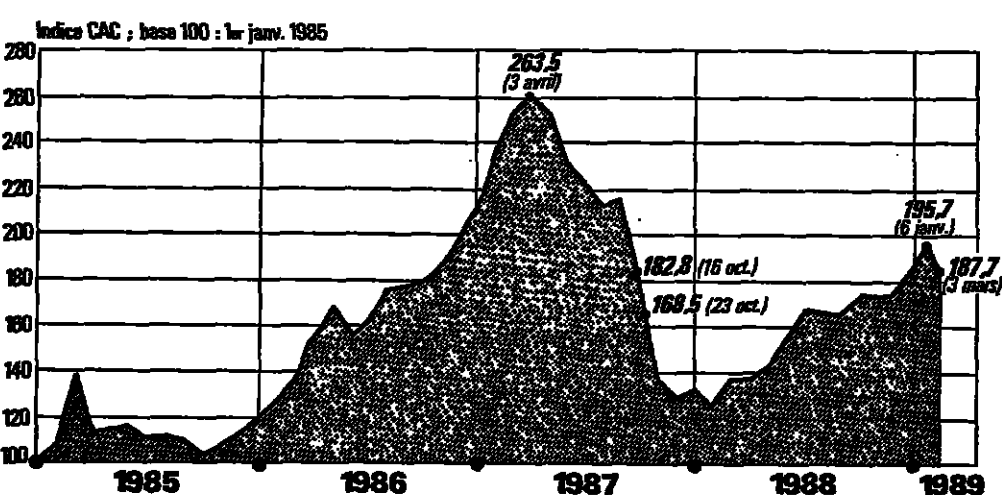
#### Les dépenses représentent

21,6 % du PIB

Sur les 1 378 milliards de francs versés par la protection sociale en 1986, les 538 régimes de sécurité sociale ont représenté 1 061 milliards et le régime général 604 milliards, selon les comptes présentés à la commission des comptes de la Sécurité sociale le 7 mars. Les dépenses des régimes de sécurité sociale devraient atteindre 1 281,8 milliards en 1989 et ceux du régime général 712,6 milliards. Ce dernier versera 58 % des prestations. Les parts des dépenses et des cotisations de protection sociale dans le PIB tendent à se stabiliser depuis 1980 : elles en représentaient 21,6 % et 17,8 % en 1988, contre 20,4 % et 16,9 % en 1981.

● Croissance : presque 6 % pour le Japon en 1988. — Le produit national brut (PNB) du Japon a progressé en volume de 1,2 % au quatrième trimestre 1988 par rapport au trimestre précédent et de + 5 % en rythme annuel, selon les chiffres officiels. Sur l'ensemble de l'année dernière, le PNB du Japon a augmenté d'environ 6 % selon des chiffres encore provisoires.

### 300<sup>e</sup> entreprise sur un second marché en redressement



Le cap des trois cents introductions a été franchi sur le second marché le 28 février avec l'arrivée à la Bourse de Lyon de Guillin emballages. En six ans d'existence, la place parisienne a accueilli près des deux tiers de ces firmes, l'ensemble des Bourses régionales se partageant le reste avec une prédominance lyonnaise. Le rythme des introductions, qui s'était accéléré

en 1986, s'est fortement réduit après le krach d'octobre qui a éprouvé particulièrement ce marché. Il aura fallu attendre le début de l'année 1989 pour que l'indice CAC du second marché retrouve son niveau (162,8) du 18 octobre 1987, veille du krach. A titre de comparaison, son grand frère, le marché à règlement mensuel, avait retrouvé ce niveau le 22 septembre 1988.

(Publicité)

#### RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 2935/DMP

1. L'Office National des Télécommunications de CÔTE D'IVOIRE a obtenu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) en différentes monnaies, pour financer le coût du projet portant sur la remise en état du matériel et renforcement de la maintenance.

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce prêt sera utilisée pour effectuer les paiements au titre du projet portant sur la modernisation et l'extension des réseaux téléphoniques urbains d'ABIDJAN-Nord.

2. L'Office National des Télécommunications invite, par le présent Appel d'Offres les candidats admis à concourir, à présenter leurs Offres sous-plis fermés pour la modernisation et l'extension des réseaux téléphoniques urbains d'ABIDJAN-Nord.

3. Les candidats admis à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les dossiers d'Appel d'Offres dans le bureau du Chef de Service des Marchés sis au 12<sup>e</sup> étage de POSTEL 2001, Porte 12-07 - Téléphone 34.67.61 ou 34.67.63 Téléc n° 23790 ou 23750 - ABIDJAN.

4. Tout candidat admis à concourir, intéressé par le présent avis, pourra acheter un jeu complet des documents d'Appel d'Offres, sur demande écrite au service ci-dessus ou après consultation des Cahiers des Charges et moyennant paiement d'un montant non remboursable de 400.000 F. CFA (Chèque certifié ou mandat lettre).

5. Toutes offres doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission d'un montant égal à 1,5 % du montant total de la soumission; ce cautionnement doit être déposé en même temps que les Offres au Service des Marchés, sis à l'immeuble POSTEL 2001, Porte 12-07 — ABIDJAN-CI au plus tard le 18 Avril 1989 avant 11 H 00 délai de rigueur.

6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture le 18 Avril 1989 à 15 H 00 à la Rotonde de la Cité Financière à ABIDJAN-PLATEAU.

18 et 19 MARS  
EXPOSITION INTERNATIONALE  
De 10 heures à 19 heures  
VENTE - ÉCHANGE

#### MINÉRAUX

FOSSILES  
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX  
HOTEL PARIS-HILTON  
(au pied de la Tour Eiffel)  
16, avenue de Suffren, PARIS (16<sup>e</sup>)

**SALON DU CUIR**  
RENAULT 25 BACCARA

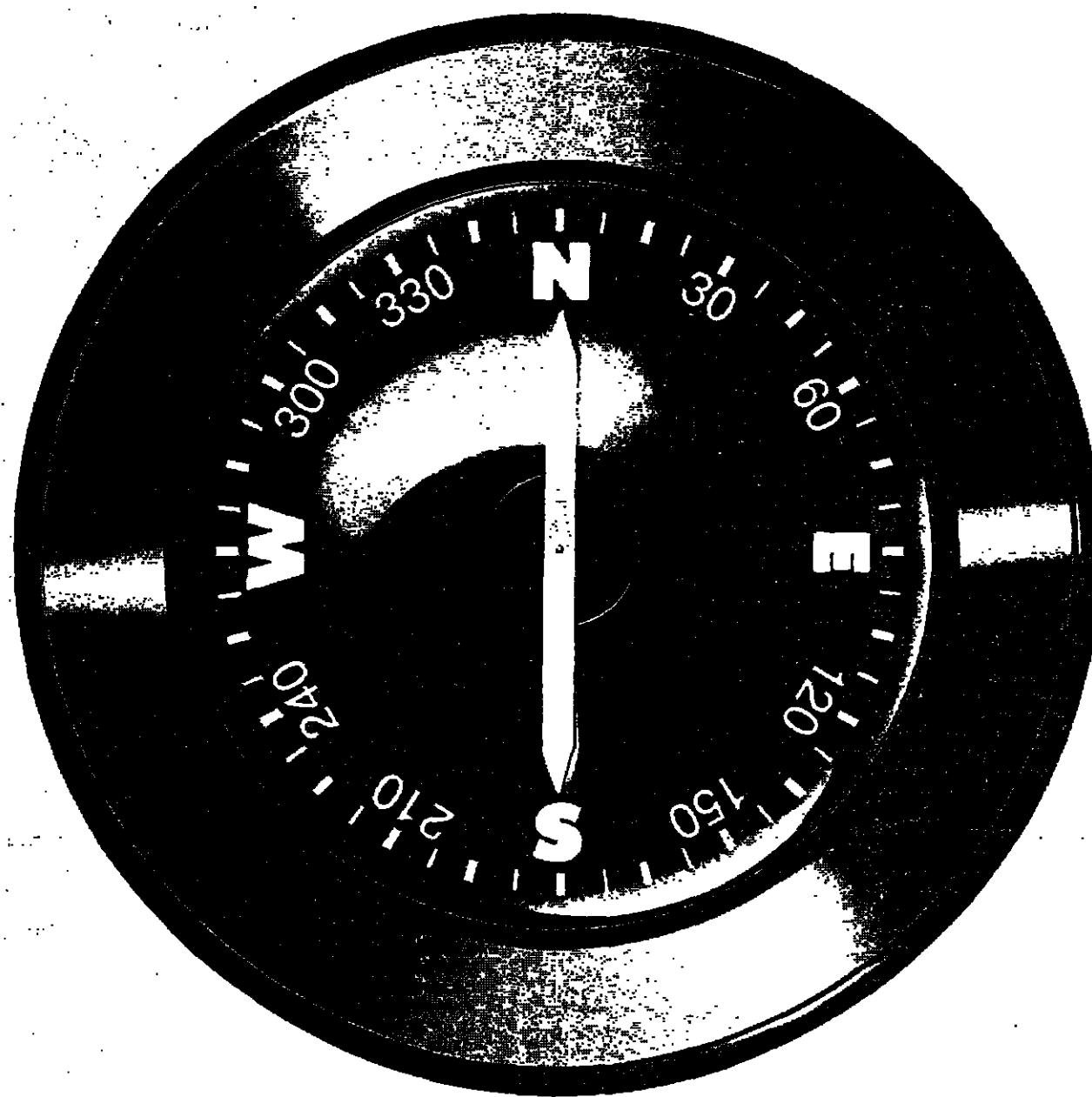
**VIVRE LE STYLE RENAULT 25**

هكذا من الأمل



هكذا من الأصل

# LA RUCHE MERIDIONALE NE SE RALLYE PAS.



## ACTIONNAIRES : VOTRE INTÉRÊT EST AU SUD

La Ruche Méridionale et CFAO sont à l'origine d'un vrai projet régional, soigneusement mûri : le projet UNIVERS-SUD. Il permettra à La Ruche Méridionale et CFAO, déjà implantée dans le Sud avec SODIM et SODIPRIX, d'être le plus puissant groupe de distribution du Midi de la France tout en garantissant l'indépendance active de La Ruche Méridionale. Les dirigeants de La Ruche Méridionale sont des entrepreneurs, des spécialistes de la distribution, des hommes et des femmes responsables : ils connaissent leur intérêt et le vôtre.

Comme eux, suivez le choix offert par CFAO, premier groupe français de commerce international :

- en cédant vos actions à 3.000 F,
- ou en participant à son expansion par l'échange de vos actions La Ruche Méridionale à raison de 4 actions contre 7 obligations convertibles CFAO 6,25 % de 1.500 F nominal.

Choisissez la bonne direction pour vos actions : nous gagnerons à rester au Sud. Votre intérêt est au Sud.

## LA RUCHE MÉRIDIONALE ET CFAO



**CFAO**  
COMPAGNIE FRANÇAISE  
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Une note d'information présentée conjointement par LA RUCHE MÉRIDIONALE et CFAO (vise COS n° 89-21 du 17.01.89) est disponible sans frais auprès des intermédiaires financiers, de la CFAO : Secrétariat général : 7, place d'Iéna, 75783 PARIS Cedex 16, Siège social : 32, cours Pierre-Puget, 13006 Marseille, et de LA RUCHE MÉRIDIONALE : 2, rue Jean-Baptiste-Perès, 47000 AGEN. Un complément, publié dans la Cote Desfossés du 3 mars 1989, est disponible aux adresses ci-dessus.

Information des actionnaires. **N° VERT 05.47.01.02**

RENAULT 25



# Économie

## SOCIAL

Conflits catégoriels et journée d'action de la CGT

### Les giboulées de mars

Les périodes de grand calme social, qui paraissent caractériser la situation française au cours de ces dernières années, appartiennent-elles désormais au passé ? A quelques jours des élections municipales, l'heure est moins à la trêve électorale qu'au développement d'une nouvelle série de conflits catégoriels. Après le succès de leur manifestation du 4 mars, les enseignants envisagent de nouvelles actions. La fibre gagne surtout le secteur hospitalier, avec le mouvement de nouveau reconduit des infirmières anesthésistes et la grève des dix mille internes des hôpitaux, les 8 et 9 mars.

Tandis qu'un conflit dur se poursuit depuis trois semaines chez les nettoyeurs du métro parisien de la COMATEC, la grève s'étend dans la fonction publique en Corse, où les agents des FTT, des impôts et des organismes sociaux sont en pointe pour obtenir, notamment, l'octroi d'une « prime d'insularité ».

Le 7 mars, à EDF, un mot d'ordre de quatre heures de grève lancé par la CGT, pour des revendications concernant l'embauche et les promotions, a été suivi par 22,4 % du personnel. La baisse de production de l'ordre de 20 % n'a pas eu de conséquences pour la clientèle, mais la CFDT a participé à des actions locales et à des manifestations — notamment à Paris — ce qui a eu pour effet d'entraîner le report de la réunion de la commission supérieure nationale du personnel prévue pour le 7 mars. Aux PTT, toujours le 7 mars, la grève des informaticiens, lancée par la CGT sur des revendications salariales, a été suivie par près de 45 % des informaticiens de la poste et par 35,7 % des deux mille huit cents informaticiens des télécommunications.

Cette pluie de conflits, même si elle n'a pas la même ampleur et les mêmes répercussions pour les usagers du service public qu'à l'automne dernier, conduit les pouvoirs publics à être particulièrement vigilants. Ils ne peuvent que consta-

ter que « le climat revendicatif reste fort dans le secteur public ». C'est dans ce contexte que la CGT organisait le mercredi 8 mars — la coïncidence avec la journée internationale des femmes n'étant évidemment pas fortuite — une journée nationale interprofessionnelle d'actions sur « l'augmentation des salaires, la défense de la protection sociale et l'aménagement du temps de travail ».

#### Un effet d'entraînement

Selon la CGT, cette journée devait être marquée par de multiples arrêts de travail et notamment par une manifestation à Paris de la République à Saint-Augustin. Certes, la CGT multiplie tellement les journées nationales d'action, dans le cadre de sa stratégie de harcèlement, que celles-ci finissent par être banalisées. Les dernières initiatives du même type n'ont eu qu'un faible écho et ce n'est pas la publication des chiffres officiels des effectifs de la centrale, confirmant une érosion continue et importante, qui peut amener le gouvernement à s'inquiéter plus de cette journée du 8 mars que des précédentes.

Mais si le potentiel militant de la CGT est affaibli, celle-ci demeure capable de mener des grèves dures dans certains secteurs où, comme on l'a vu à l'automne, il suffit de peu de grévistes pour bloquer l'activité. Elle compte surtout sur l'effet d'entraînement, au-delà des municipales, voyant dans la « montée » des revendications une confirmation de ses analyses.

Si l'on est loin d'un embrasement généralisé, le climat social est très fragile. Et le risque existe pour le gouvernement de se retrouver, surtout après les élections municipales, avec une nouvelle série de conflits catégoriels se succédant les uns aux autres et se trouvant réglés au coup par coup sans réponse globale.

Ve-t-on assister à une réédition de l'automne social agité de 1988 ? Les phénomènes sociaux se répètent rarement deux fois. Mais il apparaît de plus en plus que, surtout dans le secteur public, les salariés hésitent désormais moins à faire grève. Les revendications salariales s'expriment d'autant plus fortement que l'économie va mieux et que la « culpabilisation » des salariés protégés face au chômage va en s'atténuant. On est peut-être en train de renouer avec la situation qui prévalait avant 1980 quand le secteur public était fréquemment secoué de turbulences sociales.

#### Un printemps chaud ?

Alors que le patronat s'attend à un printemps chaud dans le secteur public, et que M. Marchelli, président de la CGC, jouant les Cassandre, ne se prive pas de l'annoncer, les pouvoirs publics ne sont pas loin de faire un pronostic voisin. L'« archaïsme » de la gestion du secteur public reconstruit de fait par M. Rocard en présentant son plan de rénovation peut transformer les tensions sociales existantes ou les revendications salariales longtemps conte-

mes en conflits. Des problèmes de sureffectifs peuvent faire resurgir des mouvements à la Sécurité sociale. Mais, surtout, l'équilibre paraît bien fragile sur le plan salarial.

Pour l'heure, la fonction publique et la plupart des grandes entreprises publiques sont couvertes par des accords salariaux pour 1989. Ceux-ci sont fondés sur une hypothèse de hausse des prix en glissement de 2,2 %. Compte tenu de la reprise de l'inflation mondiale, beaucoup s'attendent, y compris dans les milieux gouvernementaux, qu'une telle hypothèse soit dépassée. Si ce dépassement devait être vérifié avant l'été, il y a fort à craindre que les revendications salariales ne repartent de plus belle.

La CGT fera tout pour les entretenir, et même souffler sur les braises. Mais il est également vraisemblable que la nouvelle direction de FO, avec à sa tête M. Marc Blondel, qui doit être nommé officiellement par M. Rocard après les municipales, se montrera très combative et exigeante sur la question salariale. Ce fera alors le gouvernement si les syndicats demandent, en fonction d'une inflation plus forte, des ajustements préservant le pouvoir d'achat ?

#### « Grève-positifs »

Pour le secteur privé, le patronat semble moins inquiet, même s'il s'attend à quelques tensions sociales à l'automne. Mais déjà, en 1988, on a enregistré une renouée sensible des conflits. Certes, cette augmentation est relative car on était tombé au cours des années précédentes dans des eaux extrêmement basses. Cependant, l'augmentation des grèves en 1988 montre que, selon la formule de M. Pierre Guilleu, vice-président du CNPF, les salariés sont redevenus « grève-positifs », même dans le secteur privé où ils sont moins freinés qu'ils ne l'étaient auparavant par la crainte du chômage.

La situation sociale s'annonce difficile à gérer pour le gouvernement, qui craint de succéder de payer ce mécontentement encore plus ou moins exprimé dans les urnes. « Nous ne pouvons pas faire tout de suite n'importe quoi », expliquait M. Jean Popper, ministre chargé des relations avec le Parlement, le 6 mars, « et c'est pourquoi j'avance ici et là la notion de calendrier. C'est dans cette direction qu'iront les négociations ».

Les giboulées de mars n'annoncent pas à coup sûr un printemps chaud. Mais elles sont un signal d'alarme. Il faudra que M. Rocard fasse preuve de beaucoup d'imagination pour relancer le dialogue et faire tomber la fièvre.

An lendemain des municipales, M. Durafour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique, donnera le coup d'envoi à une concertation sur le renouveau du service public et M. Soisson, ministre du travail, lancera une discussion avec les partenaires sociaux sur le droit de licencier alors que ceux-ci concluent leur négociation sur l'aménagement du temps de travail. Autant de rendez-vous qui constitueront des « tests ».

MICHEL NOBLECOURT.

## ETRANGER

Les technocrates l'emportent sur les nationalistes

### Les Philippines approuvent le programme du FMI

MANILLE  
Correspondance

La présidente Cory Aquino a tranché, mardi 7 mars, en faveur des grandes lignes de politique économique telles qu'elles ont été formulées, pour les trois prochaines années, par le Fonds monétaire international (FMI). Le milieu bancaire a, en effet, confirmé l'approbation par le chef de l'Etat philippin de « l'ensemble de la lettre d'intention » rédigée par ses conseillers économiques à destination du FMI. Les détails de la lettre ne seront vraisemblablement connus que lorsque l'accord final sera ratifié en mai prochain.

Le feu vert présidentiel, qui a été salué favorablement par l'ensemble du secteur financier philippin et étranger, fait suite à des mois d'indécision et de controverse. Une première tentative de négociation s'était soldée par un échec en novembre 1988 à cause de « l'insouciance du courant nationaliste au sein de l'administration philippine ».

Cependant, représenté par le ministre du développement économique, M. Solita Monsod, refusait toute concession pouvant freiner « un rythme de développement économique égal à 6,5 % de croissance annuelle ». On craignait déjà, des remous sociaux comme ceux qui viennent d'ensanguiner le Venezuela.

Depuis, une féroce lutte d'influence a agité l'entourage de la présidente. En fin de compte, le courant « technocrate », représenté par le gouverneur de la banque centrale, M. José Fernandez, et le ministre des finances, M. Vicente Lajane, a eu gain de cause : M. Monsod a été

exclue de l'équipe des négociateurs philippins. Dès lors, un accord entre le chef de l'exécutif et le FMI tenait à peu de chose.

#### De nouveaux horizons

En approuvant la lettre d'intention, M. Aquino s'ouvre des horizons nouveaux. Le FMI peut maintenant débiter un crédit neuf de 1,3 milliard de dollars, un ballon d'oxygène qui tombe à point compte tenu de l'état d'épuisement actuel des réserves en devises de la République, qui représentent à peine de quoi couvrir deux mois d'importations. Surtout, l'aval du Fonds à la politique économique philippine entrainera le bon vouloir d'autres créanciers. Les Philippines pourront désormais espérer non seulement une renégociation de la dette extérieure, actuellement estimée à près de 29 milliards de dollars, mais aussi l'accès à de l'argent neuf de sources diverses.

Ainsi la décision de M. Aquino de court-circuiter le lobby nationaliste ne manquera pas d'impressionner favorablement le Club de Paris auprès de qui, il y a une dizaine de mois, les Philippines s'étaient retrouvées en situation de défaut technique sur le paiement des intérêts. De même, les banques commerciales, créditrices de près de la moitié de la dette extérieure, seront maintenant tentées de revoir « amicalement » l'ardoise philippine. Toutefois, dans les milieux bancaires de la capitale, on souligne que l'obtention de crédits nouveaux auprès de ces banques pourrait être freinée par le succès attendu du marché privé de cette tranche de la dette. En effet, nombre de quatre cent quatre-vingt-

trois banques commerciales créditrices « traditionnelles » ont, ces derniers mois, choisi de revendre au secteur privé philippin une part non connue de leurs créances de dette. Dès lors, il n'existerait maintenant qu'un nombre réduit de banques intéressées par une poursuite des relations d'affaires avec l'archipel.

La décision présidentielle d'entériner la lettre d'intention est naturellement loin de faire l'unanimité. Au moment de la reprise du dialogue entre les technocrates philippins et le FMI, Mme Aquino eut à juguler une grave crise, qui menaçait de diviser sa base parlementaire. Elle a dû ainsi apposer son veto à une proposition qui aurait permis aux politiciens élus de participer directement aux négociations. Une telle situation, signale-t-on dans les milieux bancaires, « aurait été une véritable catastrophe » : l'indécision générale aurait empêché pour longtemps la normalisation des relations des Philippines avec la communauté financière internationale.

Aujourd'hui, la majorité parlementaire est toujours partagée sur la conduite à suivre. Certains élus ont depuis souscrit à la position présidentielle, alors que d'autres continuent d'exiger un droit de regard. Les politiciens s'inquiètent naturellement des mesures restrictives et « anti-sociales » potentiellement contenues dans la lettre d'intention. Les responsables de la politique économique philippine ont néanmoins tenu à les rassurer, en déclarant que la politique prônée par le FMI « demeure favorable à la croissance et s'appliquerait surtout à augmenter les revenus publics, non par de nouveaux impôts mais par une meilleure gestion de l'appareil d'Etat ».

KIM GORDON-BATES.

## CONJONCTURE

Les prévisions de l'INSEE pour la France

### La croissance devrait ralentir d'ici l'été

« L'activité reste bien orientée, la production industrielle continue de progresser à un bon rythme », écrit l'INSEE dans sa dernière analyse de la situation économique en France. « La croissance du climat est en janvier et février a favorisé l'activité en particulier dans le bâtiment et les travaux publics même si elle a joué négativement sur la production d'énergie ».

L'INSEE estime pourtant qu'« un certain ralentissement du rythme de croissance actuel pourrait intervenir d'ici l'été, appuyant sa prévision sur la stabilisation des carnets de commandes et des perspectives de production des industriels notamment dans l'automobile et les biens de consommation (...) La croissance de l'activité entretient actuellement le mouvement de progression de l'emploi, qui augmenterait d'un demi-point au cours du premier semestre 1989. L'essentiel des créations d'emplois se ferait dans le tertiaire marchand ».

Les effectifs de l'industrie (hors interim) se stabiliseraient, ce qui est une perspective un peu moins favorable que celle qu'aurait l'INSEE en décembre puisqu'une augmentation des emplois dans l'industrie était alors envisagée. « Les demandes d'emplois en fin de mois se situeraient à la mi-1989 à un niveau voisin de celui atteint en décembre 1988 ».

« Le dynamisme de l'activité industrielle en ce début d'année provient pour l'essentiel », écrit l'INSEE, « de la progression un peu plus rapide qu'escompté de la consommation des ménages ». Ce regain se porte sur les produits manufacturés, les achats de véhicules s'étant stabilisés au niveau élevé atteint fin 1988. Il s'explique par l'augmentation du revenu disponible des ménages : + 2,7 % de pouvoir d'achat sur l'ensemble de 1988 (+ 1 % en 1987) dont + 0,9 % pour le seul quatrième trimestre. Sur cette base, l'INSEE estime que la consommation pourrait progresser d'un peu plus de 1 % au cours du premier semestre 1989 et même de 1,5 % pour les seuls produits manufacturés.

« Le solde de la balance commerciale se dégraderait au premier semestre 1989 par rapport au second trimestre 1988, du fait des échanges de produits manufacturés et surtout de la facture énergétique. Celle-ci subirait les effets du prix du pétrole importé qui s'établirait à un prix de 16 dollars en moyenne sur le premier trimestre et de 15 dollars au deuxième, après 13,1 dollars au dernier trimestre 1988 ».

L'INSEE a retenu un dollar en sensible augmentation dans ses calculs : 6,30 F sur le semestre. « La hausse du prix d'importation du pétrole (de l'ordre de 15 % en moyenne semestrielle) ne devrait être que partiellement compensée par une baisse des quantités consommées, baisse due à la douceur de l'hiver. Les exportations de produits manufacturés seraient à nouveau tirées par une demande mondiale vigoureuse ». Mais, estime l'INSEE, « leur progression serait légèrement moindre que celle de la demande. Il y aurait donc, écrit l'INSEE, encore érosion des parts de marché de la France malgré la stabilisation de sa compétitivité-prix (...) Le rythme de croissance des importations resterait élevé, la demande d'investissement étant toujours très forte, et la demande des ménages s'accroissant au premier trimestre ».

Les prix de détail devraient augmenter de 1,7 % sur le premier semestre, taux supérieur à celui du second semestre 1988 (1,4 %) mais similaire à celui observé au premier trimestre (1,7 %). L'augmentation des prix alimentaires et celle des produits manufacturés seraient plus rapides, alors que la hausse des services privés — et publics — se modérerait.

Après avoir souligné que la croissance de l'économie française continuait d'être fortement tributaire de l'état de santé de l'économie mondiale, l'INSEE conclut : « Il est crucial que se poursuivent l'effort de modernisation de l'appareil productif et la maîtrise des prix de production si l'on veut éviter que tout ralentissement de la croissance mondiale ou tout renchérissement des importations énergétiques n'obligent à un freinage de la demande intérieure française, freinage qui oblitérerait les progrès récents en matière d'emploi ».

#### Crédits en baisse par rapport à la première esquisse

### Le contrat de plan de l'Ile-de-France sera consacré aux transports pour 78 %

Le président du conseil régional de l'Ile-de-France, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), a fait état, le 7 mars, d'un accord quasiment définitif avec le préfet de région, M. Olivier Philip, sur le contrat de plan pour la période 1989-1993.

Selon lui, le compromis auquel sont arrivés le conseil régional et l'Etat apparaît satisfaisant sur le dossier essentiel — et le plus lourd financièrement — des transports en commun et de la circulation. Mais sur de nombreux autres points, par rapport au projet de contrat élaboré d'un commun accord à l'automne dernier, et qui portait sur 24,5 milliards, l'Etat a revu à la baisse ses engagements parfois de manière très significative.

L'enveloppe totale des crédits s'élève à 22,9 milliards de francs (8,5 milliards pour l'Etat et 14,4 milliards pour la région) dont 18 milliards pour les infrastructures de communication (12 milliards à la charge de la région et 6 milliards pour l'Etat).

MM. Pierre-Charles Krieg et Jean-Pierre Fourcade, premier vice-président, chargé des finances, ont vivement regretté que « l'Etat ait fait marche arrière » à propos des crédits relatifs à la recherche, à la musique, aux personnes handicapées, au programme « Seine propre » ou encore pour le Fonds régional des initiatives locales de l'emploi (FRILE), le tourisme et les loisirs.

« Cette baisse est particulièrement dommageable à propos du logement social, qui est pourtant affiché comme une priorité du gouvernement, puisque les crédits de l'Etat, qui étaient prévus à 1 400 millions, vont tomber à 1 025 millions », a déclaré M. Krieg.

En revanche, à la demande insistante du gouvernement, un volet « enseignement supérieur » a été introduit dans le contrat de plan, alors que la loi de décentralisation de 1982 prévoyait que cette compétence relève du seul domaine de l'Etat. La région d'Ile-de-France dépensera, notamment, 440 millions pour une université dans l'est de l'Ile-de-France, contre 90 millions à la charge de l'Etat. A condition toutefois qu'une prochaine loi mette un terme à l'anomalie actuelle (qui place en contradiction MM. Lionel Jospin et son collègue du budget, M. Michel Charasse), selon laquelle les régions qui consacrent des crédits à la construction d'établissements d'enseignement supérieur ne peuvent prétendre à un remboursement de la TVA sur ces travaux.

Le conseil d'Ile-de-France devait se réunir le 25 avril pour approuver définitivement le contrat de plan, qui aura dû au préalable obtenir le feu vert du gouvernement en comité interministériel.

F. Gr.

#### La charte des droits sociaux

#### Les ministres du travail de la CEE présentent le mouvement

Réunis le mardi 7 mars à Séville, en Espagne, les ministres du travail de la CEE se sont mis d'accord pour demander à la Commission européenne d'élaborer le plus rapidement possible une charte communautaire des droits sociaux. M. Manuel Chavez, ministre espagnol, a laissé entendre que la Grande-Bretagne avait émis des réserves sur le caractère contraignant de cette charte.

Selon le document de travail à la présidence espagnole, la charte des droits sociaux devrait garantir le fait que le grand marché du 1<sup>er</sup> janvier 1993 ne signifiera « pas une détérioration de la situation actuelle des travailleurs ». M. Chavez a indiqué que tous les Européens devraient bénéficier « de garanties sociales et de droits fondamentaux dans le travail, à savoir, notamment, la reconnaissance de la liberté syndicale, le droit à la négociation collective, à la santé et à la sécurité dans le travail ».

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### 1<sup>ère</sup> Oblig

SICAV COURT TERME RÉGULIÈREMENT INVESTIE EN VALEURS D'ETAT OU GARANTIES PAR L'ETAT

gestion Groupe Caisse des dépôts et consignations

Le conseil d'administration qui a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988 proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera réunie sur première convocation le 24 mars 1989 (et à défaut de quorum sur deuxième convocation le 11 avril 1989), de fixer le dividende net de l'exercice 1988 de la SICAV à 720,61 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 19,12 francs portant son montant global à 739,73 francs, se décomposant comme suit :

Obligations françaises net:	587,80 F	cl: 19,12 F
Créances négociables net:	132,81 F	cl: —

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, ce dividende sera détaché le 14 avril 1989 et mis en paiement le 17 avril 1989.

RÉVÉLÉZ-VOUS SANS FRAIS JUSQU'AU 17 JUILLET 1989  
CHEZ L'ÉCRIVEUR, AU TRÉSOR PUBLIC,  
À LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (AGENCE)

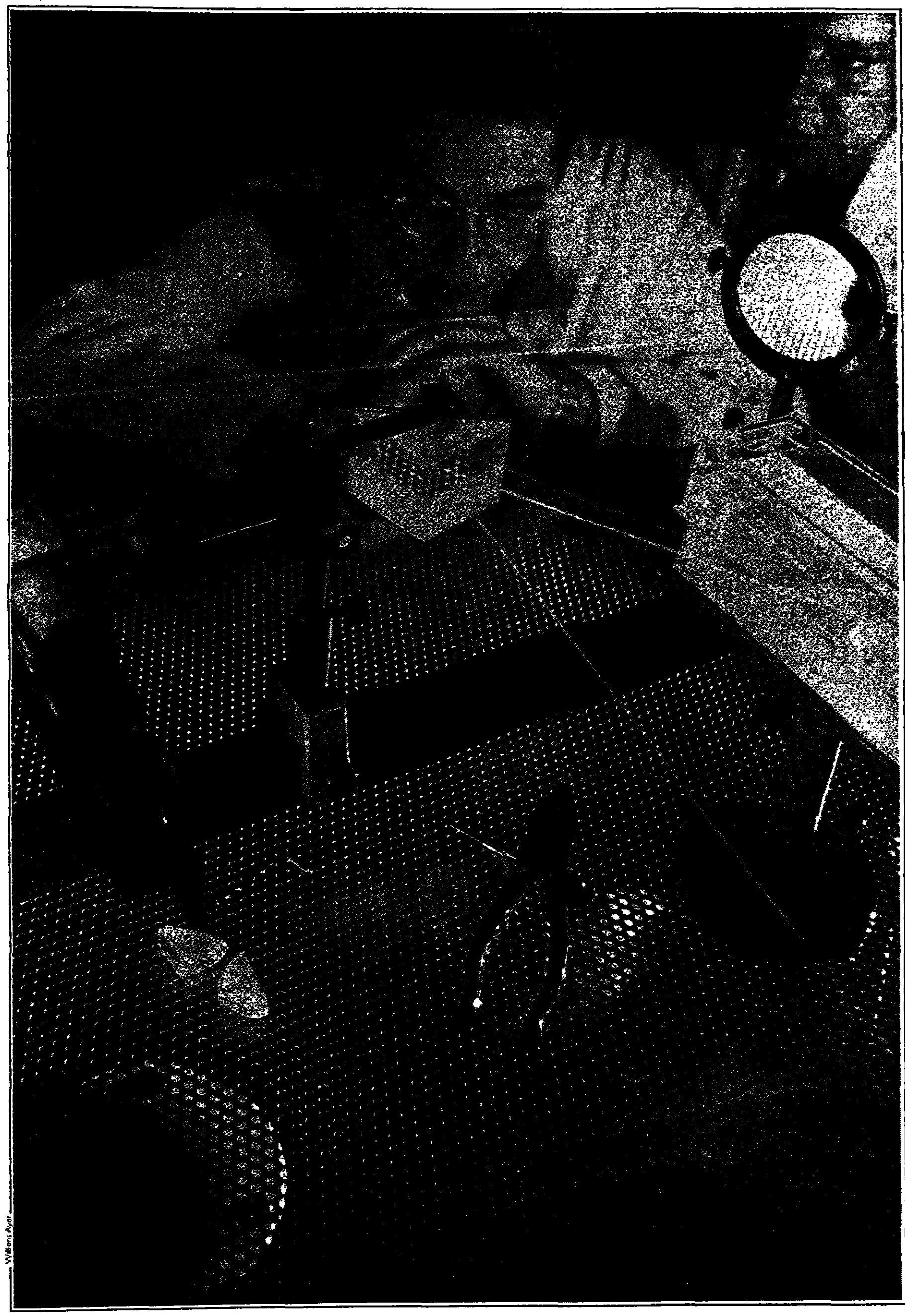
سكوا من الأصل



هكذا من الأصل

OLYMPUS C'EST PLUS

# ESPRIT DE L'ENTREPRISE



Plus que jamais, les entreprises se jugent aujourd'hui à leur engagement social.

Olympus en est tout à fait conscient. En 1988, dans le cadre du 25ème anniversaire de son implantation en Europe, Olympus assumait une réponse à cette exigence avec la création de la Fondation «Olympus - la science pour la vie».

L'objectif de celle-ci est la formation et la promotion de jeunes scientifiques d'avenir, à qui seront attribués bourses et prix, leur permettant de développer leurs recherches dans des secteurs de pointe.

## POUVOIR D'INNOVATION

L'histoire récente de l'évolution des appareils photo n'est pas concevable sans l'apport des innovations dues à Olympus. Une nouvelle preuve de sa position de leader technologique: L'AZ-300 Super Zoom, qui réunit pour la première fois les avantages des appareils reflex et compacts. Raison plus que suffisante, pour que la presse spécialisée européenne décide d'élire l'Olympus AZ-300 Super Zoom, appareil compact européen de l'année '88/'89.

## PERSPECTIVES D'AVENIR

Créée il y a 25 ans, en tant que société commerciale consacrée à la distribution sur les marchés européens, elle a évolué vers une structure européenne indépendante, engagée dans la recherche et le développement, la production, la distribution et le service après-vente. Avec le souci d'affirmer une position de leader, dans le secteur photographique, comme dans celui des grandes branches de matériels opto-électroniques.

Olympus c'est plus: appareils photo, endoscopes médicaux et industriels, microscopes, produits biomédicaux et communication de bureau. Si vous voulez en savoir plus sur Olympus, veuillez demander une documentation détaillée. Olympus Optical Co. (Europe) GmbH, Wendenstraße 14-16, D-2000 Hamburg 1, R.F.A.

# OLYMPUS

LA SCIENCE POUR LA VIE







## Marchés financiers

## BOURSE DU 8 MARS

Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3750	CAR 3% s.t.	3765	3781	3800	+ 0.83																		
1070	B.M.P. 7%	1050	1058	1056	+ 0.97																		
1200	C.C.F. 7%	1195	1186	1195	.....																		
1125	Châti. Lyon. T.P.	1122	.....	.....	.....																		
1700	Renault T.P.	1690	.....	.....	.....	805	C.S.E.E. s.t.	580	596	596	+ 0.86	1420	Labov s.t.	1400	1355	1352	- 0.43	700	Salvator	670	.....	.....	.....
1765	Renault 4%	1810	1780	1781	- 1.05	805	Cromet s.t.	468	446	446	- 1.39	1400	Lagardet s.t.	1320	3610	3610	- 0.28	776	Stenoil s.t.	772	772	.....	- 0.13
1300	St-Gobain T.P.	1310	1310	1310	.....	805	De Dietrich	1451	1475	1456	- 0.89	1330	Lyon-Sudov (P) s.t.	1243	1215	1225	- 0.13	700	Stenoil s.t.	772	772	.....	.....
1331	Thomson T.P.	1331	1330	1330	.....	216	Dir. P.A.C. (C.)	216	.....	.....	.....	700	Localnet s.t.	696	700	698	+ 0.29	900	Salvator (N) s.t.	900	.....	.....	.....
885	Accor	880	891	896	+ 0.67	335	Dir. S. Sud-Est	330	330	332	- 2.12	465	Localnet s.t.	441	447.80	443.10	+ 0.45	685	Schneider s.t.	698	698	687	- 0.14
970	Alc. Liquide	982	976	976	- 1.03	480	D.M.C.	480	475	.....	- 1.04	830	Localnet s.t.	810	814	812	+ 0.25	63	S.C.O.A. s.t.	71	72	72	.....
2260	Aliment s.t.	2765	2776	2765	- 0.36	480	Dunant Améric.	481	345	354.50	- 1.81	836	Localnet s.t.	860	855	862.50	+ 0.89	670	S.C.R.E. s.t.	722	720	718	- 0.12
1200	Aliment s.t.	2200	.....	.....	.....	3010	Dunant s.t.	3010	3010	3009	- 0.03	836	Localnet s.t.	860	855	862.50	+ 0.89	670	S.C.R.E. s.t.	722	720	718	- 0.12
235	A.L.S.-A.P.	331.80	333.80	330	- 0.78	830	Dunant s.t.	832	838	835	+ 0.36	1550	Lyonn. Escom.	1559	1600	1600	+ 0.69	440	Salvator s.t.	429	430	427	- 0.12
480	Albion s.t.	500	485	506	+ 1.20	1005	Dunant s.t.	1005	1010	1008	+ 0.30	85	M. P. s.t.	80	89.60	89.20	- 0.88	1630	S.F.M. s.t.	1680	1681	1660	- 1.19
2670	Alpina, Primant.	2575	2540	2545	- 1.17	1690	Esco s.t.	1610	1602	1598	- 0.68	162	Majestee s.t.	169	200	199	+ 1.83	200	S.E.R. s.t.	205	202	201	- 1.95
810	Audencia-Royat	812	.....	.....	.....	1690	Esco s.t.	1610	1602	1598	- 0.68	162	Majestee s.t.	169	200	199	+ 1.83	200	S.E.R. s.t.	205	202	201	- 1.95
810	Audencia-Royat	812	.....	.....	.....	1690	Esco s.t.	1610	1602	1598	- 0.68	162	Majestee s.t.	169	200	199	+ 1.83	200	S.E.R. s.t.	205	202	201	- 1.95
90	Av. Demare s.t.	862	860	875	+ 0.11	1770	Esco s.t.	1781	1781	1781	.....	240	M. W. s.t.	240	240	2							
90	Av. Demare s.t.	862	860	875	+ 0.11	1770	Esco s.t.	1781	1781	1781	.....	240	M. W. s.t.	240	240	2							
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rougier s.t.	1028	1015	1020	- 0.88
305	B.A.P.F. s.t.	412.50	412	410	- 0.81	485	E.S. Demare s.t.	470	480	480	- 2.13	3760	Montev-Gar s.t.	3320	3820	3885	+ 0.86	1010	S. Rou				

**Comptant** (réflection)

VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours
<b>Obligations</b>				CLC (France) de	....	185 10	Machine Roll	....	107		
5,00 8,20 77	123	8 888	CLC (Belge)	....	570	Magasin D'objets	....	109			
5,00 7,70 77	100 25	6 457	Chaux (B)	2200	Alcantara S.A.	....	370				
10,00 7,70/84	102 50	5 474	Chaux	....	947 d	Marinier Paris	....	370			
13,25 9 90/90	104 50	10 082	Colson (L)	1135	Matel D'objets	....	488 10				
16,20 9 92/90	106 47	2 367	Cofagi	....	362	Mov. (Nat. de)	....	140 80 d			
16 % juin 82	107 83	11 823	Cominco	....	357	Neos	....	130 80			
14,00 9 96 83	105 45	0 800	CSO (Belge)	....	455	Opex	....	480			
15,00 9 96 83	118 45	2 527	Couper, Lysen-Alain	....	455	Oxygène	....	480			
15,20 9 96 84	108 72	5 497	Concorde (L)	....	825	OTI S.C.L.	2171				
11 % 96 85	110 85	0 462	C.M.P.	....	17	Opus-Dumoulin	....	410			
10,26 9 96 86	105 10	10 148	CS Ind. Int.	566	....	Palmyre	....	850			
ORT 12,75 9 83	2010	....	CS Unifon (Bel)	....	808	Palmyre	....	700			
OAT 10 10 2000	105 15	7 808	CS Unifon (Bel)	....	193	Palmyre-CF	221 10				
OAT 9,50 9 1987	106 25	2 305	Dabry S.A.	....	811	Paris-France	....	286			
OAT 9,00 9 1986	103 30	0 953	Dabry S.A.	....	281	Paris-France	....	219 50			
CS France 3 3	....	....	Dabry S.A.	....	274	Paris-France	....	315			
CSB Broyes jume. 82	101 81	1 621	Dabry S.A.	....	1800	Paris-France	....	120			
CSB Paris	102 50	1 621	Dabry S.A.	....	1730	Paris-France	....	555			
CSB Suez	102 75	1 621	Dabry S.A.	....	342	Paris-France	....	360			
CSB jume. 82	101 79	1 621	Dabry S.A.	....	748	Paris-France	....	750			
PTT 11 20 95	110	2 894	Dabry S.A.	....	111	Paris-France	....	901			
FTF 10 30 95	103 80	1 184	Dabry S.A.	....	276	Paris-France	....	750			
CHE 11 20 95	105 15	7 883	Dabry S.A.	....	568	Paris-France	....	125			
CHT 9 96 85	98	7 434	Dabry S.A.	....	75 80	Paris-France	....	217 20			
CHT 10 90 96 85	107 70	1 028	Dabry S.A.	....	2670	Paris-France	....	785			
CALCA T.P.	....	1 127	Dabry S.A.	....	228	Paris-France	....	205			
Direct Air. Chl. com.	....	....	Dabry S.A.	....	361	Paris-France	....	360			
Météorite 1 85 8 7	....	8 150	Dabry S.A.	....	688	Paris-France	....	720			

.....	520	Saga .....
.....	441	Saline du Midi .....

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraile incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraile incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraile incl.	Rachet net
.....	1256		A.A.A.	380.30	359.39	France Régions .....	1600.99	1177.08	Parovet .....	635.65	607.43
.....	122		Actifon .....	30.00	255.92	France Associations .....	28.93	28.93	Parvix Placements .....	262.46	261.77
.....	630		Actifon Europe .....	521.30	500.21	France Energie .....	39.00	39.04	Parvix Services .....	710.00	710.00
.....	1474		Actifon S.A. .....	500.00	490.21	France Financière .....	33.08	32.58	Parvix S.A. .....	1076.33	1076.33
.....			Actifon Allocations .....	622.72	600.21	France Ind. .....	113023.00	113233.00	Placements et-terme .....	7419.92	7419.42
.....			Actifon .....	82.78	599.92	France Int. .....	240.13	236.56	Placements J. .....	5759.40	5769.42
.....			A.G.F. Assurances (ex-Offi) .....	1113.91	1098.54	France Int. .....	889.35	948.16	Placements Premier .....	55592.50	55592.50
.....			A.G.F. 3000 .....	607.61	605.08	France Int. .....	27.77	27.08	Prévidua .....	117	113.57
.....			A.G.F. Europe .....	110.90	107.00	France Int. .....	4408.77	4367.76	Prévidua Océan .....	11008.81	11057.76
.....			A.G.F. Immo .....	446.57	430.70	France Int. .....	581.92	572.83	Prévidua Econom. .....	114.09	110.86
.....			A.G.F. Europe .....	321.35	319.59	France Int. .....	1359.55	1356.59	Prévidua Océan .....	22882.87	22882.87
.....			A.G.F. Europe .....	140.57	140.05	France Int. .....	1111.01	1111.01	Prévidua Océan .....	122.43	122.43
.....			A.G.F. Europe .....	1063.74	1063.74	France Int. .....	60237.69	60271.69	Prévidua Océan .....	191.61	191.61
.....			Agfina .....	649.70	631.80	France Int. .....	158.32	155.42	Prévidua Océan .....	191.61	191.61
.....			Alkaf .....	219.94	211.70	France Int. .....	102326.05	102326.05	Prévidua Océan .....	5427.75	5374.01
.....			AL.T.O. .....	190.70	182.91	France Int. .....	1169.10	1125.10	Prévidua Océan .....	1173.28	1155.52
.....			Amel-G .....	880.00	559.92	France Int. .....	102412.18	104293.21	Prévidua Océan .....	895.87	827.56
.....			America-Viel .....	702.09	694.17	France Int. .....	12655.08	11676.04	Prévidua Océan .....	267	257.06
.....			Amorpha .....	800.27	92.77	France Int. .....	475.85	461.98	Prévidua Océan .....	267.78	197.40
.....			Amorpha .....	5131.93	5325.40	France Int. .....	291.15	155.29	Prévidua Océan .....	585.92	588.90
.....			Amorpha .....	110.19	91.78	France Int. .....	245.93	248.19	Prévidua Océan .....	430.93	461.98
.....			Amorpha .....	362.08	321.76	France Int. .....	234.72	232.92	Prévidua Océan .....	1208.78	12062.61
.....			Amorpha .....	140.45	140.41	France Int. .....	294.72	255.72	Prévidua Océan .....	497.82	478.88
.....			Amorpha .....	1424.67	1396.74	France Int. .....	290.93	277.74	Prévidua Océan .....	822.71	822.71
.....			Amorpha .....	106.96	105.17	France Int. .....	342.10	326.57	Prévidua Océan .....	1208.78	12062.61
.....			Amorpha .....	122.05	117.47	France Int. .....	441.76	237.48	Prévidua Océan .....	987.72	987.72
.....			Amorpha .....	124.22	119.69	France Int. .....	248.35	237.48	Prévidua Océan .....	10565.77	10565.77
.....			Amorpha .....	117.57	112.24	France Int. .....	143.59	137.08	Prévidua Océan .....	569.10	549.81
.....			Amorpha .....	2477.70	2479.29	France Int. .....	359.39	260.18	Prévidua Océan .....	714.98	704.03
.....			Amorpha .....	1748.31	1748.31	France Int. .....	520.92	584.94	Prévidua Océan .....	1422.10	1469.90
.....			Amorpha .....	30.38	29.95	France Int. .....	520.92	584.94	Prévidua Océan .....	689.94	689.78
.....			Amorpha .....	5239.95	5231.80	France Int. .....	22510.41	24654.27	Prévidua Océan .....	386.98	385.25
.....			Amorpha .....	114.33	111	France Int. .....	772.43	764.78	Prévidua Océan .....	822.84	794.98
.....			Amorpha .....	374.42	360.02	France Int. .....	2133.09	2111.87	Prévidua Océan .....	219.24	201.68
.....			Amorpha .....	334.33	595.06	France Int. .....	504.11	489.43	Prévidua Océan .....	445.23	415.27
.....			Amorpha .....	785.91	750.18	France Int. .....	711.57	680.94	Prévidua Océan .....	432.88	421.01
.....			Amorpha .....	390.21	303.23	France Int. .....	180.97	172.76	Prévidua Océan .....	1230.23	1194.40
.....			Amorpha .....	260.19	222.11	France Int. .....	350.19	338.05	Prévidua Océan .....	362.43	339.60
.....			Amorpha .....	140.21	136.88	France Int. .....	3771.32	3717.22	Prévidua Océan .....	1094.68	1045.04
.....			Amorpha .....	148.10	128.58	France Int. .....	5870.74	5870.74	Prévidua Océan .....	925.48	1387.91
.....			Amorpha .....	3169.92	3169.92	France Int. .....	54491.70	54491.70	Prévidua Océan .....	525.08	501.25
.....			Amorpha .....	36.28	37.95	France Int. .....	14670.75	14670.75	Prévidua Océan .....	1138.18	1098.93
.....			Amorpha .....	2023.49	2003.46	France Int. .....	10232.12	10231.70	Prévidua Océan .....	1132.95	1098.93
.....			Amorpha .....	2003.46	2003.46	France Int. .....	149.67	142.88	Prévidua Océan .....	1180.11	1132.15
.....			Amorpha .....	263.26	261.77	France Int. .....	14389.41	14349.94	Prévidua Océan .....	627.89	604.53
.....			Amorpha .....	50.37	49.11	France Int. .....	2075.24	2075.24	Prévidua Océan .....	87.87	82.23
.....			Amorpha .....	4337.45	4328.63	France Int. .....	210391	210391	Prévidua Océan .....	1070.01	1070.01
.....			Amorpha .....	2570.88	2570.88	France Int. .....	1246.22	1212.82	Prévidua Océan .....	1495.36	1429.22
.....			Amorpha .....	622.80	614.38	France Int. .....	557.81	523.97	Prévidua Océan .....	105.95	104.76
.....			Amorpha .....	5142.65	5142.65	France Int. .....	1420.07	1382.04	Prévidua Océan .....	117.01	111.31
.....			Amorpha .....	3574.66	3532.52	France Int. .....	63274.04	63274.04	Prévidua Océan .....	548.24	548.24
.....			Amorpha .....	82.91	79.15	France Int. .....	1040.18	1029.88	Prévidua Océan .....	1131.01	1131.01
.....			Amorpha .....	832.73	815.80	France Int. .....	11578.81	11578.81	Prévidua Océan .....	548.24	548.24
.....			Amorpha .....	778.03	757.30	France Int. .....	178.03	177.30	Prévidua Océan .....	1382.08	1279.50
.....			Amorpha .....	195.04	190.20	France Int. .....	6392.32	6070.89	Prévidua Océan .....	2630.28	2634.38
.....			Amorpha .....	1238.12	1229.31	France Int. .....	1228.72	1225.27	Prévidua Océan .....	2389.12	2310.55
.....			Amorpha .....	1225.54	1225.54	France Int. .....	12570.83	12304.44	Prévidua Océan .....	187.49	187.49
.....			Amorpha .....	203.11	187.87	France Int. .....	127.04	125.78	Prévidua Océan .....		
Étrangers											
E.G.	690	690									
.....	435										
.....	224	182									
.....	127										
.....	394										
.....	461	405									
.....	861										
.....	175										
.....	336.70	335.60									
.....	433.10										
.....	2050										
.....	40900										
.....	112										
.....	165										
.....	23.60										
.....	798										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										
.....	314	301									
.....	185										
.....	267										
.....	1335										
.....	138										

	<b>Marché libre</b>
--	---------------------

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MICROMAÎRES ET DEVICES	COURS	COURS
	parc.	8/3	Achât	Vente			
Esca-Thé (S 1)	6 308	6 335	6 090	6 490	Orfin édité en barres .....	78800	80000
Esca-Thé (S 2)	6 308	6 335	6 090	6 490	Or fin édité en barres .....	78900	78900
Aluminium (100 tons)	339 750	339 740	329 250	349 800	Pièces stampées (20 lb) .....	465	483
Almagres (100 F)	16 213	16 218	16 650	16 650	Pièces stampées (10 lb) .....	389	389
Pays Rom (100 L)	301 080	301 080	291 500	311 500	Pièces stampées (20 lb) .....	476	480
Aluminium (100 tons)	351 169	351 169	341 500	361 500	Pièces stampées (10 lb) .....	460	460
Norwège (100 L)	93 250	93 250	88 500	96 500	Suomais .....	580	590
Canada-Française (F 1)	10 858	10 859	10 500	11 200	Pièces de 20 dollars .....	2820	2900
Canada-Française (F 2)	10 858	10 859	10 500	11 200	Pièces de 10 dollars .....	1450	1480
Canada-Française (F 3)	10 858	10 859	10 500	11 200	Pièces de 5 dollars .....	870	870
Suède (100 tons)	387 570	387 600	385 000	407 500	Pièces de 25 dollars .....	2570	2570
Suède (100 tons)	96 250	96 185	95 250	102 500	Pièces de 10 dollars .....	471	471
Suède (100 tons)	42 300	42 300	40 500	43 500	Or Londres .....		
Australie (100 tons)	4 482	5 465	5 150	5 700	Or Zurich .....		
Indonésie (100 tons)	4 121	4 122	3 850	4 550	Or Hongkong .....		
Portugal (100 tons)	5 482	5 482	5 050	5 450	Argent Londres .....		
Canada (50 tons)	5 277	5 277	4 750	4 950			
Canada (100 tons)	4 885						

## Marché libre de l'or

Occult, Pentacles	160		Enrico Lando	1033 94	3003 94	Offices	1059 98	3054 42	Value	42384 18	42372 99
Occult	342	340	Enrico	1189 34	1121 22	Officiants	1039 01	1039 01	Value	22091 82	22093 54
Occult	610		Enrico	3942 70	3077 76	Opinionnaire	251 45	225 01			
Occult - Occult - Occult	210		Enrico - Occult	26 62	26 23	Opinionnaire	1244 44	1253 82			
Occult - Occult - Occult	170	171	Enrico - Occult	6169 99	6169 99	Opinionnaire	5981 70	5745 22			
Occult - Occult - Occult	240		Enrico - Occult	14045 70	12770 35	Opinionnaire	620 12	620 12			
Occult - Occult - Occult	22 80		Enrico - Occult	13393 03	13393 03	Opinionnaire	16547 02	16513 08			
Occult - Occult - Occult	379		Enrico	2497 99	242 12	Opinionnaire	101 70	99 82			
Occult - Occult - Occult	452	385	Enrico	7679 52	7676 15	Opinionnaire	853 01	839 51			
Occult - Occult - Occult	135 10	135 10	Enrico	282 03	282 07	Opinionnaire	121 64	116 10			
Occult - Occult - Occult	370	338 80	Enrico	431 64	412 07	Opinionnaire	552 08	530 13			
Occult - Occult - Occult	85 30		Enrico	451	459 44	Opinionnaire	82 05	81 74			
Occult - Occult - Occult	430 80		Enrico	439 38	451	Opinionnaire	77 08	74 39			
Occult - Occult - Occult	441	450	Enrico	98 02	98 02	Opinionnaire					
Occult - Occult - Occult	380										
Occult - Occult - Occult	144										

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - c : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - ★ : marché comin

c : coupon détaché — o : offert — • : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
-55-91-82, poste 4330

**S**

da aux  
ises de  
ramien,  
cette  
t avec  
le gou-  
sitait-il  
ans la  
se avec  
venu le  
al) en  
ats de  
s-Unis  
gypto-  
"Éhéran  
sement  
nes le

vis de	ways
qu'elle	i dau
verne-	ouill
à être	une
jusqu'à	la
n défi-	ir à
nilleux	si
à eux,	—
sur leur	si
l'Iran.	q
ès d'un	st
raction	in
géant	si
de la	si
qu'à se	sp
nir les	te
l'assu-	se
pouver-	thali
Musui	lob-
	rele

s et les  
14 mil-  
1979,  
ours de  
nto-dix  
ncreti-  
est à  
: com-  
de ren-  
mais les  
is.

çais  
et 21  
le 1 006  
ulation  
plus.]

cistera  
lant à  
urité,  
t dans  
onnaie  
notre

t sim-  
ritaire  
ion de  
utérêts  
lle est  
on de  
servir à  
s inté-  
it bien  
it pré-  
a et le  
n - les  
CEE -

notre  
ement  
page 6  
ont les  
tre ans  
bles à  
pas si

**Abstract**

100



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Mobilisation internationale pour la protection de la nature. 4 MM. Baker et Chevardnadze se retrouveront à Moscou en mai. 10 La situation au Tibet. 11 Les pressions s'accroissent sur le président Borja pour qu'il se retire.	12-13 La préparation des élections municipales : la campagne à Paris ; les affrontements entre le PS et le PCF dans les villes de plus de vingt mille habitants ; Histoire de villes : prison tranquille à Ensisheim. 14 La mort de Roger-Patrice Pelat.	5 Les hôpitaux publics perturbés par les grèves des internes et des infirmières anesthésistes. 16 Débat entre la Ville et la préfecture de police à propos des agents de sécurité dans l'Est parisien.	17 L'effet « glasnost ». — Les folies de l'art déco au Palais des beaux-arts de Bruxelles. 18-19 Malaise dans la création dramatique. 20 Expositions. 38 Communication.	39 L'affaire Beghin Sey. 40 Le SNIP prêt à contribuer à la limitation de la consommation des médicaments. 42 Les Philippines approuvent le programme du FMI. 44-45 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 32 à 37 Carnet ..... 26 Météorologie ..... 25 Mots croisés ..... 25 Radio-télévision ..... 25 Spectacles ..... 21 à 24	● Réservez vos séjours à la montagne ..... SEJOUR ● Consultez les hauteurs de neige dans les stations ..... CORUS ● Chaque matin le mini-journal de la rédaction ..... JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 AFP 3615 tenez LE MONDE

### La distribution des journaux perturbée par une grève aux NMPP

La Fédération du Livre CGT a annoncé pour le mardi 7 mars à partir de 17 heures un mouvement de grève de vingt-quatre heures reconductible dans les centres des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP). Ce mouvement a pour but d'obtenir des garanties pour les personnels des NMPP chargés du « lissage » des journaux, dont le statut est menacé, selon la CGT, par la mise en place des nouvelles imprimeries du Monde et du groupe de M. Robert Hersant. Ces imprimeries, qui intègrent des « stackers » — appareils programmés par informatique permettant le conditionnement automatique des journaux pour le réseau de vente — priveraient, selon la CGT, les employés des NMPP de leur travail. Le mouvement de grève est parti du centre parisien de La Villette (six cents travailleurs) et devrait perturber la parution des quotidiens nationaux le mercredi 8 mars. Ce jour-là, le Conseil supérieur des NMPP, qui comprend des représentants de ministères et des éditeurs, doit se réunir.

### Au conseil des ministres

### « Plus que les hommes, les femmes sont aujourd'hui touchées par le chômage » déclare le chef de l'Etat

Au cours du Conseil des ministres, mercredi 8 mars, le président de la République a déclaré à propos de la Journée internationale des femmes : « Plus que les hommes, elles peinent pour concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale. Plus que les hommes, elles doivent se battre pour faire admettre qu'un travail égal conduit à un salaire égal. L'égalité professionnelle leur a été reconnue par la loi, mais il reste encore beaucoup à faire pour que

disparaissent les discriminations qui continuent de les frapper dans tous les domaines de leur vie personnelle et professionnelle. Il reste encore beaucoup à faire pour que, dans la vie quotidienne, les hommes et les femmes vivent libres et égaux en droit. En ce 8 mars, je tiens à rappeler ces réalités, et à inviter chacun, et particulièrement les pouvoirs publics, à agir en conséquence. »

Le conseil des ministres a d'autre part adopté le projet de loi présenté par M. Pierre Bérégovoy portant sur la sécurité et la transparence du marché financier, qui élargit les pouvoirs de la COB et institue un contrôle plus sévère des OPA (le Monde du 8 mars). M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, a précisé à la fin du conseil des ministres que ce projet est dans la « droite ligne » de la libéralisation des marchés financiers déjà effectuée par M. Bérégovoy avant 1986, et que ce projet met la réglementation française en accord avec les réglementations européennes.

En tant que ministre des DOM-TOM, M. Le Pensec a présenté, avec M. Edwige Avice, ministre délégué auprès de M. Roland Dumas, une communication sur la politique de la France dans le Pacifique sud. Compte tenu de l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie, l'objectif présenté par M. Le Pensec est, notamment, de resserrer les liens entre la France et ses territoires du Pacifique sud, d'une part, et les Etats souverains de la zone, d'autre part.

MODE ET JALOUSIE ! C'est un fait, nous connaissons tous cette jeune femme qui suscite la jalousie et la curiosité intense de ses meilleures amies !

« Elle porte dix fois plus de nouvelles robes, de vêtements "super" dans des tissus géniaux et cette Mode la rend si attirante. Pourtant elle ne dépense pas tellement... »

Vous voulez connaître son secret, le voilà : faites comme elle, allez chez Rodin.

Vous y trouverez votre revanche sur cette rivalité, au prix le plus doux, des tissus depuis 30 F le mètre. A vous, le bonheur dans la mode.

RODIN 36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

GLOBE DE MARS 240 SALAIRES DE STARS

### La mort de Roger-Patrice Pelat « Maintenant, je vais me battre non seulement pour moi mais aussi pour lui » nous déclare M. Max Théret

M. Max Théret est bouleversé. Et il est venu le dire, mercredi matin 8 mars, au Monde, sans cacher ses larmes. C'est peu après 17 heures, mardi, qu'un coup de téléphone de l'un des fils de Roger-Patrice Pelat lui a appris le décès de celui-ci. L'épouse de M. Théret avait eu Patrice Pelat au téléphone, depuis sa chambre de l'hôpital américain de Neuilly, à 14 h 30 le même jour : « Il disait qu'il allait mieux, que la fièvre était retombée, qu'on venait de lui enlever ses perfusions, raconte-t-elle. Mais surtout, il s'inquiétait de la santé de Max. D'abord de Max, pas de lui-même... »

« Ce qui est scandaleux, c'est qu'on va dire maintenant qu'il était très malade, s'exclame M. Théret. Moi je peux vous dire qu'il y a deux mois, il était aussi solide que ses arbres de Sologne. C'est cette affaire qui l'a tué, cette justice sur la place publique, ces apprentis shé-

rifs. C'est comme si on avait donné des grands coups de pied dans les côtes d'un type un peu chétif. Il en meurt. Et voilà qu'on dit qu'il n'est pas costaud ! C'est pareil. Il était transformé. Physiquement, il ne se ressentait plus de son accident cardiaque d'il y a trois ans... »

Lui-même malade du cœur, M. Théret a quitté son refuge des Yvelines pour venir faire des examens également à l'hôpital américain de Neuilly. Il se retrouve seul en première ligne de l'instruction judiciaire en cours sur l'affaire Pechiney.

« Maintenant je vais me battre non seulement pour moi, mais aussi pour lui. C'est ce que je ressens. Cet homme était innocent. Moi, je lui avais conseillé de parler, de s'exprimer, de ne pas tout garder sur le cœur. S'il ne le faisait pas, c'est parce qu'il avait confiance dans la justice de son pays. Je suis scanda-

lisé. C'était un type formidable, un ami, toujours prêt à aider. Un homme simple qui avait la nature. Il fallait le voir en Sologne, il était transformé. Physiquement, il ne se ressentait plus de son accident cardiaque d'il y a trois ans... »

M. Théret s'interrompt. Il aimerait aussi s'incliner devant la douleur de la famille de son ami. Il hésite, tant la formule lui paraît convenue. Brusquement, il se souvient que, lors de son inculpation pour recel de délit d'initié, Roger-Patrice Pelat « avait été très affecté par l'interdiction qui lui avait été faite de communiquer avec moi, même pour prendre de mes nouvelles ». Une pause. « Certains politiques, professeurs de vertu, feraient mieux de se taire aujourd'hui. Ils se reconnaîtront. Je suis très déterminé. Plus que jamais, il faut se battre. »

Propos recueillis par EDWY PLÉNEL

### La préparation des élections municipales M. Mauroy : « La droite, déchirée ne mène pas de bataille nationale »

DIJON de notre envoyé spécial

Les batailles perdues d'avance ne sont pas forcément les moins mobilisatrices. M. Pierre Mauroy a pu le constater, mardi 8 mars, à Dijon, où M. François Rebsamen conduit une liste d'union de la gauche face au maire sortant RPR, M. Robert Poujade, assuré de conserver un poste auquel il avait été reconduit avec près de 70 % des voix en 1983. Quel que huit cents personnes, en effet, ont participé à un « banquet républicain », au cours duquel le premier secrétaire du PS a observé que les élections municipales ne donnent pas lieu à une « bataille nationale, parce que la droite, déchirée, ne la mène pas ».

La droite, a dit M. Mauroy, « n'est pas d'accord sur les problèmes nationaux ni, non plus, sur les problèmes des villes », de sorte que l'on assiste à « une non-campagne ». Le premier secrétaire estime que l'opposition prévoit ou recherche un haut niveau d'abstention. Il lui a reproché de ne pas mener « le débat démocratique », et il a appelé ses auditeurs à agir pour inciter les électeurs à voter.

Soulignant que le PS, lui, « défend le débat », M. Mauroy a défendu les propositions de son parti pour le remembrement des régions, le développement de la coopération intercommunale, le « nouveau souffle » qu'il faut donner, selon lui, au mouvement associatif. Il a déclaré que le problème des loyers est, à ses yeux, « une véritable affaire ».

### M. Barre : « La tradition lyonnaise risque d'être rompue »

M. Raymond Barre, second sur la liste pour les municipales du maire sortant de Lyon, M. Francisque Colomb (app. UDF), a estimé, mardi soir 7 mars, que « pour la première fois la tradition lyonnaise, non pas apolitique, mais apolitique », risque « d'être rompue ». L'ancien premier ministre, qui n'a pas cité le nom de Michel Noir (RPR), adversaire de M. Colomb, a estimé nécessaire de mettre la gestion de la mairie « à l'abri des affrontements politiques ». Il faut pour cela, a-t-il ajouté, « une équipe qui fasse passer avant des intérêts particuliers les seuls intérêts de la ville de Lyon ».

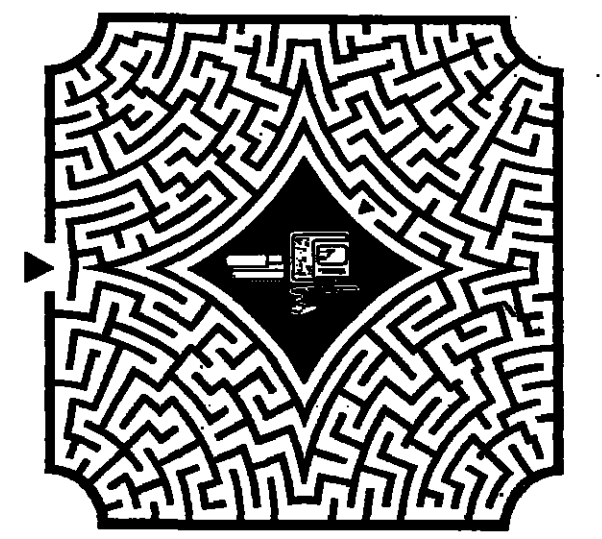
● CANNES : M. Mouillot (PR) répond à M. Chirac. — M. Michel Mouillot, candidat (PR) à la mairie de Cannes, répondant à M. Chirac, qui l'avait qualifié de « malotru », « dénonce avec la plus grande force la campagne diffamatoire qui le met en cause ainsi qu'Anne-Marie Dupuy », maire sortant RPR. Dans un communiqué, M. Mouillot précise que « ce sont là des médiocres provocations destinées à discréditer les candidats aux élections (...). Il est quand même étrange que ce type de provocation arrive à quelques jours d'élections où l'on ne donne généralement pas de la place à l'œuvre de provocateurs et de militants en plein désarroi devant une défaite qui leur paraît inévitable. »

d'Etat », et que le groupe socialiste fera, dès le début de la session parlementaire de printemps, des propositions pour corriger les effets de la loi Méhaignerie. A l'intention des enseignants, il a affirmé qu'il ne faut pas faire de l'argent la seule valeur, « que ce qui distingue un homme d'un autre, ce n'est pas son compte en banque », mais qu'on ne fera pas la réforme de l'enseignement sans revalorisation de la fonction enseignante. « Il faudra du temps, a-t-il dit, mais il faudra, aussi, les mots pour qu'on puisse s'entendre. »

Le premier secrétaire a renouvelé ses appels au rassemblement de la gauche, au second tour de scrutin, là où le PS et le PCF seront allés séparément au premier tour. Dans ce département, voisin de celui de M. Jean-Pierre Soisson, M. Mauroy n'a guère parlé de l'« ouverture ». Déjà, lors d'une étape, l'après-midi, en Moselle, où il était venu soutenir le maire socialiste de Woippy et celui de Rombas, ainsi que le candidat du PS à Farnet, on s'était étonné de voir M. Mauroy traverser Metz sans saluer M. Jean-Marie Rausch. Afin de dissiper tout malentendu, le maire de Metz est venu, à l'aéroport, s'entretenir brièvement avec M. Mauroy avant le départ de celui-ci pour Dijon.

P. J.

Où trouver Macintosh sans vous compliquer la vie ?



Concessionnaire Agréé Grands Comptes

**INTERNATIONAL COMPUTER**

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4° 42 72 26 26  
64, av. du Prado Marseille 6° 91 37 25 03

### Sur le vif Bouclez-la !

Où on est, là ? Où on va ? Suffit d'appuyer sur un bouton, à l'heure des informations, pour apprendre des trucs confondants : Ariane a encore accroché un satellite à la queue d'une comète. Trois gamins berlinois ont piraté l'ordinateur du Pentagone. Un couple américain divorcé se dispute un embryon congelé. On en reste baba, les yeux perdus dans les étoiles d'un avenir radieux : T'es vu ? C'est dingue, non ? Tiens, pousse un peu le son, on entend rien avec tous ces saies cons qui défilent sous nos fenêtres. C'est quoi aujourd'hui ? C'est les profits, les balayeurs, les matons, les toubib ? Faut toujours qu'ils gueulent, ces mecs-là ! Qu'est-ce qu'il y a encore qui va pas ?

C'est ça qui est fou, c'est qu'à l'ère de l'informatic le seul moyen de nous faire savoir ce qui se passe ici, maintenant, dans nos médias, nos écoles, nos prisons, nos hôpitaux, c'est de défilier dans les rues en brandissant des écriteaux. Alors là, on tombe des nues. Quoi ? Qu'est-ce qu'ils racontent ? Avec un bac + 3 + 2, une infirmière anesthésiste qui s'est tapé cinq ans d'études très dures ne touche que 200 belles de plus que sa voisine, infirmière tout court ? Et, après avoir réussi à franchir les barrières d'un concours meur-

trier, un interne de garde est payé 15 F de l'heure, moins qu'une baby-sitter ? Enfin, c'est pas croyable !

Non, c'est pas croyable ! Sur-tout quand on pense qu'un étudiant repçu à l'ENA se voit gratifier de 8 000 F par mois, simplement pour le remerciement de bien vouloir apprendre à devenir juge au tribunal administratif ou attaché d'ambassade. Faut reconnaître, c'est drôlement plus important que de sauver des vies à longueur de nuit.

Résultat : qu'on nettoie les couloirs du métro ou les plaies infectées d'un malade trachéotomisé en ris, on se retrouve ou coude à coude. Serpillière et compresse, même combat ! Et ne venez pas me dire : C'est pas du tout pareil, les uns bossent pour une société privée, les autres pour l'Assistance publique. Si, c'est pareil. C'est un rapport de forces. Regardez les médecins anesthésistes, les chefs de service, ils n'ont eu qu'à ouvrir pour obtenir immédiatement satisfaction. Les infirmières et les internes, eux, ils n'ont qu'à la boucler. Des sous, des sous, il n'y en a que pour ceux qui en ont plus que vous. L'argent, va à l'argent. On vous en donne quand vous en aurez.

CLAUDE SARRAUTE.

### ESPAGNE

### L'ETA optimiste sur les conversations d'Alger avec les émissaires de Madrid

MADRID de notre correspondant

Pour la première fois, le dirigeant de l'ETA militaire, Eugenio Etxeveste, dit « Antxon », évoque les conversations qu'il mène actuellement à Alger avec des émissaires du gouvernement espagnol. Il a choisi pour cela un entretien que publie, mercredi 8 mars, le quotidien basque Egin, proche des milieux indépendants.

Le fonctionnement du processus de conversations respecte les minima exigibles », affirme-t-il, indiquant ainsi que les conditions requises par l'organisation séparatiste pour poursuivre les conversations sont considérées comme remplies. Antxon affirme, en outre, que les contacts actuels d'Alger doivent ouvrir la voie, selon l'ETA, à une phase ultérieure de négociations politiques avec le gouvernement. Il réitère à ce propos que l'organisation n'entend pas se contenter d'une simple libération et réinsertion dans la société de ses membres aujourd'hui en prison. « La dernière tentative du

gouvernement, celle de la réinsertion, constituait une erreur et a coûté une année d'affrontements et de douleur pour les deux parties », affirme-t-il.

Antxon reste évasif sur la prolongation de l'actuelle trêve décrétée par l'ETA, qui prend normalement fin le 26 mars. « C'est l'inconnue majeure qui est dans l'avenir de tous, tant de notre côté que de celui du gouvernement espagnol, dit-il. Cette inconnue s'éclaircira durant ce qui reste de conversations, d'ici au 26 mars. »

THIERRY MALINIAC.

### EN BREF

● COLOMBIE : obèques sans incidents du dirigeant communiste assassiné. — Les funérailles du dirigeant communiste colombien José Antequera, assassiné à l'aéroport de Bogota par des tueurs à gages, ont eu lieu mardi 7 mars à Bogota sans incidents, en présence de quarante mille personnes environ et surveillées par dix mille soldats. Reportées après de longues négociations entre la gauche, qui désirait organiser une manifestation dans le centre de la ville, et le gouvernement, qui l'avait interdite, la cérémonie a duré trois heures.

● EQUATEUR : accord entre le gouvernement et la guérilla. — L'unique groupe insurgé équatorien, Alfaro vive (AVC), quasiment démantelé en 1986, et le gouvernement du président social-démocrate Rodrigo Borja ont annoncé mardi 7 mars la conclusion d'un accord prévoyant l'abandon de la lutte armée par ces derniers guérilleros et leur réinsertion dans la vie civile, annonce l'agence France-Presse de Quito. Le mouvement AVC avait eu dès sa fondation en 1983 des liens avec le M. 19 colombien, lequel se trouve, lui aussi, en train de négocier avec le gouvernement du président libéral Virgilio Barco sa réintégration dans la lutte politique légale.

● JAMAÏQUE : Amnesty demande au gouvernement d'arrêter les exécutions capitales. — Dans un rapport rendu public à Londres, mercredi 8 mars, Amnesty International lance un appel au nouveau gouvernement jamaïcain du travailliste M. Michael Manley, afin qu'il mette un terme aux pendaisons dans le pays (cinquante-neuf depuis 1980) et commue les condamnations à mort de plus de deux cents prisonniers.

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE 45-55-91-82, poste 4330

A C D E F G H

50 من الأمل